

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE
COMMUNE DE SAINT GEOIRE EN VALDAINE

PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Vu pour être annexé à la
délibération d'approba-
tion du PLU en date du :

Le Maire



**ATELIER D'URBANISME
ET D'AMÉNAGEMENT F.LATUILLERIE**
Tel : 06 77 80 43 00 / mail : f.latuillerie@orange.fr
D.DURAND Écologue
Tel : 06 80 31 25 74 /



L.LAURENT
Bioinsight 20 rue Bellecombe 69006 Lyon
téléphone/télécopie 04 72 74 03 99
Siret 394 265 193 00034 A.P.E. 742 C

SOMMAIRE

A Le contexte général

1 - Présentation de la commune.....	p.1
2 - Histoire et étymologie	p.2
3 - Motif de la révision	p.3
4 - Le cadre législatif	p.4
5 - Le cadre supracommunal	p.6

B Environnement - état initial

1 - La géologie	p.9
2 - Relief	p.12
3 - occupation du sol	p.14
4 - habitat naturel, la flore	p.17
5 - La faune	p.22
6 - Connexité écologique	p.27
7 - Hydrographie hydrologie	p.29
8 - Le climat	p.47
9 - Zonages environnementaux	p.48
10 - Contrat de rivière	p.56
11 - SDAGE	p.57
12 - Risques naturels et technologiques	p.58
14 - Priorités environnementales	p.70

C Synthèse paysagère

1 - Les unités paysagères	p.74
2 - Le paysage urbain	p.79
3 - Les monuments protégés	p.92
4 - Le bâti	p.94
5 - Le mobilier urbain - la signalétique	p.105
6 - Le végétal	p.107
7 - Les couleurs	p.109

D Situation humaine et économique

1 - Le bilan du POS	p.112
2 - Les tendances de l'urbanisation	p.115
3 - La population	p.110
4 - Les logement	p.113
5 - L'activité économique	p.115
6 - L'agriculture	p.119
7 - Les équipements	p.130
8 - La trame viaire	p.134

SOMMAIRE (SUITE)

E Justification du projet

1 - Les enjeux	p.137
2 - Les objectifs	p.138
3 - Le parti urbanistique	p.141

F Les justifications du zonage

1 - La zone Ua	p.145
2 - La zone Ub	p.147
3- La zone Ud	p.149
4- La zone Uh	p.150
5- La zone Ue	p.151
6 - Les zones AU	p.153
7 - La zone A	p.155
8 - La zone N	p.158
9 - ER-EBC	p.161
10 - Equipements	p.163
11 - Tableau des surfaces	p.164
12 - capacité d'accueil	p.165

G Evaluation des incidences sur l'environnementp.166

La commune de Saint Geoire en Valdaine occupe une position géographique centrale par rapport aux grandes métropoles régionales : Lyon, Grenoble et Chambéry, situées chacune à environ 30mn-1h00 de trajet, mais reste relativement excentrée par rapport aux principaux axes de circulation de la région.

Située dans à la limite des terres froides et dans la vallée de l'Ainan, dans un paysage vallonné et aux portes de la Chartreuse, Saint Geoire en Valdaine possède une amplitude de 375 mètres, le point le plus haut se situant à 739 mètres et le plus bas à 364 mètres. Les principaux reliefs sont le mont Velanne culminant à 647 mètres au-dessus du domaine de Cotagon, le mont Servelongue (ou Serve Longue) culminant à 779 mètres sur la commune voisine de Saint-Sulpice-des-Rivoires, le coteau de Corézin.

En revanche, elle dispose d'une qualité de site remarquable et offre à ses habitants un cadre de vie naturel et urbain remarquable.

Comme le souligne le Schéma Directeur, de nombreux facteurs concourent au développement économique et social du territoire :

- démographie positive : mouvements naturels et migratoires positifs ;
- attractivité résidentielle forte de tout le territoire du fait de la pression foncière croissante dans l'agglomération de Grenoble, du cadre de vie et des prix pratiques, inférieurs aux marchés isérois urbains ;
- qualité des services offerts à la population dont notamment la pérennité de l'activité hospitalière avec la rénovation en cours de l'hôpital local et le maintien de la qualité du centre de Réadaptation de Cotagon.

Sources : Commune de Saint-Geoire en Valdaine

Étymologie :

Le nom de la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine se décompose en deux parties. La première " Saint-Geoire " pourrait faire référence à saint Georges (Georges de Lydda) un martyr chrétien légendaire qui aurait vécu au IV^e siècle, connu pour avoir livré un combat acharné contre un dragon afin de sauver la fille d'un roi de la région de Beyrouth. Il sortit triomphant de ce combat grâce à l'aide du Christ, et à partir du VII^e siècle le culte de Saint-Georges se développa en Orient et en Occident. Il existe cependant une deuxième hypothèse concernant cette première partie du toponyme de Saint-Geoire-en-Valdaine, ou il serait question de Saint-Georges-de-Vienne, évêque de Vienne qui vécut au cours du VIII^e siècle.

La deuxième partie " en-Valdaine " serait une contraction de Val d'ainan qui est une altération de val des nans. Le val désignant une vallée et nan étant un terme du patois savoyard qui indique des petits cours d'eau.

Histoire :

Au XII^e siècle débute la construction de l'église de Saint-Geoire, chef-d'œuvre aujourd'hui classé (et restauré en 2008).

À partir de l'époque moderne, la région de Saint-Geoire se caractérise par une forte résistance à l'influence huguenote, qui se développe autour de Grenoble. Saint-Geoire est un fief catholique et le restera : en 1590, une armée de 80 huguenots grenoblois armés d'arquebuses assaillent la Maison Forte de Saint-Geoire, qui résiste seule puis avec le concours des habitants de Virieu, conduits par leur châtelain.

Dès le XVI^e siècle, l'histoire de la Valdaine est en effet dominée par le château de Longpra, sis au-dessus de Saint-Geoire. Les douves et le pont-levis qui permet d'accéder au château témoignent de ce que fut la Maison-Forte de Longpra au Moyen Âge : une demeure austère et bien défendue.

Dès 1755, Pierre-Antoine Pascal de Longpra, Conseiller au Parlement de Grenoble, fait réédifier la Maison Forte selon les canons architecturaux du Grand Siècle. Il recourt aux maçons et charpentiers de la Valdaine et de la Savoie procheainsi qu'au concours d'ébénistes venus de Grenoble dont la célèbre famille Hache. Le résultat est un ravissant château classique, adapté aux réceptions fastueuses de la noblesse dauphinoise.

En 1881, la vaste commune de Saint-Geoire est amputée de trois de ses hameaux qui sont érigés en communes : Massieu, Saint-Sulpice-des-Rivoires et Velanne. Enclave très rurale, la Valdaine voit cependant se développer au XIX^e siècle, tout le long de l'Ainan, des usines spécialisées dans le textile.

Le territoire de la commune de Saint Geoire en Valdaine est régie par un Plan d'occupation de Sols (POS) : approuvé le 15 décembre 2000, révision partielle n°1 approuvée le 15 janvier 2001 dernière modification approuvée le 19 février 2010

Suite à la catastrophe naturelle du 7 juin 2002, lorsque de violents orages ont provoqué des coulées de boue et une crue subite de l'Ainan qui noient plusieurs habitations et équipements de Saint-Geoire-en-Valdaine, la commune a fait réaliser une carte des aléas.

Par ailleurs, dans un cadre de mutation et de développement régional important et parallèlement au développement constaté dans le secteur communal et supra-communal et à la mise en application des nouveaux textes législatifs, la commune a voulu préciser ses choix pour l'avenir et se doter d'un document d'urbanisme permettant de répondre à l'évolution des besoins, en les inscrivant dans un cadre réglementaire qui mette l'accent sur la qualité urbaine des espaces à aménager et sur la valorisation du cadre de vie.

Afin de répondre au mieux aux évolutions communale et extracommunales, notamment du schéma directeur du pays voironnais, la commune a ainsi décidé la révision de son POS.

Les objectifs globaux de développement affichés par la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU sont notamment de :

- mettre en conformité le document d'urbanisme communal avec la carte des aléas.

- maîtriser la dynamique urbaine du village en orientant le développement en fonction des équipements existants,

- faire face à la pression foncière croissante liée au caractère attractif de la commune,

- contenir l'urbanisation au regard de la croissance urbaine liée aux dispositions du POS en vigueur.

- diversifier l'offre en terrains à bâtir pour répondre aux différents types de demandes recensées sur la commune le renouvellement de la population et le maintien des équipements,

- permettre le maintien du tissu économique local (accueil touristique, agriculture ...),

- préserver les espaces naturels très riches de la commune garants de la qualité et de l'attractivité du cadre de vie, tout en permettant la réhabilitation du patrimoine bâti existant.

La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU en 2000) a souhaité donner une nouvelle impulsion à l'élaboration des documents d'urbanisme locaux en remplaçant le plan d'occupation des sols (POS) par le plan local d'urbanisme (PLU).

A travers ce texte de loi, le bien foncier est affirmé comme une ressource naturelle dont il convient d'assurer la préservation, mais aussi l'optimisation. C'est pourquoi, les communes doivent déterminer à travers leur PLU les conditions d'un développement durable en respectant les trois principes suivants :

- Principe d'équilibre entre aménagement de l'espace et préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières ainsi que la protection des espaces naturels et des paysages ;
- Principe de mixité sociale et de diversification des fonctions urbaines ;
- Principe d'utilisation économe et équilibrée de l'espace.

De plus, le PLU doit dépasser le simple outil de gestion foncière qu'était le POS et devenir le document qui traduit le projet politique d'aménagement du territoire communal. C'est pourquoi la loi SRU, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat, adjoint une nouvelle pièce au contenu du dossier, le projet d'aménagement et de développement durable (PADD).

A travers ce document, la commune exprime son projet politique d'aménagement du territoire communal pour les années à venir. Si la loi Urbanisme et Habitat a ôté au PADD toute valeur juridique à l'égard des tiers, ce document n'en demeure pas moins la clé de voûte du PLU sur lequel la commune et les services compétents s'appuieront pour déterminer la limite entre révision et modification du PLU.

En parallèle, la loi Urbanisme et Habitat (2003) a introduit, un document distinct du PADD, qui permet à la commune de définir les orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager. Ces orientations sont quant à elles opposables aux autorisations d'occuper le sol dans un rapport de compatibilité (respect de l'esprit des orientations).

Le PLU demeure le document local de référence pour instruire les demandes d'autorisations d'occuper et d'utiliser le sol au travers des pièces réglementaires composées à la fois du document écrit (le règlement) et des documents graphiques (le plan de zonage). Le règlement a peu évolué entre le POS et le PLU, en revanche, il est à noter la nouvelle valeur juridique des éléments graphiques qui font désormais partie intégrante du règlement et procèdent au découpage du territoire communal en quatre zones :

- Zones urbaines dites «U»,
- Zones à urbaniser dites «AU »,
- Zones agricoles dites «A »,
- Zones naturelles et forestières dites «N ».

Enfin, la loi SRU intègre la concertation avec l'ensemble des personnes concernées par le projet (population, associations locales et représentants de la profession agricole) et favorise l'association des personnes publiques.

Les lois SRU et Urbanisme et habitat constituent les principales évolutions du code de l'urbanisme cadrant l'élaboration du PLU, toutefois d'autres textes de portée nationale n'en demeurent applicables dans le cadre de l'élaboration du PLU de Montfalcon.

La loi sur l'eau affirme que l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation ; sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Cette loi cadre l'intervention des collectivités locales dans la gestion des eaux, notamment en ce qui concerne l'assainissement.

La loi paysage vise notamment à assurer une meilleure prise en compte de la qualité des paysages et une maîtrise de leur évolution lors de l'élaboration des documents d'urbanisme (SCOT, PLU) et de l'attribution des autorisations de construire. Ce texte apporte notamment des précisions concernant le traitement des entrées de ville, à travers l'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme.

Enfin, la commune est frappée de plusieurs servitudes d'utilité publique, dont la liste exhaustive et le plan sont joint en annexes dans le dossier de PLU.

- A4 : terrains riverains des cours d'eau non domaniaux
- AC1 : protection des monuments historiques
- AS1 : instauration des périmètres de protection des eaux potables et des eaux minérales
- I4 : canalisation électrique (ouvrages du réseau d'alimentation général et des réseaux de distribution publique), ancrage, appui, passage, élagage et abattage d'arbres
- JS1 : installations sportives (protection des installations)
- INT1 : voisinage des cimetières
- PT1 : transmissions radio électriques
- PT3 : communications téléphoniques et télégraphiques
- PT4 : télécommunication (élagage aux abords des lignes empruntant le domaine public)

LE SCHÉMA DIRECTEUR

sources : Schéma de Directeur de la RUG

“ Le Schéma Directeur tente d'apporter des réponses alternatives aux deux principaux phénomènes que rencontre la région grenobloise (à l'instar de nombreuses autres régions) :

La périurbanisation, et ses impacts en termes de déséquilibre et de dépendance des territoires ;

L'étalement urbain, et ses impacts en termes de consommation d'espaces naturels et agricoles et de banalisation des paysages.

Son "PADD" traduit deux orientations principales qui guident l'ensemble du document :

- **L'équilibre et l'autonomie des territoires ;**
- **La qualité des territoires et l'économie d'espace.**

Pour chacune de ces orientations, on peut distinguer les grands objectifs, conçus comme une vision pérenne (c'est-à-dire bien au-delà de la durée de vie des documents de planification) et des moyens concrets de leur réalisation qui pourront évoluer avec la vie des territoires.

L'équilibre et l'autonomie des territoires

La vision de la région grenobloise qui sous-tend l'ensemble du dispositif du Schéma Directeur est une région urbaine à deux niveaux d'organisation :

- Pour les activités exceptionnelles : une région unitaire (un même bassin de vie) centrée sur son pôle grenoblois ;
- Pour les activités plus " ordinaires " et quotidiennes : des secteurs plus équilibrés et " autonomes".

La poursuite de la périurbanisation entraîne des déséquilibres à l'échelle de la région grenobloise avec :

- Un maintien de la concentration des emplois et des services dans l'agglomération centrale ;
- Une diffusion de l'habitat dans les secteurs extérieurs.

Ces déséquilibres, qui continuent de se renforcer, induisent une dépendance croissante des territoires extérieurs vis-à-vis de l'agglomération, y compris pour les activités quotidiennes (emplois, commerces, services...). Ceci est une des raisons de la croissance des flux migratoires et de leurs conséquences (bouchons, bruit, pollutions, accidents...).

L'objectif d'équilibre des territoires suppose la mise en place de politiques publiques (PLH, PDU, SDEC...) qui permettent, en articulant les politiques d'urbanisme et de déplacements, d'assurer :

- Dans chaque secteur, une offre de logements, d'emplois, de commerces, de services et d'équipements qui répondent aux besoins quotidiens des populations actuelles et futures;
- Une offre de déplacements à l'intérieur de ces territoires qui soit cohérente avec la recherche d'une plus grande proximité dans les fonctionnements quotidiens.

Cette vision et ces grands objectifs d'équilibre et de déplacements cohérents constituent le socle même du Schéma Directeur. Ce socle devra être pérennisé dans le futur SCOT, à partir de 2010.

En effet, pour être atteints, les grands objectifs doivent faire l'objet d'actions publiques volontaires menées dans la continuité et sur le long terme, sans changement de cap.

Par contre, l'ensemble des moyens concrets définis par le Schéma Directeur pour atteindre ces objectifs constitue une première étape qui devra certainement être optimisée régulièrement. Le Schéma de secteur constitue une opportunité importante pour rendre plus efficace les moyens concrets d'action, à la fois sur le territoire du Voironnais comme sur les autres secteurs de la région grenobloise.

La qualité des territoires et l'économie d'espace

Pour la qualité des espaces urbains et naturels, ainsi que pour la nécessaire économie d'espace, le Schéma Directeur propose de nombreuses modalités que doivent reprendre les PLU, les documents de planification ainsi que tous les projets d'aménagement du territoire :

- Travailler à très long terme à surfaces urbaines constantes ;
- Mettre en valeur les espaces naturels et agricoles, par un zonage approprié, mais aussi par la définition de " limites stratégiques " ;
- Améliorer la qualité urbaine notamment par des préconisations pour le traitement des voies principales et de leurs abords ;
- Protéger voire développer une mixité urbaine.

Là encore, les moyens concrets proposés par le Schéma Directeur sont une étape, et le Schéma de secteur est une occasion de les réinterroger afin de les améliorer.”

LE SCHÉMA DE SECTEUR:

Sources : Schéma de secteur du Pays Voironnais > Document d'Orientations Générales "LE SOUS-BASSIN DE VIE DE LA VALDAINE"

"Le sous-bassin de vie de la Valdaine est essentiellement défini par sa topographie : le Val d'Ainan, en aval de Chirens, et les collines qui l'entourent.

Les objectifs du Schéma de secteur :**Concernant l'autonomie et l'équilibre du territoire**

L'enjeu d'équilibre entre les fonctions économiques et résidentielles du Voironnais s'exprime surtout dans le Val d'Ainan à travers des objectifs :

- > De maintien d'activités compatibles avec la configuration rurale du secteur pour répondre à des enjeux à la fois économiques et d'animation du bassin de vie,

- > De diversification de l'offre de logement, en particulier au profit d'une offre locative accessible pour les jeunes et les personnes âgées.

Concernant l'équilibre entre espaces bâtis et non bâtis

La grande richesse naturelle du Val d'Ainan, ainsi que son identité rurale implique la déclinaison d'objectifs spécifiques en matière :

- > De préservation des sites naturels, et de promotion de mesures agro-environnementales dans les espaces bordant ces sites,

- > De préservation de la viabilité économique de l'agriculture locale, en tenant compte de ses caractéristiques fortement orientées vers l'élevage bovin,

- > De non-consommation de toutes les surfaces urbanisables du Schéma Directeur, et de limitation de la consommation d'espace par logement, afin de maîtriser l'étalement urbain et de conserver l'identité du Val d'Ainan.

Par ailleurs, le récent épisode de crues de juin 2002 a démontré la nécessité d'intégrer les risques naturels en amont des projets d'aménagement.

Enfin, la capacité d'alimentation en eau potable de ce sousbassin de vie limite les possibilités de développement, et ce dernier devra donc être dimensionné en fonction des capacités de la ressource en eau.

Concernant l'organisation fonctionnelle

Le sous-bassin de vie de la Valdaine est caractérisé par la présence d'un pôle local bien identifié qu'est Saint Geoire en Valdaine, et par l'attractivité de Pont de Beauvoisin.

Saint-Geoire-en-Valdaine, bien qu'identifié au Schéma Directeur comme pôle urbain à conforter, a perdu une partie de son influence ces dernières années. Cette évolution est la conséquence de l'évolution des modes de vie, et de la plus grande facilité de déplacement. Elle devrait s'accroître avec l'implantation prévue du collège à Chirens qui conférera une attractivité nouvelle à cette commune située au débouché naturel du Val d'Ainan.

Il convient donc de prendre en compte cette évolution du statut de Saint-Geoire-en-Valdaine de pôle intermédiaire vers celui de pôle de proximité, qui devra par contre être conforté comme tel.

La commune de Pont de Beauvoisin d'une part, la commune de Voiron d'autre part assurent les services de niveaux intermédiaires pour le sous-bassin.

Le réseau de transport collectif devra prendre en compte ces évolutions pour faciliter l'accessibilité à Pont de Beauvoisin et de Voiron."

LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT

Les objectifs généraux du PLH

- Produire davantage de logements, tout en renforçant la qualité immobilière et urbaine, dans une perspective de développement durable
- Favoriser les parcours résidentiels, garantir la cohésion sociale et territoriale
- Poursuivre la requalification du parc existant et le renouvellement des territoires fragilisés
- Favoriser l'accès au logement des personnes précarisées et apporter des réponses adaptées aux demandes spécifiques

L'application du PLH à Saint Geoire en Valdaine

Bien que la commune ne soit pas concernée par l'article 55 de la loi SRU imposant 20% de logements sociaux parmi les résidences principales, il apparaît nécessaire, en application du PLH, que la commune fasse un effort significatif dans la production de logements sociaux.

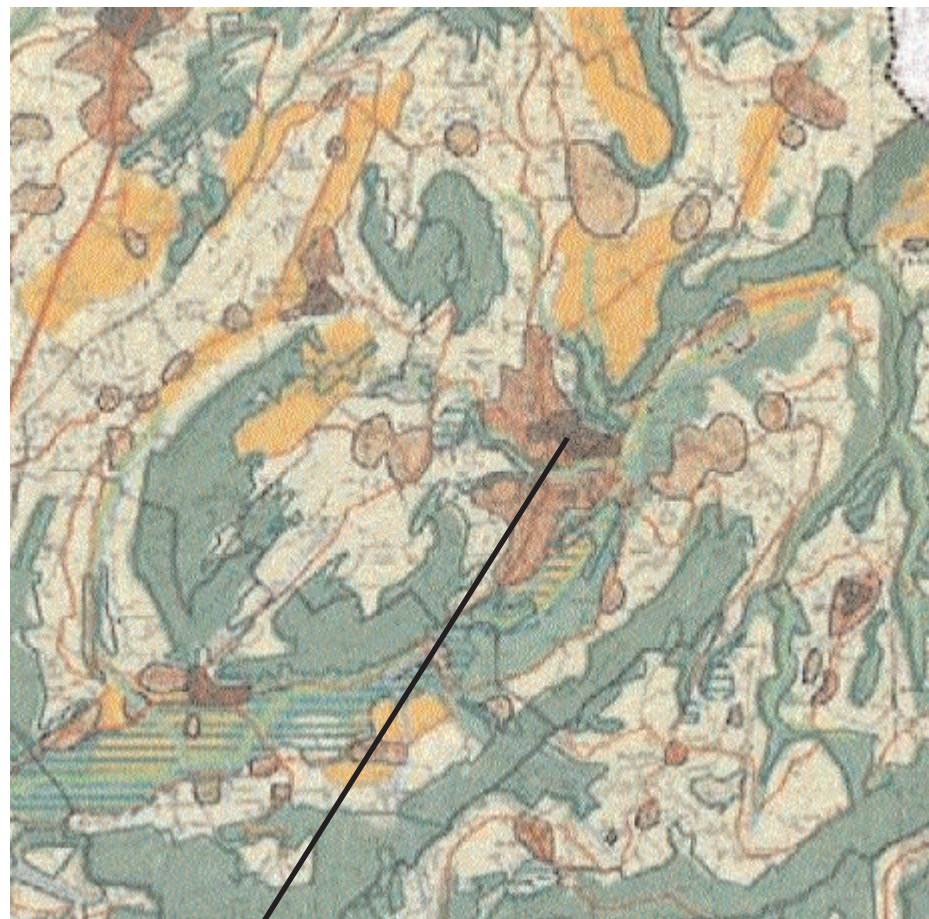
La part de logements sociaux doit rester stable : il s'agit donc que la production de logements sociaux s'amplifie afin de compenser le développement important du marché privé. L'objectif de mixité sociale doit se traduire par la réalisation de petites opérations à vocation sociale, diffuses et bien intégrées dans le tissu urbain.

Au-delà du logement social, la mixité démographique prônée par le PLH nécessite une diversification de l'offre de logements (plus d'habitat locatif et de petits logements) sur la commune qui est largement dominé par l'habitat individuel en accession à la propriété.

LA CARTE DE DESTINATION GÉNÉRALE DES SOLS (extrait)

Cette carte détermine la destination générale des sols, qu'ils soient destinés à l'urbanisation, à l'agriculture ou aux espaces forestiers et naturels. C'est une carte majeure pour orienter les zonages et règlements des POS et PLU.

La compatibilité à cette carte s'applique notamment pour la détermination des zones U ou AU des PLU, dans la mesure où celles-ci doivent être incluses dans les espaces dédiés par le Schéma Directeur. En effet les documents d'urbanisme et de planification peuvent éventuellement être plus protecteurs pour les espaces agricoles et naturels, mais pas moins.



Village

LIMITES

- Limite de principe
- Limite stratégique

ESPACES URBAINS

Espaces urbains mixtes (Habitat, équipements, services, activités)

1^{ère} phase :

Espaces urbains confirmés :

- Espace urbain central
- Espace prioritaire du confortement urbain
- Espace urbain mixte
- Urbanisation en hameau

2^è phase

- Marge de manœuvre à vocation espace urbain mixte

Espaces à dominante économique

1^{ère} phase

- Espace urbain confirmé à vocation économique

2^è phase

- Marge de manœuvre à vocation économique

Espaces pour grands équipements

- Grand équipement

ESPACES NATURELS

- Espace agricole à fort potentiel
- Espace ouvert à enjeux agricoles et de cadre de vie
- Espace naturel
- Espace d'intérêt écologique ou site naturel classé
- Corridor écologique
- Espace à dominante loisirs
- Carrière autorisée
- Forêt sur massif
- Forêt alluviale
- Réseau hydrographique

LA GEOLOGIE ET L'HYDROGEOLOGIE

Source : 1. Carte géologique de la France au 1/50000, coupure de Voiron. 2. Carte des aléas de Saint-Geoire-en-Valdaine. Note de présentation. Mai 2005.

Le contexte

La commune de Saint-Geoire en Valdaine est située sur la bordure du Bassin molassique miocène du Bas Dauphiné, un vaste domaine géologique composé de poudingues de différentes origines.

L'ère quaternaire a été marquée par la présence de langues du glacier du Rhône qui ont creusé les vallées originelles dont celle de l'Ainan.

Les formations géologiques

- Les terrains du Tertiaire

Les formations du Tertiaire constituent le substratum de la région. Elles sont représentées par des dépôts d'âge miocène (seconde moitié du Tertiaire). La formation dominante dans la commune est un conglomérat molassique dit poudingue affleurant ou sub-affleurant dans la presque totalité du territoire. Ce conglomérat est constitué de galets de taille décimétrique souvent compactés ou liés par un ciment molassique.

- Les terrains du Quaternaire

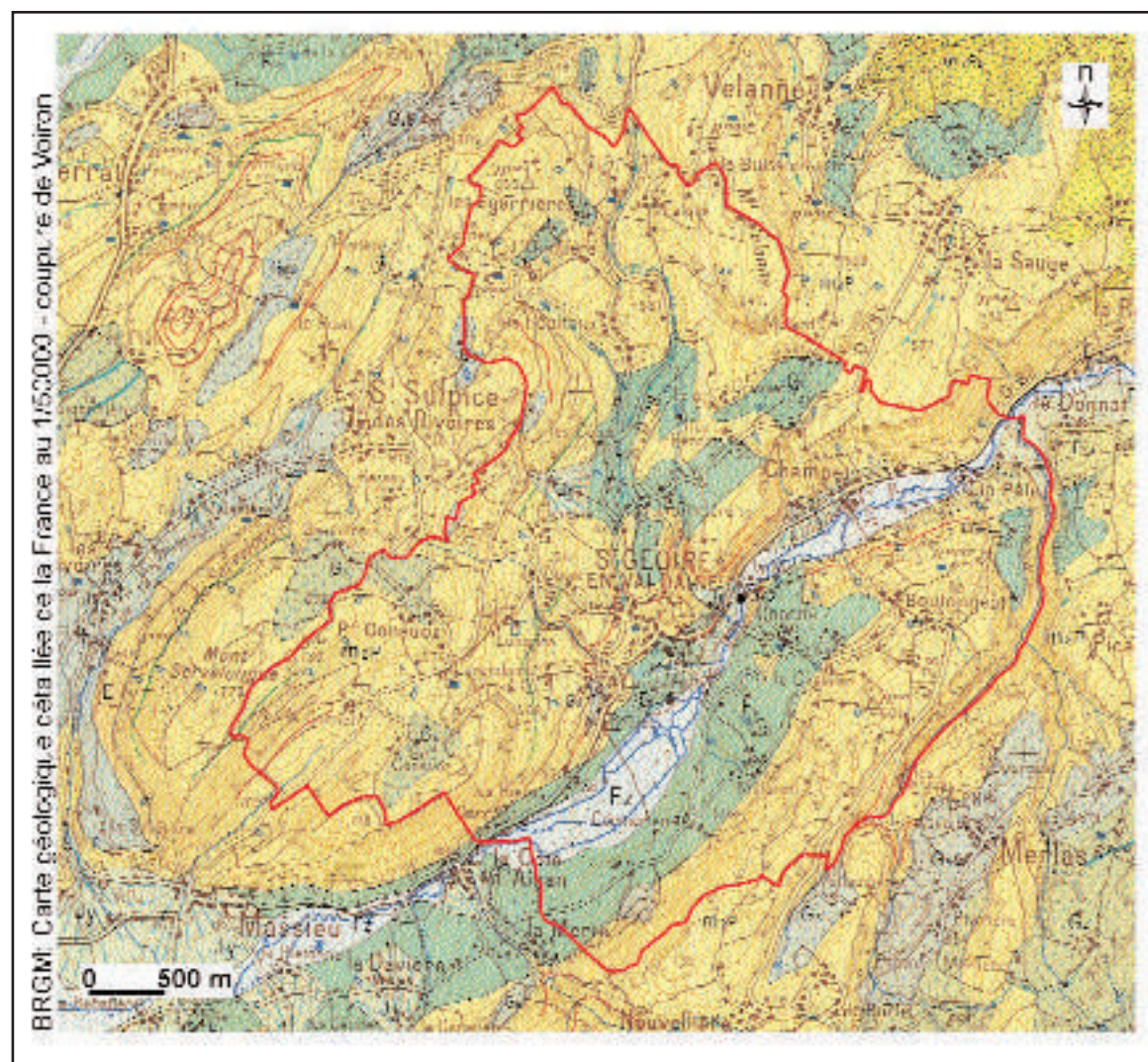
Ces terrains comprennent des formations d'origine glaciaire et des dépôts quaternaires récents.

- Les formations d'origine glaciaire : Elles sont constituées de placages morainiques gravo-argileux présents çà et là sur les versants notamment à l'amont du bourg, de dépôts fluvio-glaciaires de nature graveleuse à matrice sableuse localisés dans l'extrémité Nord-Est de la commune (amont du quartier de la Pale) et de dépôts fluviaux graveleux et sableux, situés à la base des versants des deux rives de l'Ainan.

- Les dépôts quaternaires récents sont représentés par les alluvions actuelles de l'Ainan, de nature graveleuse, déposées dans le fond de la vallée de l'Ainan, des colluvions de composition argileuse et caillouteuse pouvant se situer

en pied de versant et de cônes de déjection torrentielles formés d'accumulation de matériaux très hétérogènes, au débouché des combes.

La couche d'altération du substratum est constituée de matériaux essentiellement argileux, sur une épaisseur de quelques décimètres.



Formations du Quaternaire



Alluvions actuelles



Cône de déjection stabilisé



Alluvions fluviales et glaciaires associées

Formations du Tertiaire



Miocène. Conglomérats

Sensibilité des formations géologiques aux phénomènes naturels

Selon leur composition, les formations présentes dans le territoire communal peuvent générer des risques d'instabilité, notamment lorsqu'elles recouvrent des terrains en pente.

Les formations géologiques

- La teneur en argile de certaines formations (dépôts morainiques, couche superficielle altérée ...) leur confère de médiocres propriétés géomécaniques favorisant les glissements de terrain, notamment en présence d'eau.
- Les niveaux alluvionnaires quaternaires et les dépôts plaqués sur versant présentent en raison de leur caractère meuble une forte sensibilité à l'érosion. C'est notamment le cas des berges des cours d'eau et des combes.
- Les affleurements de poudingue peuvent localement générer des chutes de pierres et de blocs.

La commune de Saint-Geoire-en-Valdaine dispose d'une carte des aléas liés à la géologie et aux mouvements de terrain (voir page suivante). Les zones présentant un risque d'instabilité seront signalées dans le plan de zonage du PLU, pour les zones urbaines et de future urbanisation (U et AU) agricole A et naturelle recevant de l'habitat ou des constructions (Nh et Nhb) .

Les mouvements de terrain survenus dans la commune

Les phénomènes connus se traduisent par des glissements de terrain. Lors de l'épisode pluvieux du 6 juin 2002 de nombreux glissements de terrain ont été enregistrés dans la commune. De superficie variable (de quelques mètres carrés à quelques centaines de mètres carrés), ils ont affecté divers terrains, de nombreux talus et plusieurs combes. Ces glissements ont entraîné divers désordres et destructions sur la voirie et des constructions.

Le cadre morphologique

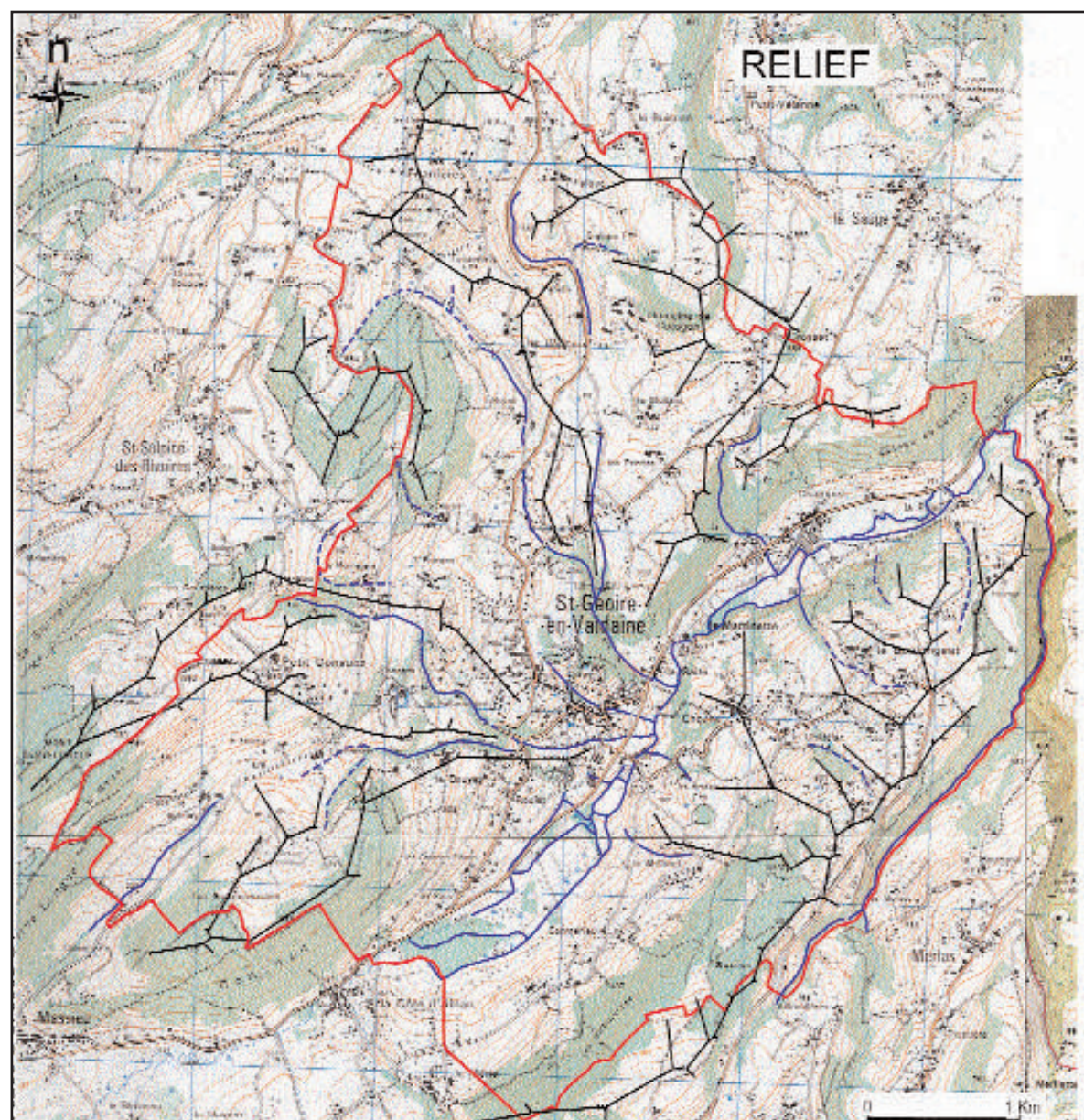
Le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine s'inscrit dans le contexte morphologique des collines du Pays voironnais. Ce territoire qui s'étend du Val d'Ainan (à l'Ouest) à la basse vallée du Guiers (au Nord) et à la montagne du Raz (au Sud) est une transition entre les reliefs vigoureux de la Chartreuse et les collines de l'avant-pays dauphinois. Les marais de fonds de vallées (Ainan, Morge, Guiers Mort) ont pour origine des surcreusements glaciaires comblés d'alluvions fluvio-glaciaires et fluviales.




Les unités topographiques

Le relief de la commune s'articule autour de la vallée de l'Ainan qui en forme l'axe majeur orienté Sud-Ouest/Nord-Est. La rivière détermine ainsi deux versants d'exposition principale Sud-Est (versant rive gauche) et Nord-Ouest (versant en rive droite).

On distingue trois grandes unités de reliefs :

- Le versant rive gauche : fortement morcelé en plusieurs sous-ensembles par les nombreux affluents en rive droite de l'Ainan qui creusent de profondes combes, ce versant constitue la principale unité de relief de la commune. De la vallée de l'Ainan au sommet de Servalongue il s'étage de 450 m à 730 mètres d'altitude. La partie aval du versant accueille les principaux secteurs urbanisés de la commune, notamment le chef-lieu de Saint-Geoire-en-Valdaine.
- Le versant rive droite : d'une altitude maximale analogue au précédent, ce versant est peu découpé par le réseau hydrographique. De la sorte il constitue un ensemble relativement homogène au regard de l'exposition dominante (Nord-Ouest).
- La vallée de l'Ainan : elle forme entre les deux versants une unité étroite dans sa partie Nord-Est (amont) qui va en s'élargissant vers l'aval où elle est occupée en grande partie par des espaces naturels (tourbière).



-  Ligne de crête
-  Altitude
-  Cours d'eau

La commune de Saint-Geoire-en-Valdaine présente une superficie de 1 674,33 ha (surface projetée calculée dans un Sig à partir des données de l'I.G.N.). Son occupation du sol, c'est-à-dire sa couverture biophysique caractérisée par la nature des objets qui la composent, objets tels que les cultures, les forêts, les bâtis..., est décrite par la base de données vectorielles Corine land cover 2006. Cette base présente une description de 25 ha (plus petite unité cartographiée) ; c'est la raison pour laquelle des petits objets tels que le réseau viaire ne sont pas visualisés. Destinée à suivre l'état de l'environnement dans l'Union européenne (standardisation de la typologie des objets), cette base est par conséquent orientée sur l'occupation biophysique du sol et non sur son utilisation ; elle privilégie donc la nature des objets plutôt que leur fonction socioéconomique. En 2006, le schéma général de l'occupation du sol de Saint-Geoire-en-Valdaine est caractérisé par : (1) les surfaces agricoles, constituant 73 % de la commune ; (2) les surfaces naturelles que sont les forêts (22 %) ; (3) les surfaces artificielles (5 %), schéma général plus précisément représenté par les objets (carte occupation du sol C.L.C. 2006) :

1 les mosaïques de cultures et de prairies – juxtapositions de petites parcelles de cultures annuelles et de prairies – totalisant 641 ha, soit 38 % de la commune ;

2 les forêts de feuillus (376 ha, soit 22 %) ;

3 les prairies (331 ha, 20 %) ;

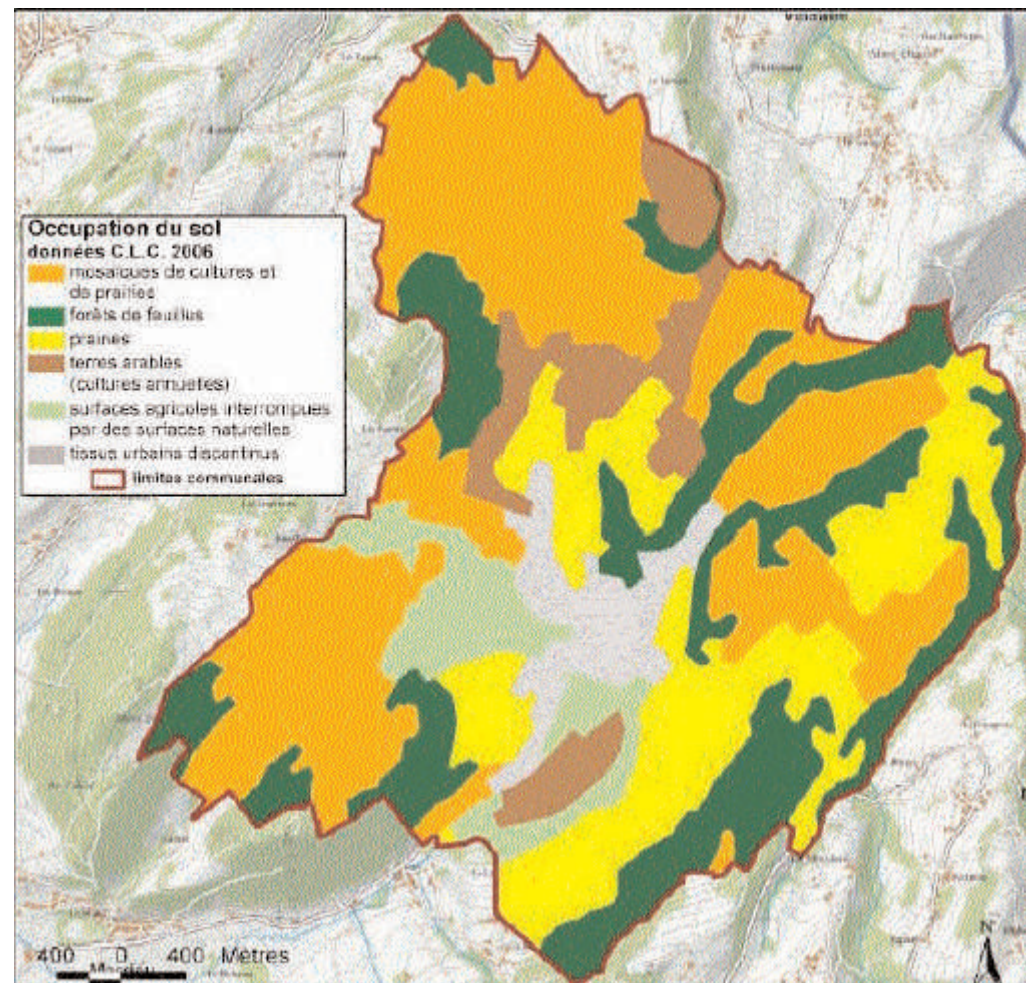
4 les terres arables (130 ha, 8 %) ;

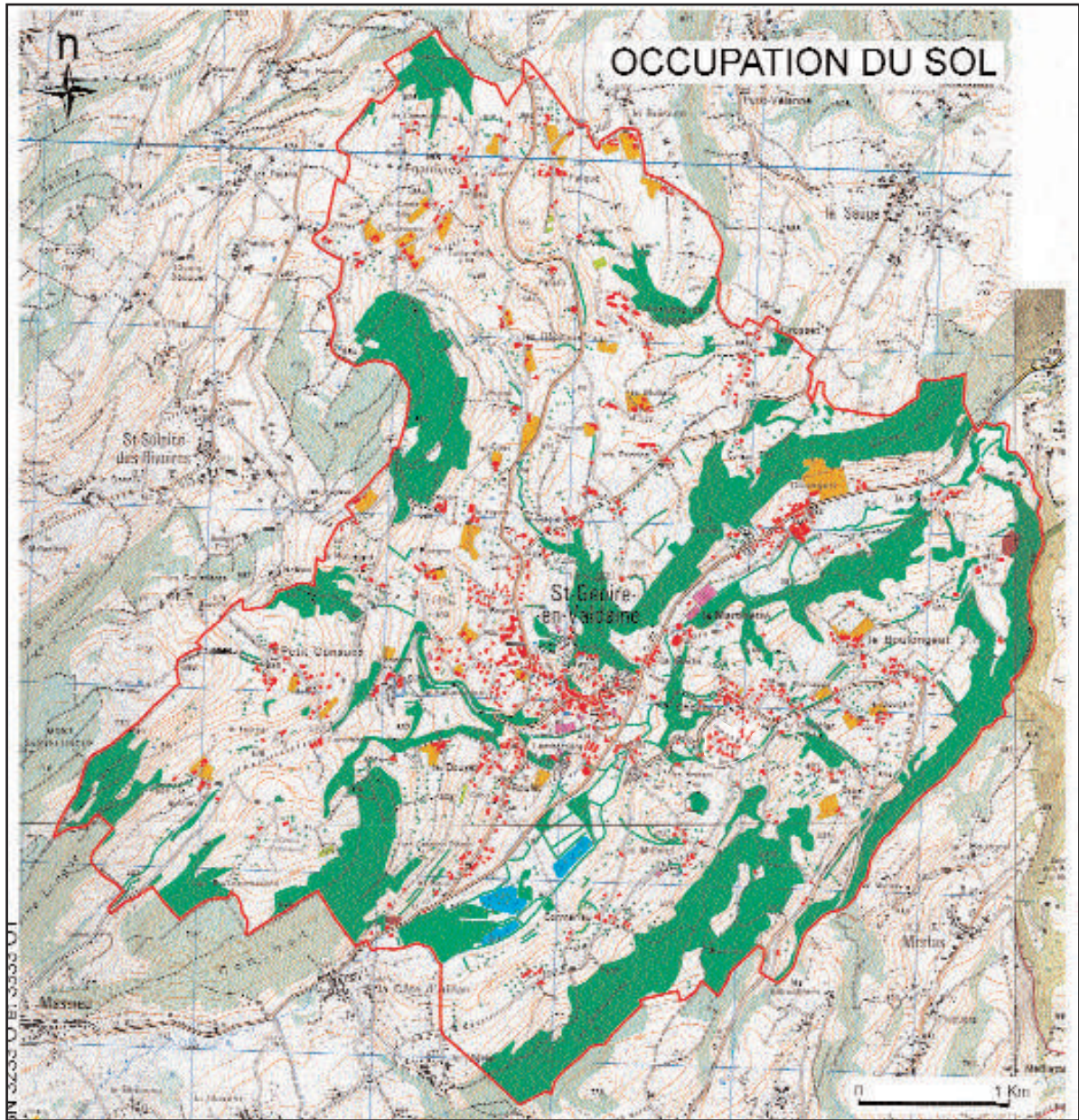
5 les surfaces agricoles interrompues par des surfaces naturelles (110 ha, 7 %) ;











6 les tissus urbains discontinus (80 ha, 5 %).

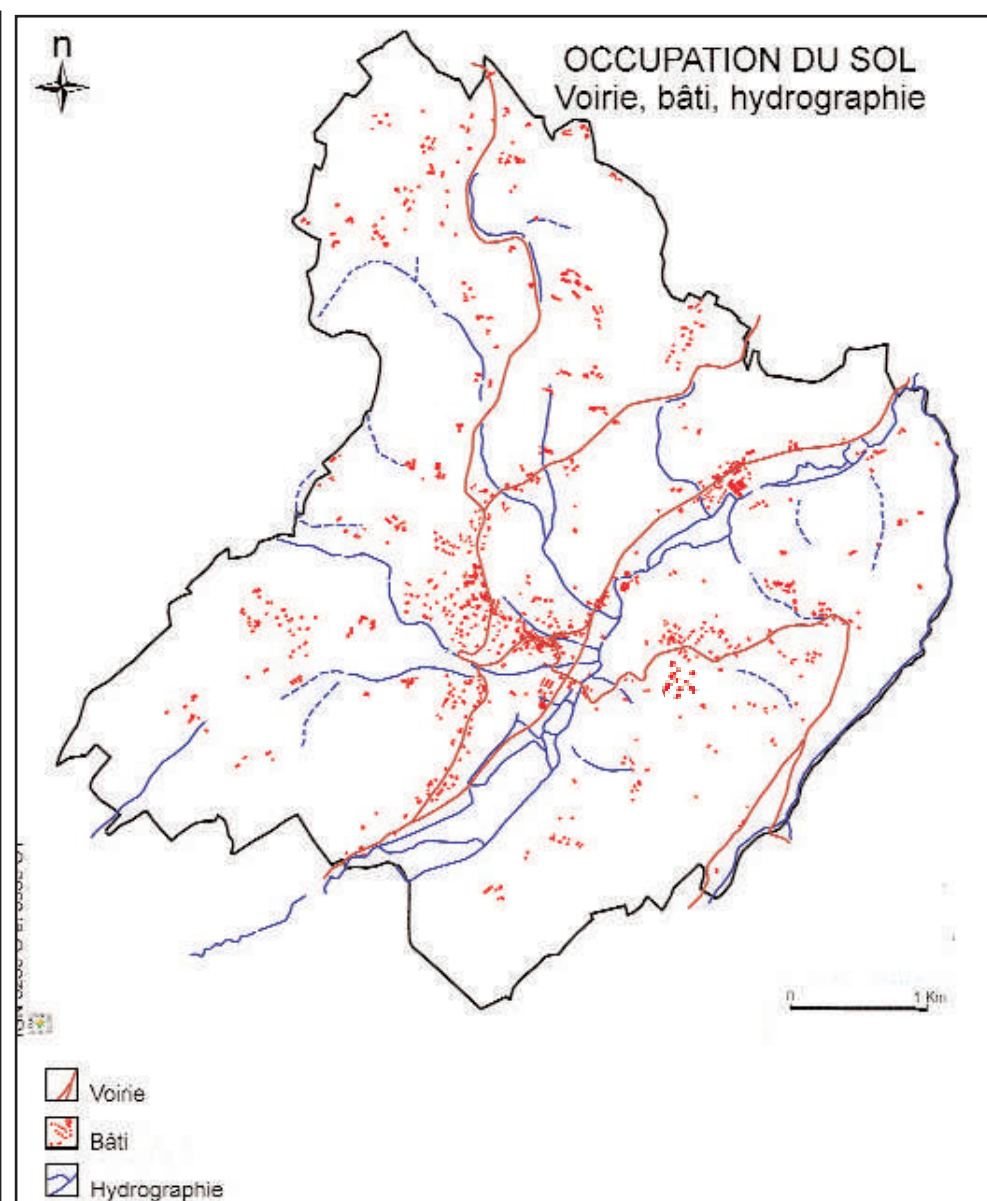
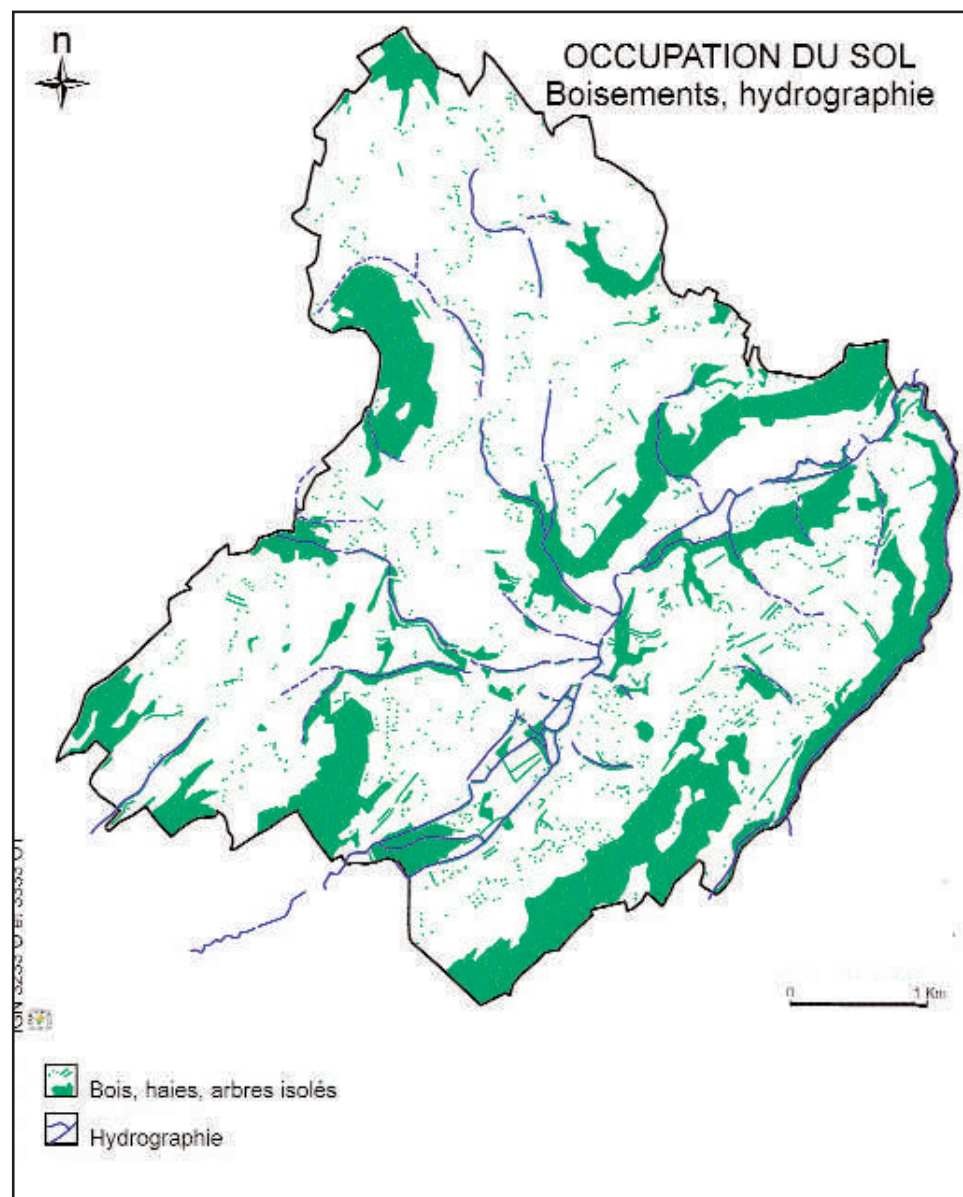
L'analyse des bases de données Corine land cover 2000 (révisée) et 2006, permet de constater qu'entre 2000 et 2006 les tissus urbains ont augmenté de 10,9 ha aux dépens des objets mosaïques de cultures et de prairies ainsi que des prairies. Cette urbanisation résulte de deux phénomènes :

- un étalement urbain aux Rieux et Grandes Pièces (carte occupation du sol 2006) ;
- une extension du hameau au Champ Morel (objet «tissus urbains » non visualisé sur la carte puisque de taille inférieure à 25 ha au sein des mosaïques de cultures et de prairies).





-  Bois, haies, arbres isolés
-  Lande
-  Espace herbacé, cultures
-  Marais
-  Vergers
-  Equipements sportifs
-  Voirie
-  Cimetière
-  Bâti
-  Carrières



La végétation naturelle

Les conditions écologiques locales résultant notamment de la topographie, des facteurs climatiques et du substrat géologique entraînent, dans la commune, la présence de formes de végétation appartenant à l'étage collinéen. Cet étage est représenté à Saint-Geoire-en-Valdaine par la série delphino-jurassienne du Chêne pubescent, faciès sur molasse, par la série de la chênaie à Charme et par l'Aulnaie-Frênaie.

- La série delphino-jurassienne

La série comprend un stade boisé climacique constitué de bois généralement médiocres à Chêne pubescent. Le Buis qui accompagne le Chêne dans les régions calcaires est absent du faciès sur molasse représenté dans la commune. Les bois présents sur le rebord du talus en rive gauche de l'Ainan appartiennent à ce faciès (bois de Consuot, coteau de Corézin).

- La Chênaie à Charmes

Cette série s'étend en altitude jusqu'à 800 m environ. Elle est liée à une pluviométrie assez forte, notamment en période estivale et à un faible froid hivernal. Les boisements appartenant à cette série de végétation occupent les parties élevées de la commune. Ils comprennent parmi les espèces dominantes : le Charme, le Chêne sessile, le Frêne élevé, le Fayard, le Noisetier, le Troène, le Cornouiller sanguin, la Viorne, le Houx. Les bois appartenant à cette série occupent les pentes des Balmettes et du ravin d'Aigueblanche (rive droite de l'Ainan) et de l'Hopital (rive gauche de l'Ainan). Un faciès à Châtaignier est présent de manière ponctuelle dans la partie Nord de la commune (Mont Velanne).

- L'Aulnaie-Frênaie

Cette série de végétation est liée à des sols tourbeux caractérisés par une très grande humidité. Elle colonise généralement les bords des ruisseaux sous la forme de galeries forestières dont les arbres les plus répandus sont l'Aulne glutineux, le Frêne élevé, le Chêne pédonculé, le Peuplier noir. Les strates arbustive est dominée par le Troène, le Cornouiller sanguin, le Sureau noir, le Tamier et la strate herbacée est caractérisée par le Lierre et la Petite Pervenche. Dans la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine cette forme de végétation se rencontre notamment en bordure de l'Ainan.

Habitat

Un habitat est un espace naturel – ou agricole – voire anthropique homogène par :

1 ses conditions écologiques, c'est-à-dire les conditions climatiques et les propriétés physiques et chimiques du sol... afférentes à son compartiment stationnel : le biotope ;

2 sa végétation, hébergeant une certaine faune, avec ses espèces ayant tout ou partie de leurs diverses activités vitales sur cet espace, flore et faune constituant une communauté d'organismes vivants : la biocénose.

Un habitat ne se réduit pas à la seule végétation ; mais celle-ci, par son caractère intégrateur synthétisant les conditions du milieu et de fonctionnement du système, est considérée comme un bon indicateur et permet donc de déterminer l'habitat (Rameau 2001).

Une zone humide est un type d'habitat naturel ou un regroupement d'habitats naturels.

Biocénose et biotope en fonctionnement constitue un écosystème qui est l'ensemble des structures relationnelles qui lient les êtres vivants entre eux et à leur environnement inorganique. A un habitat se superpose donc un écosystème qui en constitue sa dimension fonctionnelle – c'est le cas d'une prairie qui est un habitat et aussi un écosystème – mais à la différence de l'habitat, l'écosystème ne peut pas être délimité spatialement.

Le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine est riche de très nombreux habitats : 29 principaux ont été répertoriés par le conservatoire national botanique alpin (annexe habitats) de type zone humide (voir zones humides et ci-après) mais également d'autres habitats.

- Les bois**L'avifaune nicheuse**

Elle comprend un cortège très diversifié avec des espèces exploitant les différents habitats présents dans les boisements. Parmi les espèces nicheuses les plus fréquentes présentées par la fiche communale de la LPO Isère (voir liste en annexes), on relève par exemple, la Buse variable, le Pigeon ramier, le Pic épeiche, le Troglodyte mignon, le Merle noir, la Fauvette-à-tête noire, la Mésange bleue, la Mésange charbonnière, le Geai des chênes, le Pinson des arbres (...).

D'autres sources (inventaires ZNIEFF) indiquent la présence de l'Autour des palombes de la Chouette chevêche, du Circaète Jean-le-blanc. Certaines de ces espèces recensées à l'échelle de l'ensemble du territoire de la ZNIEFF peuvent être présentes à Saint-Geoire-en-Valdaine.

La majorité des espèces sont banales quoique protégées et ne présentent pas d'intérêt patrimonial. Sur la liste rouge française des espèces menacées (source : Liste rouge nationale. Muséum National d'Histoire Naturelle, UICN comité français. 2010) ces espèces sont majoritairement classées en catégorie LC* (Préoccupation mineure - espèces pour lesquelles le risque de disparition de France est faible). Quelques autres espèces observées à Saint-Geoire-en-Valdaine présentent en revanche un intérêt patrimonial en raison de la catégorie de menace qui peut les affecter comme le Gobemouche gris en catégorie VU* (Espèces menacées de disparition en France - sous-catégorie vulnérable) et le Torcol fourmilier - catégorie NT* (Quasi-menacé - espèces proche du seuil des espèces menacées si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises).

En bordure de l'Ainan, la ripisylve présente une bonne diversité aviaire avec notamment le Milan noir, la Bouscarle de Cetti (NT - LR 38), le Bihoreau gris (EN - LR 38), le Héron cendré et plusieurs espèces forestières déjà citées.

La nidification du Milan noir dans la ripisylve de l'Ainan est à noter. Bien que ne présentant pas un caractère d'espèce menacée sur la liste rouge française (classée en LC), cette espèce est d'intérêt communautaire (Espèce en Annexe I de la Directive Oiseaux (CEE 79/409), Mesures de protection spéciale).

Les boisements situés sur les coteaux (les Balmettes, Corézin, Consuot...) et en bordure du ruisseau d'Aigueblanche autorisent des échanges de faune entre Saint-Geoire-en-Valdaine et les espaces périphériques.

Les mammifères

Elle comprend notamment des espèces forestières banales (Renard roux, Ecureuil roux, Chevreuil, Sanglier). Ces deux dernières espèces effectuent des déplacements à l'intérieur du territoire communal selon des axes de passages privilégiés (corridors biologiques). Plusieurs espèces de chauve-souris forestières et/ou liées à la présence de l'eau (rivière) sont présentes dans la ZNIEFF de

l'Ainan (Petit murin -NT LR Fr, EN LR 38, Grand murin - EN LR 38, Vespertilion de Daubenton, Vespertilion de Natterer - EN LR 38, Pipistrelle commune. Ces espèces sont susceptibles de fréquenter la vallée de l'Ainan dans la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine.

- **Les espaces aquatiques**

Les espèces

L'Ainan abrite une faune piscicole diversifiée : on recense la Truite fario, la Lamproie de Planer, le Chabot, la Loche franche, l'Epinoche parmi les poissons. Parmi les mammifères on note la présence du Putois dans la rivière et ses espaces rivulaires. L'avifaune inféodée à la rivière compte notamment le Cincle plongeur et le Martin pêcheur d'Europe. Compte tenu du rôle de la rivière dans la distribution des espèces (fonctionnalité écologique), ces espèces sont susceptibles d'être présentes sur le tronçon de cours d'eau inclus dans la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine.

La faune des amphibiens comporte deux patrimoniales, le Triton crêté (LC LR Fr, EN LR 38) signalé dans la ZNIEFF de l'Ainan et le Sonneur à ventre jaune (VU LR Fr, EN LR 38) présent dans la zone humide de l'Ainan et dans une mare située à l'Etergne, au Nord du bourg de Saint-Geoire-en-Valdaine.

L'état des habitats aquatiques et rivulaires

En aval de la Cote d'Ainan, les milieux de l'Ainan et de ses affluents ont été marqués profondément par la crue de 2002.

La ripisylve a littéralement été détruite sur de nombreux secteurs entre St-Geoire et St-Bueil ce qui a entraîné la dégradation de la qualité des habitats piscicoles. La crue de 2002 est venue s'ajouter à des dégradations du milieu déjà conséquentes liées aux curages, recalibrages, rectifications, ouvrages en travers du lit.

Les populations piscicoles, en particulier les géniteurs, semblent encore bien pénalisés par les dégradations de l'habitat : manque de caches, faible diversité. Les dégradations dues à la crue de 2002 s'ajoutent au problème ancien d libre circulation des poissons : le Plan Départemental de Gestion des ressources Piscicoles mentionne la nécessité d'équiper 7 seuils et barrage infranchissables

au titre du classement " rivière à migrateurs ".

Un bilan sur l'intérêt piscicole des affluents a été réalisé sur la base de leurs principales fonctionnalités : hydrologie, connexion, habitats, libre circulation, qualité, etc. Il en ressort que l'Aigueblanche, Frédière et Crozarieu sont les affluents présentant les complémentarités les plus importantes avec l'Ainan.

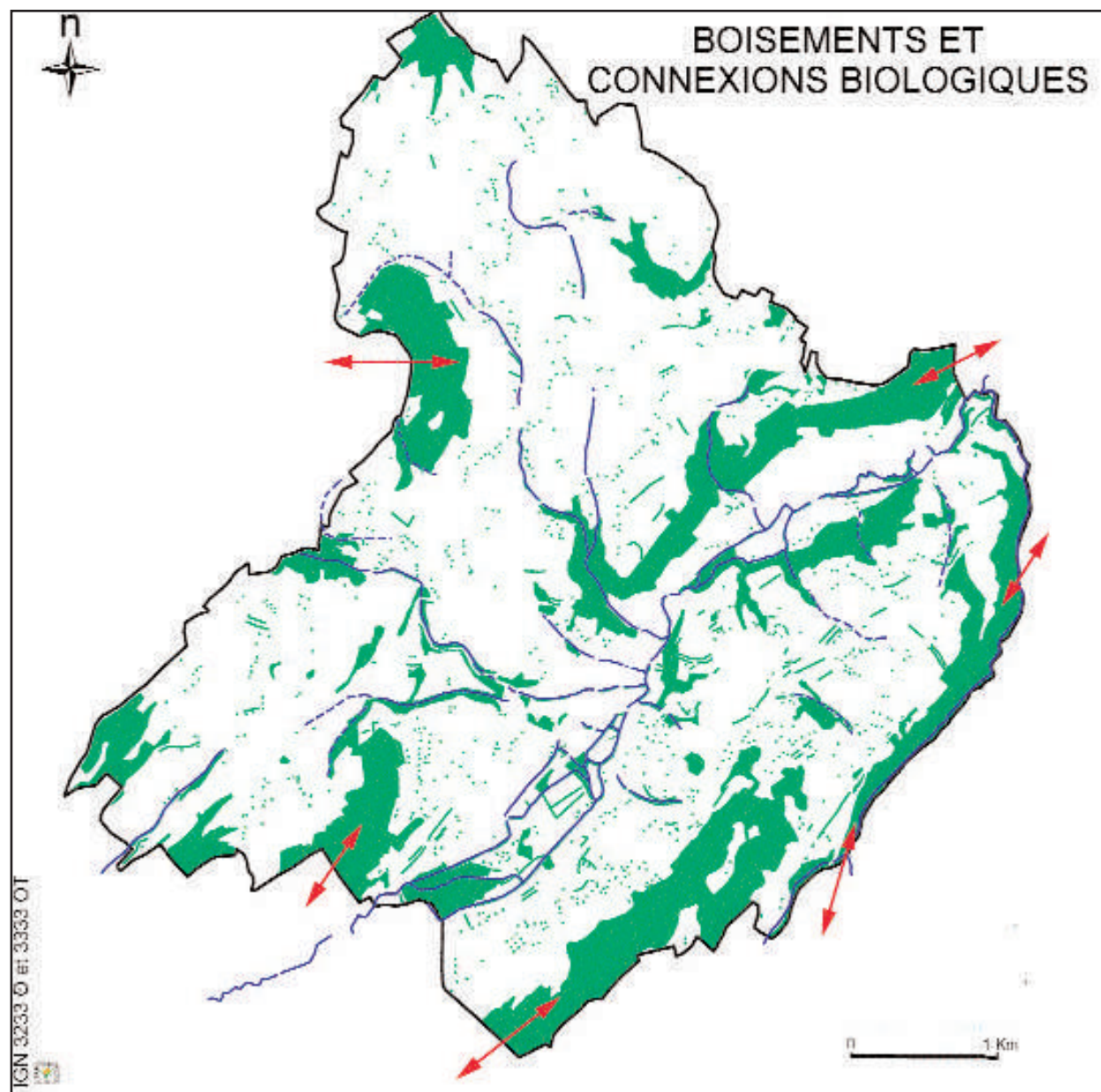
- **Les espaces ouverts**



La présence, entre les masses boisées, de zones de culture, de prairies, de friches et de haies contribue à diversifier localement l'écosystème en favorisant les déplacements des espèces entre zones de nourrissage et gîtes de repos ou de reproduction.

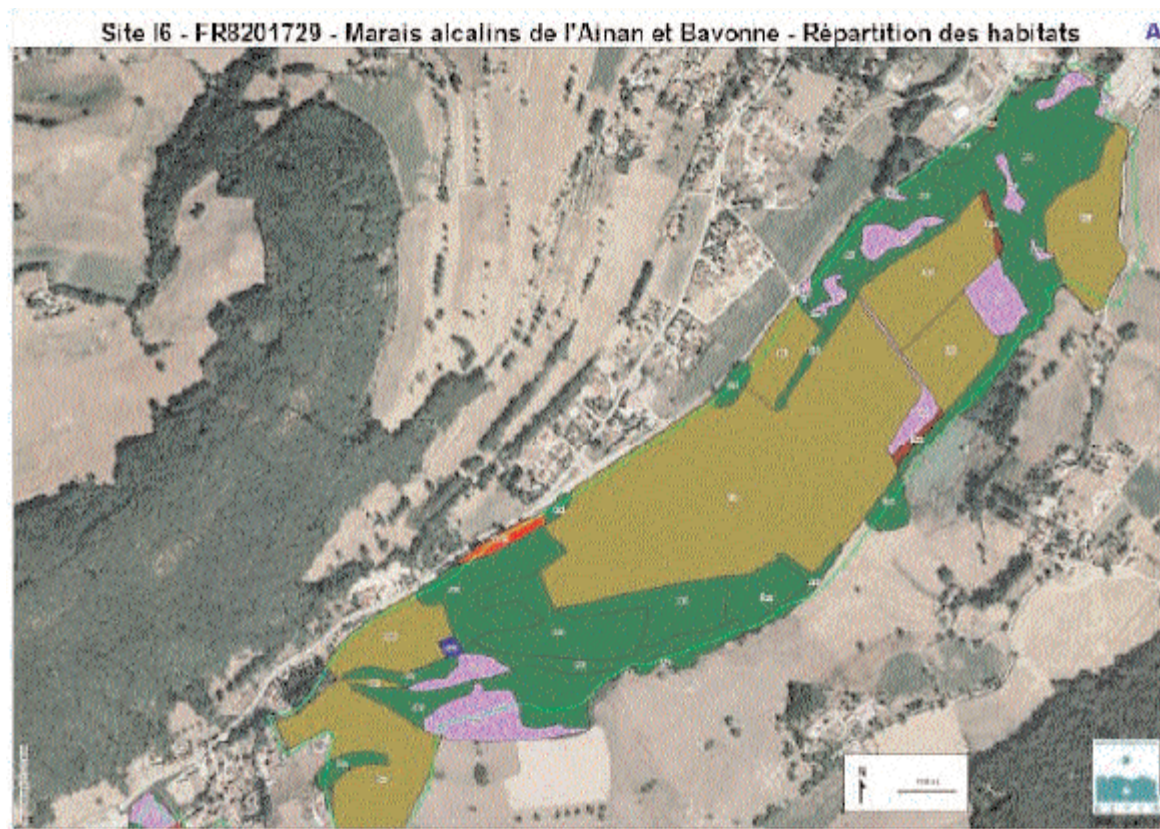
Les secteurs à tendance bocagère abritent diverses espèces (Tarier pâtre, Hypolaïs polyglotte, Pie-grièche écorcheur, Bruant zizi) dont certaines présentent un intérêt patrimonial : la Linotte mélodieuse - catégorie VU (LR Fr), le Moineau Friquet et le Bruant jaune - catégorie NT (LR Fr, NT LR 38).

- **Les zones bâties**

Quelques espèces sont présentes dans les zones habitées, notamment le Martinet noir, l'Hirondelle rustique, le Rouge-queue noir, le Moineau domestique.



-  Bois, haies, arbres isolés
-  Principe des connexions



Dans l'extension du site Natura 2000 val d'Ainan, une carte des habitats a été réalisé en juin 2004 et octobre 2006 par le C.N.B.A .Depuis des habitats ont disparu tels que la prairie de fauche à avoine élevée (pf2) en face des Grandes Pièces.

Espèces recensées

La L.P.O Isère fournit la liste des 55 espèces de vertébrés terrestres observées à Saint-Geoire-en-Valdaine : oiseaux (O), mammifères (M), reptiles (R) et amphibiens (A) (L.P.O. Isère mars 2009).

N	Groupe	Espèces observées		Observations		
		Nom français	Nom latin	Observations cumul	Nidification code maxi	Dates min max
1	O	Héron cendré	<i>Ardea cinerea L.</i>	5	2	28/04/2001 21/09/2003
2	O	Milan noir	<i>Milvus migrans (Boddaert)</i>	1	2	28/04/2001 29/04/2001
3	O	Epervier d'Europe	<i>Accipiter nisus (L.)</i>	2	0	13/03/1994 21/09/2003
4	O	Buse variable	<i>Buteo buteo (L.)</i>	19	6	13/05/2001 01/05/2005
5	O	Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus L.</i>	8	4	28/04/2001 21/09/2003
6	O	Faisan de Colchide	<i>Phasianus colchicus L.</i>	1	3	01/05/2005 01/05/2005
7	O	Pigeon ramier	<i>Columba palumbus L.</i>	2	3	13/05/2001 01/05/2005
8	O	Tourterelle turque	<i>Streptopelia decaocto (Friedrichs)</i>	9	7	13/05/2001 01/05/2005
9	O	Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur (L.)</i>	2	2	13/05/2001 13/05/2001
10	O	Coucou gris	<i>Cuculus canorus L.</i>	1	3	13/05/2001 13/05/2001
11	O	Effraie des clochers	<i>Typ. alba (Scop.)</i>	2	0	13/05/2001 13/05/2001
12	O	Martin noir	<i>Apus apus (L.)</i>	0	2	13/05/2001 13/05/2001
13	O	Troglodyte tourterier	<i>Junc. torquilla L.</i>	1	3	13/05/2001 13/05/2001
14	O	Pic vert	<i>Picus viridis L.</i>	4	13	28/04/2001 21/09/2003
15	O	Pic épeiche	<i>Dendrocopos major (L.)</i>	3	0	21/09/2003 01/05/2005
16	O	Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica L.</i>	4	7	28/04/2001 01/05/2005
17	O	Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba L.</i>	3	2	13/05/2001 01/05/2005
18	O	Cinclé plongeur	<i>Cinclus cinclus (L.)</i>	1	0	27/01/1987 27/01/1987
19	O	Troglodyte nain	<i>Troglodytes troglodytes (L.)</i>	7	3	28/04/2001 01/05/2005
20	O	Rougequeue noir	<i>Phoenicurus phoenicurus (Gmelin)</i>	9	3	28/04/2001 01/05/2005
21	O	Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus (L.)</i>	8	3	28/04/2001 01/05/2005
22	O	Tanier pâle	<i>Scotocopa torquata (L.)</i>	4	13	13/05/2001 24/05/2001
23	O	Merle noir	<i>Turdus merula L.</i>	17	16	28/04/2001 01/05/2005
24	O	Hypolaïs polyglotte	<i>Hypolaïs polyglotta (Vieillot)</i>	1	3	24/05/2001 24/05/2001
25	O	Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla (L.)</i>	21	3	28/04/2001 01/05/2005
26	O	Pouillot de Bonelli	<i>Pineloscopus bonelli (Vieillot)</i>	1	3	13/05/2001 13/05/2001
27	O	Rotrelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapillus (Temm.)</i>	5	3	28/04/2001 01/05/2005
28	O	Gobemouche gris	<i>Muscicapa striata (Pallas)</i>	6	3	13/05/2001 13/05/2001
29	O	Gobemouche noir	<i>Ficedula hypoleuca (Pallas)</i>	1	0	21/09/2003 21/09/2003
30	O	Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caedans (L.)</i>	2	2	13/05/2001 13/05/2001
31	O	Mésange bleue	<i>Parus caeruleus L.</i>	1	3	01/05/2005 01/05/2005
32	O	Mésange charbonnière	<i>Parus major L.</i>	14	13	13/05/2001 01/05/2005
33	O	Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla Brehm</i>	8	3	13/05/2001 01/05/2005
34	O	Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio L.</i>	5	13	05/08/1999 28/07/2003
35	O	Geni des chênes	<i>Garrulus glandarius (L.)</i>	1	0	13/03/1994 13/03/1994
36	O	Pie bavarde	<i>Pica pica (L.)</i>	4	10	13/05/2001 01/05/2005
37	O	Choucas des tours	<i>Corvus monedula L.</i>	2	0	01/05/2005 01/05/2005
38	O	Cornille noire martelee	<i>Corvus corone</i>	4	2	28/04/2001 01/05/2005
39	O	Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris (L.)</i>	2	3	28/04/2001 28/04/2001
40	O	Moineau domestique	<i>Passer domesticus (L.)</i>	6	7	13/05/2001 01/05/2005

Obs	Espèces observées			Observations		
	N	Groupe	Nom français	Nom latin	Observations cumul	Nidification code univ Dates min max
41	O		Moineau friquet	<i>Passer montanus (L.)</i>	2	7 01/05/2005 01/05/2005
42	O		Puisson des arbrs	<i>Fringilla coelebs L.</i>	21	3 29/04/2001 01/05/2005
43	O		Serín cun	<i>Serinus serinus (L.)</i>	21	3 29/04/2001 01/05/2005
44	O		Verdier d'Europe	<i>Carduelis chloris (L.)</i>	6	3 29/04/2001 13/05/2001
45	O		Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis (L.)</i>	3	3 29/04/2001 13/05/2001
46	O		Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina (L.)</i>	1	3 13/05/2001 13/05/2001
47	O		Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella L.</i>	1	3 24/05/2001 24/05/2001
48	O		Bruant zizi	<i>Emberiza citrinella L.</i>	2	4 01/05/2005 01/05/2005
49	M		Écureuil roux	<i>Sciurus vulgaris (L.)</i>	4	0 21/09/2004 21/09/2004
50	M		Cervid	<i>Capreolus capreolus (L.)</i>	0	0 01/07/2002 01/07/2002
51	A		Salmandra tachetée	<i>Salmandra salamandra</i>	1	0 01/05/2005 01/05/2005
52	A		Triton alpestre	<i>Triturus alpestris</i>	2	0 01/05/2005 01/05/2005
53	A		Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	0	0 22/06/2004 01/05/2005
54	R		Lezard des murailles	<i>Podarcis muralis (Laur.)</i>	3	0 01/07/2002 01/05/2005
55	A		Grenouille verte	<i>Rana sili</i>	0	0 22/06/2004 22/06/2004

Avertissement important : la base de donnée ne contient pas forcément des observations partout.

0 : non nicheur ; 1 : observée pendant la période de reproduction (nidification possible) ; 2 : observée durant la période de nidification dans un biotope adéquat (possible) ; 3 : mâle chanteur en période de reproduction ou cris nuptiaux entendus (possible) ; 4 : couple pendant la période de nidification dans un biotope adéquat (probable) ; 5 : comportement territorial d'un couple (chant et querelle de voisins) et deux jeunes dans le même territoire 6 : comportement nuptial (probable) ; 7 : visite d'un site de nidification probable (probable) ; 8 : cris d'alarme, crainte/agitation agitation des adultes suggérant un nid proche ou des jeunes (probable) ; 10 : transport de matériel, construction de nid ou forage de cavité (probable) ; 13 : jeunes venant de s'envoler (nidicoles) ou poussins en duvet (nidifuges) (certaine) ; 14 : adulte gagnant/quitte un site de nid, comportement révélant un nid occupé non vérifiable (certaine) ; 16 : adulte transportant de la nourriture pour les jeunes (certaine) ; 19 : nid avec oeufs ou jeunes (certaine).

En bleu : espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire ; en bleu gras : espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux. En noir gras : espèce d'intérêt communautaire inscrite à l'annexe II de la directive Habitats

L'Ainan est classé sur toute sa longueur en 1ère catégorie piscicole, cette rivière est également classée comme rivière à migrateur par le décret du 21 mars 1990 pour la truite fario. En amont de Saint-Bueil, son peuplement piscicole est de type salmonicole dominant composé de six espèces rangées maintenant par ordre décroissant de dominance : truite fario, chabot, loche franche, lamproie de planer et épinoche recensés dans les inventaires de 2005-2006 de Tereo (2006) ; vairon non contacté au pont de la Blétonna à Massieu en 2005 mais présent dans les inventaires de 2000 à 2003 (Tereo 2006). Deux espèces sont d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe II de la directive Habitats.

Espèces	Statut de conservation	Présence ancienne Ainan	Présence récente Ainan	Etat et dynamique de population
Chabot	Annexe II directive habitat	oui	oui	Bonne abondance.
Truite	Liste rouge nationale	oui	oui	Bonne abondance.
Lamproie de Planer	Annexe II directive habitat Annexe III convention Berne	oui	oui	Bonne abondance

Tereo 2006

Lors des investigations de terrain du jeudi 23 avril 2009, ont été observées les espèces d'oiseaux suivantes (par ordre chronologique d'observation) :

- mésange charbonnière ;
- pigeon ramier ;
- héron cendré (Orcière) ;
- serin cini ;
- rougequeue noire ;
- hirondelle de cheminée ;
- pie bavarde ;
- merle noir ;
- faucon crécerelle ;
- bergeronnette grise ;
- bruant jaune ;
- traquet pâle ;
- buse variable ;
- fauvette à tête noire ;
- pinson des arbres ;
- tourterelle turque ;

- mésange à longue queue (pont de la Blancherie).
- faisan.

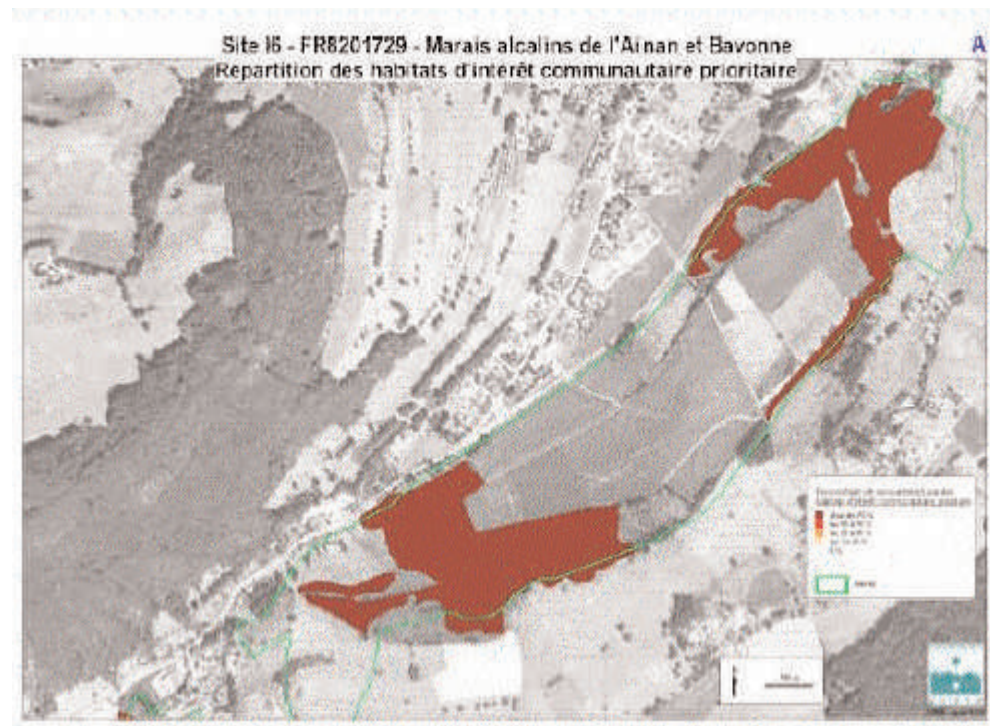
S'agissant des autres espèces de tétrapodes, des grenouilles type verte ou rieuse ont été entendues à dans le bassin et une vipère aspic fut observée aux Hopitaux.

Synthèse de la biodiversité Natura 2000

Les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces d'intérêt communautaire représentent les enjeux de biodiversité du réseau Natura 2000 : la biodiversité Natura 2000.

Compte tenu des données disponibles, on peut admettre que la biodiversité Natura 2000 du territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine est au moins riche de deux habitats naturel d'intérêt communautaire inscrits à l'annexe I de la directive Habitats 92/43/C.E.E., dont un prioritaire :

- forêts alluviales à aulnes glutineux et frênes (code 91E0*), habitat d'intérêt communautaire prioritaire représentées par les habitats de références AI2, AI3 et AI5 dans la carte des habitats du C.N.B.A. (2006) du chapitre habitats naturels et flore ;
- prairies maigres de fauche de basse altitude de code Natura 2000 6510, habitat d'intérêt communautaire représenté dans la carte des habitats du C.N.B.A. (2006) par les habitats de références Pf1 et Pf2 (carte du C.N.B.A. dans le chapitre habitats naturels et flore).



S'agissant des poissons, deux espèces enrichissent la biodiversité Natura 2000 : le chabot et la lamproie de planer (Terezo 2006), toutes deux inscrites à l'annexe II1 de la directive Habitats.

Les insectes inscrits à l'annexe II1 de la directive Habitats, seraient représentés par la libellule agrion de mercure (Avenir 2003b).

Le tableau des oiseaux recensés à Saint-Geoire-en-Valdaine (L.P.O. Isère 2009), mentionne 12 espèces d'intérêt communautaire (faune - tableau).



Les corridors biologiques - réseau écologique du département de l'Isère et Pays Voironnais

Source : 1. Les corridors biologiques en Isère. Projet de Réseau écologique départemental de l'Isère. Econat. Conseil Général de l'Isère. Septembre 2001. 2. Schéma de secteur du Pays Voironnais. Evaluation environnementale. Edater, l'Agence d'Urbanisme, Pays Voironnais. Version mise à jour au 12.12. 2006.

Le Réseau Ecologique du Département de l'Isère (REDI) a été mis en place par le Conseil général de l'Isère qui vise à maintenir des territoires fonctionnels pour la faune à l'échelle du département. Il comprend notamment des zones nodales (ou zones noyaux), des continuums et des corridors biologiques ou corridors écologiques. Ces derniers correspondent à des espaces libres d'obstacles permettant des échanges entre les zones nodales.

A l'échelle du territoire du Pays Voironnais, le Schéma directeur a fait du réseau hydrographique et de ses milieux associés, l'ossature de la trame écologique pour restaurer plus facilement les connexions disparues ou pour les maintenir.

A l'échelle de la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine, la trame écologique s'appuie sur les principaux éléments du réseau hydrographique, c'est-à-dire l'Ainan et ses affluents (voir carte ci-après).

A une échelle plus fine, dans le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine, des points de passage par la grande faune ont pu être établis (source : ACCA de Saint-Geoire-en-Valdaine) - voir carte plus loin.

La fonctionnalité écologique d'un territoire dépend en partie de sa connexité écologique, c'est-à-dire de sa capacité à permettre aux individus (dispersion écologique) et à leurs gènes (dispersion génétique) de circuler librement, deux phénomènes essentiels à la dynamique des populations animales et végétales donc à la pérennité des espèces aux différentes échelles territoriales.

Cette connexité repose sur deux caractéristiques majeures du paysage écologique :

- le faible taux de fragmentation par l'urbanisation et les infrastructures ;
- le fort degré de continuité des habitats.

La continuité des habitats repose sur les habitats reliques du paysage écologique d'origine : forêts,

tourbières..., mais aussi sur les habitats anthropiques : bosquets, haies..., qui, ensemble, constituent les réseaux écologiques de chaque espèce. Un cours

d'eau par son lit mineur et ses bois rivulaires participe également d'une façon majeure à la connexité écologique.

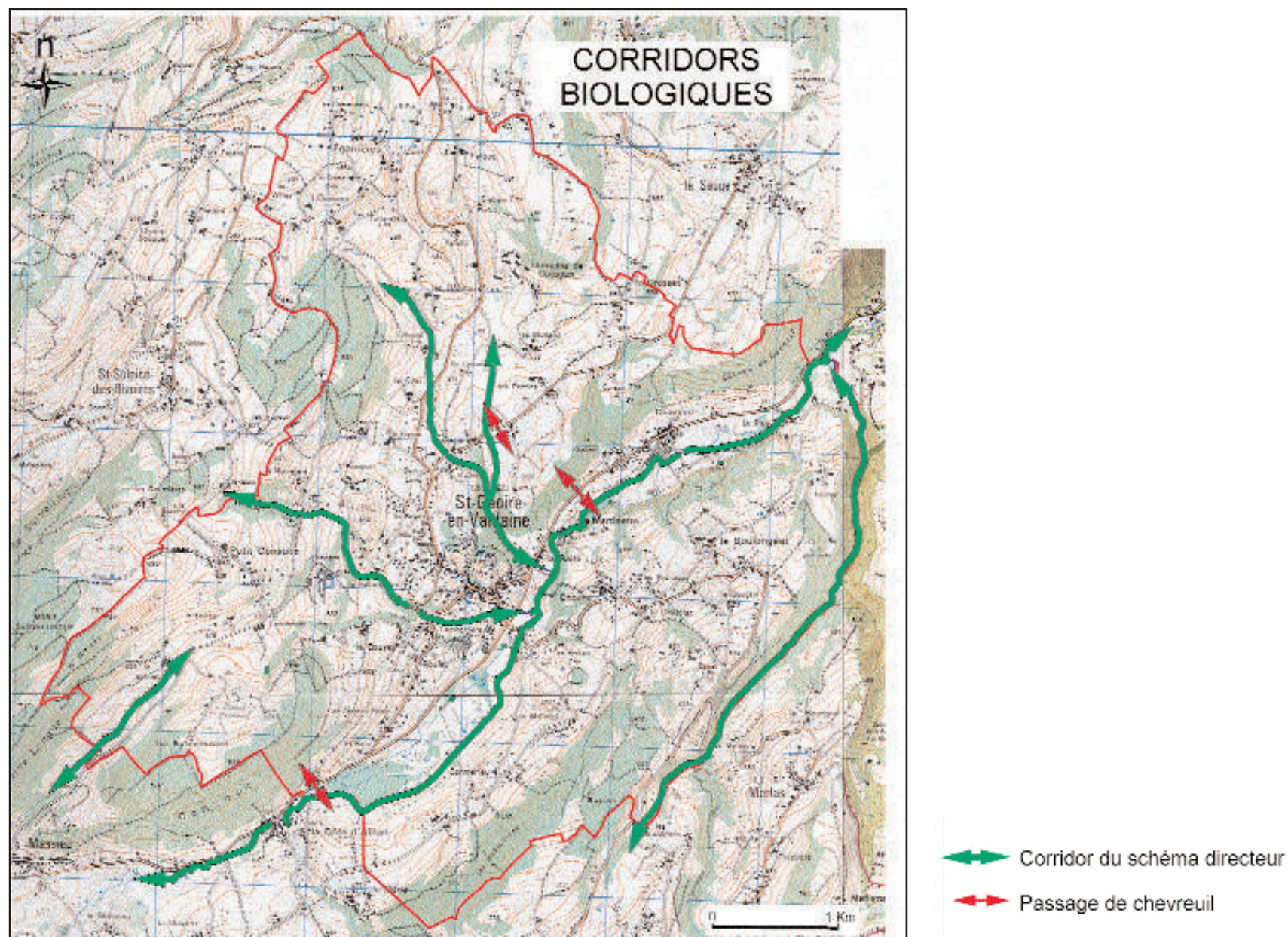
Au sein de ces réseaux, les maillons les plus sensibles qui mettent en connexité biologique de larges habitats en assurant la viabilité d'une population sont appelés des corridors écologiques.

Aussi, dans l'aménagement du territoire, convient-il de viser le maintien des éléments du paysage que sont les haies, les bosquets, les bois rivulaires... encore nombreux à Saint-Geoire-en-Valdaine.

Réseau écologique du département de l'Isère (Redi)

A partir d'un constat de mortalité routière de la faune puis dans la perspective du maintien de la biodiversité du département de l'Isère, une cartographie du réseau écologique du département de l'Isère : le Redi, a été élaborée (Econat 2001, conseil général de l'Isère 2005). A l'échelle de l'Isère, le Redi a défini par Sig d'une façon théorique des axes de déplacement de la faune qui constitua une étape préalable à la définition de « corridors écologiques » : les maillons sensibles du réseau écologique multispécifique (espèces animale et végétale). Des axes de déplacement de la faune théoriques définis par le Redi sont représentés à Saint-Geoire-en-Valdaine (carte).

La valorisation des « corridors écologiques » est une des orientations générales (II.A.2.c) du schéma de secteur du Pays Voironnais (Pays Voironnais 2007) auxquelles le P.L.U. doit être compatible comme le disposent les articles L121-1 et R122-1 du Code de l'urbanisme.



L'HYDROGRAPHIE ET L'HYDROLOGIE

Source : 1. *Inventaire des zones humides de l'Isère, Rapport méthodologique - Avenir avril 2009.*

2. *L'Ainan et ses affluents. Schéma d'aménagement, de gestion et d'entretien. BURGÉAP, Concept. Cours. d'EAU. Syndicat Interdépartemental pour l'Aménagement du Guiers et de ses Affluents.*

Le réseau hydrographique de la commune

Le thème l'eau dans le cadre du fonctionnement d'un territoire est particulièrement important. Le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine présente une hydrographie de rivières et ruisseaux : Ainan, la Gorge, la Cascade, Aigueblanche, des Combes, du Verderet, de Champet... (carte hydrographie), ainsi que de zones humides : forêts marécageuses (aulnaies), prairies humides... (carte zones humides), qui lui donne des responsabilités pour le bassin versant du Guiers de 560 km² dont l'Ainan constitue un sous-bassin versant de 76 km² (carte des sous-bassins versants). La quasi-totalité du territoire participe à ce sous-bassin versant de l'Ainan, l'extrême partie septentrionale du territoire mise à part. La commune de Saint-Geoire-en-Valdaine se situe à l'intérieur du bassin versant de l'Ainan, partie du vaste bassin du Rhône.

L'Ainan constitue le principal écoulement de la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine qu'elle traverse sur un axe Sud-Ouest/Nord-Est. Longue de 19,3 km, cette rivière prend sa source dans les marais de Chirens, s'écoule vers le Nord-Est puis rejoint le Guiers à Saint-Alban de Vaulserre. Le bassin versant de la rivière est de 75,9 km².

Un réseau de cours d'eau affluents draine les pentes des deux versants de l'Ainan. Ces cours d'eau s'écoulent dans des combes localement profondes.

On recense les cours d'eau suivants :

- En rive gauche, de l'Ouest vers l'Est : le ruisseau de la Gorge, le ruisseau du Verderet, le ruisseau de la Cascade et ses branches constitutives (le ruisseau de la Ferme, le ruisseau des Egarrières, le talweg de Grosset), le ruisseau de la Pajolière.

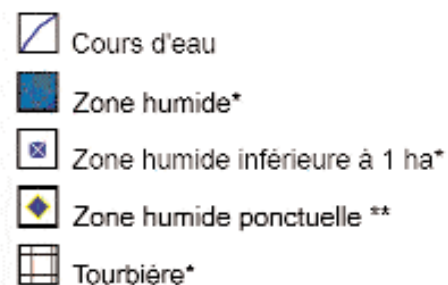
- En rive droite, de l'Ouest vers l'Est : le ruisseau du Milloret, le ruisseau du Boulongeat, le ruisseau du Fournet, le ruisseau de l'Aigueblanche.

L'hydrologie

Le régime hydrologique des cours d'eau de Saint-Geoire-en-Valdaine est en grande partie de type pluvial. Ce régime, très fortement dépendant des conditions de précipitation, est caractérisé par un fort contraste entre les étiages de l'été (juillet à août) et les hautes eaux de l'automne-hiver.

Le débit moyen interannuel ou module de l'Ainan à Saint-Geoire-en-Valdaine est de 0,983 m³ par seconde. L'Ainan présente des fluctuations saisonnières de débit assez importantes et typiques d'une alimentation en grande partie pluviale, avec des débits moyens mensuels s'élevant à 1,44 m³ par seconde en février et mai. À l'inverse en août, le débit moyen mensuel baisse jusqu'au niveau de 0,353 m³. Cela fait de lui un cours d'eau en règle générale peu abondant toute l'année¹.

L'Ainan et surtout ses affluents sont sujets à des crues torrentielles se traduisant par des inondations parfois spectaculaires.



* Source: Inventaire des zones humides de l'Isère.
AVENIR février 2009

^{xx} Autres sources: Porter à connaissance, Bioinsight

Les usages des eaux superficielles

Les eaux de l'Ainan font l'objet de multiples prélèvements. Les pressions s'exercent à l'étiage et prennent la forme de prélèvements directs (via des canaux de dérivation) ou indirects (prélèvement dans la nappe de l'Ainan).

- Les prélèvements directs

On dénombre aujourd'hui 3 canaux fonctionnels :

- La prise d'eau de la micro-centrale à St-Bueil qui respecte le débit réservé.

- Le canal Mignot / Berthier à St-Bueil qui prélève à l'étiage environ 20 l/s et respecte ainsi le débit réservé.

- Le Canal du Moulin à St-Geoire qui pose les plus gros problèmes car il dérive 90 % du débit d'étiage et cause le quasi assèchement de l'Ainan sur 450 ml.

- Les prélèvements indirects

Les captages d'eau potable de Chirens et de Frédière à St-Sulpice-les-Rivoires sollicitent très fortement l'aquifère. Ces deux captages soutirent 66% du débit d'étiage de référence (QMNA5) de l'Ainan à Massieu. Ces prélèvements peuvent conduire localement à un assèchement de l'Ainan en sortie de marais comme lors de la sécheresse de 2003. Cette situation est aggravée par les prélèvements directs dans l'Ainan. Cette situation est inquiétante d'autant plus que la tendance des captages est à une augmentation de la production (+25% pour le captage de Chirens en 4 ans).

La qualité des eaux superficielles

La qualité de l'eau de l'Ainan est bonne à très bonne en tête de bassin versant. Elle devient passable à partir de Saint-Geoire-en-Valdaine, notamment pour les composés azotés et phosphatés non captés par le lagunage ou d'origine agricole. La partie aval de l'Ainan bénéficie de phénomènes d'autoépuration pour retrouver une qualité bonne avant de rejoindre le Guiers. La fermeture de l'usine MIVA en 1998, dernière ICPE avec rejet dans l'Ainan, a considérablement amélioré la qualité de l'eau de la partie aval de l'Ainan.

Les zones humides prises en compte dans le présent document ont été inventoriées dans le cadre de l' " Inventaire des zones humides de l'Isère ", Rapport méthodologique - Avenir avril 2009.

L'inventaire s'appuie notamment sur la définition de la zone humide selon la Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 : " On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ".

Cette définition, bien plus large que celles admises auparavant qui s'appuyaient surtout la forte valeur patrimoniale des zones humides avec une végétation typique spontanée, intègre désormais la notion de fonctionnalité hydrologique stratégique pour la gestion de la ressource en eau (régulation des crues, protection de la qualité des eaux).

L'appellation " zones humides " concerne donc trois types d'espaces :

- Zone humide patrimoniale : située dans une ZNIEFF
- Zone humide à végétation naturelle : zone comprenant de la végétation spontanée non incluse dans une ZNIEFF
- Zone humide agricole intensive : espaces inondables labourés au moins une fois tous les cinq ans.

Dans le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine les trois types de zones humides sont représentés (voir carte ci-après).

Les zones humides patrimoniales et à végétation naturelle prennent la forme de roselières, sources associées à des prairies humides (Orcière, la Vie Creuse), boisements humides (Grosset), boisements rivulaires à Saule et Aulne glutineux, Aulnaie-Frênaie (ZNIEFF de l'Ainan).

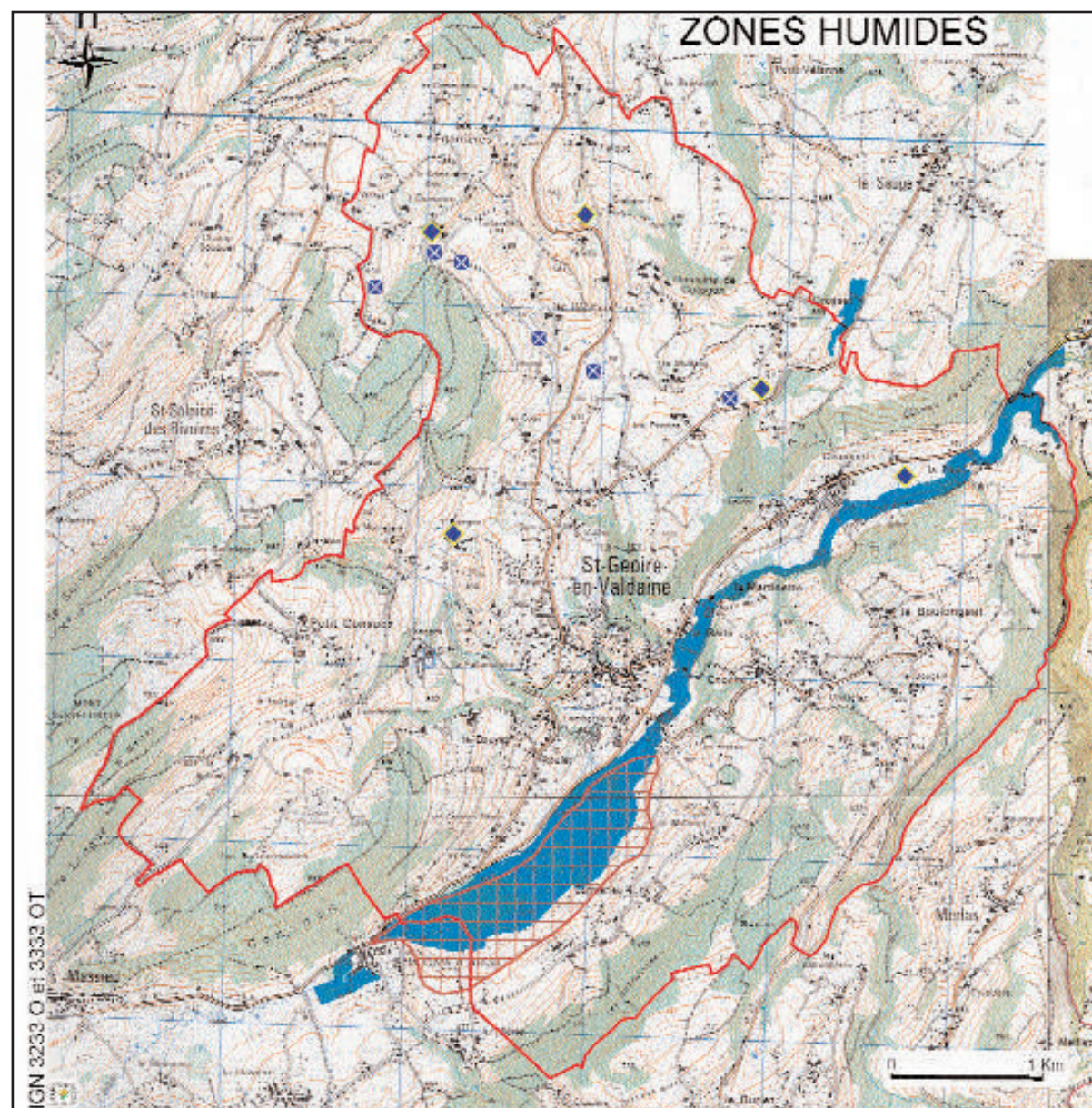
Ce sont des zones dont le sol est inondé pendant la plus grande partie de l'année : mares, étangs, bas-marais..., ou hors d'eau durant la plus grande partie de l'année : prairies humides, tourbières, marais, forêts alluviales, ..., qui interviennent dans le cycle de l'eau et jouent un rôle majeur comme réservoir de la biodiversité de composition spécifique : forte richesse en habitats naturels (voir chapitre habitats naturels), en flore et en faune. En effet, les zones humides interviennent dans la régula-

tion des régimes hydrauliques des cours d'eau aval en contenant les ruissellements (donc leurs crues) et en soutenant leur étiage par restitution pendant les périodes de basses eaux (retardant les effets de la sécheresse), comme le ferait une énorme éponge. Les zones humides possèdent également des fonctions hydrologiques de filtre physique et biologique en piégeant et dégradant de nombreux polluants d'origine agricole et viaire concentrés par les eaux de ruissellement pluvial.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, l'inventaire des zones humides : zones humides supérieures à 1 ha et relevés ponctuels non exhaustifs de zones humides ponctuelles, a été réalisé par l'association Avenir dans le cadre de l'inventaire Z.H. du département de l'Isère grâce à de nombreux financeurs dont le conseil général de l'Isère (carte Z.H.).

Les zones humides sont maintenant reconnues politiquement pour leurs fonctions écologiques et pour les services socioéconomiques rendus (loi relative au Développement des territoires ruraux du 23 février 2005, loi d'Orientation agricole du 5 janvier 2006). La préservation et la gestion durable des zones humides sont d'intérêt général comme le dispose l'article L211-1-1 du Code de l'environnement.

La protection des zones humides est une des orientations générales (II.A.2.a) du schéma de secteur du Pays Voironnais (Pays Voironnais 2007) auxquelles le P.L.U. doit être compatible comme le disposent les articles L121-1 et R122-1 du Code de l'urbanisme.



- Zone humide*
- X Zone humide inférieure à 1 ha*
- Zone humide ponctuelle**
- Tourbière*

* Source: Inventaire des zones humides de l'Isère.
AVENIR février 2009

** Autres sources: Porter à connaissance, Bioinsight

Document d'Orientations Générales

II.A.2.a. Protéger les zones humides

Afin de préserver la biodiversité, une attention particulière devra être portée aux nombreuses zones humides² présentes sur le territoire. Ces dernières constituent en effet la majeure partie du patrimoine remarquable identifié par le Pays Voironnais dans son inventaire, complétant ainsi les zones humides déjà repérées par les quatre arrêtés de biotopes et par le Schéma Directeur. Le Pays Voironnais a d'ailleurs saisi le Département afin qu'il classe certaines d'entre elles en « Espaces Naturels Sensibles ».

Prescription

La vigilance portée aux zones humides² concerne les documents d'urbanisme qui devront veiller à leur protection par un classement en zone naturelle inconstructible et par toute autre mesure appropriée permettant d'éviter tout comblement, assèchement, drainage ou pollution.

Elle pourra également concerner les pratiques agricoles ou les équipements d'infrastructures et de réseau.

Préconisation

Ces mesures pourront être complétées par la détermination de périmètres de vigilance dans lesquels certains usages seront réglementés, ces secteurs pouvant alors se traduire dans les PLU par des périmètres indicés au sein des différents zonages.

La détermination de ces périmètres de vigilance pourra être étudiée dans le cadre du Schéma Général des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (SGEN).

La connaissance de ces zones et l'application des mesures de protection qui s'y rapportent pourront s'appuyer sur l'inventaire des zones humides réalisé par le Département de l'Isère et l'Agence de l'Eau.

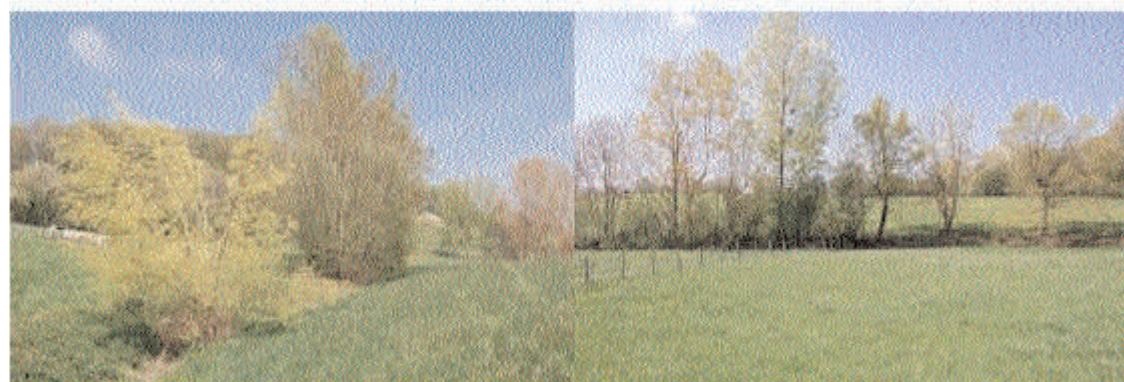
schéma de secteur du Pays Voironnais



inventaire zones humides Avenir (point bleu le plus nord de la carte Z.H.) : source et prairie humide à l'Orclière (photo)



inventaire Z.H. Avenir (point jaune central) : prairie humide à la Vie Creuse (photos L. L.)



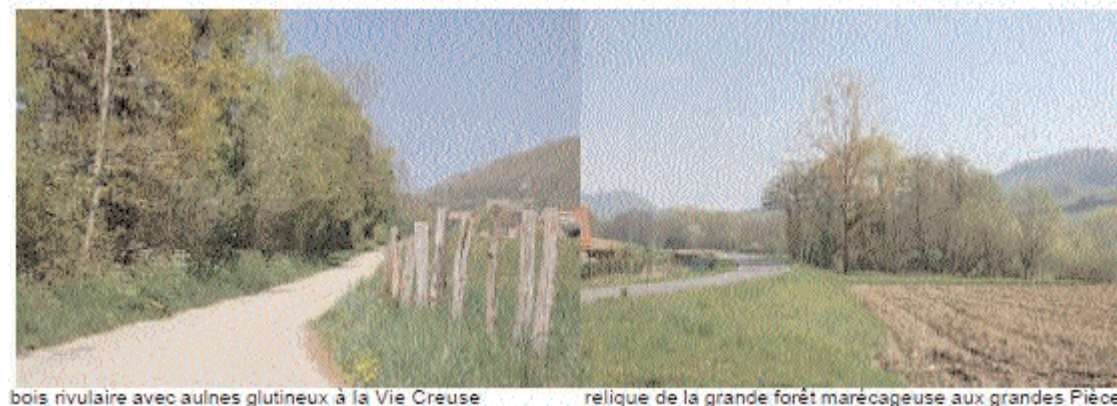
inventaire Z.H. Avenir (Z.H. > 1 ha) : bois rivulaire humide avec saule et aulne glutineux à Grosset (photos L. L.)



inventaire Z.H. Avenir (Z.H. > 1 ha) : aulnaies-frênaies reliques de la grande forêt marécageuse de la plaine de l'Ainan et ripisylve à aulnes de l'Ainan à Saint-Paul (photos L. L.)

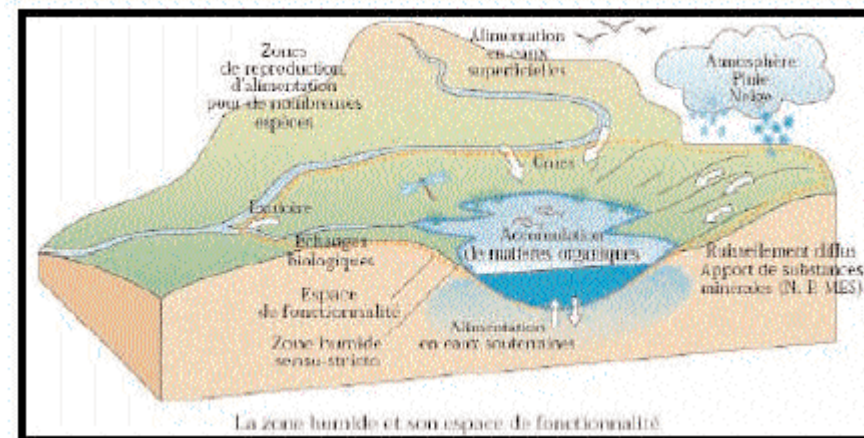
D'autres zones humides ont été observées : prairie humide au Paradis et mares à Ocière et La Pale ainsi que de très nombreux bois rivulaires de cours d'eau et de fossés (Cormérieux, La vie Creuse...).

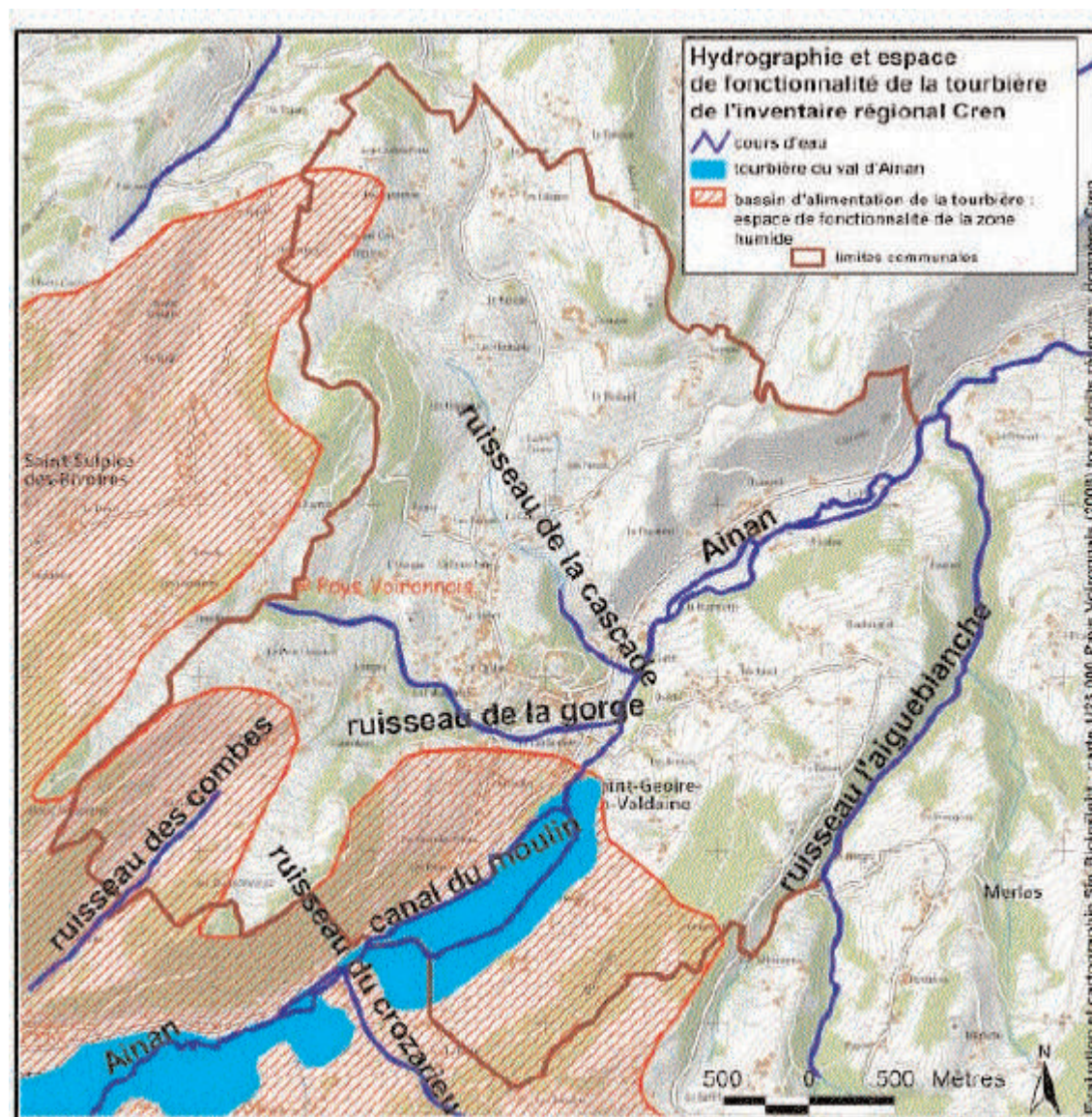
Alors que des zones humides ont été partiellement ou totalement détruites : prairie humide remblayée au Paradis, coupes de bois rivulaires, coupes d'aulnaies le long de l'Ainan...



Une des zones humides de l'inventaire des Z.H. de l'Isère réalisé par Avenir à Saint-Geoire-en-Valdaine (carte Z.H.) est une tourbière – tourbière du val d'Ainan – inscrite à l'inventaire régional des tourbières et de leur espace de fonctionnalité de Rhône-Alpes recensés entre 1997 et 1999 par le conservatoire régional des espaces naturels (Cren).

L'espace de fonctionnalité de la tourbière (carte) est l'espace proche de la zone humide, ayant une dépendance directe et des liens fonctionnels évidents avec la zone humide, à l'intérieur duquel, certaines activités peuvent avoir une incidence directe, forte et rapide sur le milieu et conditionner sérieusement sa pérennité. Il correspond au sous-bassin d'alimentation de la zone humide (Sdage Rhône Méditerranée-Corse 2001).





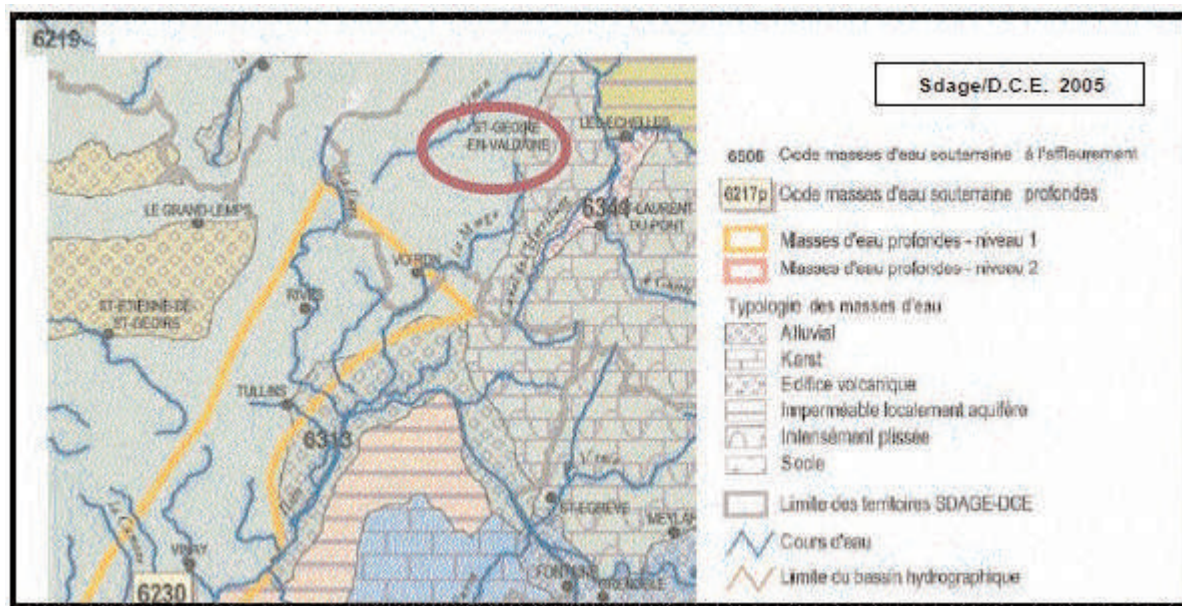
Hydrogéologie

Le substratum géologique local est constitué par des terrains tertiaires datant du Miocène représentés sur la commune par des conglomérats. Dans la plaine de l'Ainan et au niveau de la combe du ruisseau de la cascade le substratum est masqué par des alluvions fluviales. Localement, au niveau des collines, le substratum est masqué par des terrains glaciaires.

Les terrains quaternaires, alluvions glaciaires ou fluvio-glaciaires et éboulis, peuvent être aquifères (sources de débit variable) et contenir de petites nappes perchées. Le conglomérat miocène sous-jacent peut également constituer un aquifère.

Alp'études 2004

Est concernée la masse d'eau souterraine (nappe ou aquifère) FR6219 (FRDO219) molasses miocènes du Bas Dauphiné entre les vallées de l'Ozon et de la Drôme + complexes morainiques glaciaires + pliocène (carte ci-après). C'est une masse d'eau souterraine à l'affleurement à dominante sédimentaire, qui est rattachée au bassin du Rhône et des cours d'eau côtiers méditerranéens, dont les types d'écoulement sont libre et captif associés majoritairement libre (B.R.G.M./eau 2005). Le nom du secteur de la masse d'eau concernant plus précisément Saint-geoire-en-Valdaine est FR6219d molasse non aquifère piémont Chartreuse



Les usages des eaux souterraines

Dans la commune, un captage d'eau potable (puits de l'étang) est recensé au Nord du bourg, dans le secteur du Mollard (voir carte ci-après).

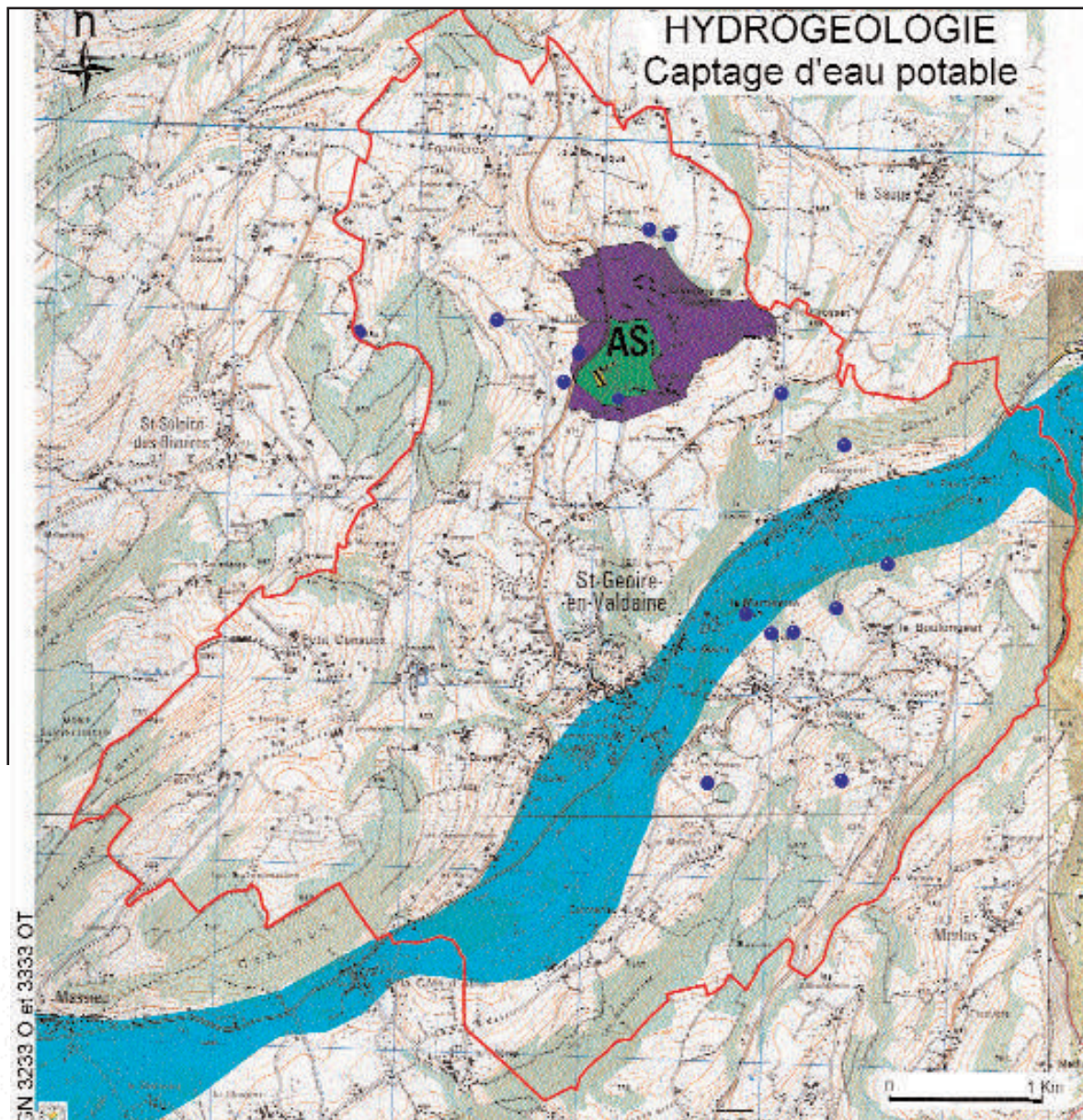
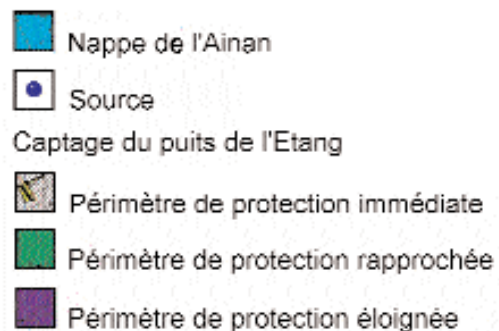
L'eau provenant de ce captage alimente le réseau de Saint-Geoire en Valdaine. Après un traitement de désinfection par chloration, cette eau est distribuée par le S.I.E. du Guiers et de l'Ainan.

Les eaux de la nappe de l'Ainan sont captées à Chirens, en amont de St-Geoire-en-Valdaine.

La qualité des eaux

- Le captage du puits de l'Etang : au cours de l'année 2008 l'eau de ce captage présente une qualité bactériologique satisfaisante. Elle est conforme aux limites réglementaires fixées pour les paramètres chimiques recherchés.

- La nappe de l'Ainan : La qualité physico-chimique et bactériologique de l'eau de cet aquifère profond est bonne et cette nappe est peu vulnérable.



Assainissement

Une compétence du Pays voironnais

La commune de Saint-Geoire-en-Valdaine comme les autres communes membres a transféré ses compétences en matière d'assainissement à la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais. Celle-ci assure désormais la gestion de tous les réseaux d'eaux usées, stations de refoulement et stations d'épuration du territoire ainsi que l'ensemble des investissements. Le Pays Voironnais exerce aussi la compétence assainissement non collectif.

L'unité d'épuration de Saint-Geoire-en-Valdaine est donc intégrée à ce dispositif.

L'assainissement collectif

En 2001, 848 abonnés étaient desservis par le réseau syndical d'alimentation en eau potable et le taux de raccordement communal à l'assainissement collectif était de 57% – taux permettant d'estimer les abonnés raccordables (Alp'études 2004).

En 2007, le nombre d'abonnées étaient de 1004 pour un taux de raccordement de 55,1 % (Pays Voironnais 2007 et tableau ci-dessous).

- La station d'épuration

La station de Saint-Geoire-en-Valdaine, du type lagunage aéré, traite les effluents des communes de Saint-Geoire-en-Valdaine, de Massieu et de Saint-Sulpice des Rivoires. La capacité de la station est de 1500 équivalents-habitants.

Les mesures du SATESE réalisées en 2007 montrent que les performances de la station sont satisfaisantes pour les paramètres DBO et MES qui respectent les normes de rejet. Toutefois, le lagunage de St-Geoire était en limite de capacité ponctuelle en raison de la surcharge liée aux eaux pluviales ; son déversoir d'orage fonctionne après chaque pluviométrie conséquente du fait des apports des réseaux unitaires.

Cette situation s'est notablement améliorée avec les travaux de mise en séparatif du réseau du centre bourg qui s'achèveront en mars 2012. Les eaux pluviales du secteur de l'hôpital seront par ailleurs canalisées dans le cadre du projet de l'aménagement de l'hôpital.

Parallèlement, les solutions d'assainissement intercommunal sont à l'étude dans le cadre du nouveau schéma directeur d'assainissement intercommunal pour une évolution du dispositif d'équipements d'assainissement de St-Geoire-en-Valdaine, St-Bueil et Voissant (3600 EH au total),

Communes	Nombre d'abonnés assainissement collectif	Nombre d'abonnés assainissement individuel	Nombre d'abonnés eau potable	Evolution (nombre d'abonnés)	Taux de raccordement	Volumes consommés en m ³	Evolution (volumes consommés)
Saint Geoire en Valdaine							
2006	551	412	983			59 375	
2007	553	428	1 004	0,4%	55,1%	63 832	7,5%
Sous-total lagune de Saint Geoire en Valdaine 2007	788	712	1 545		51,0%	85 717	

Pays Voironnais 2007

Réseau de collecte

En 2010, la commune est équipée d'un réseau de type unitaire ouvrant l'ensemble du bourg, remontant jusqu'aux secteurs de Plampalais, et incluant le secteur de Champet, mais un réseau séparatif constitué de linéaires eaux usées et pluviales sont également présents. Les neuf antennes plus ou moins longues constituant le réseau de collecte sont raccordées sur le collecteur de transit vers la lagune (Alp'études 2004). En 2012 le secteur du centre bourg sera équipé d'un réseau de type séparatif (début des travaux en mars 2011).

Assainissement non collectif

En 1999, les 372 habitations non raccordées au réseau d'assainissement collectif (le domaine de Cotagon dispose d'une station d'épuration privée) ont fait l'objet d'une enquête portant sur les dispositifs d'assainissement individuel existants (informations fournies par le rôle des eaux 1999 de la S.D.E.I., fermier du S.I.E. Bièvre Val d'Ainan). Au sein des 27 % des 372 habitations, les résultats sont les suivants :

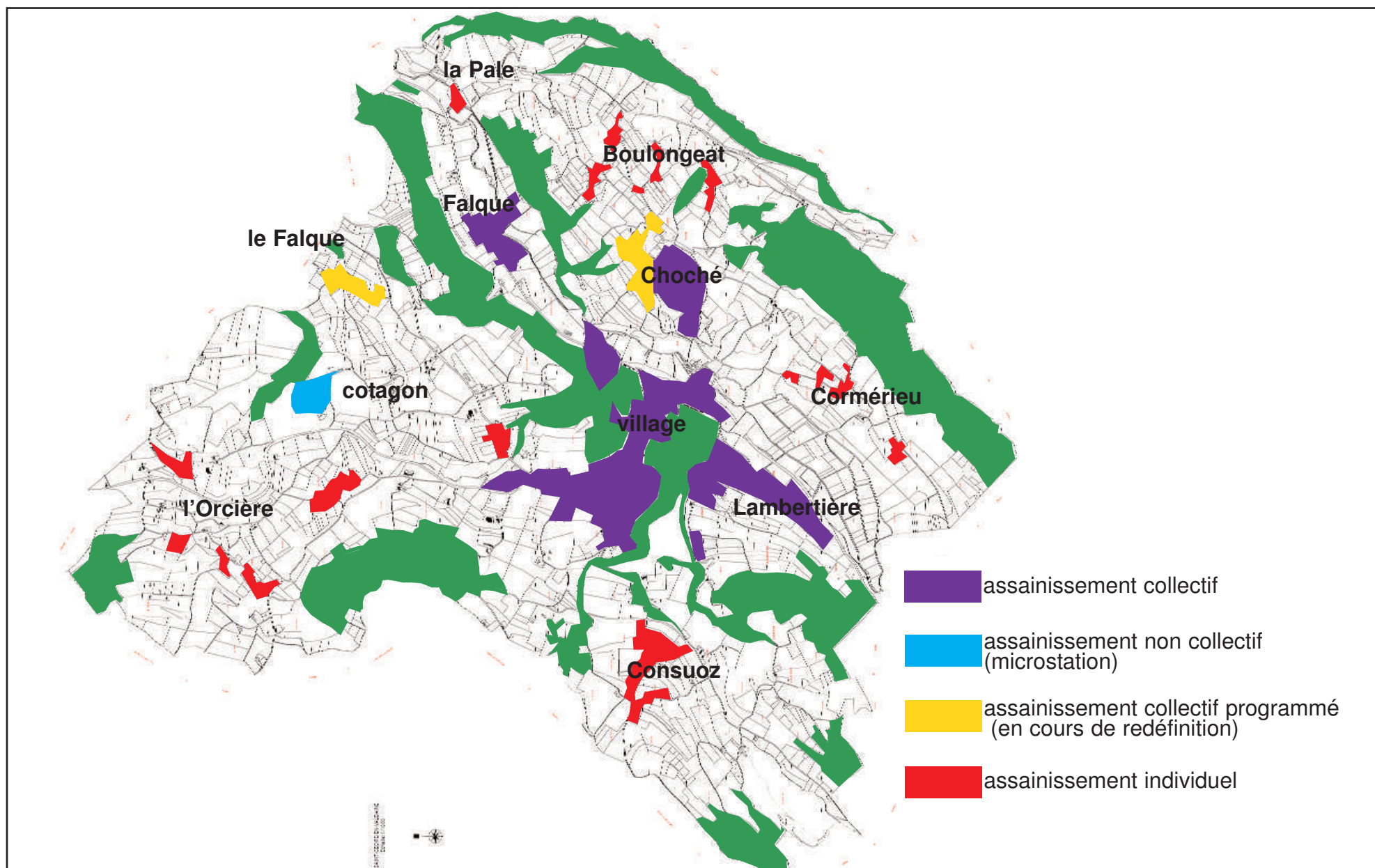
- 4 % rejettent leurs effluents sans traitement ni prétraitement dans le milieu naturel ;
- 60 % rejettent leurs effluents sans traitement mais avec un prétraitement au sortir d'une fosse septique ou d'une fosse septique toutes eaux, bac à graisse et/ou filtre à pouzzolane dans le milieu naturel (fossé, champs, ruisseau ou puits perdu) ;
- 30 % rejettent leurs effluents avec traitement plus ou moins conforme et prétraitement par épandage souterrain dont environ la moitié est aux normes actuelles (fosse toutes eaux + champ d'épandage) ;
- 6% des réponses sont incomplètes ne permettant pas de déterminer avec certitude le dispositif en place (Alp'études 2004).

Une étude d'aptitude des sols à l'assainissement individuelle a été réalisée (Alp'Géorisque 1999). Les secteurs étudiés sont les suivants : le Gonnet, Petit Consuoz, le Roulet, Champ Morel, Charbonnière, St Jacques, le Boulongeat, La Pale, l'Orcière, le Falque.

Tous ces secteurs présentent selon ce document une aptitude médiocre à impossible à l'assainissement autonome.

Néanmoins, ce postulat est infirmé par de nombreuses études de sol ultérieures réalisées sur des parcelles en vue de définir l'aptitude des sols à l'assainissement.

Les secteurs de Champs Morel et de la Lambertières ont été depuis raccordés au réseau d'assainissement collectif



Station d'épuration : lagune de Saint-Geoire-en-Valdaine

➤ **Lagune de Saint Geoire en Valdaine** : elle traite les effluents des communes de Saint Geoire en Valdaine, de Massieu et de Saint Sulpice des Rivoires.

	Réseaux communaux		
	Réseau unitaire	Réseau gravitaire	Réseau refoulement
Type de réseau	30 %	63 %	7 %
Matériaux	- Béton	- 9 % en PVC - 33 % en fonte - 6 % en PHD - 2 % en amiante-ciment	- 100 % en PEHD
Longueur totale	36 900 ml		
Ouvrages annexes	- 4 postes de relèvement (2 à Massieu, 1 à Saint Sulpice des Rivoires et 1 à Saint Geoire en Valdaine) - 10 déversoirs d'orage		
Observations	- Les effluents de Voissant et de Saint Bueil sont collectés dans plusieurs réseaux unitaires qui se rejettent directement dans le milieu naturel, l'Ainan. Le Schéma Directeur d'Assainissement prévoit une station de traitement globale pour les 5 communes en 2009		
Travaux 2007	- Les Perrins à Saint Geoire en Valdaine : 1 130 ml		

La charge hydraulique (volume d'eaux usées auquel il convient d'ajouter un volume d'eaux parasites et d'eaux pluviales, à cause des réseaux unitaires).

	Nombre d'usagers (1)	Volumes consommés m ³ /an	Volumes traités m ³ /an	Débit moyen journalier m ³ /j	Volumes traités m ³ /an/usagers	Volumes d'eaux claires parasites m ³	Taux d'eaux claires parasites
Lagune de Saint Geoire en Valdaine							
2006	762	85 736	Absence de débit-mètre				
2007	788	85 717					
	3,4%	0,0%					

Eaux pluviales

L'ensemble des collecteurs étant unitaire (hormis à Choché), une grande partie de la commune évacue les eaux pluviales vers le réseau d'assainissement. Les neuf déversoirs d'orage permettent de surverser dans l'Ainan (plan réseau de collecte). Pour les secteurs non concernés par le réseau, l'évacuation des eaux de ruissellement est gérée à la parcelle (Alp'études 2004).

Un plan de gestion des eaux pluviales a été établi en mars 2010 (étude GINGER environnement et infrastructure), cette étude prévoit la mise en place d'un dispositif de gestion et de maîtrise des écoulements des eaux pluviales du secteur de Plampalais et des écoulement du ruisseau de la combe du Verderet et du ruisseau du Versous (voir page suivante).

Les travaux de mise en séparatif du réseau du village ont débuté et devrait s'achever en mars 2012.

Conclusions du schéma directeur d'assainissement (Alp'études 2004)

Dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, la communauté de communes a fait réaliser un Schéma Directeur d'Assainissement. Plusieurs tranches de travaux d'assainissement sont programmées. C'est une priorité d'équipement pour la municipalité.

Par ailleurs, le taux d'eaux claires parasites dans le réseau a diminué de plus de 50 % depuis les travaux. Le taux de raccordement est relativement faible par rapport à la théorie. Une vérification systématique des branchements devra être mise en oeuvre pour repérer les abonnés figurant sur le rôle assainissement mais non raccordés.

La mise en séparatif du réseau de St Geoire devra être réalisée au fur et à mesure des travaux d'aménagements de voirie, cette mise à niveau s'est opérée puisqu'en mars 2012 la totalité du réseau du bourg devrait être en séparatif.

Une étude de toutes les communes du bassin versant de l'Ainan a montré qu'il sera nécessaire à terme d'abandonner la lagune actuelle pour un traitement intercommunal pour environ 3600 équivalent- habitants.

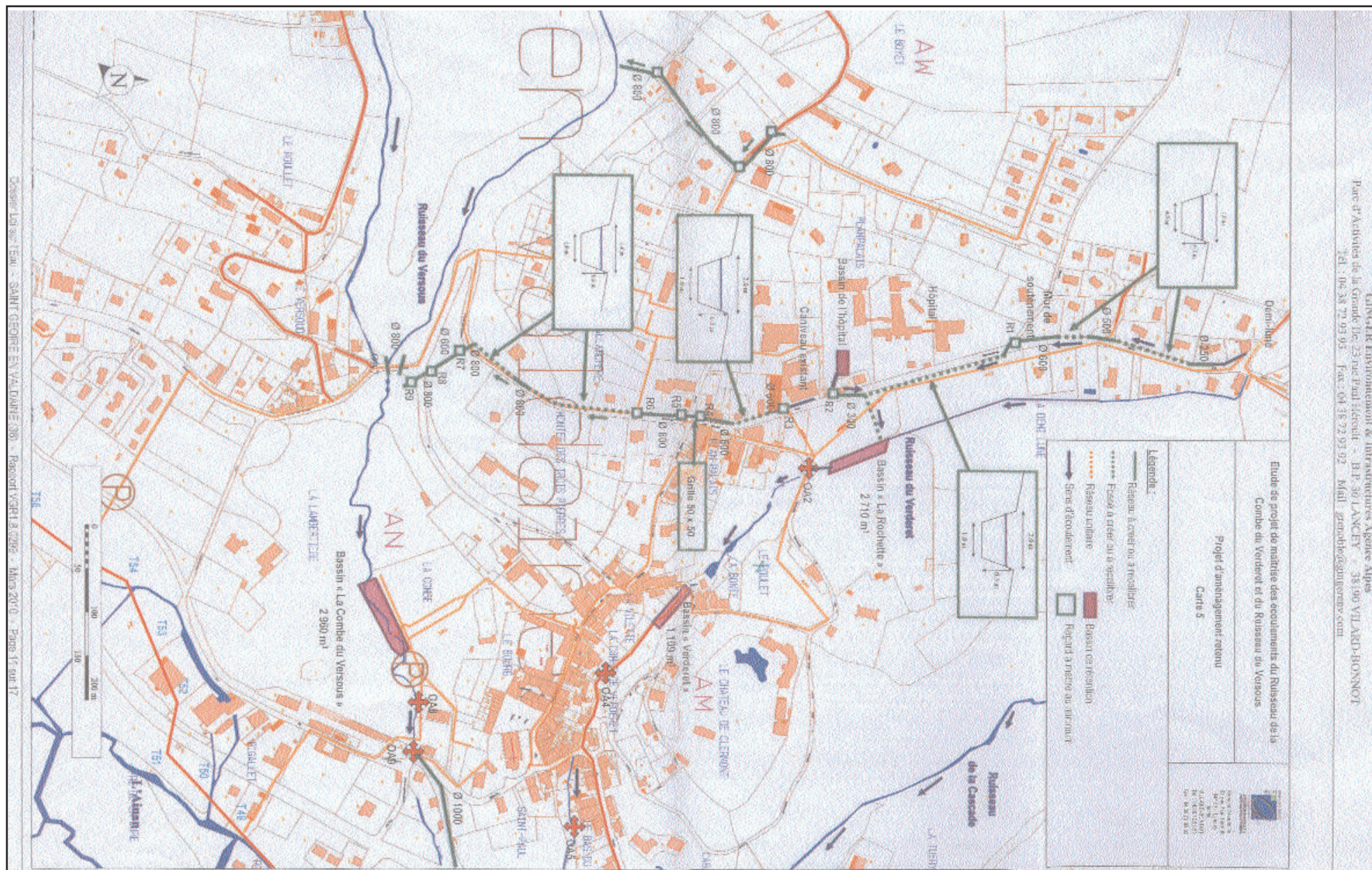
Une redéfinition du schéma directeur

Bien que le Schéma Directeur d'assainissement prévoit de larges zones de desserte en réseau collectif, il est rappelé que par la délibération du 24 novembre 2009, les élus du Pays Voironnais ont instauré de nouveaux critères pour définir les priorités des travaux, et que la révision du Schéma Directeur allant prochainement être lancée permettra de décliner l'application de ces nouveaux critères :

- Travaux à caractère d'urgence réglementaire et obligatoire (sanitaire et environnemental)
- Coordination de travaux en lien avec des projets structurants (extension, mise en séparatif ou réhabilitation).
- Travaux par bassins versants (pour régler les problèmes sur un secteur donné).
- Demandes des communes ne correspondant pas aux trois premiers critères.

Dans ce contexte, de redéfinition de la programmation prévue par le SDA et au vu de l'avis de la CAPV dans le cadre de l'association, il apparaît que les secteurs hors bourg central et Choché ne seront pas desservis par l'assainissement collectif.

Dans ces conditions, les terrains étant souvent médiocres ou inaptes pour l'assainissement autonome, la commune envisage un zonage limitant fortement les constructions pour les secteurs concernés tout en tenant compte des études de sol positives réalisées ultérieurement, notamment dans le secteur de Consuoz.



Le contexte régional

La commune de Saint-Geoire-en-Valdaine est située dans le contexte climatique des collines du Voironnais caractérisé par un climat tempéré frais à tendance continentale où se manifestent des influences méridionales apportant en juin, la remontée de masses d'air humide de la Méditerranée.

Les précipitations

Source : 1. Carte des aléas de Saint-Geoire-en-Valdaine. Note de présentation. Mai 2005.

Les précipitations sont assez abondantes tout au long de l'année avec deux maxima relatifs, au printemps et en automne avec un cumul moyen annuel voisin de 1150 mm.

Dans le courant de septembre, les pluies peuvent prendre un caractère torrentiel. On a enregistré plusieurs épisodes pluvieux " remarquables " (cumuls des précipitations supérieurs à 120 mm en 24 heures) concernant la région de Saint-Geoire-en-Valdaine. Ces phénomènes peuvent prendre un caractère paroxysmique comme le 6 juin 2002 à Saint-Geoire-en-Valdaine où a été notée une hauteur de 200 mm en 24 heures (estimation de Météo-France).

Ces pluies importantes ont une répercussion hydrologique en contribuant à la montée des eaux (crues).

Les températures

La température moyenne annuelle est voisine de 10° C avec une amplitude d'une vingtaine de degrés.

Le climat local présente deux caractéristiques majeures : une accélération de la montée thermique à partir du mois d'avril et une chute des températures moyennes à partir du mois d'octobre. Janvier est le mois le plus froid durant lequel sont enregistrés des gels fréquents.

La qualité de l'air

La qualité de l'air à Saint-Geoire-en-Valdaine ne fait, à ce jour, pas l'objet de mesures spécifiques. On n'enregistre pas dans le territoire de la commune ni dans ses abords, la présence d'installations susceptibles d'altérer la qualité de l'air ambiant.

Grâce à sa forte biodiversité – sa richesse du vivant –, le territoire communal de Saint-Geoire-en-Valdaine participe à quatre types de zonage environnemental :

- zonage européen Natura 2000 : le site d'importance communautaire (Sic) FR8201729 marais alcalins de l'Ainan et Bavonne relevant de la directive Habitats ;
- zonage national d'inventaire : une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 et une Znieff de type 2 ;
- zonage départemental des espaces naturels sensibles : un E.N.S. potentiel ;
- zonage contractuel d'aménagement et de gestion des eaux : contrat de rivière Giuers.

Le territoire communal de Saint Geoire en Valdaine demeure également couvert par le schéma de secteur du pays Voironnais – document de planification stratégique auquel le P.L.U. doit être compatible au regard du document d'orientations générales et des documents graphiques – venant compléter le schéma directeur de la région grenobloise (S.D.R.G. et futur Scot). Ce schéma de secteur a été approuvé le 18 décembre 2007 et a été soumis à une évaluation environnementale au titre du Code l'urbanisme (articles L121-10 et R121-14).

La commune est également couverte par schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage) Rhône-Méditerranée-Corse, à ce titre, son P.L.U. doit être compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le Sdage – comme le dispose l'article L123-1 du Code de l'urbanisme.

A l'égard du parc naturel régional de Chartreuse, il faut mentionner que la commune de Saint Geoire en Valdaine n'est pas adhérente, ni la communauté d'agglomération du pays Voironnais.

Zonage européen Natura 2000 : Sic

Les sites d'importance communautaire (Sic) relèvent de la directive Habitats 92/43/C.E.E. du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Elle prévoit notamment la désignation de zones spéciales de conservation (Z.S.C.) comme site Natura 2000. C'est à l'issue de cinq étapes qu'est désignée une

Z.S.C. par arrêté ministériel :

- 1 un inventaire scientifique des zones Sic en France ;
- 2 une concertation locale organisée par les Préfets ;
- 3 une transmission par les Préfets au ministère ;
- 4 une proposition sous la forme de pSic à la Commission européenne ;
- 5 une inscription comme Sic par la Commission européenne.

Le site Natura 2000 FR8201729 marais du val d'Ainan (site I06) fut inscrit comme Sic par décision de la Commission européenne en décembre 2004 avec une superficie de 108 ha dans la commune de Chirens. Mais lors de l'élaboration du document d'objectifs (Docob) par l'opérateur qu'est la chambre d'agriculture de l'Isère en 2004, le périmètre du Sic a été élargi à deux autres communes : Massieu et Saint-Geoire-en-Valdaine, pour une superficie totale de 246 ha. Ce périmètre a été validé par consultation début 2009 (Chambre d'agriculture de l'Isère 2009). La contribution de Saint-Geoire-en-Valdaine au site Natura 2000 est de 30,75 ha, ce qui représente 1,84 % de son territoire communal (carte zonages environnementaux Natura 2000).

Ce site Natura 2000 constitue l'un des complexes marécageux les plus riches du département de l'Isère (Chambre d'agriculture de l'Isère 2009). Six habitats naturels, une espèce végétale et quatre espèces animales d'intérêt communautaire ont justifié la proposition et la désignation de ce Sic.

Six habitats naturels d'intérêt communautaire ont été répertoriés dans le périmètre d'étude de 380 ha sont (Chambre d'agriculture de l'Isère 2009) :

- forêts alluviales à aulnaies-frênaies de code Natura 2000 91EO* ;
- tourbières boisées (code 91DO*) ;
- prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*) (6410) ;
- prairies maigres de fauche de basse altitude (*Alopecurus pratensis*, *Sanguisorba officinalis*) (6510) ;
- marais calcaires à *Cladium mariscus* et espèces du *Carex davallianae* (7210*) ;
- tourbières basses alcalines (7230).

*Habitat d'intérêt communautaire prioritaire.

L'espèce végétale d'intérêt communautaire inscrite à l'annexe II de la directive Habitats 92/43/C.E.E. recensées dans le périmètre d'étude :

- liparis de Loesel (orchidée).

Les 12 espèces animales d'intérêt communautaire inscrites à l'annexe II de la directive Habitats

92/43/C.E.E. recensées dans le périmètre d'étude sont :

- agrion de mercure (libellule) ;
- cuivré des marais (papillon) ;
- azuré de la sanguisorbe (papillon) ;
- azuré des paluds (papillon) ;
- laineuse du prunellier (papillon) ;

- lamproie de planer (poisson) ;
- chabot (poisson) ;
- triton crêté (amphibien) ;
- sonneur à ventre jaune (amphibien) ;
- grand murin (chauve-souris) ;
- petit murin (chauve-souris)
- lynx.

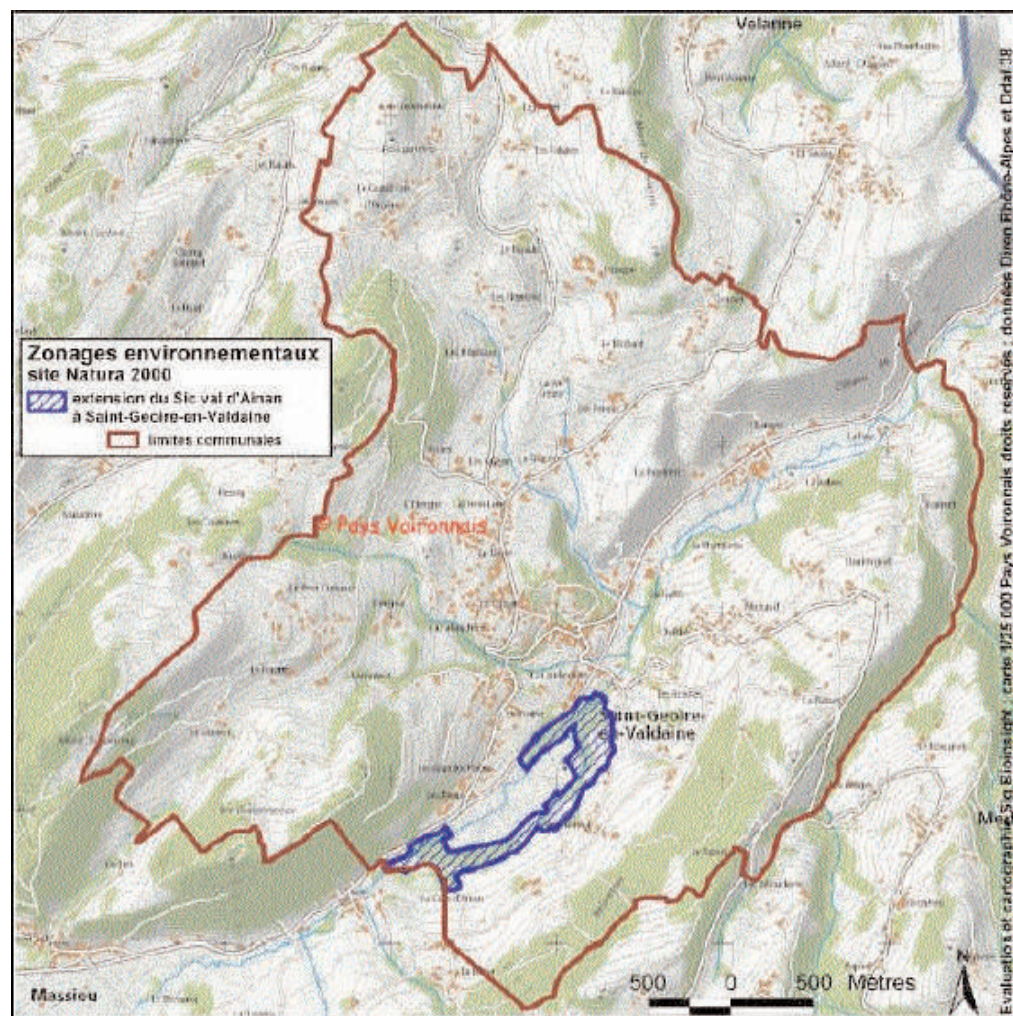
Les oiseaux relèvent de la directive Oiseaux.

Aucune donnée n'est disponible sur l'état de conservation de ce Sic Natura 2000.

L'enjeu d'un site Natura 2000 est de maintenir les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable. Un tel enjeu de préservation de la biodiversité est satisfait à partir de l'accomplissement d'objectifs de conservation établis par le document d'objectifs (Docob) du site.

Le Docob du Sic FR8201729 marais du val d'Ainan a été élaboré par la chambre d'Agriculture de l'Isère (opérateur du site) puis validé le 23 avril 2009. Les objectifs de conservation établis par le Docob (Chambre d'agriculture de l'Isère 2009) les plus directement liés à l'évaluation environnementale du P.L.U. sont :

- 1 objectif A : conserver et conforter la zone humide, plus particulièrement le sous-objectif A1 : restaurer le bon fonctionnement de la zone humide (analyser les apports du versant occidental et rétablir les arrivées d'eau du versant) ;
- 2 objectif B : améliorer la qualité des eaux de l'Ainan, plus particulièrement le sous-objectif B2 : maîtriser la pollution d'origine domestique et urbaine (contrôle des installations d'assainissement non collectif Spanc), et le sous-objectif B3 : maîtriser et traiter les eaux arrivant au marais (pluvial, routier : urbanisme...) ;
- 3 objectif C : préserver les habitats naturels dont ceux d'intérêt communautaire (conserver et améliorer les surfaces de fond de vallée hydromorphe ; maintenir et restaurer les ripisylves ; favoriser la reconquête des habitats aquatiques/restaurer les habitats dégradés) ;
- 4 objectif C : préserver les espèces d'intérêt communautaire.



Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (Znieff)

Le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine contribue à une Znieff de type 1 et à une Znieff de type 2 (carte zonages environnementaux Znieff).

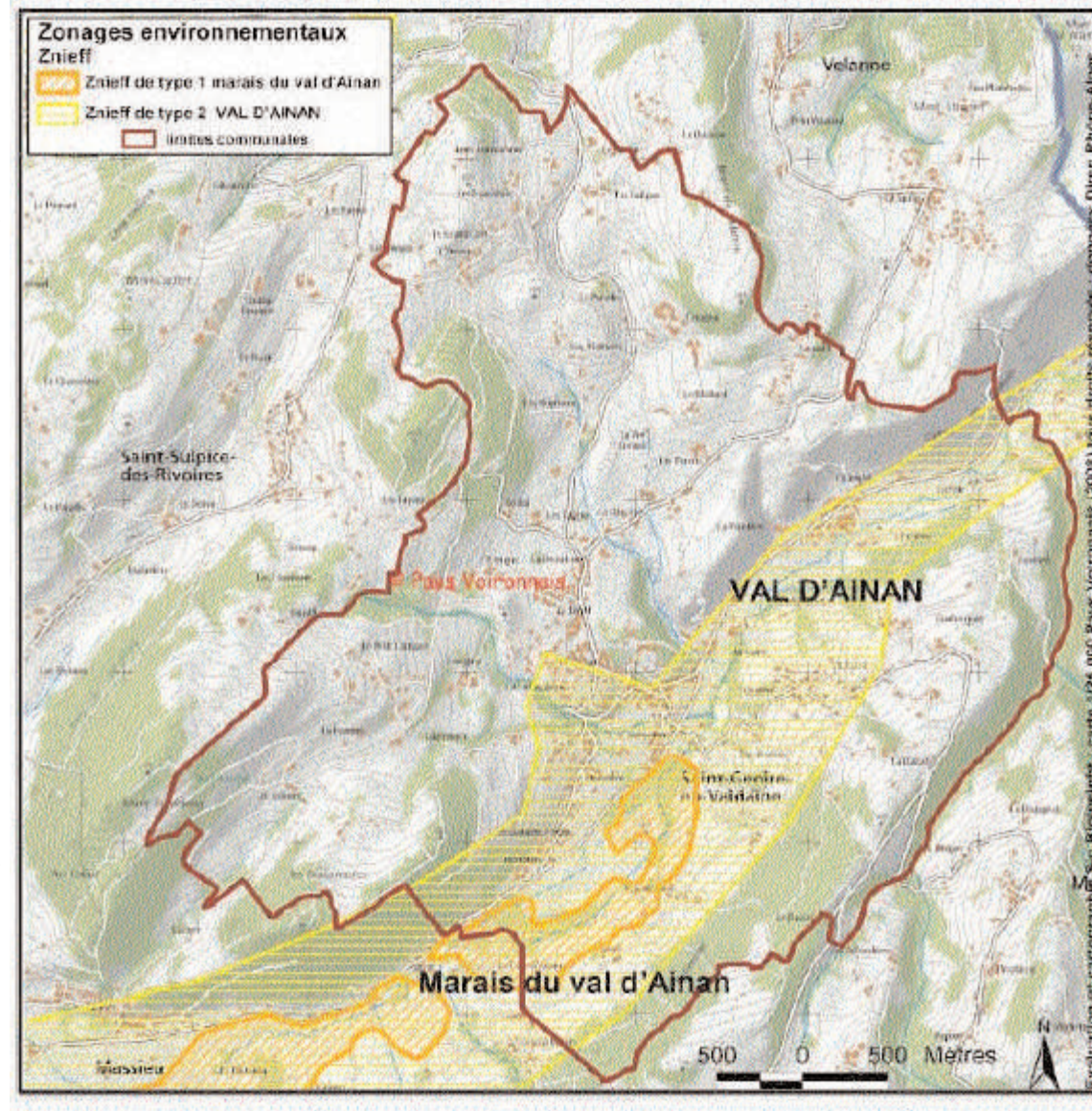
Znieff de type 1

La circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 du ministère de l'Environnement les définit ainsi : « Secteurs de superficie en général limitée, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. » Une Znieff de type I est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. (Par unité écologique homogène, on entend un espace possédant une combinaison donnée de conditions physiques et une structure cohérente, abritant des groupes d'espèces végétales et animales caractéristiques de l'unité considérée : une pelouse sèche, une forêt, une zone humide...). Elle abrite obligatoirement au moins une espèce ou un habitat remarquable ou rare, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que celle des milieux environnants.

La même circulaire les caractérise comme de : « Grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes. » Une Znieff de type II contient des milieux naturels formant un ou plusieurs ensembles possédant une cohésion élevée et entretenant de fortes relations entre eux. Chaque ensemble constitutif de la zone est une combinaison d'unités écologiques, présentant des caractéristiques homogènes dans leur structure ou leur fonctionnement.

Elle se distingue de la moyenne du territoire régional environnant par son contenu patrimonial plus riche et son degré d'artificialisation plus faible.

La Znieff de type 1 est la Znieff n° 38140003 marais du val d'Ainan (carte zonages environnementaux Znieff ci-dessus et encadré ci-après de la DIREN Rhône-Alpes).



L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	
-----------------------------------	--

ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX

B9

Départements et communes concernées en Rhône-Alpes	Surface :	306,39 ha					
SIREN	CHARENTAIS, MASSILLON, SAINT-GERMAIN EN VALDAINE						
Niveau de connaissance							
Milieu naturel	2	Asphodèles	2	(Reguli)	1	Cyathodes	0
Mammifères	2	Mammifères	2			Labiellus	2
Oiseaux aquatiques	2	Ciconies	2	(Scolopax)	0	Colymbes	0
Insectes libellules	1	Pedicularis	1	Silene	0	Euphorbia	0

[illegible][illegible]

Znieff de type 2

Le territoire communal de Saint-Geoire-en-Valdaine participe également à une Znieff de type 2 n° 3814 val d'Ainan (carte zonages environnementaux Znieff ci-dessus et encadré ci-dessous de la Diren Rhône-Alpes).

VAL D'AINAN

Départements et communes concernées en Rhône-Alpes Surface : 1 658 ha

Isère
APPRIEU, CHARAVINES, CHIRENS, MASSEU, SAINT-AUBIN-DE-VALESERRE, SAINT-BLAISE-DU-BIBI, SANTERREIL, SAINT-GEOIRE-EN-VALDAINE, VOISSANT.

ZNIEFF de type I concernées par cette zone
00 40001, 00 40002, 00 40003

Description et intérêt du site

Le Val d'Ainan, aux confins de la Chartreuse et des « Terres-Froides » du Bas-Dauphiné, s'inscrit dans un paysage de plémont profondément modelé par l'action des glaciers.

Il conserve l'un des complexes tourbeux les plus riches et les plus étendus du département de l'Isère, illustrant un large éventail de milieux naturels remarquables (prairies à Molinie et milieux associés...). La flore est très intéressante (Lallier des tourbières, Delphinium de Tréval, Ranoncles alpiniques, Scilla, etc.).

L'avifaune est également de grand intérêt (busards, ardeides, fauvettes aquatiques, de même que le peuplement de mammifères (Camosciards, amphibies, Crapauds, etc.). La faune est également de grand intérêt (busards, ardeides, fauvettes aquatiques, de même que le peuplement de mammifères (Camosciards, amphibies, Crapauds, etc.). La faune est également de grand intérêt (busards, ardeides, fauvettes aquatiques, de même que le peuplement de mammifères (Camosciards, amphibies, Crapauds, etc.).

Cette zone intègre l'ensemble fonctionnel formé par les zones humides du Val, les plus remarquables sur le plan biologique (au fonctionnement étroitement interdépendant et en outre valorisées par le zonage de type I).

L'ensemble exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau.

Le zonage de type II traduit également la cohérence de cet ensemble écologique, et illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées) en tant que zone d'alimentation ou de reproduction.

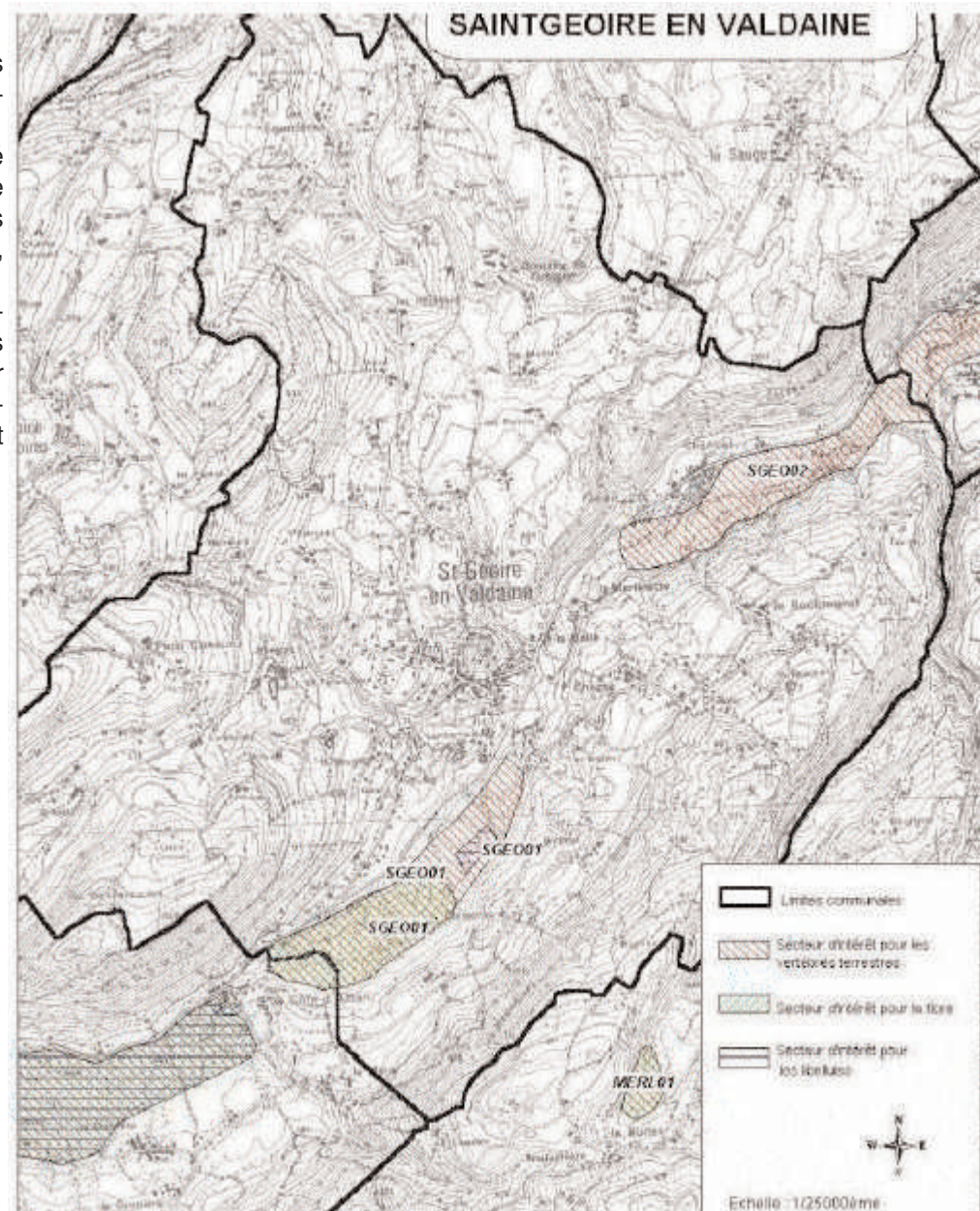
L'ensemble présente également un grand intérêt paysager et géomorphologique (en matière d'étude des stades de retrait des dernières glaciations alpines).

Sites naturels d'intérêts communautaires

A partir de l'inventaire du Pays Voironnais réalisé en 2003 (Avenir 2003), des espaces nouvellement protégés par le schéma de secteur ont été définis par rapport au schéma directeur. Parmi ces 70 sites,

11 ont été déclarés d'intérêt communautaire (délibération de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais du 20 janvier 2004) et feront l'objet de mesures particulières définies par des plans de gestion spécifiques (Pays Voironnais 2007). Un de ces 11 sites : marais du val d'Ainan de code SGEO01, concerne directement Saint-Geoire-en-valdaine (carte).

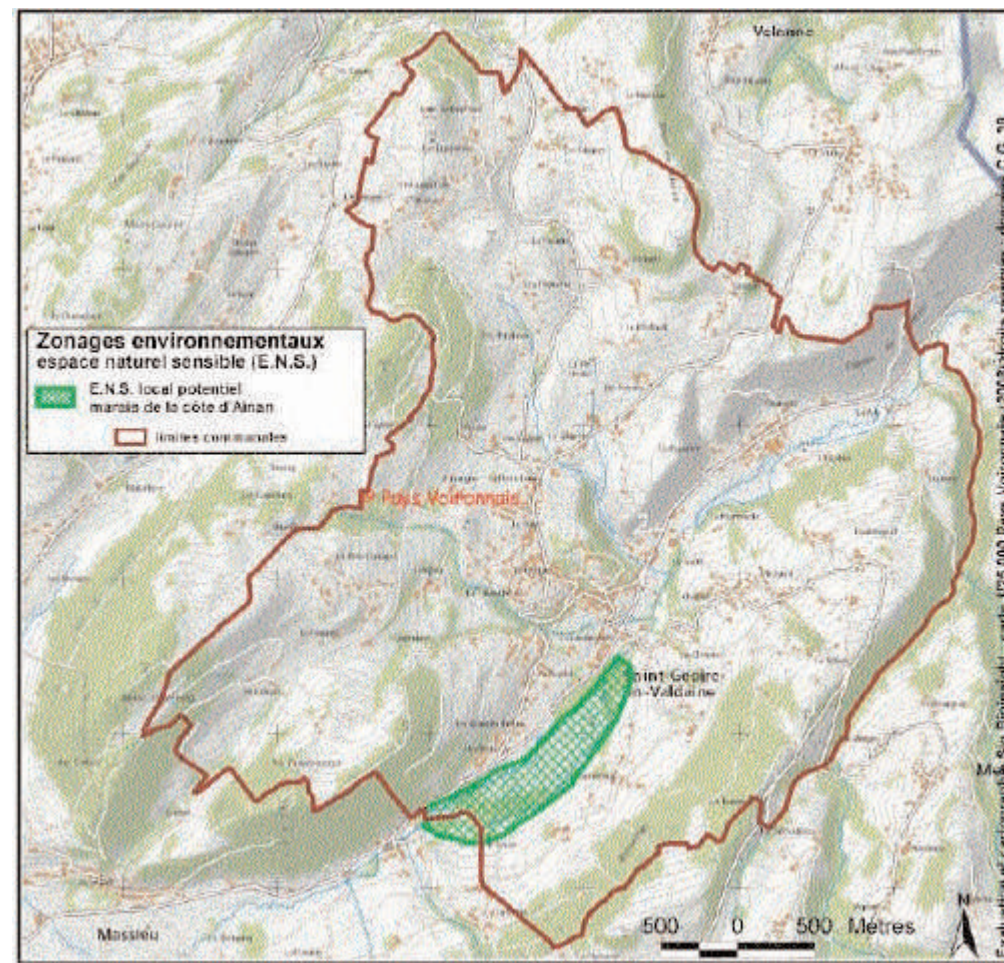
Ces sites naturels délimités dans les documents graphiques du schéma de secteur du Pays Voironnais (carte) voient leur protection préconisée par une des orientations générales (orientation générale II.A.2.b) du schéma de secteur (Pays Voironnais 2007) ; documents graphiques et orientations générales auxquels le P.L.U. doit être compatible comme le disposent les articles L121-1 et R122-1 du Code de l'urbanisme.

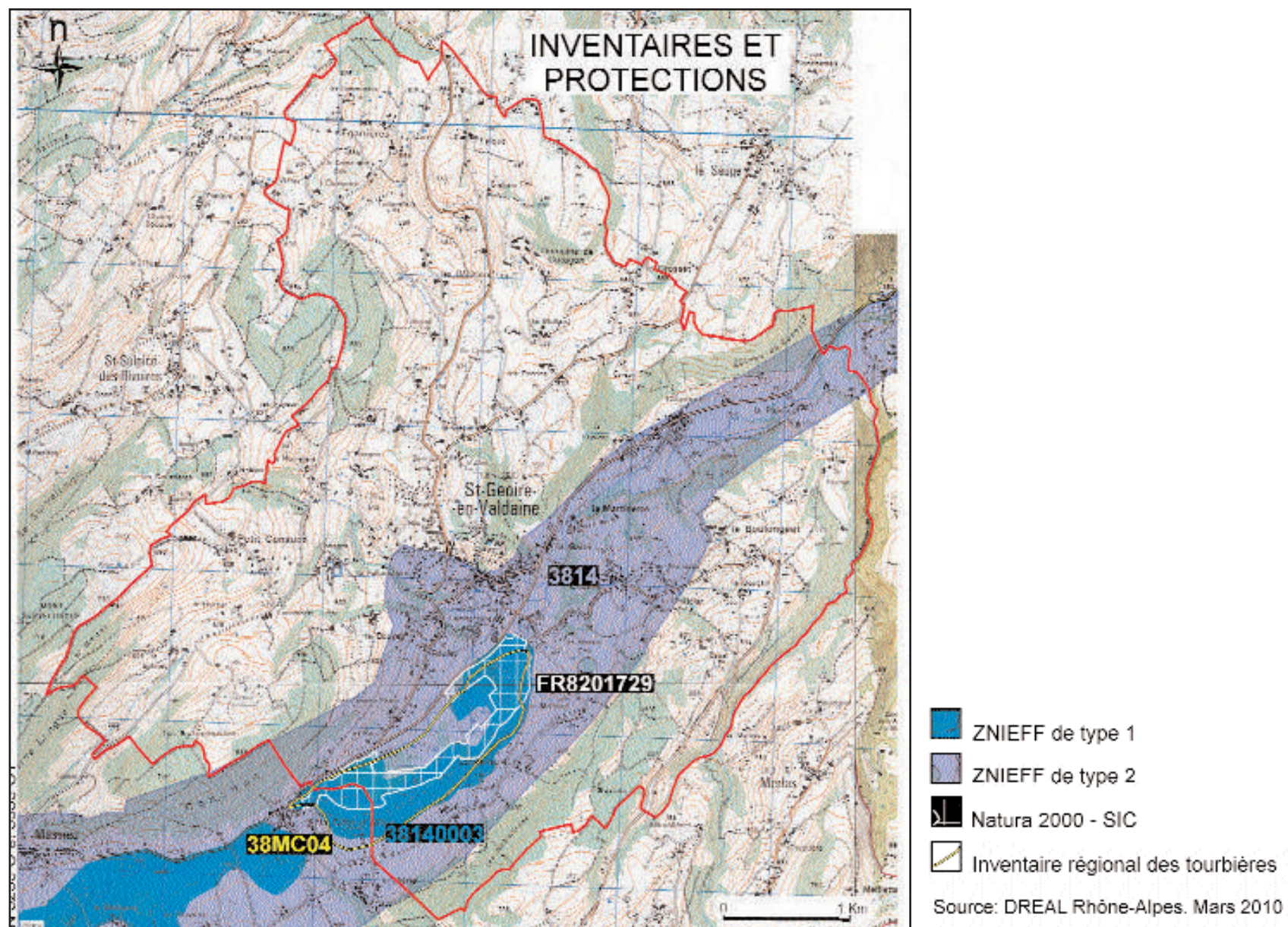


Espace naturel sensible (E.N.S.)

La politique E.N.S. relève de la seule compétence du conseil général. Elle est mise en oeuvre grâce à deux instruments : un instrument financier (la taxe départementale des espaces naturels sensibles) et un instrument juridique (la création de zone de préemption). La création d'une zone de préemption se fait à la demande d'une commune qui délibère sur un zonage précis (L142-3 C.U.). Aussi les E.N.S. se fondent-ils sur la maîtrise foncière de terrains, par voie amiable, par expropriation ou par droit de préemption ou sur leur usage dans le cadre de conventions passées avec les propriétaires. En matière d'effets sur l'utilisation du sol, l'article R142-2 C.U. édicte des mesures de protection et prévoit des règles dans les seules zones de préemption des E.N.S., mais ces règles ne s'opposent pas aux travaux publics des collectivités publiques (Sanson & Bricker 2004).

Saint-Geoire-en-Valdaine abrite un E.N.S. local potentiel (non départemental) : marais de la côte d'Ainan (carte). Toutefois, le Val d'Ainan participant maintenant au Sic Natura 2000, cet E.N.S. potentiel serait « abandonné » puisque intégré et géré via le site Natura 2000 (Stéphane Bonin comm. pers.).





Contrat de rivière du Guiers : charte et contrat d'objectifs

Le contrat de rivière du Guiers porté par le syndicat interdépartemental d'aménagement du Guiers et de ses affluents (Siaga) fut signé en juillet 2000 pour une durée de cinq ans. Dans le cadre de l'étude bilan et perspectives de ce contrat de rivière, des nouveaux enjeux ont été définis (Geoplus/Contrechamp 2007). Afin de répondre à ces enjeux, un document cadre : une charte d'objectifs Guiers, a été signée et approuvée pour une durée de 10 ans le 24 janvier 2008 par les 41 communes du territoire du bassin versant du Guiers dont Saint-Geoire-en-Valdaine (Siaga 2008).

Pendant la phase intermédiaire entre l'ancien et le nouveau contrat de rivière de nature contractuelle, voire la mise en oeuvre d'un schéma d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) de nature réglementaire, un contrat d'objectif Guiers dans lequel la Région et le Siaga s'engagent pour une durée de trois ans du 1er septembre 2007 au 31 Août 2010 sur un programme d'actions pluriannuel dont l'objectif est la restauration, la gestion et la mise en valeur des milieux aquatiques et humides dont les actions proposées se déclinent selon les types suivants :

- travaux de gestion de la ripisylve : restauration, entretien, plantation, lutte contre les espèces invasives ;
- travaux de restauration de la qualité physique, de la fonctionnalité et de diversification des milieux aquatiques ;
- travaux visant à rétablir la libre circulation piscicole ;
- actions d'animation, de suivi et de communication (Siaga 2007).

Compte tenu de la richesse en zones humides du territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine, les deuxième et quatrième objectifs stratégiques de la charte d'objectifs Guiers ainsi que l'objectif du contrat d'objectif Guiers concernent directement l'élaboration de son P.L.U. Ils ont une portée (contractuelle) d'autant plus grande pour la présente évaluation environnementale Natura 2000 de P.L.U. qu'ils rejoignent les objectifs de conservation du site Natura 2000. Par ailleurs, la charte et le contrat répondent également au projet du Sdage 2010-2015 Rhône Méditerranée de portée juridique.

Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux : Sdage 2010-2015 R.M.

La comptabilité d'un P.L.U. avec un Sdage est maintenant codifiée par le Code de l'urbanisme (article L123-1). Lorsqu'un Sdage est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans (article L123-1 C.U.).

Le projet Sdage 2010-2015 Rhône Méditerranée se fonde sur huit orientations fondamentales.

Les orientations fondamentales du SDAGE :

1. Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution ...
2. Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usages ...
3. Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines ...
4. Mieux gérer avant d'investir ...
5. Respecter le fonctionnement naturel des milieux ...
6. Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables ...
7. Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés ...
8. S'investir plus efficacement dans la gestion des risques ...
9. Penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire ...
10. Renforcer la gestion locale et concertée ...

La notion de compatibilité

Bassin Rhône Méditerranée 2007

Si une décision administrative, un document d'urbanisme, un SAGE ou un schéma de carrières contenait des éléments en contradiction avec le SDAGE, le juge pourrait l'annuler au motif qu'il n'est pas compatible avec le SDAGE.

Déjà applicable en 1996, la notion de compatibilité est moins contraignante que celle de conformité.

Le rapport de compatibilité est un rapport de "non contradiction avec les options fondamentales du schéma" déjà reconnu par le juge. Il suppose qu'il n'y ait "pas de différence importante" entre le SDAGE et la décision concernée. Autrement dit, le juge garde une marge de manœuvre d'appréciation de la compatibilité avec les dispositions du SDAGE. Cette marge d'appréciation est d'autant moins importante que la disposition est précise, le juge cherchant en toute hypothèse à se faire une idée de l'idée de fond promue par le SDAGE. Aussi, la rédaction du SDAGE se veut donc être la plus claire possible dans la perspective de ses effets juridiques.

carte des aléas.- Les risques d'ordre géologique

Source : o Analyse " Enjeux-Risque " , canton de Saint Geoire en Valdaine. Oréadeconseil. RTM, C.G 38. 2000. o Cartes de aléas, commune de Saint Geoire en Valdaine Alp'géorisques, 2006 et 2010

Suite à la catastrophe naturelle du 7 juin 2002, lorsque de violents orages ont provoqué des coulées de boue et une crue subite de l'Ainan qui noient plusieurs habitations et équipements de Saint-Geoire-en-Valdaine, la commune a fait réaliser une carte des aléas.

Différents types de phénomènes d'instabilité sont répertoriés par l'étude ALP-GEORISQUE/RTM dans le territoire de Saint Geoire en Valdaine : crue rapide des rivières, inondations de pied de versant, crue des torrents et des ruisseaux torrentiels, ravinement et ruissellement sur versant, glissement de terrains, chutes de pierres et de blocs, effondrement.

Les phénomènes, mis en évidence dans la carte des Aléas naturels réalisée en 2006 et modifiée en 2010, jointe en annexe du PLU, sont pris en compte dans l'établissement du P.L.U.

Les glissements de terrain

Les glissements de terrain concernent principalement les niveaux argileux des formations tertiaires (lentilles argileuses, franges superficielles d'altération) et les zones de colluvions). Ils apparaissent généralement à la suite de conditions météorologiques exceptionnelles (pluies prolongées) qui se traduisent par une saturation en eau des terrains. L'eau constitue ainsi le facteur déclenchant dans la mise en mouvement des terrains.

Les glissements affectent généralement les terrains en surface, sur les premiers mètres mais sur des superficies parfois étendues. Localement, ils peuvent se produire sur des pentes relativement faibles .

Dans les combes, l'action érosive des ruisseaux se traduit par l'affouillement des berges ce qui peut entraîner ensuite des glissements de terrain.

La carte des phénomènes naturels montre le caractère généralisé des glissements sur les versants de la vallée de la Galaure et sur les versants de l'ensemble des combes. Ces glissements sont généralement de faible ampleur. Localement ils atteignent une intensité moyenne ou forte.

Les mouvements de terrain survenus dans la commune

Les phénomènes connus se traduisent par des glissements de terrain. Lors de l'épisode pluvieux du 6 juin 2002 de nombreux glissements de terrain ont été enregistrés dans la commune. De superficie variable (de quelques mètres carrés à quelques centaines de mètres carrés), ils ont affecté divers terrains, de nombreux talus et plusieurs combes. Ces glissements ont entraîné divers désordres et destructions sur la voirie et des constructions.

Le ravinement et le ruissellement de versant

Le ruissellement est favorisé par certaines pratiques agricoles qui peuvent avoir pour conséquence une mise à nu des terrains. L'absence de végétation facilite les écoulements en surface qui engendrent l'érosion des terrains et le dépôt, à l'aval, des matériaux mis en mouvement. Des dégâts divers peuvent s'ensuivre : ensablement de chaussées, voire inondations dans des lieux urbanisés.

Dans le territoire de *Saint Geoire en Valdaine*, ce phénomène est observé en plusieurs localités, dans des combes secondaires perpendiculaires à l'axe de certains cours d'eau .

Les risques d'inondations

les risques d'inondation suivants sont constatés dans plusieurs secteurs de la commune dont certains proches de parcelles urbanisées : crue rapide de rivières, inondation en pied de versant, crues de torrents et de ruisseaux torrentiels, marécages.

Les risques liés aux écoulements

Les risques connus se traduisent par des inondations et des coulées de boue.

Au regard des inondations, trois phénomènes peuvent être identifiés : crue rapide des rivières, crue des torrents et des ruisseaux torrentiels, inondations en pied de versant et ruissellement de versant.

- La crue rapide des rivières se traduit par un débordement de l'eau avec des vitesses du courant et éventuellement des hauteurs d'eau importants, souvent accompagné d'un charriage de matériaux et de phénomènes d'érosion liés à une pente moyenne (de l'ordre de 1 à 4 %).

- La crue des torrents et des ruisseaux torrentiels intervient à la suite d'une augmentation brutale du débit d'un cours d'eau à forte pente. Elle s'accompagne fréquemment d'un important transport de matériaux solides, d'érosion et de divagations possibles du lit sur le cône torrentiel

L'Ainan a connu de nombreuses crues depuis un passé lointain. La dernière grande crue s'est produite le 6 juin 2002 à la suite de violents orages. L'Ainan et ses affluents sont sortis de leurs lits et ont inondés de nombreuses zones agricoles et urbanisées, causant la mort d'une personne dans la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine et de nombreux dégâts matériels.

" La crue trouve ses origines dans une pluviométrie exceptionnelle, centennale à l'échelle du bassin versant aval et plus que centennale dans le territoire de St-Geoire-en-Valdaine, qui a mobilisé des volumes très importants et activé une dynamique fluviale dormante. Le déroulement de la crue semble avoir été aggravé par plusieurs facteurs (source : BURGÉAP, Syndicat Interdépartemental pour l'Aménagement du Guiers et de ses Affluents) :

- L'absence d'entretien de la végétation a favorisé la formation d'embâcles. Cependant, face à une telle crue, la formation d'embâcles aurait été inévitable, même en conditions normales d'entretien.

- Les ouvrages situés sur le linéaire ont constitué des obstacles aux écoulements, aux embâcles, et au transport solide, et ont été sources de respirations et divagations de la rivière.

- Les zones humides de tête de bassin assainies par le passé n'ont pas joué le rôle de ralentissement dynamique de conditions naturelles.

- Les nombreux secteurs recalibrés et rectifiés par le passé, en limitant les débordements et accélérant les vitesses, ont favorisé la propagation de la crue vers l'aval ainsi que les phénomènes morphodynamiques d'érosion de berges, d'incision du lit, puis de dépôts en aval. "

- Le ruissellement de versant suivi du ravinement est lié à la divagation des eaux météoriques en dehors du réseau hydrographique, généralement à la suite de précipitations exceptionnelles. Ce phénomène peut provoquer l'apparition d'érosion localisée provoquée par ces écoulements.

Le risque sismique

Source : o Site Prim.net/définition risque majeur/zonage sismique France. Ministère de l'écologie et du développement durable.

Le zonage du risque sismique en France

Le décret 91-461 du 14 mai 1991 (modifié en 2000) détermine 5 zones de sismicité croissante :

- Zone 0 : de " sismicité négligeable mais non nulle " où il n'y a pas de prescription parasismique particulière : aucun secousse d'intensité supérieure à VII n'y a été observée historiquement.

- Quatre zones Ia, Ib, II et III où l'application de règles de construction parasismique est justifiée.

La sismicité dans la commune

La commune de Saint Geoire en Valdaine est située dans un contexte de zone 0 de " sismicité négligeable mais non nulle ".

transport de matières dangereuses

Sans objet.

Seveso, ICPE

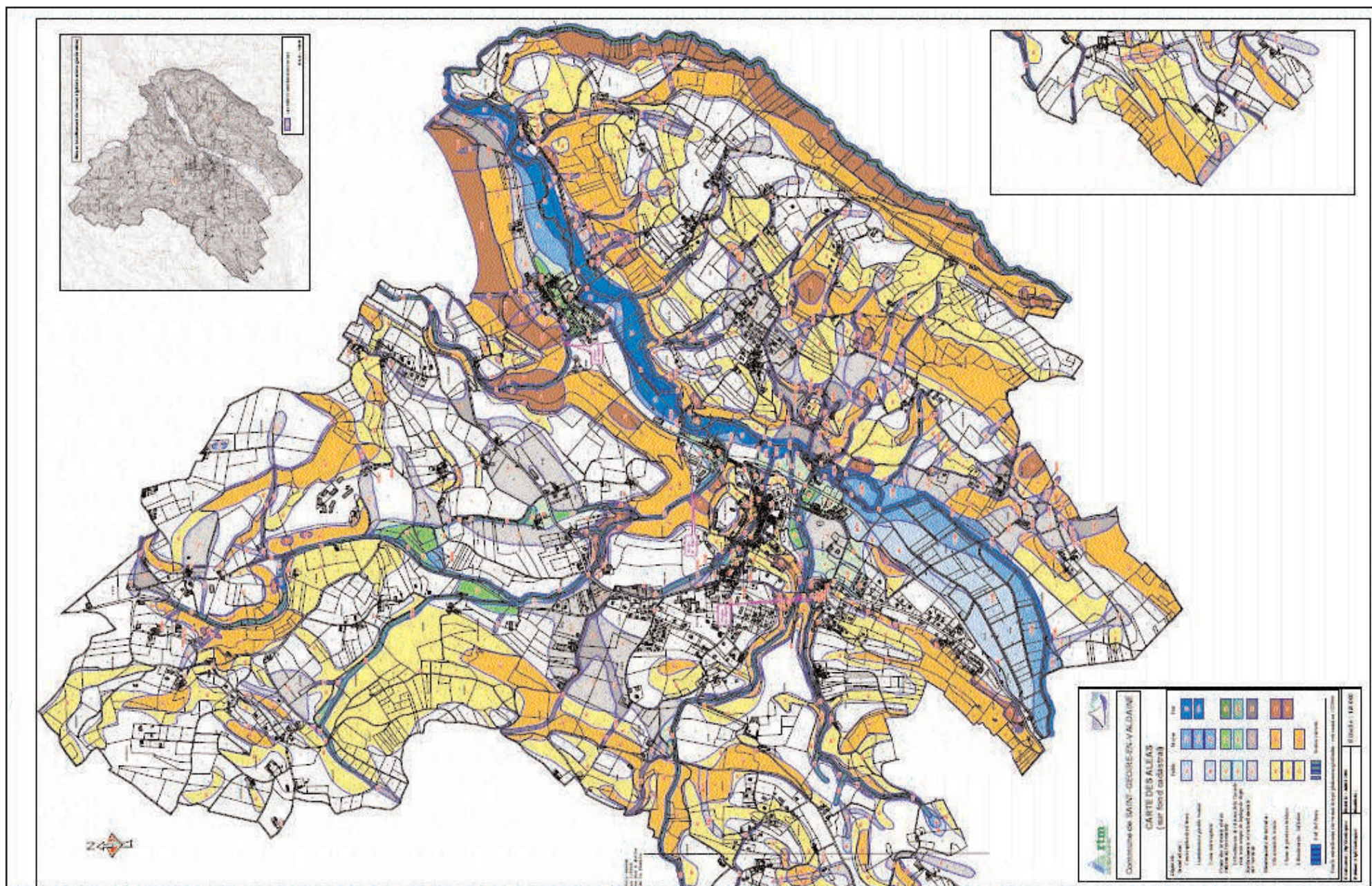
Sans objet.

Feux de forêt

Sans objet.

Sites et sols pollués

La commune est concernée par le site de la ferronnerie Lock et cie, située dans le secteur de Champet. il convient d'être prudent concernant le réaménagement des terrains qui ont pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation réalisés, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage. En application de l'article R 123-11,b, le document graphique doit faire apparaître le secteur concerné, et le règlement écrit les condition d'utilisation du sol sur ce site.



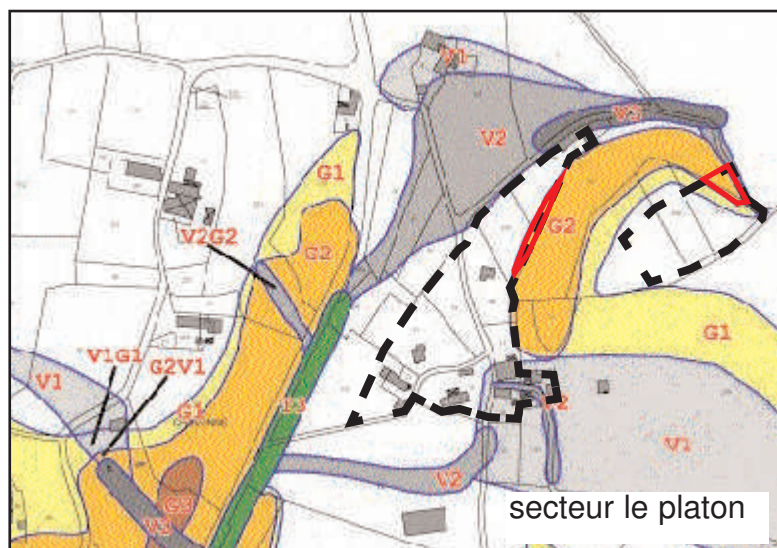
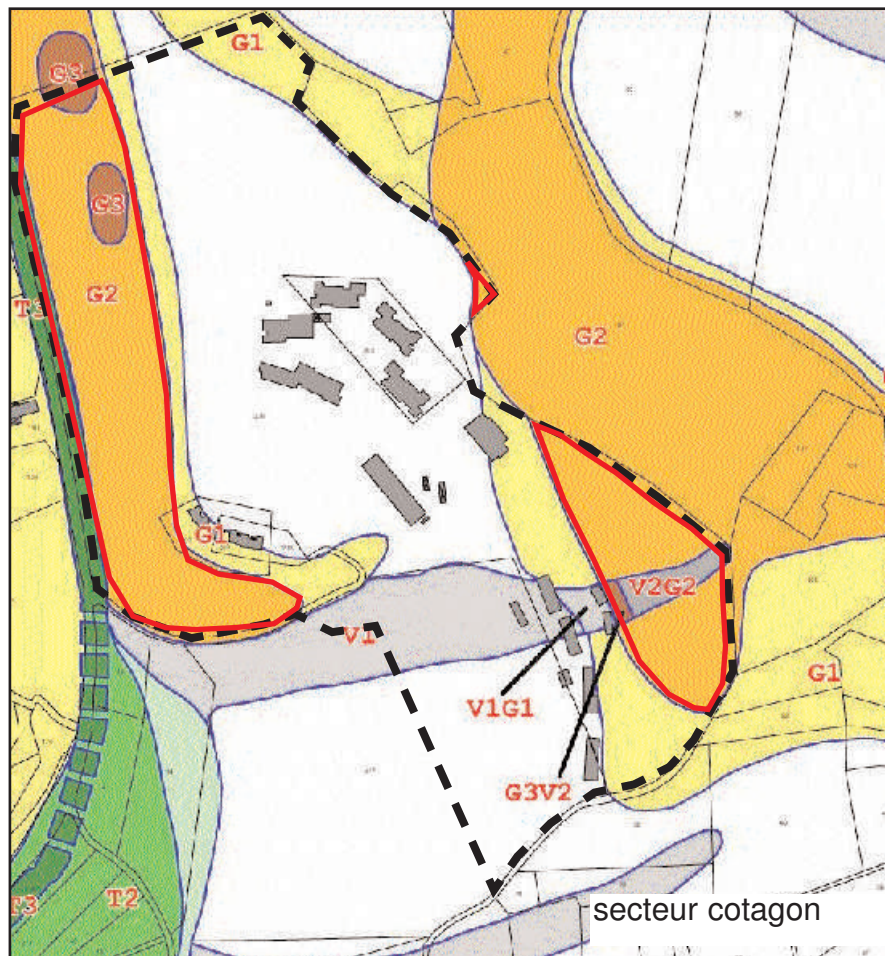
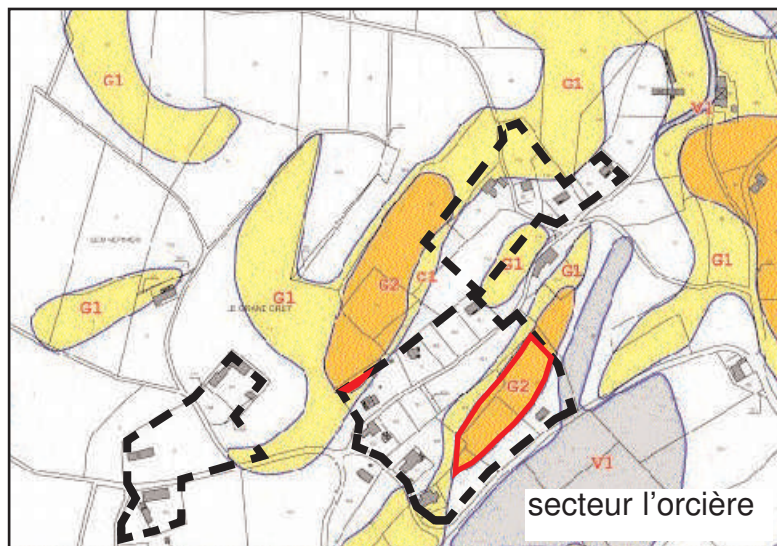
L'un des objectifs prioritaire de la commune dans le cadre de l'élaboration du PLU est de mettre en conformité le document d'urbanisme communal avec la carte des aléas. en effet de nombreux secteurs constructibles du POS sont touchés par des aléas faibles, moyens ou forts.

Dans le premier cas, les prescriptions applicables pour la prise en compte des risques naturels sont reprises dans le règlement du PLU.

Dans les deux derniers cas, l'inconstructibilité est la conséquence pertinente de la situation de la parcelle vis à vis du risque (voir schémas pages suivantes).

Les secteurs par cette problématique concernés sont les suivants :

- l'Orcière,
- Platon
- Cotagon
- Plampalais
- le Village
- La Gaieté
- Saint Paul
- la Lambertière
- Choché
- Cormérieu
- Champet
- la Pale
- Bolongeat

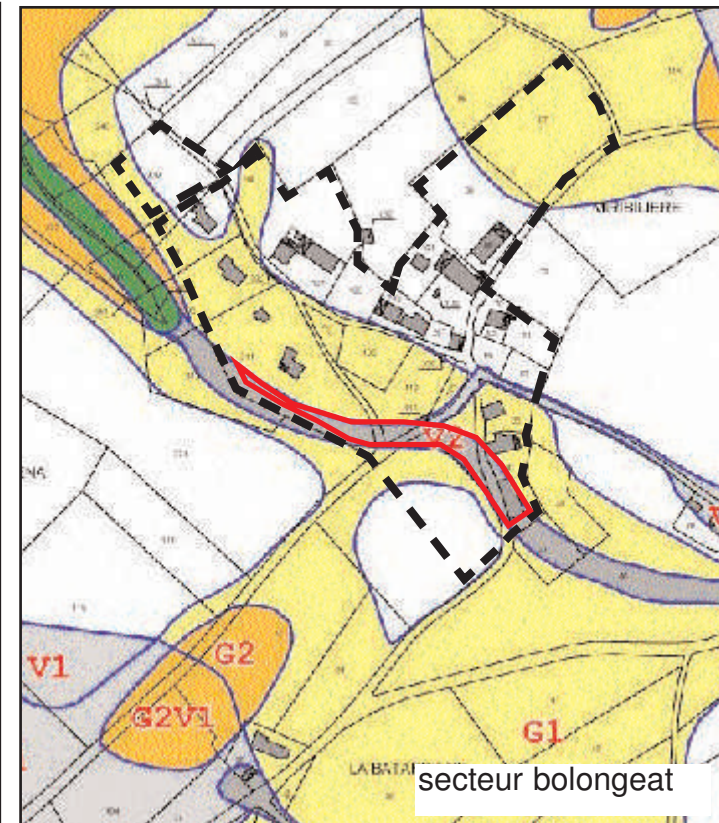
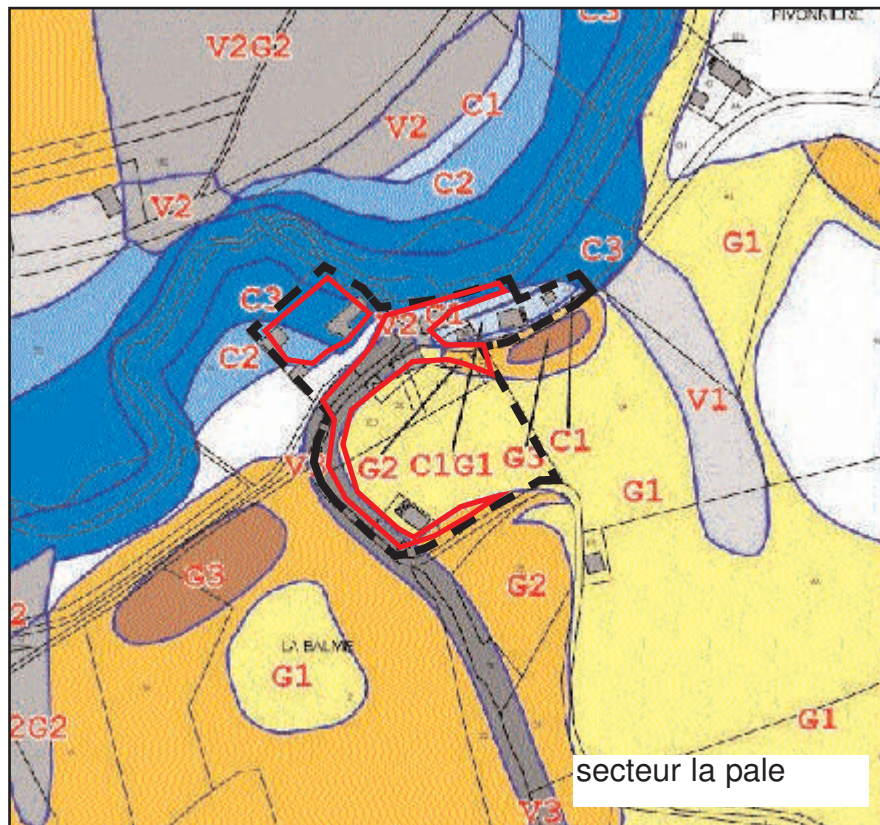


--- limite du secteur urbanisables au POS

— limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels



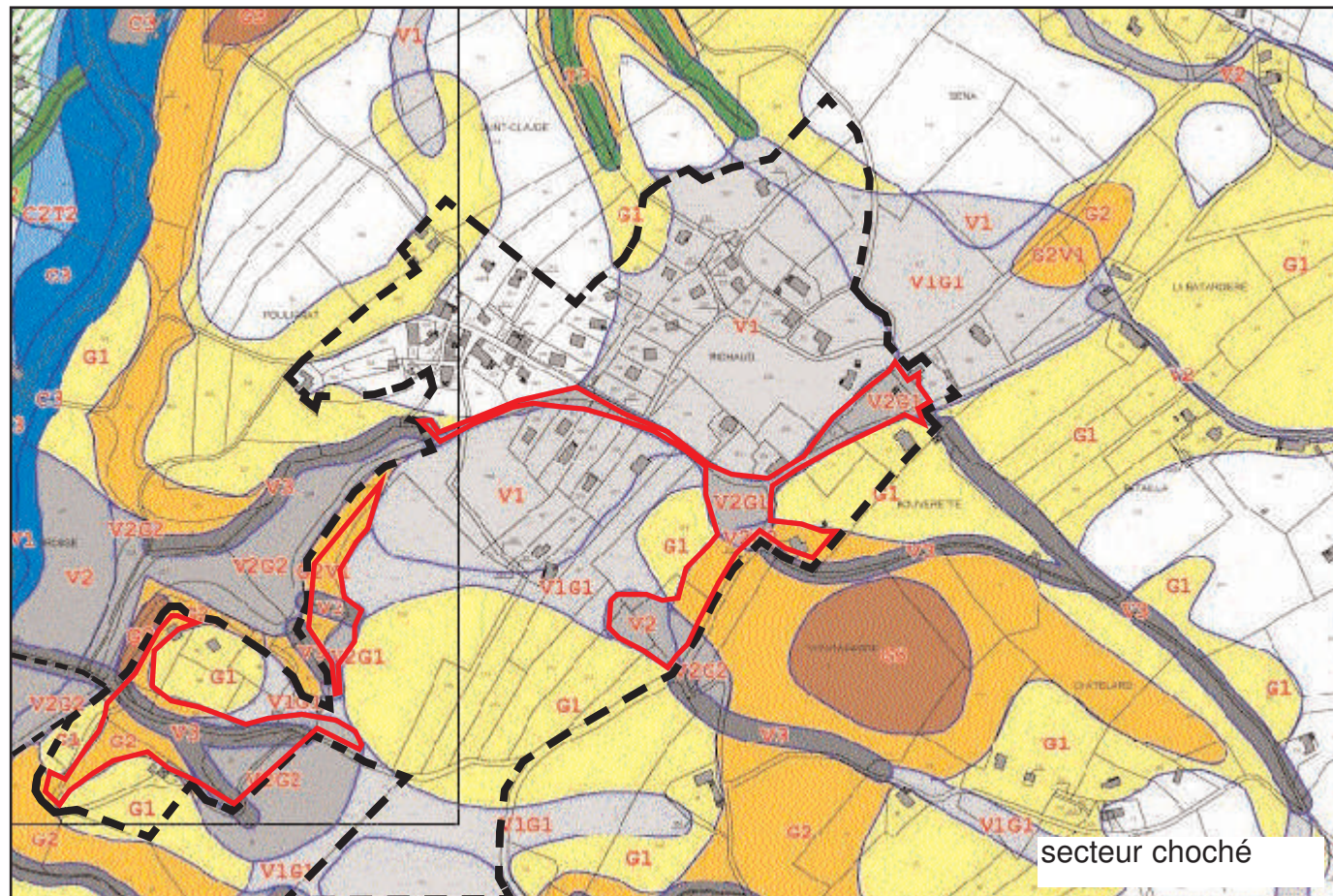
- limite du secteur urbanisables au POS
 limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels





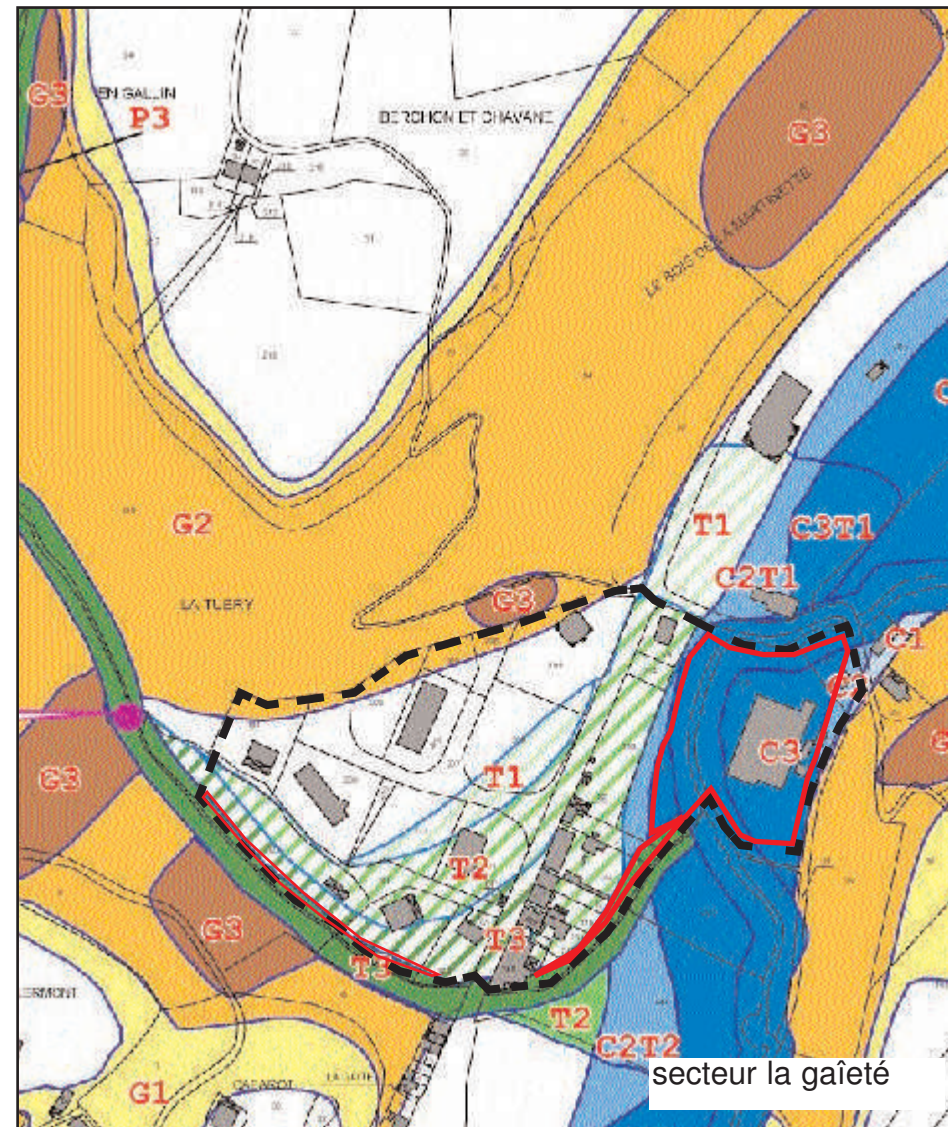
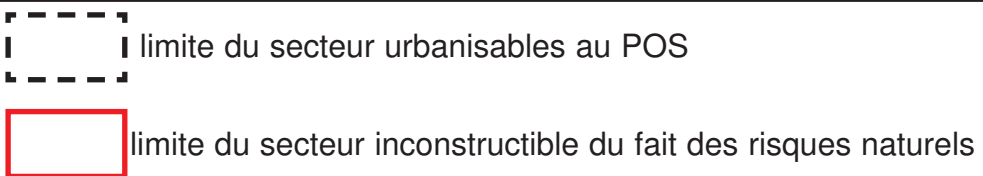
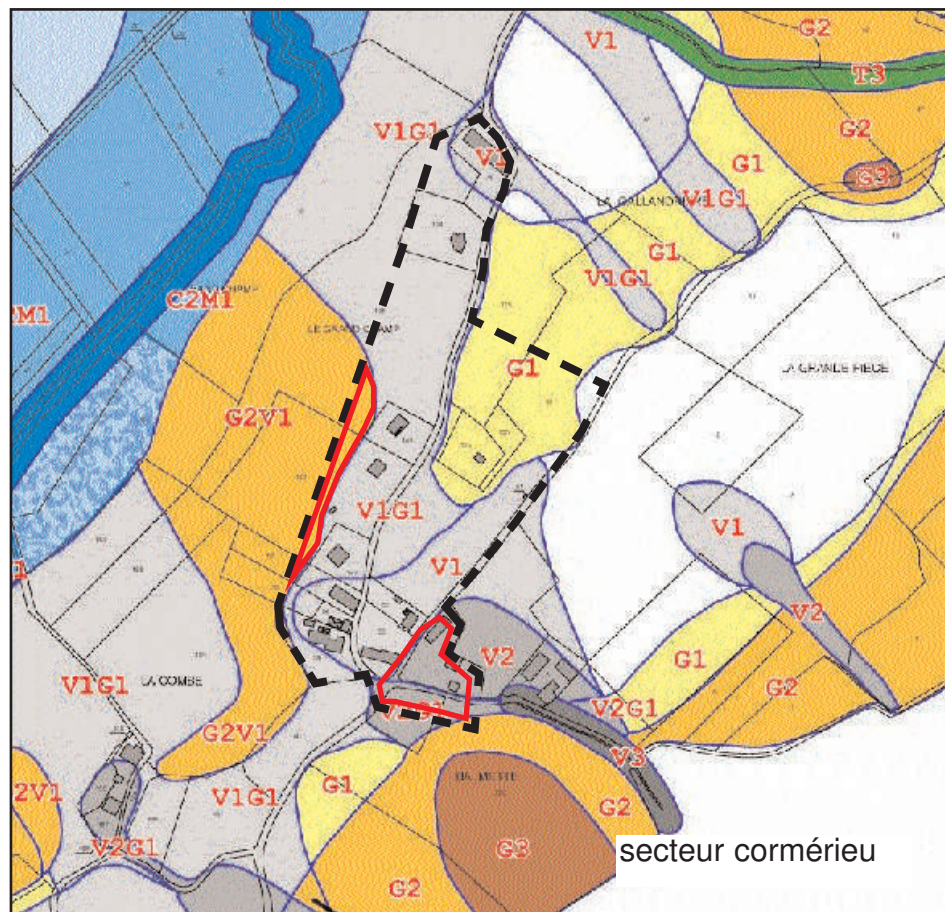
limite du secteur urbanisables au POS



limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels



-  limite du secteur urbanisables au POS
 limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels

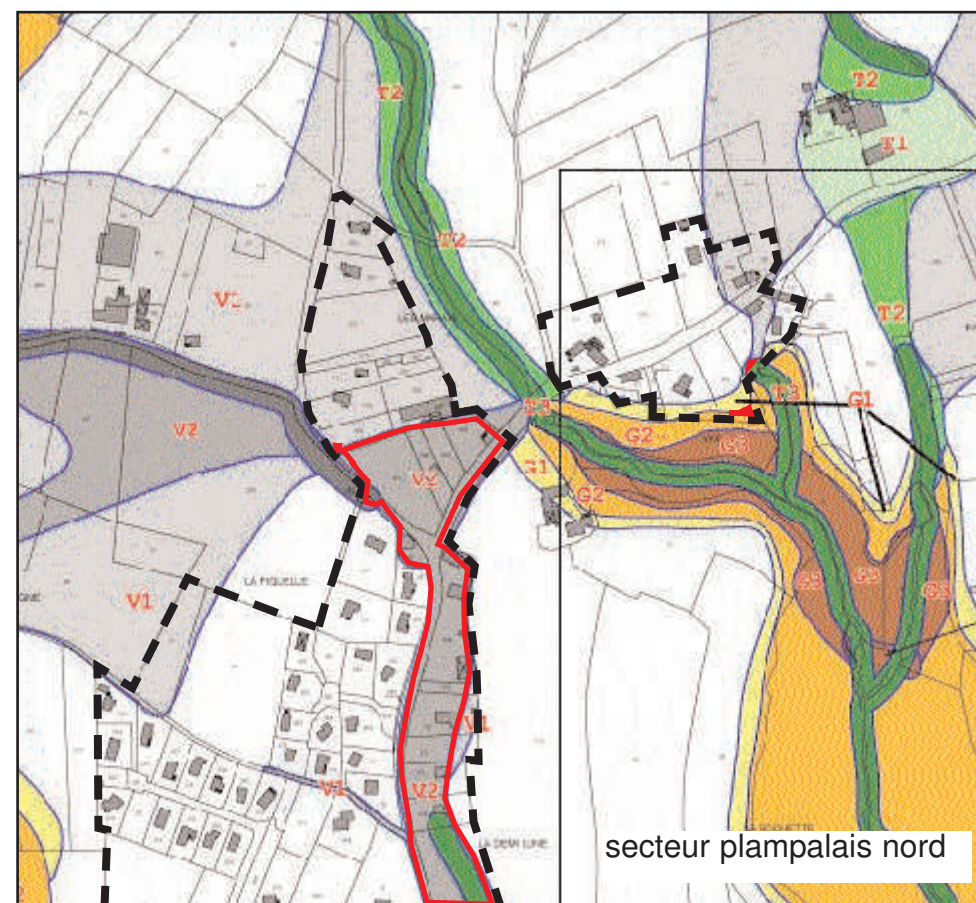
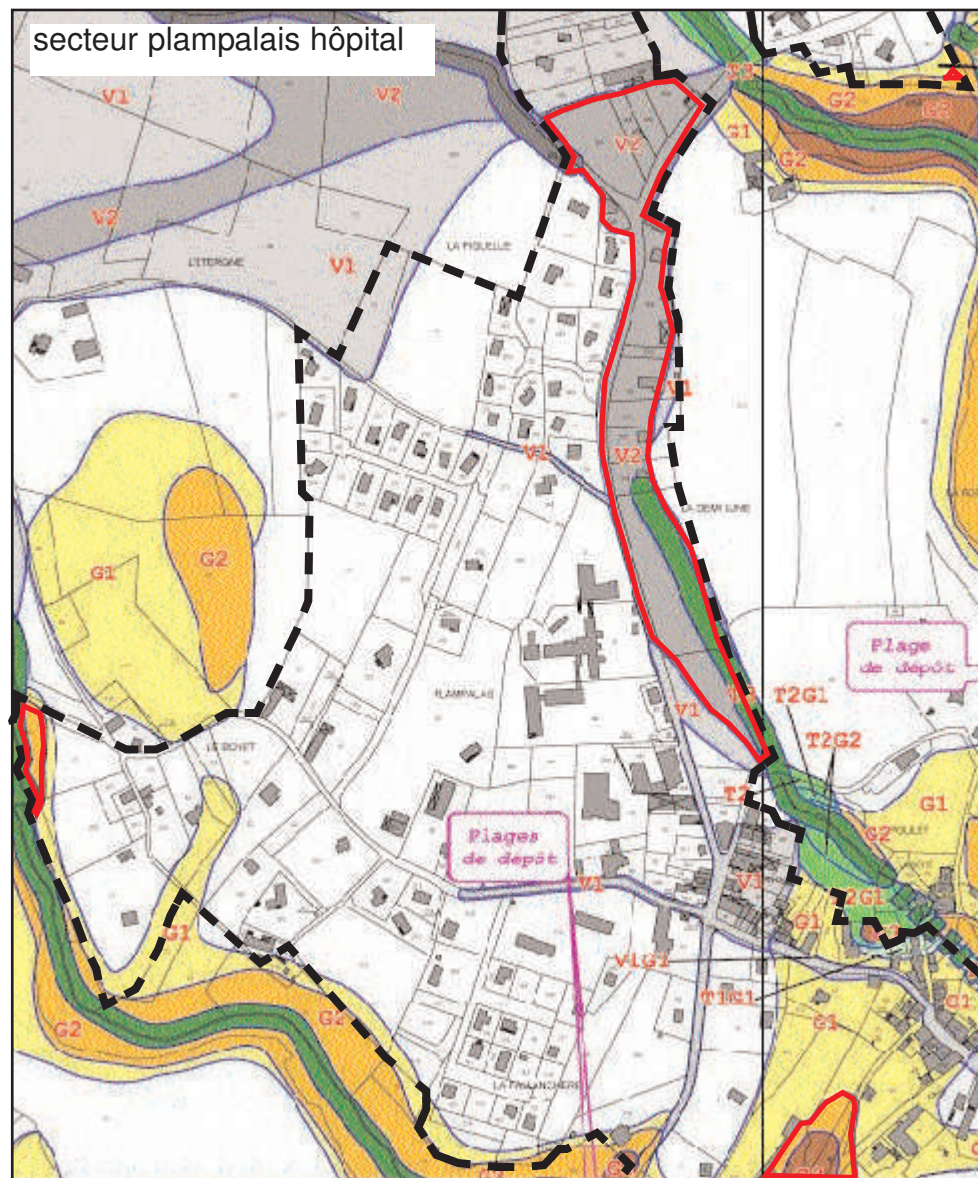






--- limite du secteur urbanisables au POS

— limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels



- limite du secteur urbanisables au POS
- limite du secteur inconstructible du fait des risques naturels

L'analyse de l'état initial de l'environnement du diagnostic du P.L.U. définit les enjeux environnementaux majeurs de l'aménagement du territoire. Un tel travail demeure essentiel pour fonder la partie « analyse pronostique des incidences » de l'évaluation environnementale Natura 2000 et des incidences du PLU sur l'environnement qui sera menée au regard de ces enjeux mais également au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 comme le dispose l'article R414-19 du Code de l'environnement.

Ainsi deux priorités environnementales ont-elles été établies pour Saint-Geoire-en-Valdaine :

- 1 la fonctionnalité hydrologique du territoire en matière de zones humides et d'assainissement ;
- 2 le maintien de la biodiversité pour ses aspects de biodiversité Natura 2000 et de fonctionnalité écologique.

Fonctionnalité hydrologique du territoire : zones humides et assainissement

A Saint-Geoire-en-Valdaine, l'eau doit être traitée dans le cadre des zones humides – qui y sont nombreuses (biodiversité : zones humides) – au regard des systèmes d'assainissement et des eaux pluviales pour de nombreuses raisons dont les questions de pollution du milieu naturel (réseau d'eaux usées en surcharge, choc de pollution lors de forts ruissellements, assainissement non collectif...).

Bien que le milieu naturel récepteur des eaux usées d'un territoire ait certaines capacités d'épuration – cas des cours d'eau et des zones humides –, son degré de saturation demeure très vite atteint. C'est la raison pour laquelle chaque territoire met en oeuvre un système d'assainissement doté d'une filière d'épuration conçue en regard de la quantité d'eaux usées produites : de son nombre d'habitants, c'est-à-dire en cohérence avec son P.L.U.

A Saint-Geoire-en-Valdaine, l'arrivée de nouveaux habitants associée à de nouveaux logements dans le contexte d'un assainissement collectif en cours d'amélioration suite aux travaux réalisés et programmés de mise en séparatif des réseaux de collecte est confortée la politique actuelle de la communauté d'agglomération du pays Voironnais de disposer d'une nouvelle station pour six communes dont celle de Saint-Geoire-en-Valdaine et de réaliser des travaux d'assainissement dans différents secteurs de la commune en matière de réseau collectif et d'assainissement autonome dans le cadre de son nouveau schéma directeur d'assainissement.

C'est ainsi que la bonne gestion de la ressource en eau à Saint-Geoire-en-Valdaine présente de fortes responsabilités pour le bassin versant du Guiers en accord avec les objectifs de la charte d'objectifs Guiers et du Sdage 2010-2015

R.M.

Cette bonne gestion des eaux est également requise pour le bon fonctionnement de son propre territoire et le bien-être de ses habitants.

La contribution de la biodiversité de Saint-Geoire-en-Valdaine aux enjeux de biodiversité européenne Natura 2000 – biodiversité qui est sensible à la qualité de l'eau à l'échelle des bassins versants – amplifie cette exigence de haute qualité d'assainissement à l'échelle de la totalité du territoire communal.

Le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine abrite des zones humides : tourbières, bois rivulaires, prairies humides..., lui donnant également des responsabilités pour son bassin versant : Guiers, donc des territoires localisés en aval en matière de gestion hydraulique. Mais ces aspects la concernent aussi directement puisque les eaux de ruissellement pluvial ont, par exemple, des effets sur le territoire communal en lui-même : inondation torrentielle, érosion, pollution du milieu naturel par le réseau d'eaux usées en surcharge et par les chocs de pollution lors de forts ruissellements pluvial... – ruissellement qui est également produit par l'imperméabilisation des sols due à l'urbanisation.

En effet, les zones humides possèdent – en plus de leurs fonctions hydrologiques de filtre physique et biologique en piégeant et dégradant de nombreux polluants d'origine agricole et viaire concentrés par les eaux de ruissellement pluvial – un rôle dans la régulation des régimes hydrauliques des cours d'eau aval en contenant les ruissellements donc leurs crues et en soutenant leur étiage par restitution pendant les périodes de basses eaux (retardant les effets de la sécheresse), comme le ferait une énorme éponge.

Les zones humides jouent également un rôle majeur comme réservoir de la biodiversité de composition : forte richesse en habitats naturels, en flore et en faune.

Biodiversité : biodiversité Natura 2000 et connexité écologique

L'extension de l'urbanisation produit une artificialisation des surfaces agricoles et naturelles : un changement d'occupation du sol vers l'espace artificiel – parfois accompagnée d'une fragmentation –, conduisant à l'homogénéisation du territoire. Mais, selon l'amplitude, la modalité et la localisation de l'urbanisation, cette artificialisation peut conduire à une forte réduction de la biodiversité dont les fonctions et les services pour un territoire sont toujours très nombreux : régulation hydraulique (nous venons de le voir pour les zones humides), productivité des écosystèmes tels qu'une prairie, pollinisation, tourisme...

A Saint-Geoire-en-Valdaine, ce phénomène est d'autant plus important qu'il concerne des habitats naturels d'intérêt communautaire (européen) et des espè-

ces animales d'intérêt communautaire ou protégées nationalement ainsi que plusieurs zonages environnementaux naturels auxquels cette forte biodiversité du territoire contribue : Sic Natura 2000, Znieff de type 1, site naturel d'intérêt communautaire du Pays Voironnais.

Aussi, outre l'ensemble des zones humides du territoire traitées dans l'enjeu prioritaire « fonctionnalité hydrologique du territoire », la biodiversité prioritaire du territoire est-elle constituée par :

- la biodiversité Natura 2000, spécialement les habitats de la plaine de l'Ainan ;
- la connexité écologique du territoire s'agissant de la circulation des individus (dispersion écologique) et des gènes (dispersion génétique) : deux phénomènes essentiels à la dynamique des populations animales et végétales donc à la pérennité des espèces aux différentes échelles territoriales. Cette connexité repose sur la continuité des habitats reliques du paysage écologique : forêts, mais aussi sur des habitats anthropiques : bosquets, haies..., qui, ensemble, constituent les réseaux écologiques de chaque espèce. Les cours d'eau et fossés par leur lit et leurs bois rivulaires participent également d'une façon majeure à la connexité écologique du territoire.

Perspectives d'évolution de l'environnement

Saint-Geoire-en-Valdaine demeure un territoire agricole et naturel, de nature bocagère et forestière, structuré par un tissu urbain discontinu et des hameaux. Il a été modelé par l'activité agricole traditionnelle d'élevage bovin et de culture du maïs dans le contexte d'un habitat rural associé à cette activité.

Mais deux facteurs, concomitants ou non, d'amplitude toutefois différente ont modifié son mode d'occupation du sol vers une augmentation des surfaces artificialisées aux dépens des surfaces agricoles et naturelles, entraînant la raréfaction d'habitats tels que les prairies et des zones humides. Ces deux facteurs majeurs sont :

- l'urbanisation résidentielle des hameaux à partir de lotissements en discontinuité avec le centre bourg ;

- la modification des pratiques agricoles.

C'est ainsi que des risques d'évolution dommageable pour ce territoire peuvent être envisagés en l'absence d'un projet de P.L.U. soucieux de l'environnement. Un premier risque serait qu'une telle urbanisation et aménagements associés entraînent l'altération des zones humides du territoire (c'est le cas de la réduction de la grande forêts marécageuse de la plaine de l'Ainan et de la dégradation de prairies humides ainsi que de bois rivulaires de petits cours d'eau et fossés). L'extension des hameaux pourrait également entraîner une dégradation plus forte des prairies et du réseau de haies intervenant aussi dans la connexité écologique du territoire.

L'intensification des cultures fondées sur la modification de pratiques agricoles : remembrement, diminution des surfaces enherbées, suppression de bois rivulaires de petits cours d'eau et fossés..., conduit également à homogénéiser et à banaliser les surfaces agricoles et naturelles ouvertes (dans la plaine de l'Ainan, une prairie de fauche d'intérêt communautaire a été transformée en cultures et des bois rivulaires y ont été coupés).

La fonctionnalité hydrologique du territoire pourrait être également altérée par ce type d'urbanisation. Cela serait dû à l'imperméabilisation des sols et à l'inadaptation des capacités d'assainissement en matière de systèmes collectif mais surtout individuel (autonome) au regard des capacités du récepteur naturels des

eaux usées et des eaux de ruissellement qu'est l'Ainan et ses zones humides associées.

De telles perspectives pourrait conduire à une réduction de la biodiversité de Saint-Geoire-en-Valdaine – sa richesse du vivant – qui présente non seulement des fonctions et un intérêt à l'échelle communale et intercommunale (par exemple les zones humides) mais également aux échelles régionale, nationale et européenne, comme le montre la contribution du territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine à un Sic Natura 2000 et à une Znieff de type 1.

C'est ainsi que de telles perspectives d'évolution de l'environnement qui négligeraient ses zones humides et sa biodiversité, voire certains paysages agraires, auraient des conséquences esthétiques et touristiques donc économiques pour le territoire.

Les éléments à prendre en compte dans l'élaboration du PLU.

LES ELEMENTS DE L'ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

- Les zones soumises aux inondations.
- Les zones soumises aux mouvements de terrain et aux coulées de boue.

LES ENJEUX NATURALISTES

- La protection des zones humides recensées dans le cadre de l'inventaire des ZNIEFF (Znieff de l'Ainan) et les zones humides ponctuelles présentées citées.
- La protection du réseau hydrographique et la végétation riveraine associée en vue d'assurer :
 - La conservation des habitats aquatiques riches en matière de peuplement animal
 - La conservation des habitats boisés rivulaires riches en matière de peuplement aviaire.
 - La conservation de la végétation boisée riveraine des cours d'eau en

tant qu'élément de protection des berges.

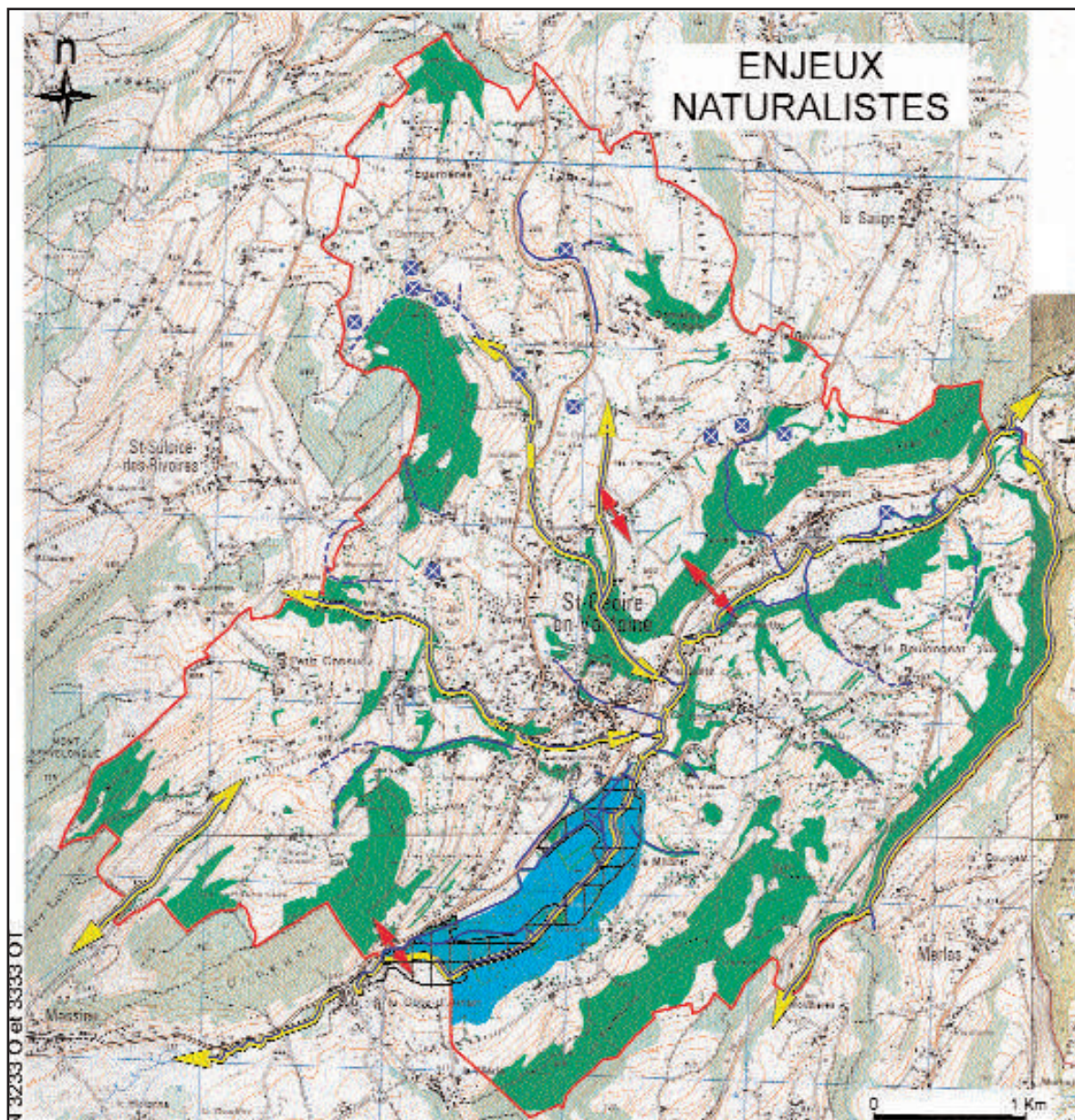
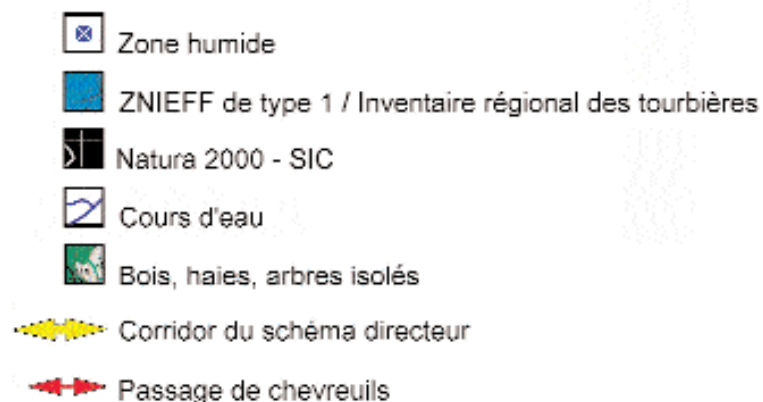
- La fonction de corridor biologique.
- La conservation de la végétation boisée riveraine des cours d'eau en tant qu'élément de construction du paysage.

- Les zones d'inventaires naturalistes (ZNIEFF de type 1, Inventaire régional des tourbières) : d'une manière générale, ces zones seront affectées d'un zonage spécifique destiné à sa protection.

- La zone Natura 2000 SIC Fr 8201729 " Marais du Val d'Ainan et les espaces d'alimentation des tourbières.

- La protection des boisements sur versants en vue d'assurer:
 - La conservation du paysage forestier local.
 - La biodiversité.
 - La préservation des connections pour la faune avec les espaces boisés limitrophes.

- Les passages de faune sauvage



Sources POS, D.DURAND, SDAF

L'impression d'ensemble dégagée par une visite de la commune de Saint Geoire en Valdaine est fortement structurée par les ensembles paysagers.

La commune présente un paysage diversifié, largement issu de l'organisation topographique et géologique du territoire.

L'occupation du sol est, de fait, très variée : urbanisation, boisements, cultures se répartissent l'espace de manière équilibrée. Les unités paysagères s'individualisent facilement et les limites sont relativement nettes.

Les paysages de la commune offrent un cadre harmonieux privilégié au patrimoine architectural intéressant, implanté dans un territoire agricole et naturel vaste.

Saint Geoire en Valdaine comporte des paysages remarquables ; les zones naturelles et agricoles représentent une large majorité de la superficie totale ; l'occupation végétale est essentiellement constituée de bois et de pâturages.

Dans un site remarquable, les prés et cultures forment ici une ouverture presque continue, interrompue par les boisements et le bâti et le regard peut embrasser de larges portions du paysage depuis les routes.

Il en résulte une évidente unité paysagère et un "pays" présentant une grande lisibilité et un caractère clairement identifiable.

Le secteur agricole en particulier mais aussi les zones forestières occupent une place importante sur le territoire communal. Ces espaces sont des espaces de transition entre " la ville et la campagne ".

Un parcours dans les secteurs urbanisés révèle nombres d'activités moins "rurales " ou d'infrastructures impactant le territoire communal telles la ZA de la Thueng et l'urbanisation continue sur une large portion de la RD82 à Champet . Ces éléments, à l'impact paysager très fort caractérisent leurs secteurs d'implantation et apporte une touche nettement urbaine. La multiplication des enseignes commerciales, l'ambiance paysagère minérale, l'aménagement de la voirie associé au trafic automobile génèrent une rupture d'image avec les secteurs situés plus en profondeur du territoire.

Des ruptures paysagères sont donc causées par les infrastructures de déplacement mais également par le bâti récent avec notamment des couleurs de façades peu harmonisées à l'environnement. Le traitement des abords des nouvelles constructions mais surtout le style d'implantation de ces maisons centrées sur de grandes parcelles en habitat diffus est en contradiction avec la forme d'habitat groupé ancien.



La géographie du territoire communal se distingue par des variations altimétriques assez fortes par lesquelles on distingue :

- Un fond de vallée (vallée de l'Ainan ou circule la RD82) composée de terre de pâture et à fourrage, de plantations de maïs et de zones naturelles ;
- des versants et des petits plateaux composés de bois et de pâturages qui culminent à 730 mètres au mont Servelongue.

Organisation

Le territoire communal est contrasté et caractérisé par quatre entités paysagères distinctes, organisées autour d'une large vallée bien marquée : le Val d'Ainan, et d'un vallon affluant moins profond. L'essentiel de la voirie, du réseau hydrographique naturel, et des implantations urbaines suit cette organisation.

La vallée de l'Ainan :

Orientée sud-ouest/nord-est, elle traverse la commune sur près de cinq kilomètres, sa pente faible s'étage de 430 à 365 mètres ; C'est une vallée ouverte, cultivée principalement en terre labourée à l'aval, où coule l'Ainan, un petit affluent du Guiers.



Le fond de vallée, peu urbanisé, est suivi sur la rive gauche par la RD82. C'est aussi le tracé de l'ancienne voie de chemin de fer qui passait au bas du bourg. Le village s'est installé légèrement en surplomb et à mi-chemin de la vallée.



Le vallon :

C'est une ouverture transversale à la vallée de l'Ainan, d'orientation nord/sud et d'une pente importante s'étageant de 565 à 450 mètres sur une longueur de quatre kilomètres. Le vallon sépare le plateau ouest de la commune en deux parties. Il est humide et peu boisé, principalement occupé par des prairies. Le tracé de la RD28, qui relie Montferrat et Velanne, au nord-est à Meribel - Les échelles par le col des Mille martyrs au sud, emprunte son cours. Il comporte plusieurs hameaux et quelques fermes isolées.

Les plateaux :

A l'exception de la partie amont du Val d'Ainan, les plateaux portent l'essentiel des surfaces agricoles de la commune. Ils sont répartis en trois secteurs distincts :

- A l'est de la commune, le replat de Choché et Boulangeat, situé à l'intérieur des coteaux, est en situation de belvédère sur le village et le Val à 500m d'altitude. Sa superficie est d'environ 1Km² ;
- Au nord, sous le mont Vélanne et à l'altitude moyenne de 550 mètres, une autre plateforme d'un kilomètre carré abrite le hameau du Mollard et le domaine de Cotagon. Ces terres sont parmi les mieux exposées de la commune.
- Longeant toute la limite ouest, le plus haut plateau de la commune se déroule sur plus de 6 KM à une altitude variant de 600 à 800 mètres ; il forme un balcon sur la vallée, avec des vues lointaines sur la vallée de Pont. Ce secteur est essentiellement agricole, les boisements sont morcelés et n'occupent que les terrains les plus escarpés ou les plus mal orientés. On y trouve quelques hameaux et fermes isolées

**Les coteaux**

Les coteaux représentent le reste du territoire communal et sont répartis en trois entités principales :

- la plus importante longe l'Ainan sur sa rive droite avec un versant assez doux orienté nord-ouest. Elle délimite toute la partie est de la commune à une altitude moyenne de 600 mètres.
 - Les deux autres parties de coteaux sont plus abruptes et bordent la vallée de l'Ainan sur sa rive gauche, en encadrant le vallon et le bourg à une altitude de 500 à 600 mètres.
- Les coteaux abritent de nombreuses fermes isolées ou groupées en petits hameaux, avec une agriculture et une végétation naturelle pré-montagnarde. Ils sont couverts par des bois et des pâturages.



On constate une évolution vers la dissémination de l'habitat. Avec une croissance des logements au profit majoritaire de l'habitat individuel, on note une augmentation des zones construites et une dilatation de leur structure. Les nouvelles réalisations sont situées au milieu de leurs parcelles d'implantation, parcelles souvent importantes en surface. Les plantations liées à l'habitat ferme le paysage mais concourent à une meilleure intégration.

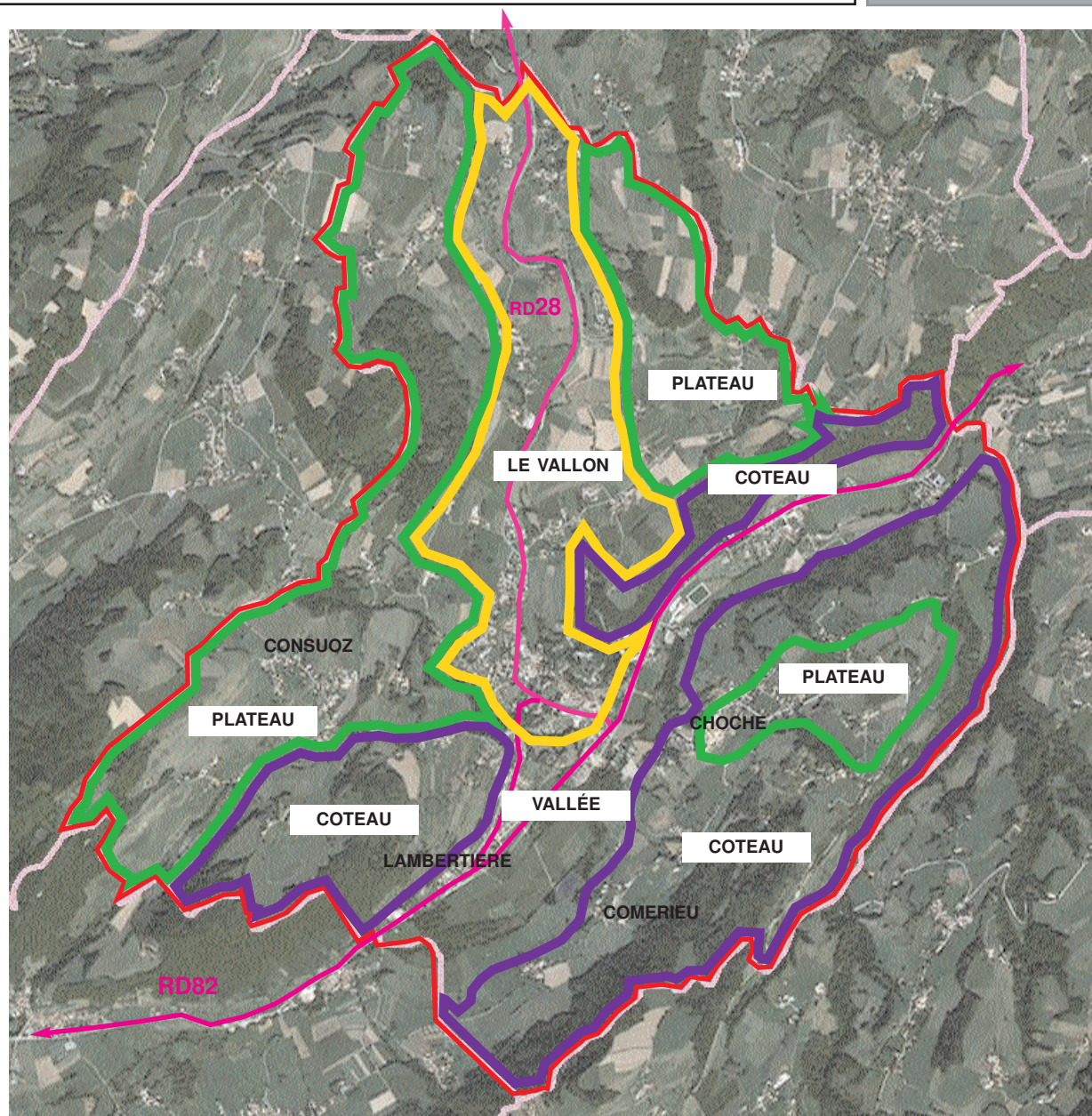


Les secteurs naturels préservés contribuent à l'équilibre entre les espaces urbanisés et utilisés par l'homme et les espaces naturels. Les secteurs construits paraissent ainsi sertis de verdure.

Ils y gagnent en densité de forme, les lotissements et les constructions s'étendant à la périphérie du village prennent la forme d'extensions du tissu urbain historique avec une impression de mitage relativement adoucie, notamment dans le secteur de Choché.

Les différences de morphologie du bâti sont ainsi atténuées, en particulier par la végétation omniprésente et les pénétrations paysagères nombreuses constituées par les jardins privés.





Le village ancien occupe le cœur géographique de la commune, et les principaux hameaux sont installés en trois branches le long des voies RD82 et RD28, en fonction du relief.

L'habitat ancien est généralement regroupé avec le bourg au centre, et plusieurs hameaux agglomérés. Il ya toutefois de nombreuses constructions isolées, essentiellement des fermes dispersées sur les plateaux et les coteaux.

Un mitage notable s'est développé, prenant appui sur les zones d'habitat historique.

Le paysage se structure autour des ces zones urbanisées avec de grands espaces agricoles et naturels répartis entre les quartiers dont il caractérise l'identité par des limites claires.

La configuration du relief de Saint Geoire en Valdaine avec sa vallée large, les vastes prairies agricoles et les coteaux, fait que de nombreuses perspectives lointaines et larges sont offertes, avec une quantité de points de vue où la perception d'ensemble du territoire est possible. La beauté du paysage local et des grands espaces naturels lointains (massif de la Chartreuse) en est d'autant plus appréciable. La structure actuelle du paysage est sans conteste une richesse communale participant grandement à son attractivité.

Le bourg

Historiquement, le bourg s'est bâti sur un petit promontoire dominant la vallée de l'Ainan, au pied de l'éperon de Velanne et du château de clermont. D'abord implanté en arc de cercle suivant le relief, l'agglomération s'est développée ensuite vers la vallée mais aussi en amont sur le plateau. On peut ainsi y rattacher les lieux-dits du Roulet, la Fallanchère, Le Boyet et la Gaîté.

Le village est encore un village bien groupé au pied de la colline de l'ancien château. Il est organisé le long de la rue principale. Les rues du village sont étroites et en pente. En règle générale, c'est le bâti qui définit la rue, les constructions s'implantant à l'alignement.

Au centre village, l'usage de la rue est partagé difficilement entre les piétons et l'automobile. Les trottoirs ne sont pas continus et très étroits du fait du gabarit des rues.



Si les commerces sont de moins en moins nombreux, ils participent encore grandement à l'animation du centre village et caractérisent son ambiance urbaine.



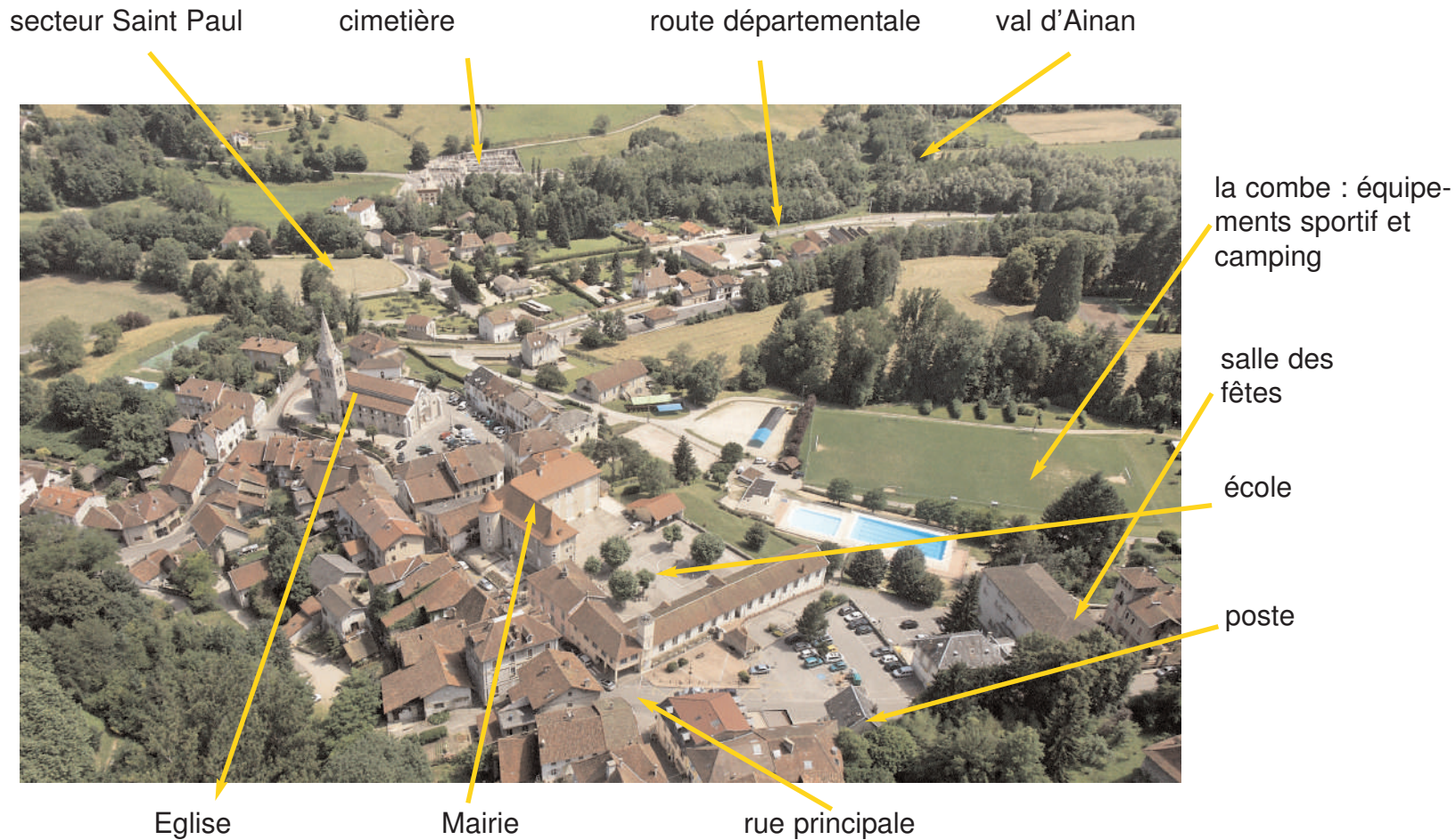
Les bâtiments d'activité économique sont situés le long de la RD82 ainsi que le plateau d'activité sportive.

L'extension récente du bourg en amont de la RD82 à la Lambertière présente un caractère urbain moins pittoresque avec des secteurs d'urbanisation sous forme de lotissements.

Sur la partie haute du village, dans le secteur de Plampalais, l'urbanisation s'est également étendue, elle est dense avec un tissu mixte regroupant des équipements de santé (hôpital rural, maison d'accueil personnes âgées) des activités (Valdaine-châpiteaux...) et de l'habitat soit collectif (logements sociaux de la Falanchière) soit individuel en lotissements.



Le Bourg secteur village



Le Bourg Plampalais

hôpital

motte castrale

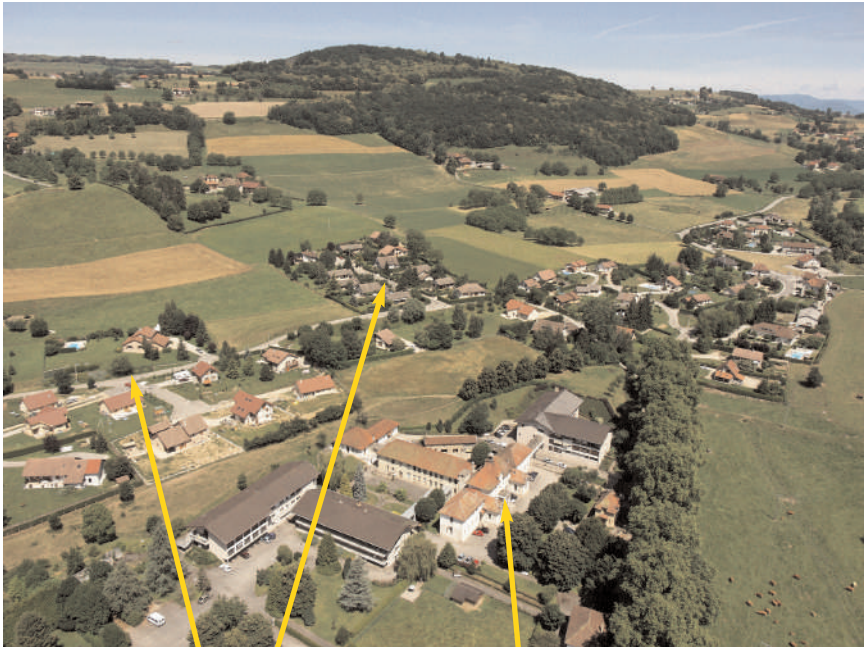
activité économique

la Glacière

Château de
ClermontLogements sociaux
la Falanchère

rue principale

Le Bourg - Plampalais secteur hôpital



lotissements

hôpital

Le Bourg - Plampalais secteur Falanchère



lotissements

logements sociaux

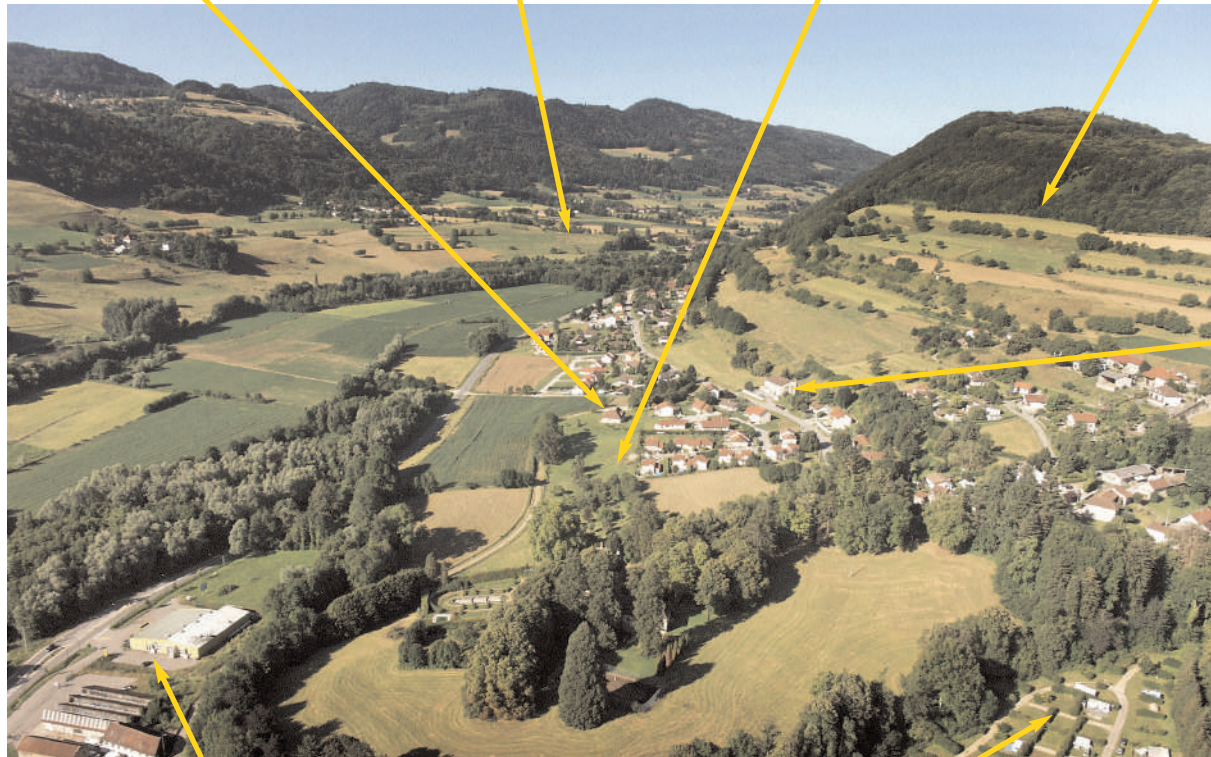
Le Bourg - Lambertièrre

lotissements

Val d'Ainan

nouvelle école

côteau



gendarmerie

activité économique

camping

Le Bourg - Lambertière

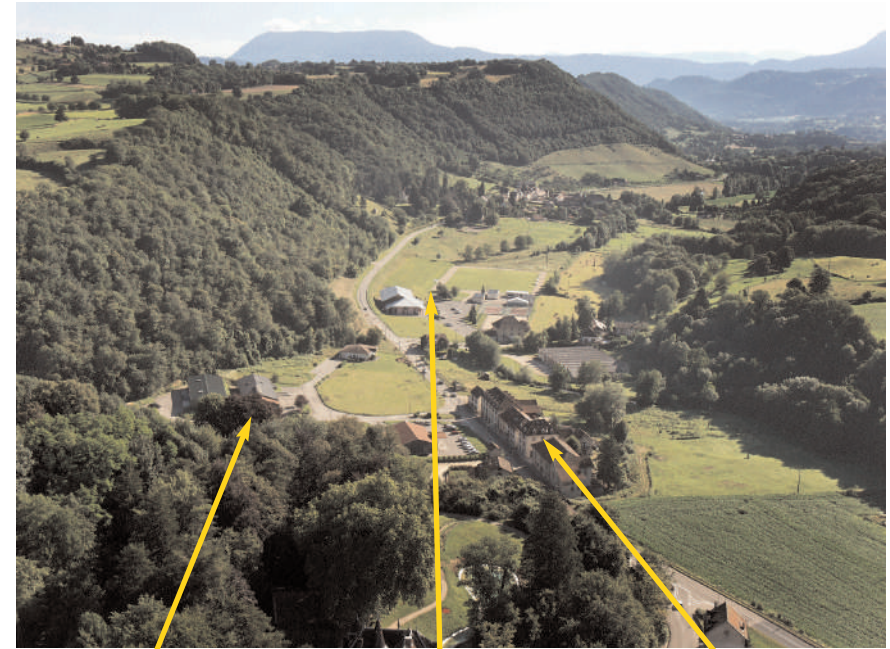


lotissements
Lambertière
nouvelle école

parc château Nicolet

terrains sportifs
piscine
camping

Le Bourg - La Gaité



activités économiques
centre de secours

équipements sportifs

habitat

Les hameaux

S'adaptant à la complexité du relief, l'homme a dispersé son habitat en privilégiant les sites stratégiques du territoire communal. Cette implantation sur l'ensemble du territoire communal est un élément déterminant du paysage de Saint Geoire en Valdaine.

S'ils semblent bien intégrés dans leurs sites, du fait d'un bâti ancien aux couleurs adaptées et d'une végétation alentour qui constitue une transition de qualité entre les zones bâties et les zones agricoles et naturelles, ils n'en sont pas pour autant homogènes.

On soulignera notamment les éléments suivants :

- variation des implantations dans la parcelle : tantôt en alignement sur la voie, tantôt en retrait (milieu ou fond de parcelles), parfois mitoyenne (maisons anciennes pour la plupart), parfois en isolé (maisons neuves),
- une typologie diversifiée à la fois dans les époques de construction, dans les styles de construction, dans les hauteurs, dans les couleurs. Les habitations récentes sont venues s'intégrer dans le tissu urbain ancien (vieilles bâtisses, habitat agricole, ...), sans respecter de logique particulière.
- des limites qui fluctuent : parfois présence de murets, mais confrontation avec des haies de conifères des maisons récentes, grilles, portail monumentaux.

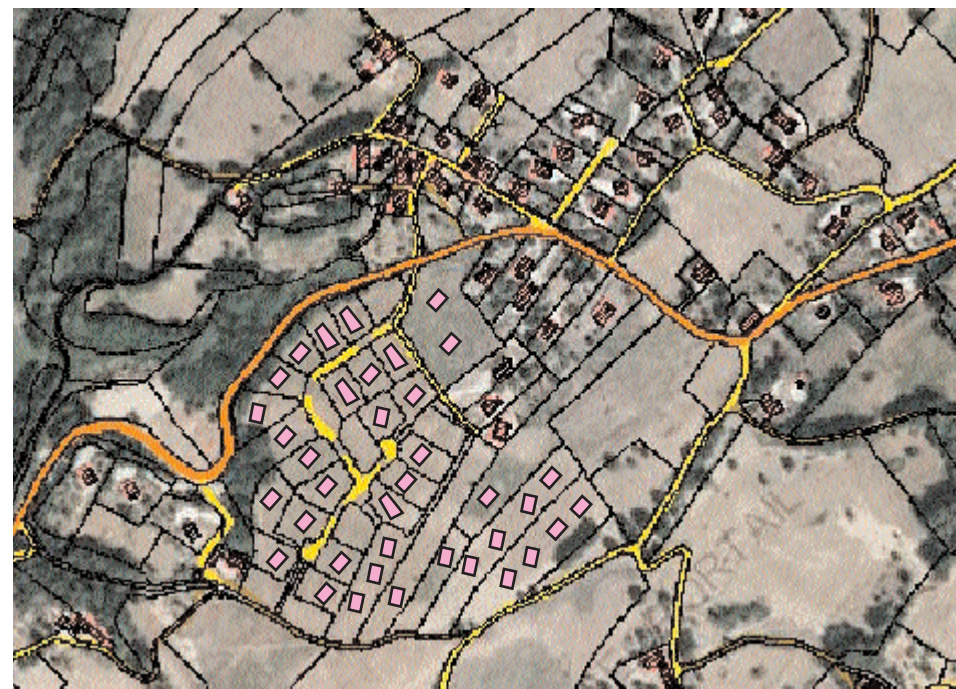
Cependant cette nature relativement éclatée ne perturbe pas la sensation de parcourir un territoire rural où l'espace agricole et végétal perdure face à l'urbanisation.

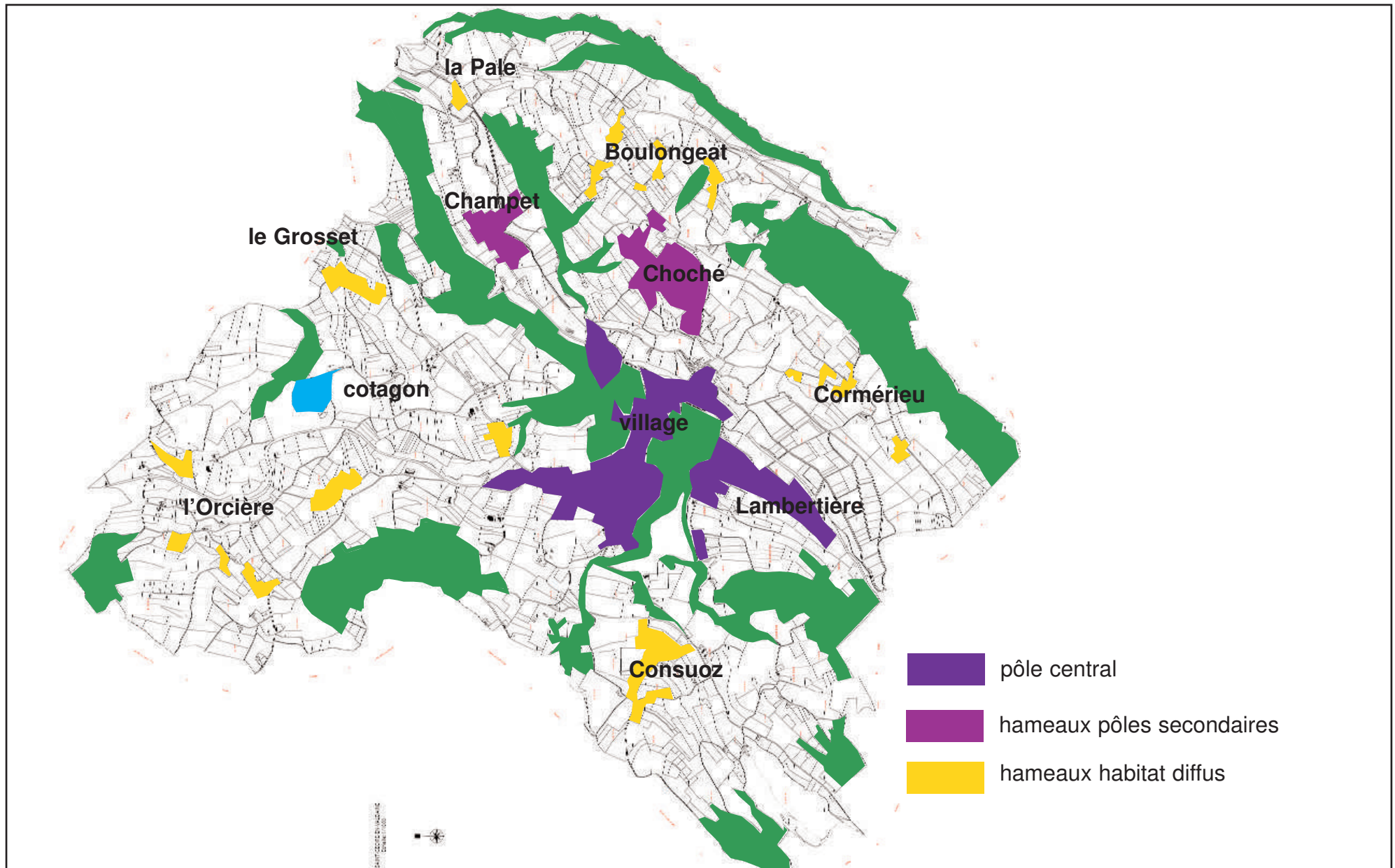
Les principaux hameaux agglomérés se trouvent sur les coteaux de la rive droite de l'Ainan, face au bourg, aux lieux-dits de Choché et le Bolongeat .

Les autres hameaux sont plus diffus, il s'agit souvent de fermes avec leurs dépendances, regroupées à la croisée de chemins et qui ont servi de point d'appui pour l'implantation de quelques maisons individuelles en habitat très diffus. Les voiries communales secondaires présentent ainsi un type de bâti avec peu d'épaisseur de l'espace construit. Les axes de transports indiquent les secteurs habités et la "direction" du développement des constructions sur la commune.

Choché a connu une urbanisation récente très importante, sous forme de lotissements, qui a largement augmenté sa surface ainsi que son impact paysager. Son poids démographique actuel le place de fait au rang de pôle urbain.

En revanche, ce site n'a aucune structure urbaine globale. Son organisation est une juxtaposition de lotissements pour des maisons individuelles, implantées au milieu de leur lot. Il n'existe ainsi qu'aucune espace commun ou voirie structurante. Ce site bénéficie d'une covisibilité importante avec le village et le site du château de Longpra.





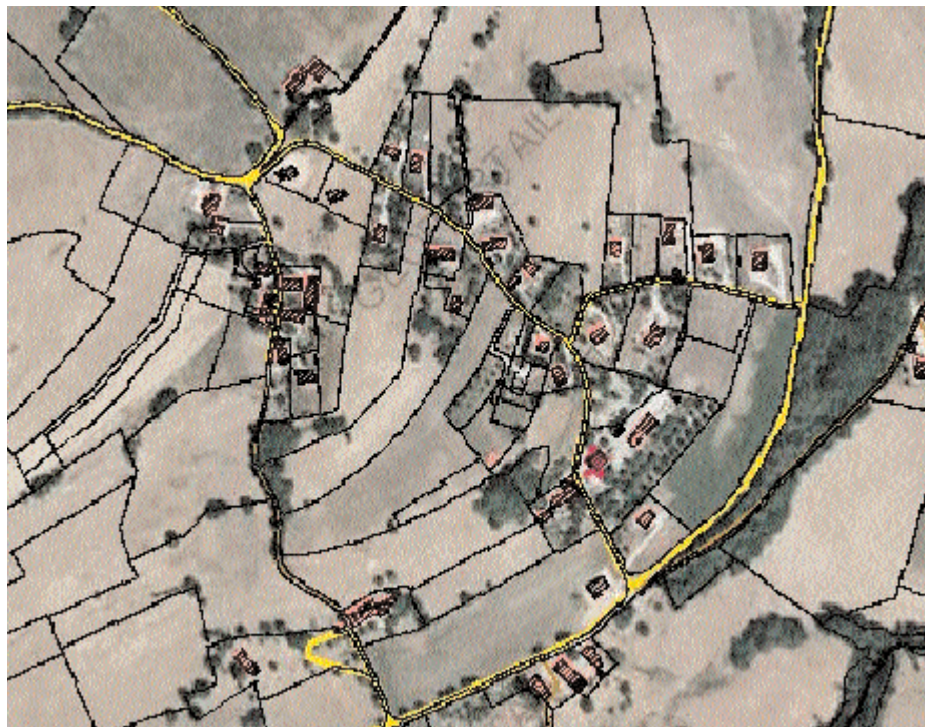
Cormérieux, Le Boulongeât :

Deux secteurs d'habitat diffus adossés au coteau, appuyés sur des noyaux d'habitat vernaculaire et bénéficiant d'une vue en perspective ouverte sur le paysage communal et le bourg. Les constructions se sont implantées en suivant les voiries, sans épaisseur urbaine.

Ces hameaux bénéficient d'une covisibilité importante avec le village, l'église et le site du château de Longpra.

Les accès sont contraints par l'étroitesse et le profil des voiries.

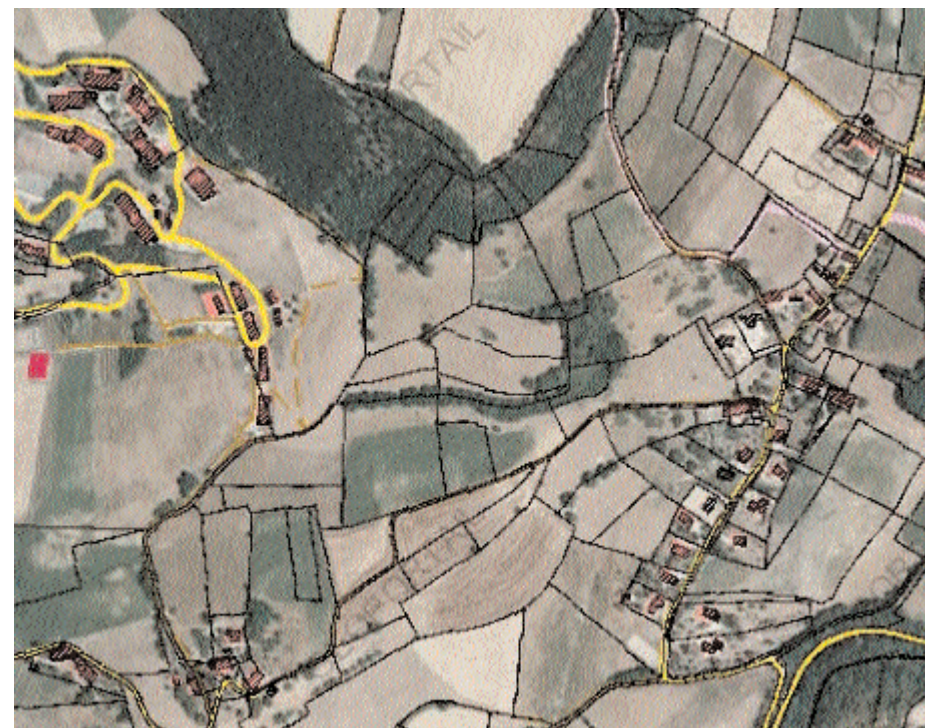




Consuoz :

Les deux entités initiales se rejoignent par l'implantation récente de maisons individuelle dans ce secteur situé dans une zone agricole d'une grande richesse paysagère, à proximité du château de Longpra. comme dans les autres hameaux, les constructions se sont implantées en suivant les voiries, sans épaisseur urbaine.

Les accès sont contraints par l'étroitesse et le profil des voiries.



Le Grosset :

A proximité du domaine de Cotagon, les constructions se sont implantées en suivant les voiries, sans épaisseur urbaine. Cet ensemble de maisons individuelles sans lien urbain est situé en limite communale avec Vélanne

Les accès sont contraints par l'étroitesse et le profil des voiries.



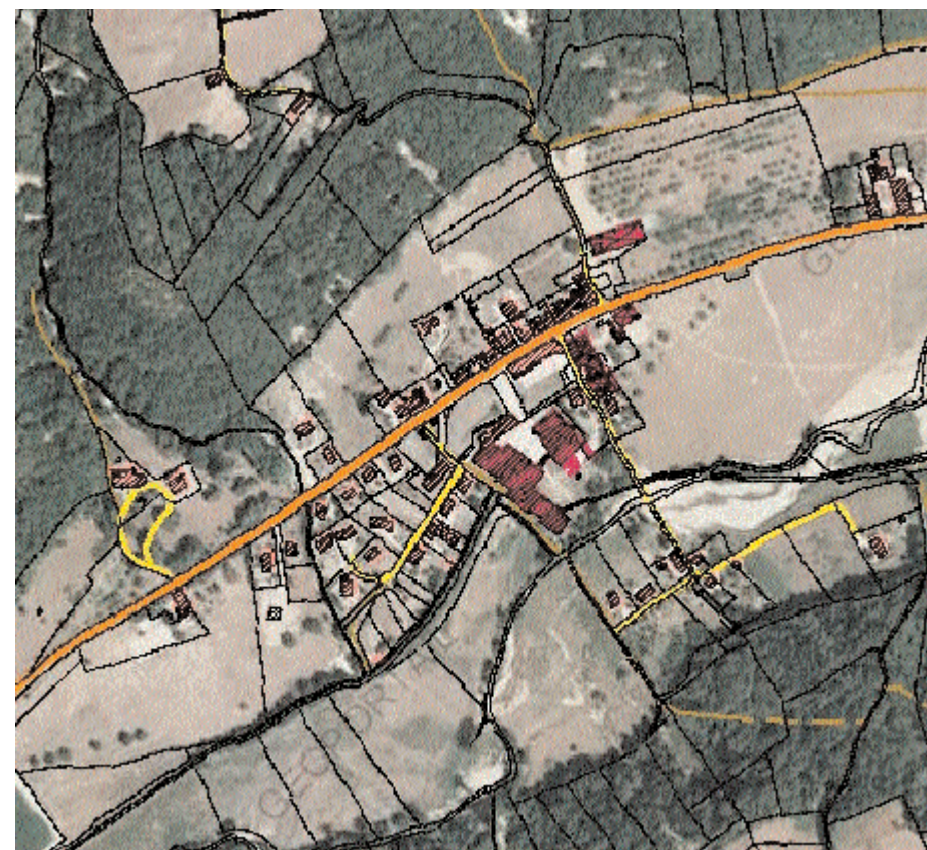
L'Ourcière :

Plus un lieu-dit qu'un hameau, le secteur de l'Ourcière est caractérisé par l'éclatement des parcelles urbanisées. L'implantation récente de maisons individuelles crée un mitage important dans la zone agricole, comme dans les autres

hameaux, les constructions se sont implantées en suivant les voiries, sans épaisseur urbaine.

Les accès sont contraints par l'étroitesse et le profil des voiries.

Sur la RD82 qui le segmente, le hameau de Champet présente la particularité d'un mélange d'habitat en ordre continu, d'extension sous forme d'habitat diffus et d'un secteur d'activité économique. D'anciens bâtiments industriels sont partiellement réhabilités et accueillent de nombreuses structures économiques de taille restreinte.



Sources SDAF étude PPM 2003

L'église de Saint Geoire

L'église de saint Geoire en Valdaine est classée monument historique par arrêté du 24 décembre 1907 (loi du 30 mars 1887).

La souche du clocher, partie la plus ancienne, date du XIIe siècle. Le chevet date de la seconde moitié du XIIIe siècle. La nef, qui date de la première moitié du XVIe siècle, a été rallongée au XIXe siècle. Le portail, contemporain à la nef est de style flamboyant. Il a été déposé et remonté au XIXe siècle. Il était à son origine positionné et avancé par rapport au reste de la façade " archéologie chez vous, du pays d'Aoste à la Valdaine " CAHMG, 1990, 4 notices d'Alain de Montjoye.

Cette église est peut être à l'origine la chapelle castrale du château voisin, comme le laisserait penser son vocable.

Le château de Longpra :

Le château de Longpra en totalité, les terrasses et parterre sud, les pavillons, les douves, la cour d'honneur avec ses grilles et ses murs d'enceinte, les façades et toitures des communs, la grande avenue conduisant au château sont classés monument historique par arrêté du 25 août 1997.

Le parc du château est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 25 août 1997.

Entièrement recomposé à partir de 1770 par Antoine de Longpra, conseiller au parlement du Dauphiné, le château actuel a été édifié à l'emplacement d'une maison forte attestée dès 1304. Cette maison forte qui appartenait alors à la famille Paladru est ensuite passée au Clermont.

Les douves ont été transformées en pièces d'eau d'agrément. On trouve le décor d'origine dans une série de pièces. " Atlas du patrimoine de l'Isère " musée dauphinois, Glénat 1998.

Les vues depuis les monuments :

De la route qui chemine à flanc de colline, De la Mérie au Boulongeant, on aperçoit l'église et le parc de Longpra sans que le château soit perceptible ;

En venant de Saint Buel, la colline du château de Clermont forme une barrière visuelle. On aperçoit l'église seulement après l'entrée dans l'espace urbain du village.

En revanche en arrivant par la route de Massieu, le clocher de l'église se voit dès les Rieux, peu après l'accès au centre de Saint Geoire ; Le clocher de l'église est parfaitement perceptible de l'aval du village.

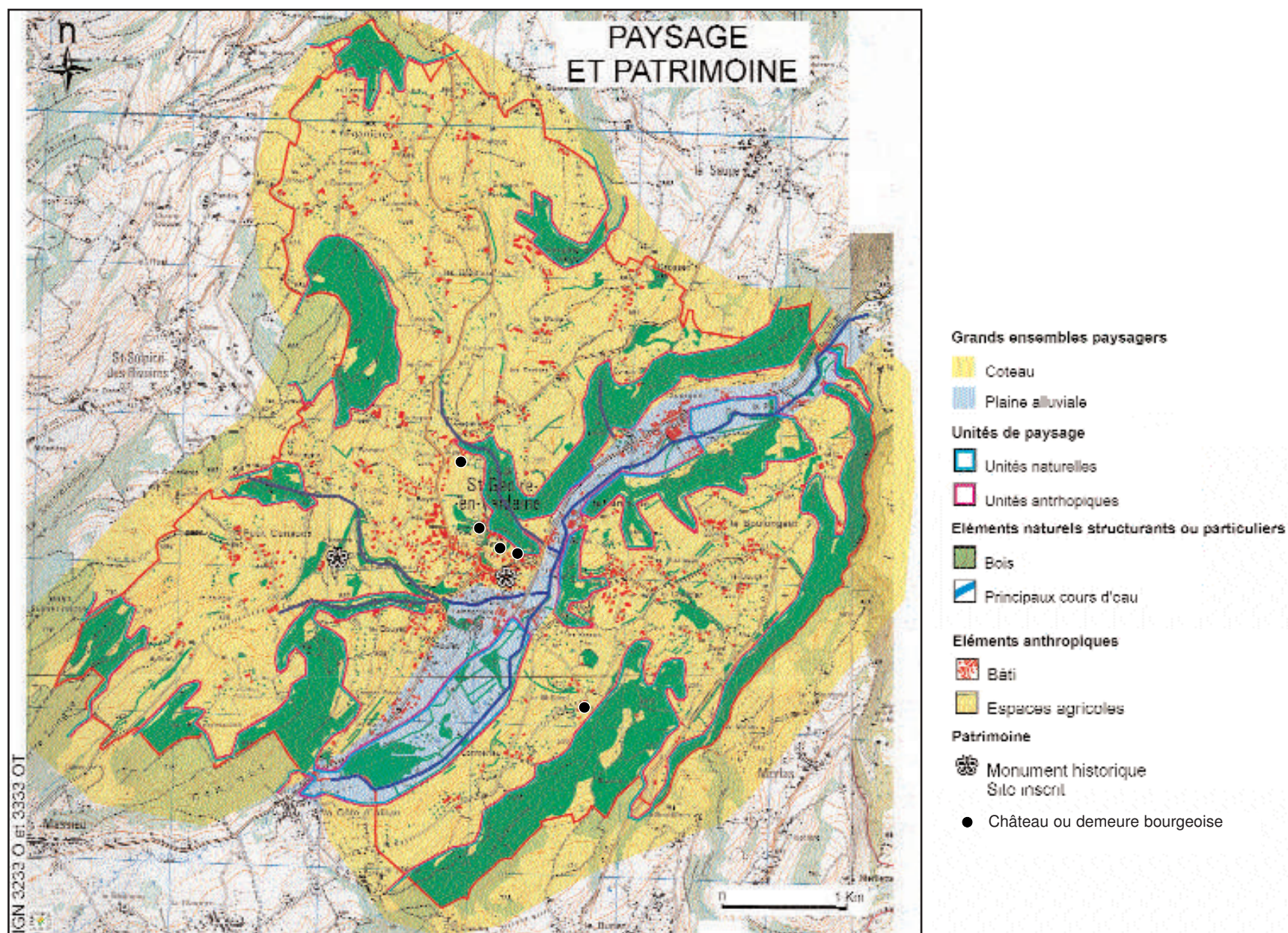
Les vues à partir des monuments :

Les vues à partir des monuments sont très longues, avec des perspectives ouvertes sur le paysage communal. Ainsi, du parvis de l'église, on a un large panorama sur les collines et coteaux, de Choché à Cormérieu. Le regard est arrêté par la crête boisée.

En direction de Saint Buel, au nord, le regard est arrêté par la colline du château de Clermont. Vers le sud le panorama est limité par la colline de la Lambertière et ses bois ;

Du château de Longpra, on a également un panorama large sur les reliefs en vis-à-vis. En bordure du parc, légèrement en surplomb du château, le panorama est encore plus étendu mais avec des vues encadrées et limitées par les boisements du parc.





Les bâtiments publics se démarquent de l'architecture vernaculaire, se signalant par un code de couleur, stylistique ou de volumétrie différente.

De construction plus ou moins récente, ils forment au fil du parcours dans le village des repères visuels marquant et qualifiant souvent leur espace d'implantation.

Les bâtiments identitaires sont les repères d'une histoire et d'un terroir dans le tissu urbain (église, mairie ...).

De façon générale, ces bâtiments sont remarquablement entretenus et aménagés, leurs abords et voies d'accès sont valorisés et leur signalisation claire.

Cet état de fait optimise leur impact urbain et leur fort potentiel en matière de repères de cheminement, signaux d'espace de place ...

On trouve à Saint Geoire plusieurs châteaux et domaines :

- Le site de l'ancien château de Clermont, mentionné en 1107 qui fut rasé par le baron des Adrets au XVI^e siècle pendant les guerres de religion. Il fut entièrement reconstruit au XIX^e siècle.
- L'ancienne abbaye du XIV^e siècle dans laquelle est aujourd'hui installée la mairie.
- " La Lambertière " ancienne maison forte déjà signalée sur la carte de Cassini, elle a appartenu au maréchal Dode de la Brunerie. La carte de Cassini localise aussi d'autres maisons nobles : " Allégret ", " pascal " (le clos) et les granges de Boulonges (propriété seigneuriale).
- Il y a plusieurs maisons de maître sur le territoire de la commune, y compris sur la route de Cormérieu.

La carte de Cassini signale également trois moulins anciens, deux au pied de La Lambertière, un au centre bourg. Il y a une activité industrielle très ancienne à Saint Geoire en Valdaine qui a connu un bel essor au XIX^e et début XX^e siècle puisque l'atlas du patrimoine signale l'existence de trois usines pensionnat pour le tissage et la transformation de la soie.



Sources SDAF étude PPM 2003

L'homogénéité de l'architecture vernaculaire et son intégration dans les lignes de force du paysage est notable. La simplicité des volumes des maisons est souvent associée à une économie des moyens et une unité d'ensemble avec l'environnement.

“ La maison dauphinoise côtoie la maison rhodanienne

La maison dauphinoise :

- toit à quatre pans (deux croupes et un faîtage court), mais les charpente des granges ont souvent deux pans et deux demi-croupes. Une charpente de haute technicité nécessitant beaucoup de bois

- pente forte (50° donc supérieure à 100%), avec un coyau en bas de pente, passée de toit de 0,50m

- la couverture était de chaume et d'essendoles initialement, puis de tuiles écaïlles de la fin du XVIIIe siècle au XIXe siècle (en raison des risques d'incendie), en suite on rencontrera des tuiles mécaniques

- le faîtage est coiffé de tuiles canals, même si la couverture est de tuiles écaïlles
- les combles sont éclairés et ventilés par des lucarnes

Cette maison, qui serait inspirée d'une architecture seigneuriale ou monastique n'est pas fonctionnelle pour la campagne.

La maison rhodanienne :

- Toit deux pentes de pente plus faible 25° (donc supérieure à 50%), charpente simple

- En principe tuiles canals, souvent mixité

- Passées de toits : chevrons apparents ou génoises.

A saint Geoire, si le type dauphinois est affirmé, le type rodhanien est moins marqué ; On trouve aujourd'hui sur ces toitures des couvertures différentes : tuiles mécaniques, tuiles écaïlles avec des différences fréquentes entre deux pans d'une même toiture.”



De nombreux bâtiments agricoles parsèment le territoire communal. Si la variété de fonctions, volumes, matériaux et la diversité qu'ils introduisent apportent une ambiance rurale caractéristique et agréable, le peu d'aménagement parfois constaté des zones de stockage, de stationnement de matériel et les difficultés induites par la mixité de circulation sont des problèmes à souligner. De façon général, et malgré un traitement hétérogène, ces bâtiments sont bien intégrés avec leurs ensembles d'annexes à la volumétrie riche et faisant appel à un vocabulaire architectural traditionnel.

Les bâtiments utilisant des matériaux traditionnels et les exemples de réhabilitations réussies constatés sur l'ensemble de la commune soulignent d'autant plus les ruptures paysagères provoquées par les bâtiments utilisant des matériaux plus modernes et industriels ou par des éléments mal intégrés comme certains hangars.



De facture classique et sans originalité pour ce style de réalisation, des zones de bâti récent sont présentes à la périphérie immédiate ou parfois imbriquées dans le tissu urbain traditionnel.

La maison récente n'a pas de type uniforme et les constructions récentes présentent un large éventail de réalisations de maisons individuelles depuis une vingtaine d'années. La variété de style, de matériaux et de volumes devrait tirer partie au maximum de ce qu'offre la végétation pour assurer une relative intégration.

Ces réalisations pèchent par des volumétries et modénatures de façades peu intégrées au style vernaculaire, par des chartes de couleurs, de matériaux et de détails peu adaptées mais bénéficient avantageusement des écrans végétaux multiples formés par les plantations des jardins privés, et par l'omniprésence de ces structures végétales fermant et fractionnant l'espace.

De même, on peut noter l'élément de fracture visuelle important causé par la diversité des clôtures longeant les routes et les parcelles.



De nombreux bâtiments réhabilités sont présents sur le territoire communal. Cette réalité est un élément caractéristique et stratégique du paysage de la commune traduisant la réalité de l'attrait représenté par saint Geoire en Valdaine dans le domaine résidentiel. Ces réalisations sont de facture soignée avec un souci d'intégration souvent réussie.

La maîtrise d'œuvre a pris soin de respecter le vocabulaire de l'architecture traditionnelle de la commune par le choix des matériaux, couleurs de façade et de toiture et de volumétrie et traitement des ouvertures dans le cas de reconstruction partielle ou globale.

Les volumes généraux sont harmonisés avec l'environnement proche, les traitements paysagers adaptés aux fonctions résidentielles de ces ensembles, apportant une amélioration sensible et bénéfique pour l'image de la commune. Une vigilance doit cependant être maintenue, en particulier pour les réhabilitations en cœur de hameau.



Pour le changement d'affectation des bâtiments agricoles

En référence à l'article L121-3-1 du Code de l'Urbanisme (loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 UH), le PLU peut autoriser le changement d'affectation des sols et permettre le changement de destination d'anciens bâtiments agricoles remarquables,

" Dans les zones agricoles, le règlement peut désigner les bâtiments agricoles, qui en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole ".

Ce changement est envisageable sous conditions définies dans les dispositions réglementaires à savoir : dès lors que ce changement d'affectation ne compromet pas les activités et l'existence de l'exploitation agricole, et qu'ils présentent à la fois les qualités suivantes :

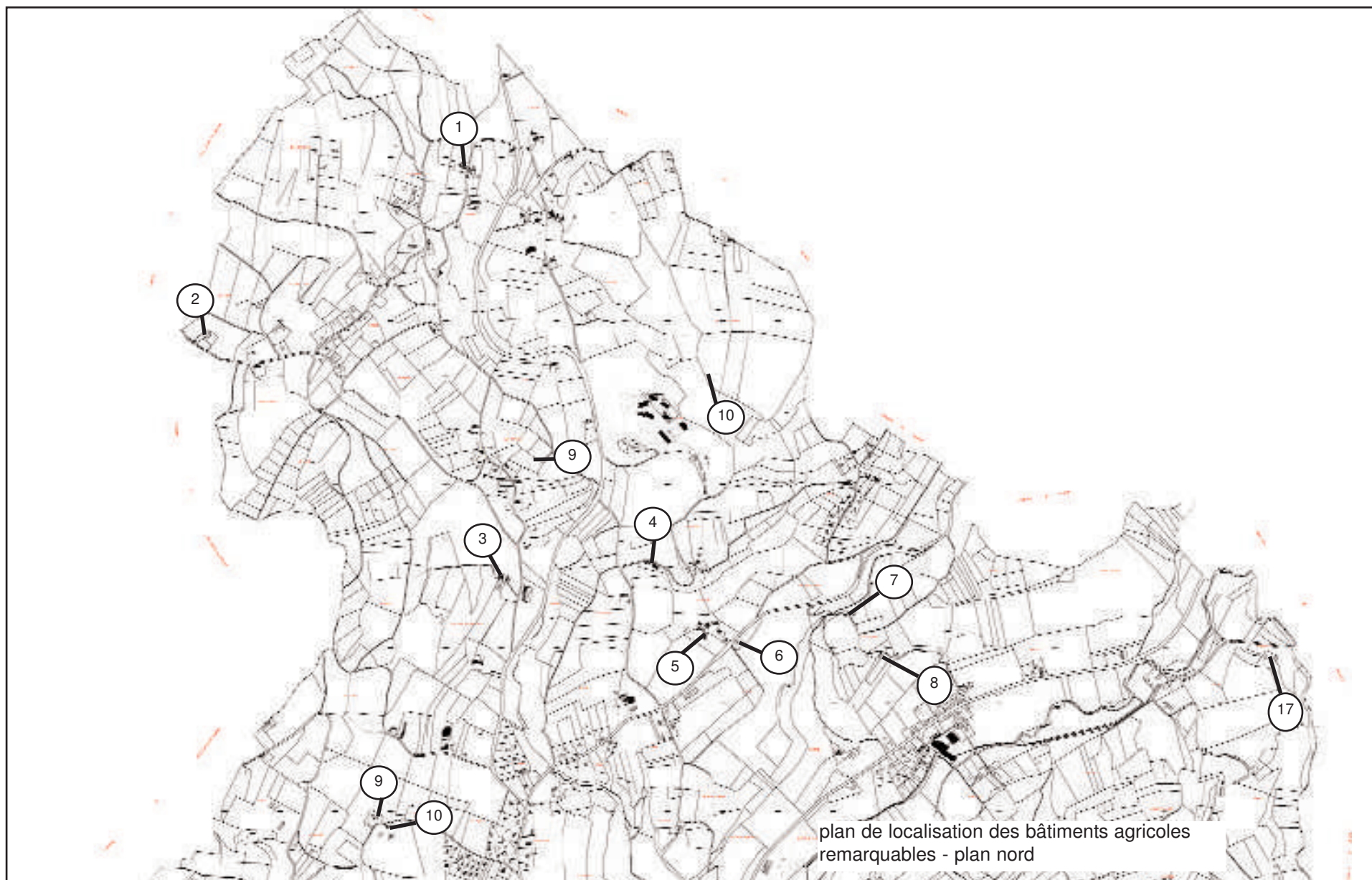
- Qualité architecturale qui justifie leurs préservations et leurs rénovations,
- Qu'ils soient bâtis de murs pleins et qu'ils soient couverts d'un toit,
- Que leurs aménagements soient réalisés dans le volume existant.

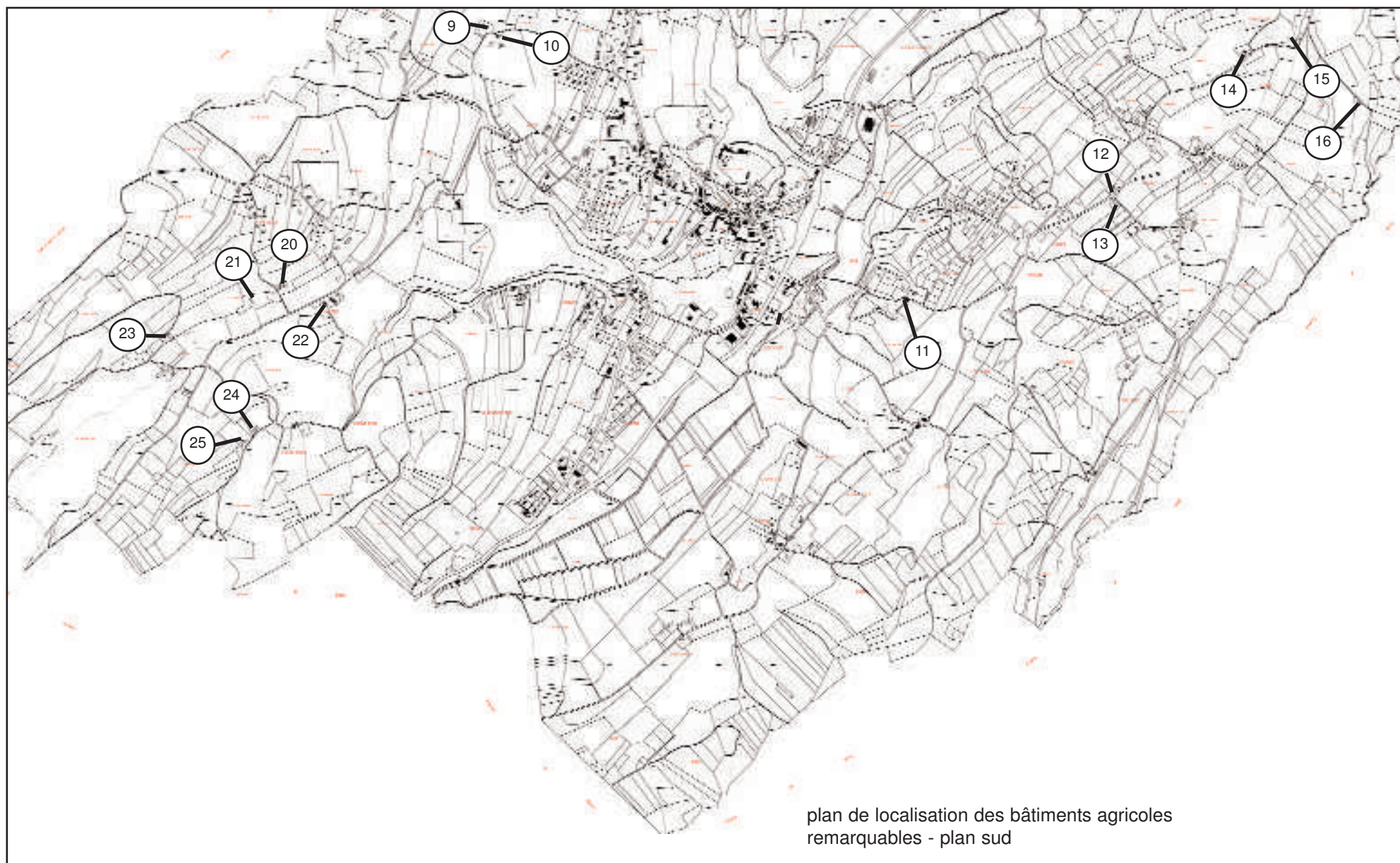
Ces bâtiments peuvent notamment être soumis aux dispositions de l'article L111.3 du Code Rural et par voie de conséquence, le règlement sanitaire départemental (Arrêté du 28/11/85).

Après recensement et analyse des paramètres (voir grille page suivante), le constat a été fait que les bâtiments de grande qualité architecturale figurant dans cette zone sont réhabilités et/ou ont déjà changé d'affectation ou sont des bâtiments accessoires d'habitat existant. La possibilité de changement d'affectation prévue par les dispositions légales n'a pas été retenue pour les quelques bâtiments échappant à ce cas de figure, en raison :

- de leur capacité importante d'accueil en logements (grande surface) et contradictoire avec les objectifs de croissance démographique de la municipalité.
- des insuffisances de viabilité, notamment du fait de voiries de desserte trop étroites et présentant des dangers pour la sécurité routière.
- de la situation dans des secteurs non raccordés au réseau de collecte et de traitement des eaux usées et dont l'aptitude des sols à l'assainissement autonome est soit inconnue soit jugée comme médiocre ou inapte par l'étude Alp'étude de 2004
- de l'imbrication spatiale de ces bâtiments avec des structures agricoles dont

l'activité entraînerait des conflits d'usages pénalisants avec un accueil de population.





SITUATION HUMAINE ET ÉCONOMIQUE
LE BÂTI
C4

LOCALISATION	TPOLOGIE	VALEUR PATRIMONIALE	IMPACT AGRICOLE	IMPACT COLLECTIVITE	VALEUR ARCHITECTURALE
N°1 parcelle n°66 Chavanne	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	bâtiment situé dans une zone agricole face à une scierie	grande surface d'accueil dans un secteur excentré. voirie peu adaptée. assainis- sment individuel	toiture à coyaux, murs en pisé
N°2 parcelle n°207 les Vernes	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	isolé dans une zone agricole	grande surface d'accueil dans un secteur excentré. voirie non adaptée. assainis- sment individuel	reconstruction partielle en moellon
N°3 parcelle n°70 Charreton	grange	forte	située dans une exploitation et partageant sa voirie d'ac- cès	grande surface d'accueil dans un secteur excentré. assainissement individuel	toiture en mauvais état murs en pisé
N°4 parcelle n°104 le Mollard	grange et remise, bâti- ment accessoire de l'habitat	forte	isolé dans une zone agricole joutant des bâtiments d'ex- ploitations	grande surface d'accueil (800m²) dans un secteur situé dans le périmètre rap- proché du captage	murs en pisé et galets belle toiture
N°5 parcelle n°119 le Plan	grange	forte	située dans une exploitation et partageant sa voirie d'ac- cès	grande surface d'accueil voirie non adaptée assainissement individuel	toiture et charpente remar- quable, murs en pisé
N°6 parcelle n°143 les Perrin	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	dans une zone agricole, ter- rain apte à l'épandage	situé dans un secteur excen- tré. voirie non adaptée assainissement individuel	belle toiture et volume inté- ressant
N°7 parcelle n°227 côte cigomme	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	bâtiments réhabilité pour la moitié de sa surface	situé dans un secteur excen- tré. assainissement individuel	murs en pisé, volume intéres- sant

SITUATION HUMAINE ET ÉCONOMIQUE
LE BÂTI
C4

LOCALISATION	TYPLOGIE	VALEUR PATRIMONIALE	IMPACT AGRICOLE	IMPACT COLLECTIVITE	VALEUR ARCHITECTURALE
N°8 parcelle n°7 côte cigomme	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	isolé dans une zone agricole	surface d'accueil importante secteur excentré. voirie inadaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé
N°9 parcelle n°49 l'étergne	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	isolé dans une zone agricole	surface d'accueil importante secteur excentré assainisse- ment individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé. élément d'un ensemble remarquable
N°10 parcelle n°330 l'étergne	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	isolé dans une zone agricole	secteur excentré avec une voirie non adaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé. élément d'un ensemble remarquable
N°11 parcelle n°222 Choché	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	jouxtant une zone d'habitat	intégrée dans une zone urba- ne	volume intéressant, belle toi- ture, charpente, murs en pisé.
N°12 parcelle n°28 Bolongeat	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	isolé dans une zone agricole	grande surface d'accueil dans un secteur excentré. voirie non adaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, charpente, murs en pisé.
N°13 parcelle n°22 Bolongeat	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	proche d'une zone urbaine	secteur excentré assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé.
N°14 parcelle n°115 Champot	grange dauphinoise	forte	isolé dans une zone agricole	grande surface d'accueil dans un secteur excentré. voirie non adaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, charpente, murs en pisé.

SITUATION HUMAINE ET ÉCONOMIQUE
LE BÂTI
C4

LOCALISATION	TYPLOGIE	VALEUR PATRIMONIALE	IMPACT AGRICOLE	IMPACT COLLECTIVITE	VALEUR ARCHITECTURALE
N°15 parcelle n°112 Sablon	grange	forte	isolé dans une zone agricole	secteur excentré. voirie inadaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, murs en pisé
N°16 parcelle n°101 Fournet	grange,	forte	isolé dans une zone agricole	accès inadapté secteur excentré assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, murs en pisé.
N°17 parcelle n°56 la Pivonnière	grange,	forte	isolé dans une zone agricole	secteur excentré avec une voirie non adaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, murs en pisé.
N°18 parcelle n°4 Consuoz	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	jouxtant une zone d'habitat	assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, charpente, murs en pisé.
N°19 parcelle n°12 Consuoz	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	jouxtant une zone d'habitat	assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, charpente, murs en pierre et pisé.
N°20 parcelle n°82 Consuoz	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	proche d'une zone urbaine	assainissement individuel	volume intéressant, belle toiture, murs en pisé.
N°21 parcelle n°58 Consuoz	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	isolé dans une zone agricole	situé dans un secteur excentré. assainissement individuel	murs en pisé.

LOCALISATION	TYPOLOGIE	VALEUR PATRIMONIALE	IMPACT AGRICOLE	IMPACT COLLECTIVITE	VALEUR ARCHITECTURALE
N°22 parcelle n°12 le Gonet	grange, bâtiment accessoire de l'habitat	forte	situé dans une zone agricole	surface d'accueil importante secteur excentré. assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé
N°23 parcelle n°86 le Gonet	grange,	forte	situé dans une zone agricole	secteur excentré assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé.
N°24 parcelle n°205 le Gonet	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	isolé dans une zone agricole	secteur excentré avec une voirie non adaptée assainissement individuel	volume intéressant, belle toi- ture, murs en pisé.
N°25 parcelle n°186 le Gonet	grange, bâtiment annexe d'un habitat	forte	jouxtant une zone d'habitat	intégrée dans une zone urba- ne	aucune

Le mobilier urbain est l'ensemble des objets ou dispositifs publics ou privés installés dans l'espace public et liés à une fonction ou à un service offert à la collectivité. Il est de qualité sur l'ensemble du territoire communal.

Implanté sur les places, les rues et chemins, le mobilier urbain est un service et un confort et ne doit pas être envisagé ou ressenti autrement.

Il ne doit pas être en décalage ni avec l'identité rurale des villages ni avec la cohérence de son image.

Ainsi la mise en place ou la rénovation d'un mobilier doit non seulement satisfaire un besoin réel mais aussi résulter d'une réflexion préalable considérant aussi bien les qualités intrinsèques du mobilier que le site où il sera implanté.

Il faut :

- prévoir de limiter l'encombrement de l'espace public par le mobilier en associant par exemple diverses fonctions sur le même lieu ou objet,
- choisir d'intégrer le mobilier à des structures déjà existantes : architectures, ouvrages, murs,
- considérer le site, le lieu d'implantation, son échelle (place, placette, rue, ruelle, chemin...), sa matière dominante et sa couleur,
- conforter le mobilier mis en place par les habitants, représentatifs d'une pratique (pots jardinés devant les maisons), d'une culture (treille...), d'une mémoire (vieux banc, pompe...),
- choisir un style unique de mobilier pour la commune et harmoniser par la couleur celui déjà existant et trop coûteux à remplacer.

Quatre fonctions distinctes peuvent être assignées à la signalétique :

- orienter, guider
- faire connaître, attirer le visiteur
- informer et animer
- accueillir

On recherchera systématiquement une bonne complémentarité et un bon équilibre entre la signalisation routière et la publicité de bord de route ou dans le village.

La signalisation obéit à des réglementations précises et strictes. Une signalisation conforme à la réglementation offre plusieurs avantages :

- elle reste sobre, ce qui facilite la lecture
- elle est systématique, ce qui déclenche des réflexes de reconnaissance naturelle et immédiate (couleur et forme associées au chemin de randonnée par exemple)
- le nombre des panneaux doit être limité, ce qui permet de conserver une bonne lisibilité et évite les nuisances environnementales.



La qualité de la signalisation peut se juger sur plusieurs critères :

- sa continuité : les itinéraires doivent être signalés en continu et sans interruption
- son uniformité : les panneaux utilisés doivent être uniformes en matière de couleurs, de composition de matériaux et intégrer une seule dénomination tout au long du parcours
- sa pérennité : les matériaux utilisés doivent être de qualité afin d'offrir une bonne tenue dans le durée
- sa lisibilité : les panneaux doivent être entretenus et doivent être implantés à l'écart de toute végétation (ou autre panneau) susceptible de les masquer totalement ou partiellement.

Dans le cadre d'un objectif de valorisation du territoire et liaison des différents espaces urbanisés de la commune, cet élément du paysage revêt une importance stratégique.

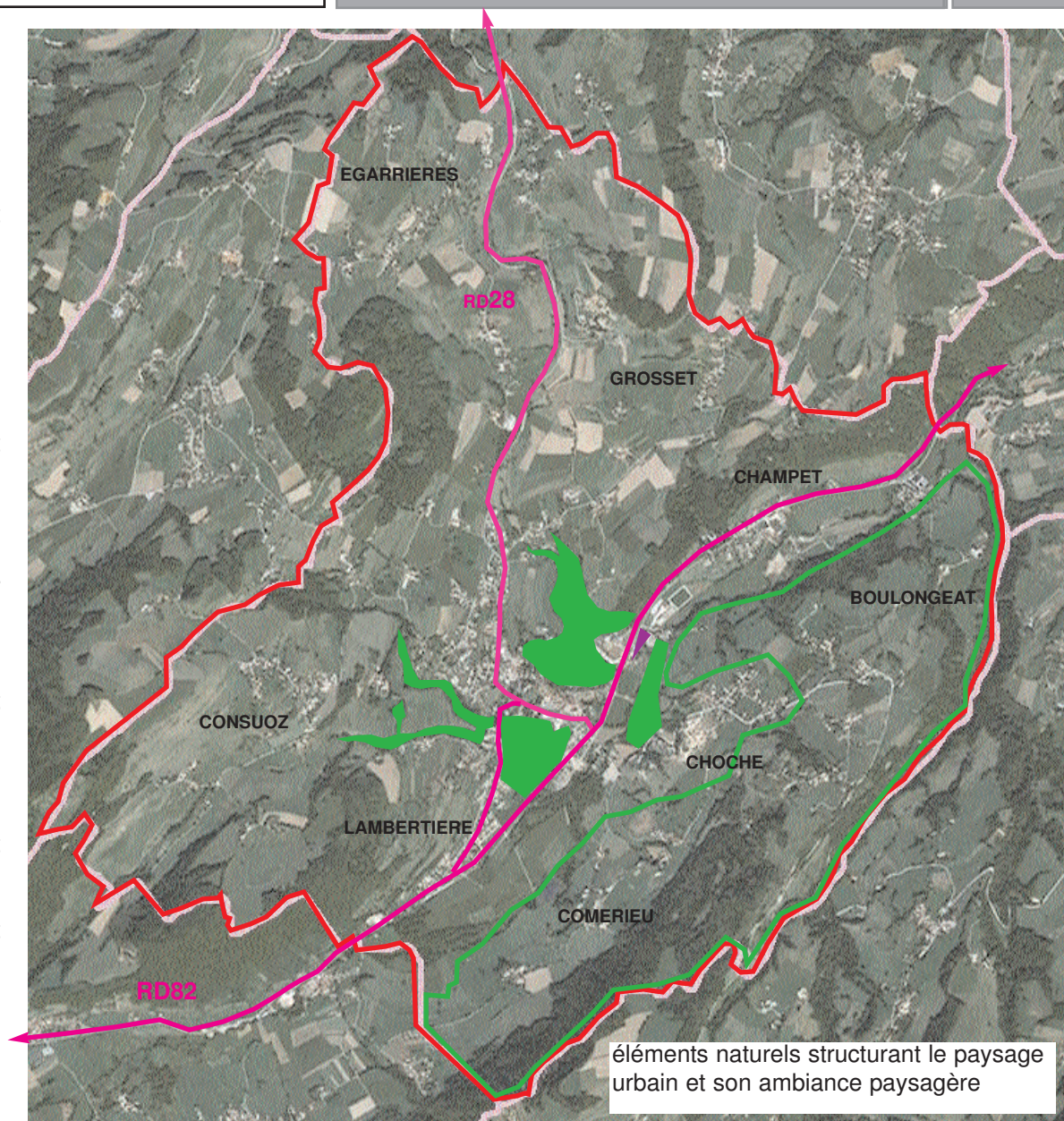
On reconnaît à la végétation un rôle important à jouer pour la qualité des zones d'habitation ce qui se vérifie amplement à Saint Geoire en Valdaine.

Une pénétration notable du paysage végétal dans le village et les hameaux est constituée par le nombre important d'espaces naturels qui sont préservés et qui structurent l'ensemble du tissu urbain où on profite visuellement au détour d'un chemin ou de l'ouverture d'une porte.

Par l'intérêt pour le cadre de vie qu'il traduisent, ces éléments sont des points majeurs du parcours dans Saint Geoire en Valdaine dont ils enrichissent fortement l'ambiance et permettent une liaison paysagère avec les espaces naturels périphériques.

Nous pouvons indiquer les grands axes que pourraient adopter une réflexion pérennisant ce constat :

- maintenir tous les éléments naturels autour de la construction,
- les coulées vertes du secteur de la combe et du château de la lambertière ainsi que les côteaux surplombant le village au sud et au nord, qui caractérisent l'espace urbain et en définissent clairement les limites doivent être protégées,
- conserver et entretenir les murs de clôture, en implanter aux endroits adéquats,
- les vues lointaines sur le coteau est depuis le village sont autant de perspectives naturelles à protéger en limitant l'urbanisation dans ce secteur.
- respecter le relief naturel du terrain (les travaux de terrassement trop important et peu respectueux du relief naturel seront à éviter).



éléments naturels structurant le paysage urbain et son
ambiance paysagère



côteau du château
de Clermont

côteau de Choché,
Bolongeats et
Cormérieux

Combe



parc du château
de la Lambertière

Combe

côteau du château
de Clermont

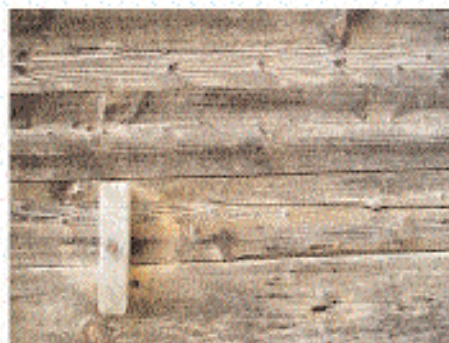
La palette globale des couleurs présentes à Saint Geoire en Valdaire concourt grandement à caractériser le site.

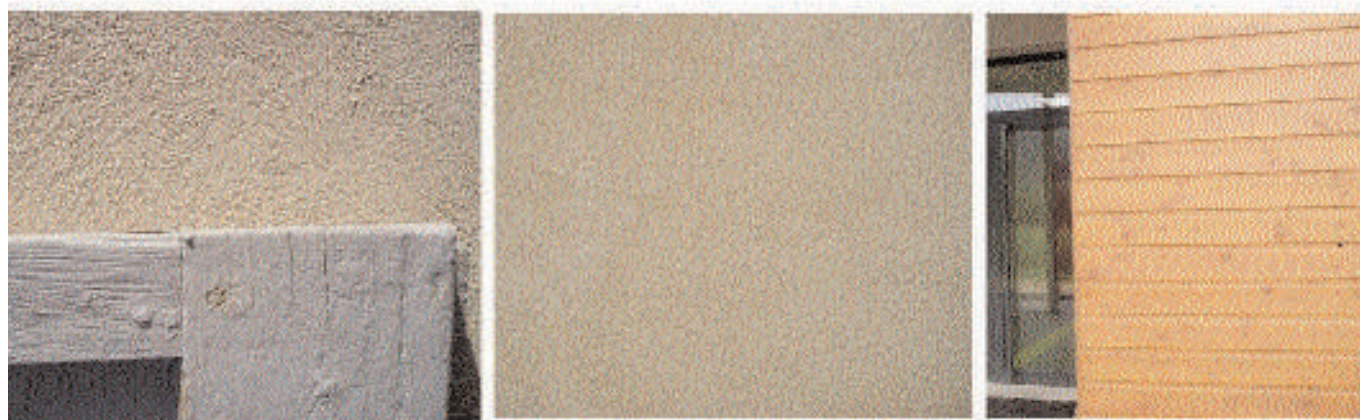
Il est primordial, dans un souci de préservation et de valorisation de l'ambiance paysagère du village, d'éviter toute introduction de rupture de ton dans ce domaine.

Il paraît pertinent pour les nouveaux projets de s'harmoniser avec les couleurs du bâti existant sur la commune (couleur globale et des matériaux), des revêtements de sols, du paysage végétal. Cette attention à l'ambiance "couleur" du site participerait d'une meilleure intégration pour tout nouvel aménagement et construction.



Les couleurs des façades qui s'intègrent le mieux dans le paysage sont celles qui s'inscrivent dans la palette des teintes qu'on peut observer sur le bâti ancien.





Nouvelles façades et réhabilitation des anciennes façades.
Couleurs: « Ton Piscé » ou « Galci » (du beige ocre au gris beige).
Enduit de façade à base de chaux naturelle avec finition « frotté fin ».
Bardage bois: ton naturel

Habitat :

130 logements ont été construits depuis 2000, date d'approbation du POS. Ce sont majoritairement des maisons individuelles qui ont été bâties dans les secteurs UB et UBa du POS, à la Lambertièrre, à Plampalais et à Choché, sous forme de lotissements.

Le secteur de Choché devient ainsi un pôle secondaire en terme de population, alors que le centre de gravité du bourg se déplace à l'est avec la construction de la nouvelle école et la réalisation des lotissements à la Lambertièrre.

La zone NB au POS, qui concerne majoritairement des hameaux excentrés, a vu sa surface initiale de 11,3 ha au POS réduite de 4,5ha pour la construction d'environ 26 logements soit un ratio d'environ 6 logements par hectare consommé. Nous sommes donc face à la réalisation d'opérations individuelles d'habitat diffus sur de grandes parcelles, type d'habitat grand consommateur d'espaces.

Activité :

La zone NAI de la Gaîté n'a plus de possibilités nouvelles d'accueil d'activités.

La zone Ui de Champey au sud de la départementale n'a pas connu de construction nouvelle. En revanche le secteur d'ancien bâti industriel accueille de nombreuses structures de petites tailles dans des locaux en cours de réhabilitation. Sa proximité avec la zone d'habitat du hameau ne pose actuellement pas de problème malgré une imbrication des fonctions de logement et de l'activité économique sur le secteur.

Le secteur Ui à Bigalet a vu la construction d'une nouvelle structure. La capacité d'accueil est actuellement conditionnée par la réhabilitation ou la destruction d'un bâtiment vétuste.

La zone Ui à la Lambertièrre n'a pas reçu de construction. Sa proximité avec les zones d'habitat récent (des lotissements se sont implantés dans le secteur) mais surtout le choix du site pour la réalisation d'une nouvelle gendarmerie, rend inadapté son maintien. Ces secteurs sont de plus touchés par des risques naturels qui en contraignent les possibilités d'occupation du sol. Le PLU doit trouver des secteurs pour compenser cette perte de surface d'accueil pour le développement économique.

Risques naturels :

La réalisation de la carte des aléas a fait apparaître l'inaptitude à la construction de nombreux terrains classés constructibles au POS, comme détaillé dans le chapitre "risques naturels". La mise en conformité du zonage avec cette réalité physique est incontournable.

Surfaces résiduelles :

Les surfaces résiduelles classées en secteurs constructibles (hors zone d'activité économique ou secteur socio-éducatif) sont les suivantes une fois ôtées les parcelles concernées par des risques naturels moyens ou forts, donc frappées d'inconstructibilité (voir chapitre risques naturels) :

UA : 0,5 Ha

UB : 4,5 Ha

NA et NAa : 12,5 Ha

NB : 6,8 Ha

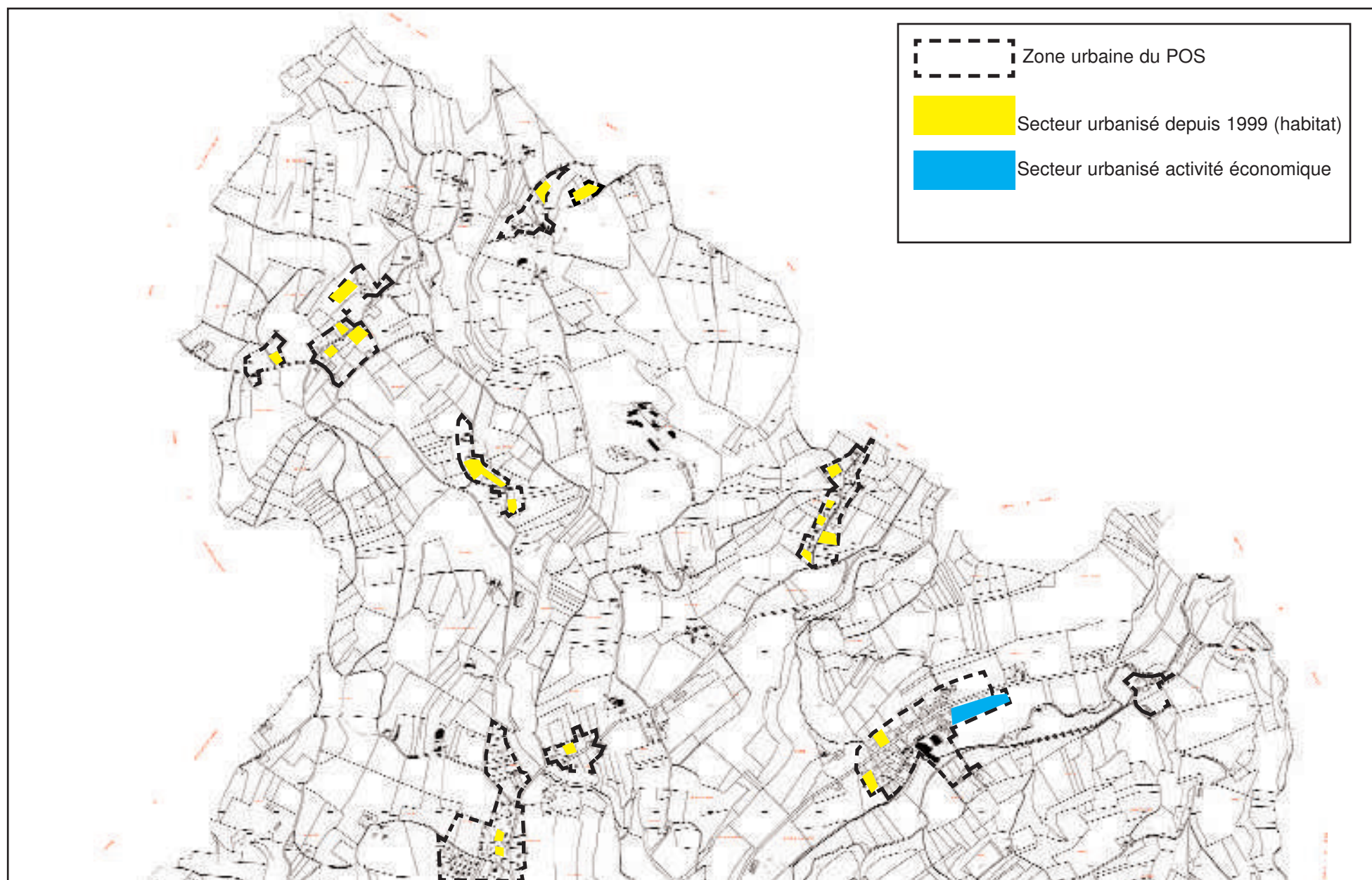
Soit un total de 24,3 Ha constructibles ce qui correspond à un potentiel théorique d'accueil d'environ 486 logements. En prenant comme base de calcul une surface de 500m² par logement, moyenne entre les opérations d'habitat diffus (750m²) et dense (350m²), le potentiel d'accueil théorique du POS est de 1069 habitants supplémentaires sur la base d'un foyer de 2,2 personnes.

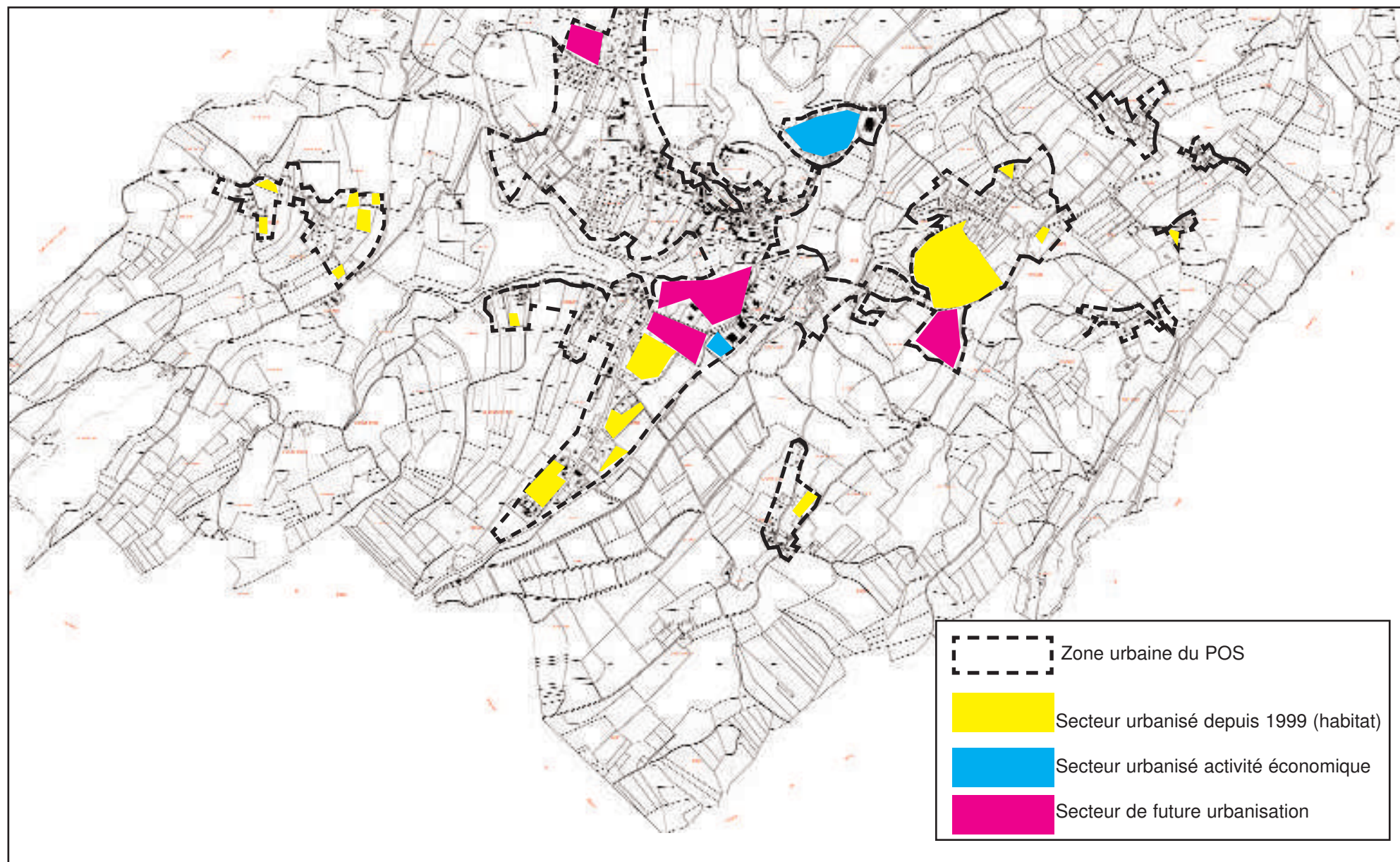
Le POS envisageait la construction de maximum 150 maisons d'habitation avec l'enveloppe foncière prévue.

Le rythme de construction est donc largement supérieur aux prévisions et non compatible avec les orientations du SCOT et la volonté communale de maîtriser sa croissance.

Les zones NB du POS sont situées dans des secteurs non raccordés au dispositif de collecte et traitement des eaux usées et qui, de plus, ont été identifiées comme médiocrement ou non aptes à l'assainissement autonome par l'étude Alp'Géorisque de 1999.

Les secteurs NA et NAa représentent une importante surface d'accueil à l'urbanisation, peu adaptée aux orientations de la loi SRU et du SCOT. Ce sont en effet des terrains naturels ou agricoles éloignés des équipements (Choché, La Glacière) ou concernant des secteurs naturels structurant l'espace urbain et l'identité paysagère du bourg comme les parcelles entourant le château de la Lambertièrre.





Une image synthétique de l'urbanisation de la commune de Saint Geoire en Valdaine laisse apparaître plusieurs phases d'occupation du sol. Après la forme historique, dense et centralisée, avec des constructions regroupées autour des axes principaux de la commune et des bâtiments identitaires, la phase d'urbanisation plus récente s'est faite de façon désordonnée, selon une logique d'étalement urbain au gré des opportunités foncières et le long des voiries et des réseaux.

Elle s'est développée principalement sur le pôle du village. Le village de Saint Geoire est situé principalement au nord de la voie RD 82 avec un tissu urbain dense et irrigué de ruelles. Ce noyau est en phase de dilution principalement à l'ouest de la RD 82 par la construction récente de maisons d'habitation.

Le village est le véritable pôle de la commune en termes de population et d'habitat. Cet état de fait génère un sentiment de cohérence urbaine forte malgré les fractures apporté par la topographie du site d'implantation qui le divise en plusieurs entités séparées.

Par ailleurs, à l'est de la RD82, une poche importante d'habitat récent adoptent progressivement une identité de hameau dans le secteur de Choché, et se développent le long des lignes de niveau et des voiries, dans un cadre bénéficiant de belles perspectives sur la vallée de l'Ainan et le village.

Une urbanisation récente d'habitat très diffus, qui s'est opérée le long des voiries et des réseaux, existe sur le reste du territoire. Cette urbanisation limitée s'appuie sur des zones de bâti existant et sur une voirie souvent inadaptée (étroitesse, problème de déneigement...). Cette urbanisation se situe à grande distance d'un centre bourg qui regroupe la majorité des équipements et de la population communale, même si cette structure historique tend à se modifier sur ce dernier point avec le développement urbain récent et le poids démographique pris par le secteur de Choché.

A noter des ensembles isolés mais à l'impact paysager et patrimonial fort comme le château de Longpra ou le domaine de Cotagon.

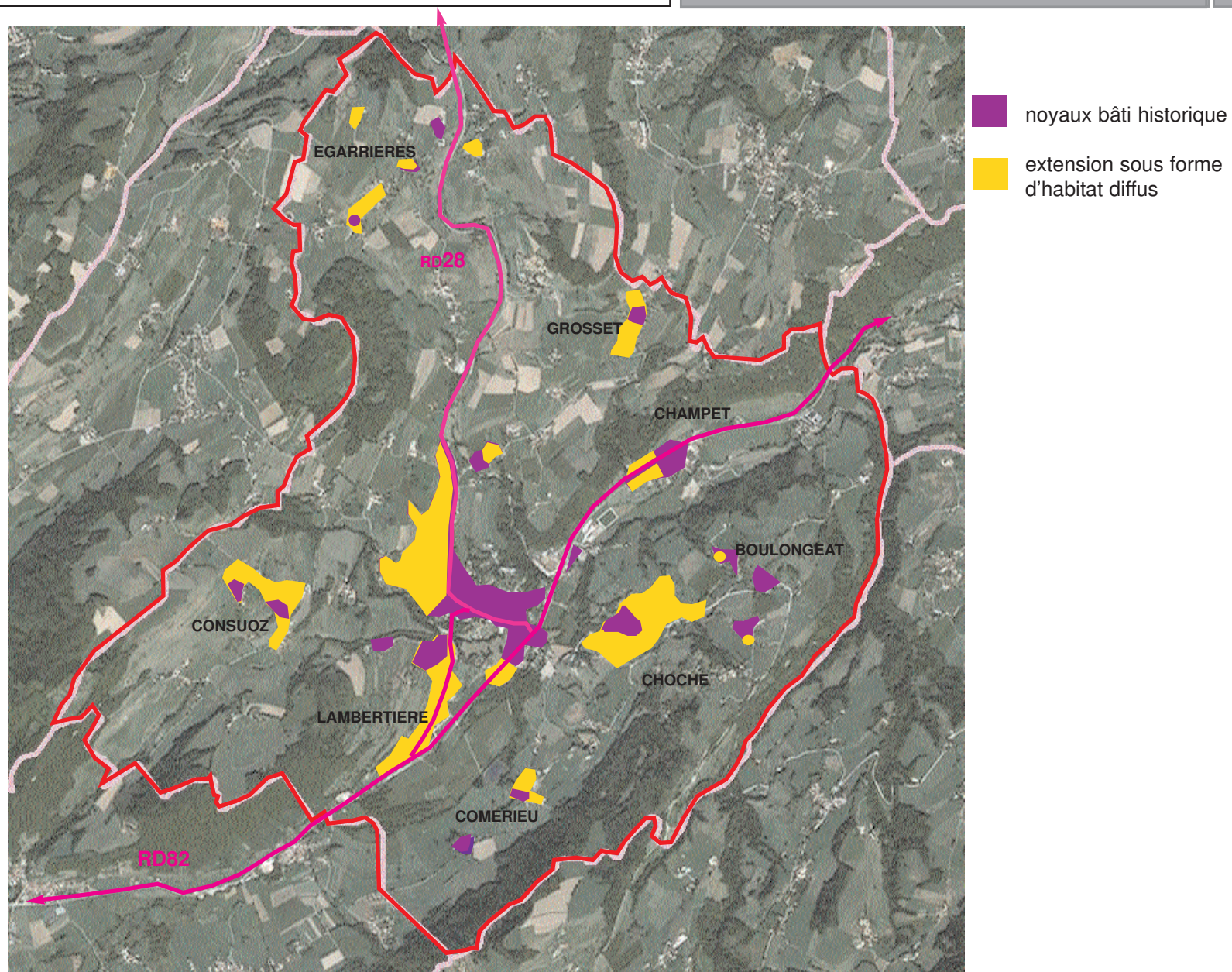
La morphologie urbaine de Saint Geoire en Valdaine est donc organisée autour de plusieurs entités à l'identité claire :

- Le Bourg ;avec ses trois sous-secteurs : Village, Lambertièrre et Plampalais
- Choché ;
- Le tissu résidentiel diffus des hameaux excentrés.

Le développement résidentiel prédominant, s'il se développe, et outre la consommation de terrains agricole et/ou naturels, tendra à "diluer" l'organisation historique de la commune.

La lisibilité du territoire communal, fortement structurée par les éléments naturels et les axes de circulation, doit être préservée et renforcée en évitant les formes d'occupation du sol non structurées.

Par ailleurs, des demandes de construction en faveur de secteurs résidentiels excentrés risque d'entraîner des surcoûts importants d'équipement et de gestion de l'espace urbain de la commune, mais aussi d'entamer l'attractivité du bourg qui a pour vocation évidente d'être et de demeurer le véritable pôle de centralité urbaine du territoire communal.



Evolution de la population

La population s'est fortement développée ces vingt dernières années, depuis elle continue d'augmenter à un rythme croissant.

En 2006 Saint Geoire en Valdaine compte 2271 habitants (Population Sans Double Compte, RGP 2006), et 807 ménages.

On observe une évolution de la population et des ménages (+299 habitants, +139 ménages entre 99/2006).

Par ailleurs, depuis 1999 on constate une augmentation du taux de variation annuel : de 0,9% entre 90/99, il est passé entre 1999 et 2006 à 2,0%.

Taille des ménages

Le taux de variation annuel des ménages continue également d'augmenter à un rythme supérieur à celui de la population, donc la tendance à la baisse de la taille des ménages se poursuit.

Le nombre de ménages composés de 1 et 2 reste stable, avec une part plus importante pour les ménages de 1 personne (augmentation des ménage d'une femme seule).

En revanche, à saint Geoire, et à l'inverse de la tendance du pays Voironnais, la part des ménages de plus de 2 personnes est en augmentation.

La taille moyenne des ménages, si elle est légèrement supérieure à celle constatée pour la RUG (St Geoire : 2,5, Voironnais : 2.59, RUG : 2.41) ne cesse de diminuer depuis 1968.

Mouvement naturel et migratoire

Le solde naturel annuel augmente à 0,2% annuel, alors qu'il était négatif durant la période 90- 99. (pour information, cette augmentation est contraire à celui de la RUG qui est en baisse significative de -7,5% et où les décès augmentent alors que les naissances diminuent.

A Saint Geoire en Valdaine, le taux de variation annuel dû au mouvement migratoire est supérieur au taux de variation annuel dû au mouvement naturel.

L'importance de la composante migratoire dans la croissance démographique souligne l'attractivité de la commune.

Les habitants venant habiter à Saint Geoire viennent à 35% de l'agglomération grenobloise, à 12% d'autres secteurs de la région urbaine grenobloise et à 53% de l'extérieur de la région urbaine.

38,8% de la population de la commune habitait en dehors de cette dernière cinq ans auparavant.

Population par âge

Saint Geoire en Valdaine connaît un rajeunissement de sa pyramide des âges avec une augmentation des tranches d'âge 0-14 ans et 30-44 ans.

Ces tranches d'âge représentent environ 29% de la population en 2006 au lieu de 25% en 1999.

Il y a cependant une d'augmentation de la population âgée.

La population âgée de 45-59 ans a en effet gagné près de 3% entre 1999 et 2006 et représente désormais 17,5 % des habitants. Les personnes de plus de 60 ans représentent environ 25% même si l'on note une baisse de la population très âgée.

- Une croissance démographique importante avec une forte composante migratoire, et en augmentation : 299 habitants supplémentaires entre 1999 et 2006, avec un rythme de 2,0% par an contre 0,9 % entre 1990-99

- Une croissance démographique qui se fait principalement dans les secteurs pavillonnaires

- Une attractivité maintenue vis-à-vis des familles : (31,5% de ménages de 4 personnes et +), avec une augmentation des jeunes.

- Une baisse de la taille moyenne des ménages qui fait que le nombre de ménages augmente plus vite (20%) que la population (15%), d'où des besoins accrus en logement.

SITUATION HUMAINE ET ÉCONOMIQUE

POPULATION

D3

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Population	1 333	1 351	1 570	1 819	1 972	2 271
Densité moyenne (hab/km ²)	79,7	80,8	93,8	108,7	117,9	135,7

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006
Variation annuelle moyenne de la population en %	+0,2	+2,2	+1,9	+0,9	+2,0
- due au solde naturel en %	-0,2	+0,0	+0,3	-0,1	+0,2
- due au solde apparent des entrées sorties en %	+0,4	+2,2	+1,6	+1,0	+1,8
Taux de natalité en ‰	14,3	11,3	14,8	11,7	12,1
Taux de mortalité en ‰	16,7	11,4	12,1	12,7	9,9

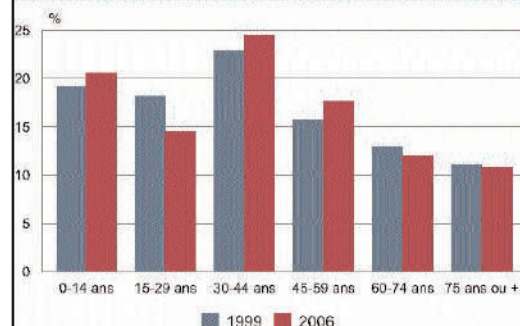
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales - État civil.

POP T3 - Population par sexe et âge en 2006

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	1 165	100,0	1 106	100,0
0 à 14 ans	241	20,7	226	20,4
15 à 29 ans	191	16,4	139	12,5
30 à 44 ans	311	26,7	246	22,3
45 à 59 ans	207	17,8	192	17,4
60 à 74 ans	136	11,7	137	12,4
75 à 89 ans	72	6,2	129	11,7
90 ans ou plus	7	0,6	37	3,3
0 à 19 ans	302	25,9	264	23,9
20 à 64 ans	706	60,6	591	53,4
65 ans ou plus	157	13,5	251	22,7

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

POP G2 - Population par grande tranche d'âge



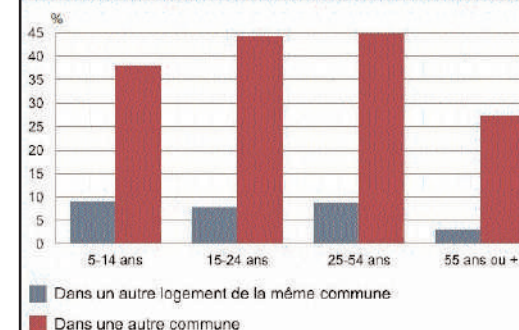
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

POP T4M - Lieu de résidence 5 ans auparavant

	2006	%
Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant :	2 106	100,0
Le même logement	1 152	54,7
Un autre logement de la même commune	145	6,9
Une autre commune du même département	587	27,9
Un autre département de la même région	86	4,1
Une autre région de France métropolitaine	117	5,5
Un Dom	0	0,0
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	19	0,9

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

POP G3 - Part en 2006 des personnes qui résidaient dans un autre logement 5 ans auparavant selon l'âge



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

FAM T1 - Ménages selon la structure familiale

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2006	%	1999	%	2006	1999
Ensemble	807	100,0	668	100,0	2 042	1 760
Ménages d'une personne	188	23,3	152	22,8	188	152
- hommes seuls	77	9,5	88	13,2	77	88
- femmes seules	111	13,8	64	9,6	111	64
Autres ménages sans famille	8	1,0	4	0,6	15	8
Ménages avec famille(s)	611	75,7	512	76,6	1 838	1 600
dont la famille principale est :						
- un couple sans enfant	238	29,5	200	29,9	477	412
- un couple avec enfant(s)	323	40,0	272	40,7	1 248	1 080
- une famille monoparentale	50	6,2	40	6,0	115	108

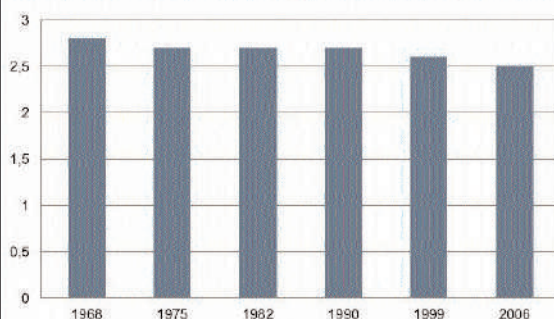
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

	2006	%	1999	%
Ensemble	611	100,0	516	100,0
Aucun enfant	277	45,3	244	47,3
1 enfant	142	23,3	104	20,2
2 enfants	127	20,8	96	18,6
3 enfants	54	8,8	52	10,1
4 enfants ou plus	12	1,9	20	3,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

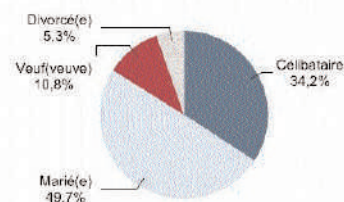
FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



Nombre moyen d'occupants par résidence principale

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

FAM G4 - État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

FAM T3 - Composition des familles

	2006	%	1999	%
Ensemble	611	100,0	516	100,0
Couples avec enfant(s)	323	52,8	272	52,7
Familles monoparentales :				
hommes seuls avec enfant(s)	4	0,6	4	0,8
femmes seules avec enfant(s)	46	7,5	36	7,0
Couples sans enfant	238	39,0	204	39,5

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

Une croissance du parc de logements

- Le parc de logements continue d'évoluer : + 128 logements de 1999 à 2006, mais le rythme de progression est en net baisse actuellement, conséquence de la crise économique.
- Une urbanisation réalisée dans les extensions pavillonnaires du centre bourg et en prédominance dans le hameau de Choché.

Un développement résidentiel qui conforte la périurbanisation

- 78 % des résidences principales sont des maisons individuelles (75% en 1999)
- 90 % des nouvelles résidences principales entre 1999 et 2006 sont des maisons individuelles

Des migrations résidentielles qui contribuent à augmenter la population de la commune :

- Entre 1999 et 2006, 809 personnes sont arrivées sur la commune avec un excédent migratoire responsable d'une variation annuelle de 1,8%. Conséquence de cet état de fait et de l'attractivité de Saint Geoire en Valdaine, un marché du foncier en tension avec des prix qui augmentent rapidement sur l'ensemble des segments du marché : prix des terrains à bâtir (+70% en 5 ans) et des maisons individuelles (+46% en 5 ans) *sources Pays Voironnais*. La demande de terrains à bâtir reste constante selon les sources communales. Il s'agit de demandes de la part d'une population qui a choisi un cadre de vie agréable et qui privilégie l'espace, le site et la qualité de vie.

Occupation des logements

on note une progression des résidences principales et une stabilité de la vacance.

Les taux d'occupation des logements suivent une tendance identique à celle observée dans le Pays Voironnais.

Le taux de résidences principales gagne 3,4% durant la période intercensitaire : Il est de 83,9 en 2006

Le taux de résidence secondaire est en baisse de 13% en 1999, il passe à 8,9% du parc en 2006.

Le taux de logements vacants reste stable à 7%, à un niveau supérieur à celui de la RUG (5%) qui s'explique par la présence d'habitat vétuste et non occupé, situé dans les écarts de la commune.

- Un habitat individuel prédominant

78% de l'habitat dans la commune est composé de maisons individuelles, proportion qui se renforce de 3% durant la période 1999/2006.

Le développement de la maison individuelle : constitue un habitat peu dense, fortement consommateur d'espace, conduit à une consommation progressive des espaces naturels et agricoles. Il entraîne de plus la banalisation du paysage, induit des coûts pour les communes (coût des réseaux et des aménagements connexes, demande de services de proximité de la part des habitants périurbains).

Une bonne offre de locatif

221 logements sont en location sur la commune soient 27,6% du parc de logement dont 90 logements HLM (insee). Le fait est que le locatif public est actuellement bien représenté dans la commune. En revanche, cette politique doit se poursuivre, en conformité avec les objectifs du PLH qui fixe pour la commune la construction de 11 logements sociaux supplémentaires sur la commune.

Certaines opérations ou opportunités pourront permettre la réalisation de logements sociaux comme la réhabilitation du bâtiment de la gendarmerie (8 logements prévus).

La demande de logements de petite taille est constatée pour le Pays Voironnais ainsi qu'une offre limitée pour les petits ménages et les ménages modestes (jeunes, personnes âgées, personnes en situation de rupture économique et familiale)

L' hypothèse de croissance doit intégrer la baisse du nombre d'occupants par logement occupé entre 1990 (2.75) et 2006 (2.5). Il est estimé par l'INSEE à 2.2 par logements en 2012.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2006			Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes		Nombre	%
Ensemble	809	100,0	2 031	14	668	100,0
Propriétaire	567	70,1	1 521	17	416	62,3
Locataire	221	27,3	461	7	212	31,7
dont d'un logement HLM loué vide	90	11,2	207	8	90	13,5
Logé gratuitement	21	2,6	49	11	40	6,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

SITUATION HUMAINE ET ÉCONOMIQUE

HABITAT

D4

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Ensemble	599	624	637	774	836	964
Résidences principales	434	436	481	566	668	809
Résidences secondaires et logements occasionnels	100	105	107	149	109	86
Logements vacants	65	83	49	59	59	69

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T2 - Catégories et types de logements

	2006	%	1999	%
Ensemble	964	100,0	836	100,0
Résidences principales	809	83,9	668	79,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	86	8,9	109	13,0
Logements vacants	69	7,2	59	7,1
Maisons	752	78,0	631	75,5
Appartements	188	19,5	140	16,7

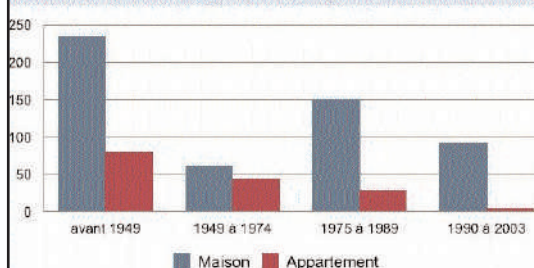
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T5 - Résidences principales en 2006 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2004	717	100,0
Avant 1949	313	43,7
De 1949 à 1974	105	14,8
De 1975 à 1989	202	28,2
De 1990 à 2003	97	13,5

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

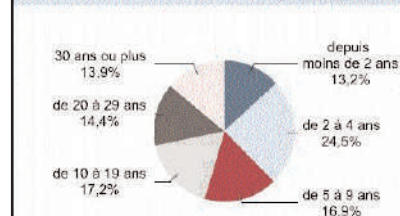
LOG G1 - Résidences principales en 2006 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2004.

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2006	%	1999	%
Ensemble	809	100,0	668	100,0
1 pièce	15	1,9	16	2,4
2 pièces	46	5,7	50	7,5
3 pièces	113	14,0	104	15,6
4 pièces	217	26,8	193	28,9
5 pièces ou plus	417	51,5	305	45,7

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2006	1999
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4,7	4,5
- maison	5,1	4,9
- appartement	3,3	3,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Le taux d'activité est important avec 75% de la population. Les tranches de 25 à 40 ans sont bien représentées avec 88,1% des actifs et un taux d'emploi de 82,2%.

La Commune compte 1047 actifs dont 967 personnes ayant un emploi et 79 chômeurs. Le taux de chômage s'établit à 7,6% (baisse de 2,5% par rapport à 1999). Les inactifs se partagent de façon équilibrée entre les retraités, les étudiants et autres inactifs, avec une forte baisse du taux d'inactivité qui passe de 32,4% en 1999 à 25% en 2006. Le taux d'activité des hommes est de 75,7% et celui des femmes de 74,1%.

Au dernier recensement, la Commune comptait 474 salariés et 99 non salariés, le poste le plus important est tenu par le tertiaire qui emploie 77,8% des actifs de la commune.

Si la majorité des emplois ne sont pas fixés sur la commune, une forte minorité des actifs exercent à Saint Geoire en Valdaine, 257 personnes soient 26,5% des actifs.

Ce taux est en baisse depuis 1999 (38,8%).

714 personnes vont travailler au dehors de la commune. Les navettes domicile-travail sont donc importantes..

L'activité économique de la commune se concentre principalement dans le secteur du bourg. Les structures sont échelonnées le long de la RD82 en micro zones d'activité intégrées ou à proximité des zones d'habitat récent. Le hameau de Champey présente la particularité d'abriter un nombre important de structures utilisant le bâti industrielle historique réhabilité ou en cours de réhabilitation.

La commune s'est notablement développée ces dernières années et regroupe aujourd'hui de nombreuses entreprises artisanales et commerciales, de nature diverse : garagiste, pharmacien, grande distribution, textile, etc... La liste des activités fait ainsi apparaître une grande variété et un nombre important d'établissements (117). On peut parler d'un réel pôle d'activité.

Saint geoire en Valdaine compte de nombreux commerces de proximité. Situés principalement dans la rue principale du village dont ils assurent la caractère animé, ils souffrent en revanche de la localisation d'un espace commerciale dans le secteur de la Gaité. On note un risque de déprise des locaux commerciaux de centre village au profit de l'habitat.

Un pôle médical et de santé est présent dans le secteur de Plampalais avec l'hôpital local et la maison d'accueil pour le troisième âge ; le centre médicopédagogique de Cotagon participe à cette offre importante de services en ce domaine.

Si aucune zone intercommunale n'est présente sur le territoire communal, la commune manifeste une volonté forte de se doter des moyens permettant l'évolution des établissements présents à Saint Geoire en Valdaine (extension de valdaine chapiteaux par exemple) et la réponse à des demandes identifiées pour l'accueil de structures de petit artisanat, qui souhaitent s'installer à Saint Geoire pour des raisons notamment de proximité du lieu d'habitat des employés.

S'appuyant sur la croissance démographique de la commune et pour lier les liaisons pendulaires habitat:emploi, cette volonté doit être traduite par des actions concrètes tout en préservant des aménagements de qualité qui apportent une plus value commerciale et paysagère.

Une confortation et un développement des pôles d'activité économique existants en parallèle avec la croissance de la population semble pertinente.

Nombre d'établissements par activité principale au 1er janvier 2008 *sources Insee (démographie des entreprises et des établissements (REE-Siren)*

Nombre total d'établissements : 117 répartis comme suit :

- Industries agricoles et alimentaires : 5
- Industries des biens de consommation : 7
- Industrie automobile : 0
- Industries des biens d'équipement : 2
- Industries des biens intermédiaires : 4
- Energie : 0
- Construction : 13
- Commerce : 22
- Transports : 1
- Activités financières : 6
- Activités immobilières : 8
- Services aux entreprises : 20
- Services aux particuliers : 10
- Education, santé, action sociale : 19

Le tourisme

La commune de Saint Geoire en Valdaine propose une offre variée, de nombreuses richesses patrimoniales et des atouts environnementaux certains. Située à la périphérie du Parc de Chartreuse et d'un bassin de proximité important avec sa situation géographique proche de Lyon, Grenoble et Chambéry, elle dispose, de plus, d'une bonne desserte.

Le territoire communal présente des atouts nombreux avec notamment une offre de restauration qualitative, une identité forte du terroir, des bâtiments patrimoniaux remarquables et des espaces publics aménagés, mais également des faiblesses avec une saison très courte (cause de la mauvaise viabilité du camping avec les contraintes risques naturels), et une menace de banalisation des paysages par la dilution de l'urbanisation.

Une offre en phase avec la clientèle identifiée par le Pays Voironnais :

source schéma de secteur

“Une clientèle essentiellement locale, en visite ou en court séjour, avec 90 % des clients proviennent de France, dont 70 % venant de Rhône-Alpes.

Le Pays Voironnais est caractérisé par une forte proportion de séjournants (61,5 %) puis de visiteurs (24,3 %). Le court séjour ne représente que 14,1 % des personnes.

Une clientèle à la recherche d'un cadre de détente et de visites culturelles :

48% de la clientèle recherche la détente

29% la culture avec essentiellement des visites purement culturelles

23 % la pratique des sports et loisirs, avec surtout la balade pédestre (réseau PDIPR en cours de réalisation pour une armature de 300 à 350 km de sentiers) et le VTT.”

Il paraît donc primordial dans le PLU de protéger les éléments garants de l'attractivité touristique de la commune, notamment au niveau environnemental et paysager. La protection des commerces de proximité est également pertinente pour préserver une offre de service aux touristes et le caractère “vivant” du centre village.

Un aménagement du site du camping municipal afin de permettre l'accueil de camping-cars et d'Habitation légères de Loisir paraît être une réponse pertinente aux problème de fréquentation.

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2006	1999
Ensemble	1 396	1 205
Actifs en %	75,0	67,6
dont :		
actifs ayant un emploi en %	69,3	60,7
chômeurs en %	5,7	6,8
Inactifs en %	25,0	32,4
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	6,0	15,0
retraités ou préretraités en %	7,5	8,0
autres inactifs en %	11,5	9,5

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2006

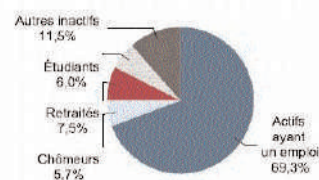
	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	1 396	1 047	75,0	967	69,3
15 à 24 ans	214	110	51,4	92	43,1
25 à 54 ans	962	847	88,1	791	82,2
55 à 64 ans	220	89	40,7	85	38,5
Hommes	766	580	75,7	538	70,2
15 à 24 ans	123	61	49,6	51	41,6
25 à 54 ans	533	473	88,7	442	82,9
55 à 64 ans	111	47	42,5	45	40,8
Femmes	629	468	74,1	429	68,3
15 à 24 ans	92	49	53,7	41	45,1
25 à 54 ans	429	375	87,4	349	81,3
55 à 64 ans	109	42	38,9	39	36,2

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

	2006	dont actifs ayant un emploi	1999	dont actifs ayant un emploi
Ensemble	1 014	926	836	736
dont :				
Agriculteurs exploitants	8	8	36	36
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	115	115	40	36
Cadres et professions intellectuelles sup.	108	108	60	52
Professions intermédiaires	200	192	164	162
Employés	326	291	256	224
Ouvriers	253	211	268	236

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2006

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2006	1999
Nombre de chômeurs	79	82
Taux de chômage en %	7,6	10,1
Taux de chômage des hommes en %	7,3	7,4
Taux de chômage des femmes en %	7,9	13,5
Part des femmes parmi les chômeurs en %	46,5	68,5

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2006

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	538	100,0	433	100,0
Salariés	450	85,3	399	92,0
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	307	73,7	348	80,3
Contrats à durée déterminée	26	4,8	40	9,3
Intérim	21	3,9	5	1,1
Emplois aidés	5	0,9	4	0,8
Apprentissage - Stage	11	2,0	2	0,4
Non salariés	79	14,7	35	8,0
Indépendants	42	7,9	26	6,0
Employeurs	37	6,8	9	2,0
Aides familiaux	0	0,0	0	0,0

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

	2006				1999	
	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %	Nombre	%
Ensemble	550	100,0	59,4	79,6	550	100,0
Agriculture	4	0,7	0,0	0,0	36	6,5
Industrie	71	12,9	33,0	72,5	36	6,5
Construction	47	8,6	0,0	67,5	52	9,5
Tertiaire	428	77,8	70,9	82,9	426	77,5
dont :						
- commerce	51	9,3	30,6	54,3	48	8,7
- services aux entreprises	53	9,6	48,5	79,3	25	4,5
- services aux particuliers	28	5,0	72,0	71,4	28	5,1

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires lieu de travail.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

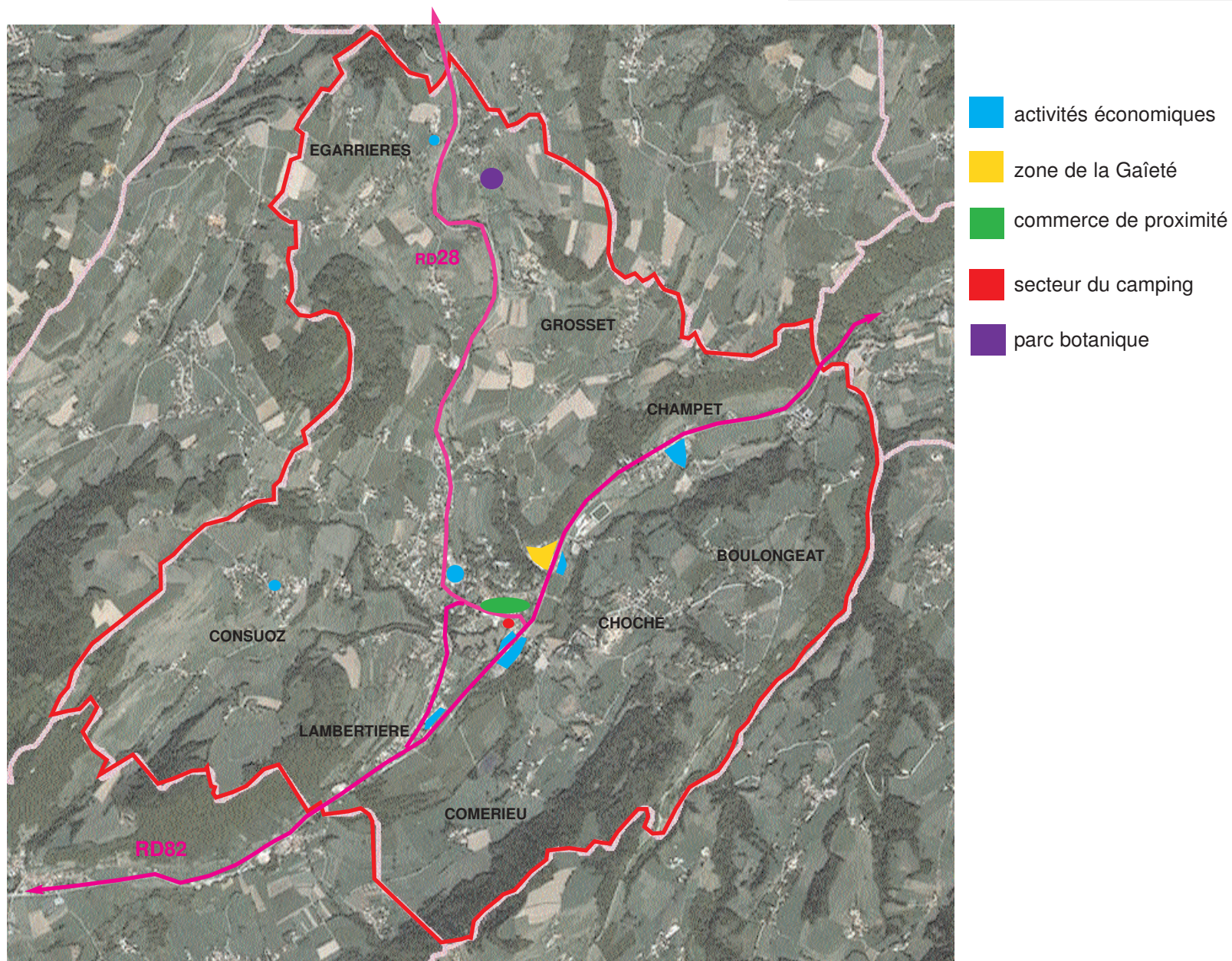
	2006	%	1999	%
Ensemble	971	100,0	734	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	257	26,5	295	38,8
dans une commune autre que la commune de résidence	714	73,5	449	61,2
située dans le département de résidence	632	65,1	399	54,4
située dans un autre département de la région de résidence	70	7,2	41	5,6
située dans une autre région en France métropolitaine	11	1,1	7	1,0
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	1	0,1	2	0,3

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2006	%	1999	%
Ensemble	574	100,0	555	100,0
Salariés	474	82,7	452	81,4
dont femmes	311	54,3	284	51,2
dont temps partiel	138	24,1	133	24,0
Non salariés	99	17,3	103	18,6
dont femmes	36	6,2	27	4,9
dont temps partiel	19	3,4	11	2,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales lieu de travail.



Sources : Questionnaire PLU ; RGA 2000 ; Commune

L'activité agricole est forte sur la commune, avec sept exploitations en activités, souvent issues de groupements d'agriculteurs (GAEC). L'élevage bovin, à forte dominance laitière, s'adapte aux côteaux qui prédominent. Dans les secteurs peu pentus la polyculture prend place, notamment dans la vallée où les cultures de maïs bénéficient des terres profondes et humides. Cette complémentarité entre élevage et cultures garantit l'alternance de zones cultivées, de prairies et de pâtures, constituant une mosaïque végétale changeant au fil des saisons. L'agriculture est une activité essentielle pour la commune en même temps qu'elle garantit la qualité des paysages de la Valdaine.

L'activité agricole utilise 73 % du territoire de Saint Geoire en Valdaine et la forêt occupe près d'1/4 du territoire, dont majoritairement de la forêt privée et de coteau.

L'activité agricole représente 0,7% des emplois.

En 2010 le nombre des exploitations de Saint Geoire est réduit à 7 (14 en 2000) pour une Surface Agricole Utilisée (SAU) de 898 ha.

Dans un mouvement commun à l'ensemble des régions françaises, le nombre d'exploitations agricoles sur la commune connaît une baisse régulière depuis 20 ans au moins. En 1979, le RGA recensait 21 exploitations agricoles dont le siège était localisé sur la commune.

En revanche, les exploitants sont jeunes et seuls deux des agriculteurs de la commune sont âgés de plus de 45 ans.

Parallèlement à ce mouvement, et bien que l'urbanisation ait entamé la surface agricole communale, la Surface agricole utile (SAU) moyenne des exploitations a augmenté assez sensiblement. La superficie moyenne valorisée par l'ensemble des utilisateurs de l'espace est d'environ 42 hectares.

Les pâtures représentent 641 ha du total, les terres labourables 232 ha et les surfaces céréalières 71 ha.

L'agriculture de Saint Geoire en Valdaine présente des espaces et des pratiques agricoles caractérisés :

- La production laitière est prépondérante, elle totalise la quasi totalité des exploitations.

- Une agriculture traditionnelle, spécialisée dans l'élevage bovin, présentant des exploitations à la taille croissante, la surface agricole moyenne par exploitation utilisée a progressé de 25 ha en 1979 à 40 ha en 2000.

En revanche et dans le même temps, la taille des exploitations a diminué pour passer de 54 à 18 ha, ce qui indique que nombre de terres sont en location.

L'agriculture est de plus en plus périurbaine et soumise à une pression importante des zones urbanisées.

Actuellement, si l'activité agricole occupe une superficie très importante de la commune, sa vulnérabilité est due au fait qu'elle se trouve directement en concurrence avec l'extension urbaine tout en étant à la recherche de surfaces supplémentaires pour son activité. Par ailleurs, le type de production essentiellement lié à l'élevage nécessite une protection des terrains indispensables à l'épandage.

Les bâtiments agricoles se répartissent sur l'ensemble de la Commune parfois en contact proche avec le voisinage, ce qui limite la possibilité d'extension ou d'aménagement des abords. Les bâtiments sont fonctionnels ou récents pour la plupart sauf quelques cas d'exploitations se dirigeant vers une cessation d'activité pour cause de retraite.

La fertilité des terres du plateau nord ouest, leur mécanisation aisée ainsi que leur mode d'utilisation font que les surfaces agricoles ne sont pas concernées par un risque de déprise contrairement aux terrains plus vallonnés du sud-est de la commune. En revanche la pression foncière croissante menace les terrains situés en périphérie de secteurs urbanisés, non seulement dans des secteurs devenus délicats à exploiter du fait de leur enclavement en zone urbaine mais également dans des secteurs plus traditionnellement agricoles. Des demandes d'urbanisation réparties sur le territoire agricole sont ainsi répétées auprès des services communaux.

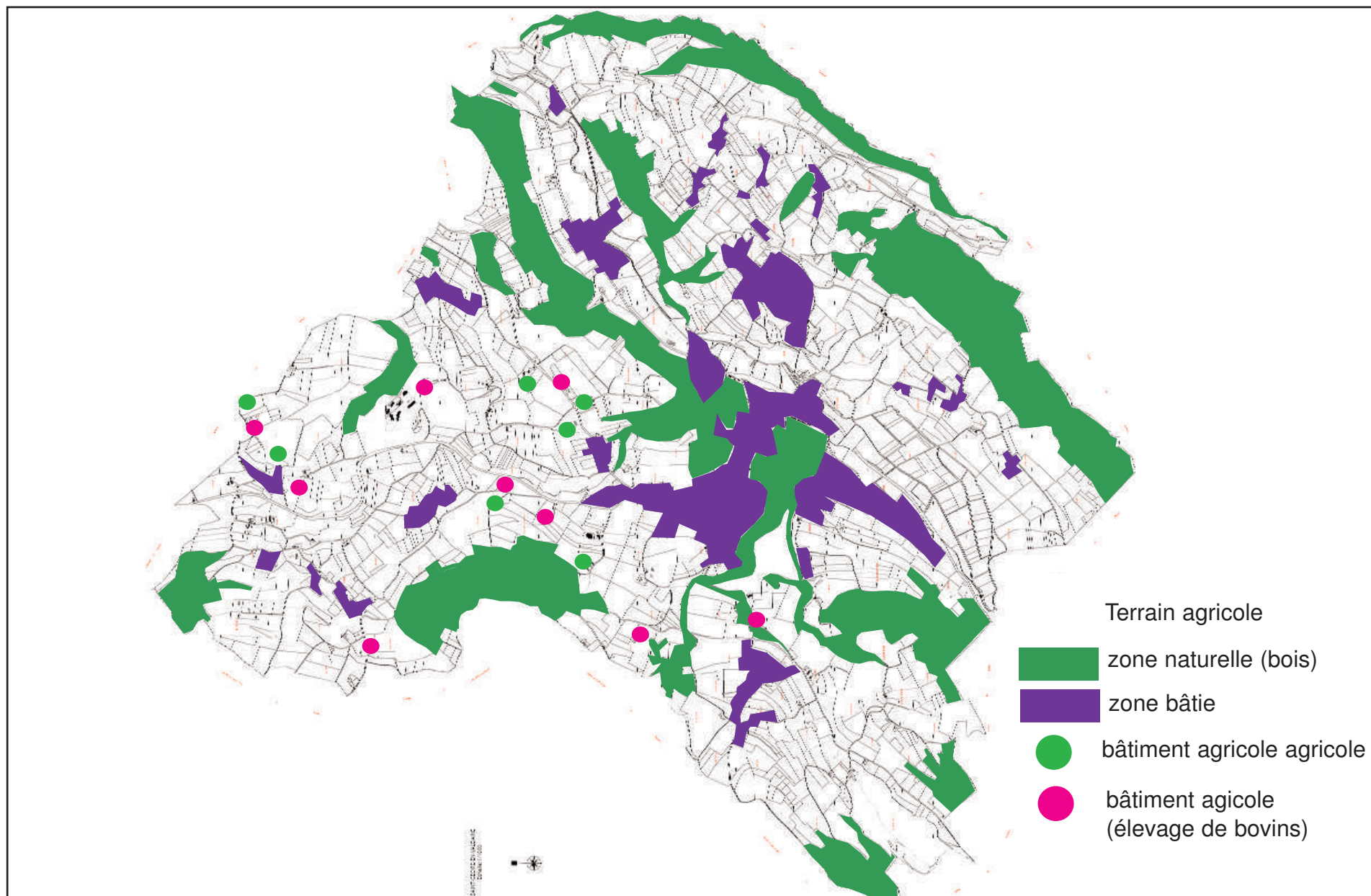
Nous sommes face à la problématique d'une commune au caractère rural encore fortement marqué mais en situation d'évolution avec une pression foncière en croissance constante sur les secteurs urbanisés ou propices à l'urbanisation. L'agriculture a un rôle important d'entretien de l'espace en plus de son activité économique de production.

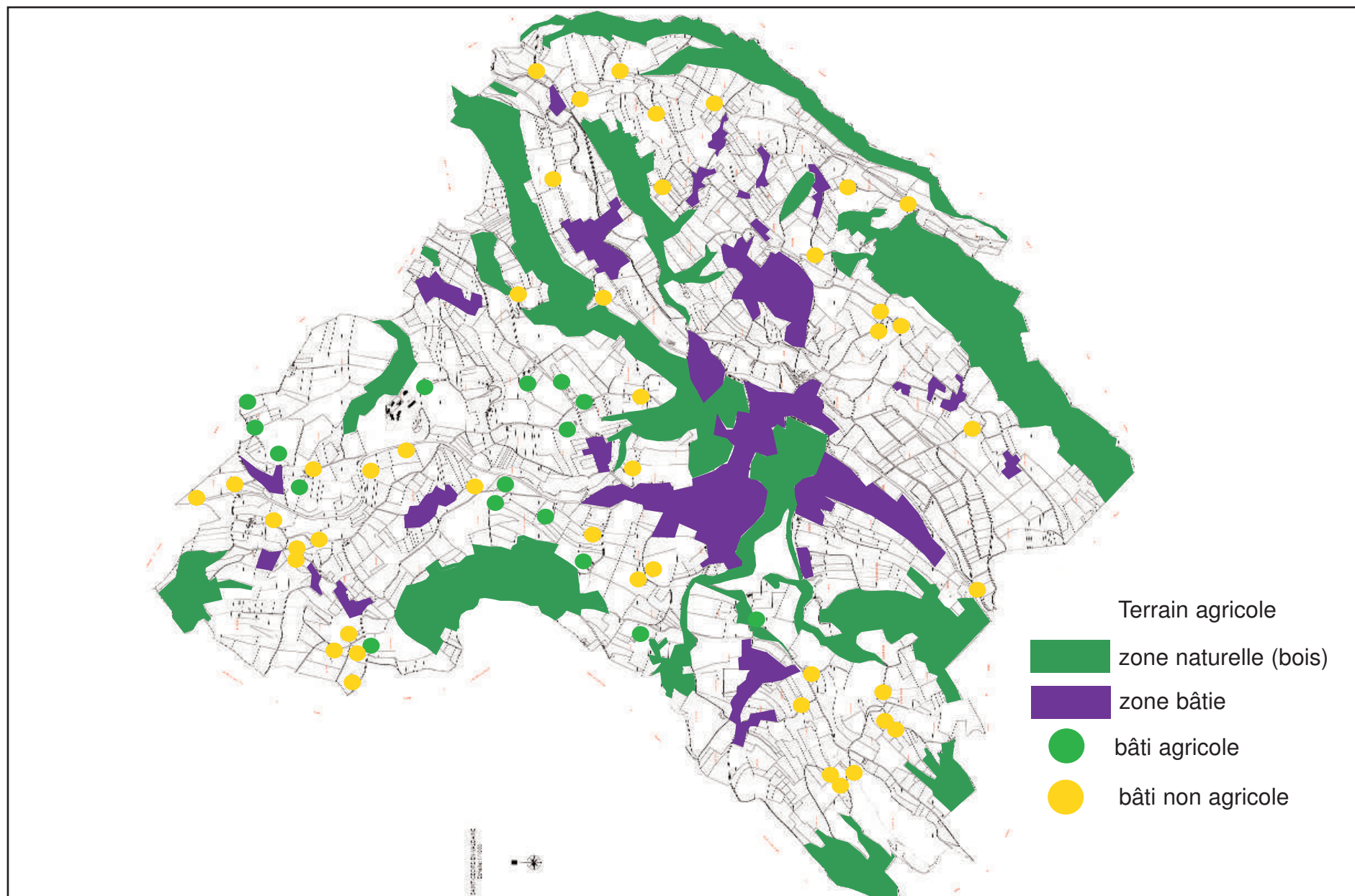
“ La charte agricole et forestière signée en 2000 par les communes du Pays Voironnais a pour principaux objectifs de développer une agriculture et une filière bois viables en jouant la carte de la qualité des produits, protéger et mettre en valeur un espace agricole et forestier de qualité, concilier le développement agricole et forestier, la protection du milieu naturel et la qualité” (*document d'appui du schéma de secteur*). Le schéma directeur identifie clairement les éléments du territoires à nature agricole à protéger.

Une réglementation des « semis est plantations d'essences forestières » a été mise en œuvre par arrêté préfectoral du 03/04/70.

Un remembrement intercommunal a été clos par arrêté préfectoral du 09/01/89 (66 ha concernés sur la commune).

Le PLU doit préserver les secteurs homogènes permettant une activité agricole fonctionnelle, préserver leur accessibilité et empêcher les possibilités de mitage urbain .





La commune de Saint Geoire en Valdaine bénéficie d'équipements ou services publics adaptés à sa taille et sa population tout en permettant par ce bon niveau d'équipement, notamment scolaires et dans le secteur de la santé, une marge de progression de la population communale.

La plupart des bâtiments abritant des équipements ont des possibilités d'extensions sur des supports communaux ou sur des tenements proches.

En revanche, la gendarmerie, aux locaux professionnels inadaptés ne peut être réhabilitée ou étendue sur son site d'implantation actuel. Un projet de nouvelle construction est à l'étude, la commune a proposé un site d'implantation dans le secteur de la Lambertièrre.

Le développement des activités socioéducatives et culturelles et les réponses apportées à l'évolution de la demande sont gérés dans le cadre communal et de l'intercommunalité.

Par ailleurs, La municipalité souhaite fermement le maintien de la poste et de la perception sur la commune

Administratif :

Mairie :

Hall, accueil, deux salles multifonctions, bureau administratif, salle du cadastre, toilettes, douche, salle des archives, un appartement communal occupé de façon saisonnière.

Salle de permanence et relais emploi (Quatre bureaux)

Bureau de maire, salle du conseil, bibliothèque

Observation : problème d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, le problème est résolu dans la pratique par la souplesse d'utilisation des locaux.

La localisation de la bibliothèque est inadaptée (pas d'accès mobilité réduite).

Problème de stationnement

Perception :

3 Bureaux, 1 Logement de fonction

Observation : problème d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite

Problème de stationnement

Poste :

Bureau, Un logement de fonction

Services techniques :

Ancien local des pompiers adapté à sa fonction actuelle.

Local Pompier :

Locaux neufs et adaptés

Une possibilité d'extension existe sur un tènement jouxtant la parcelle

Le centre de secours va "bénéficier" de la fermeture des petits centres voisins (Chirens...)

Gendarmerie :

Locaux professionnels plus aux normes.

Un projet de construction d'une nouvelle gendarmerie est à l'étude.

Cultuel

Eglise

Monument classé

Office mensuel, concert et pôle d'attraction touristique

L'église est fermée pour des raisons de sécurité (protection), il serait souhaitable de mettre en place une organisation permettant un accès plus facile pour les visiteurs. Problème de stationnement

Presbytère :

Bâtiment réhabilité en 2003

Logement du prêtre

Deux salles de catéchèse et une salle associative

Problème d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite concernant la salle

Cimetière :

Une extension est prévue ainsi qu'un colombarium.

Il y a des possibilités d'extensions sur des terrains communaux.

Scolaire

Ecole maternelle publique :

Nouvelle école : 4 classes extensible à 5 classes

Ancien locaux rendus au CG pour destruction, le terrain doit retrouver sa fonction d'origine de terrain sportif (tennis et basket)

Ecole primaire communale :

5 classes

Problème de stationnement et de circulation automobile (notamment bus) et piéton .Il est important de prévoir une liaison douce entre cet espace et les terrains de sport ainsi qu'avec le centre village.

Ecole primaire et maternelle privée :

Capacité d'accueil : 100 enfants

Collège et lycée : Pont de Beauvoisin, Chirens

Lycée d'enseignement privé professionnelle agricole et rural

Ramassage scolaire gratuit : conseil général

Socioculturelle

Hopital local :

en cours de réhabilitation

Centre médico-psychologique : permanence pour consultation externe

Foyer logement 3eme âge

géré par le CCAS

Centre de réinsertion et réadaptation sociale Cotagon

présence d'une exploitation agricole dans le cadre de son activité de réinsertion

Centre social : bureau au foyer logement

Foyer municipal (salle STU) : récemment rénové accueil de 400 personnes

Centre de loisirs en Valdaine

Bâtiment inadapté avec un problème d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Atelier syndical :

Bâtiment appartenant à la communauté d'agglomération du pays Voironnais (stockage de matériel)

Sportif loisir et Plein air :

Boulodrome : 16 pistes non couvertes, équipement conforme aux normes internationales.

Club de boule lyonnaise

2 Terrains de football : entraînement à la Combe et compétition à la Martinette

De nombreuses équipes de jeunes. Activité créant un réel lien social

Le terrain de la combe va bénéficier d'un éclairage.

Tennis club
Deux terrains
Un terrain doit être rénové.

Un terrain de basket couvert
La salle polyvalente connaît un taux d'utilisation maximum. Sa vocation multifonction entraîne des contraintes de gestion certaines. Une réflexion sur un projet d'équipement sportif intercommunal pourrait être lancée.

Piscine
Deux bassins ouverts deux mois par an

Parcours santé
Peu utilisé, une action d'information semble souhaitable

Saint Geoire en Valdaine bénéficie d'un tissu associatif très riche avec de nombreuses associations dynamiques. Les locaux mis à disposition par la mairie sont adaptés et suffisants

Situé en zone inondable et avec seulement 7 emplacements restant viables, le camping de 55 places a été fermé.
Suite aux réunions et contacts avec les services du RTM, la définition des projets pour pérenniser l'équipement ou l'adapter à une nouvelle demande (travaux de mise en sécurité par exemple et accueil de camping car et d'Habitations Légères de Loisirs)) est à l'étude.

Défense incendie

Des insuffisances dans le réseau de lutte contre l'incendie dans les secteurs excentrés ont été pointées lors de l'élaboration du PLU. La commune a lancé un programme de mise aux normes des hydrants et de mise en place de réservoirs pour progressivement réduire les insuffisances.

Déchets :

La communauté de communes du Pays Voironnais gère la collecte des ordures ménagères sur le territoire de la commune de Saint Geoire en Valdaine.

La collecte des (déchets ménagers et assimilés) et les collectes sélectives des déchets recyclables ou valorisables sont organisés par la CAPV qui fournit aux usagers les bacs de tri alimentaires ; emballages et papiers.

Pour les verres (colore et incolore) des bacs sont mis à la disposition des habitants en plusieurs points de la commune.

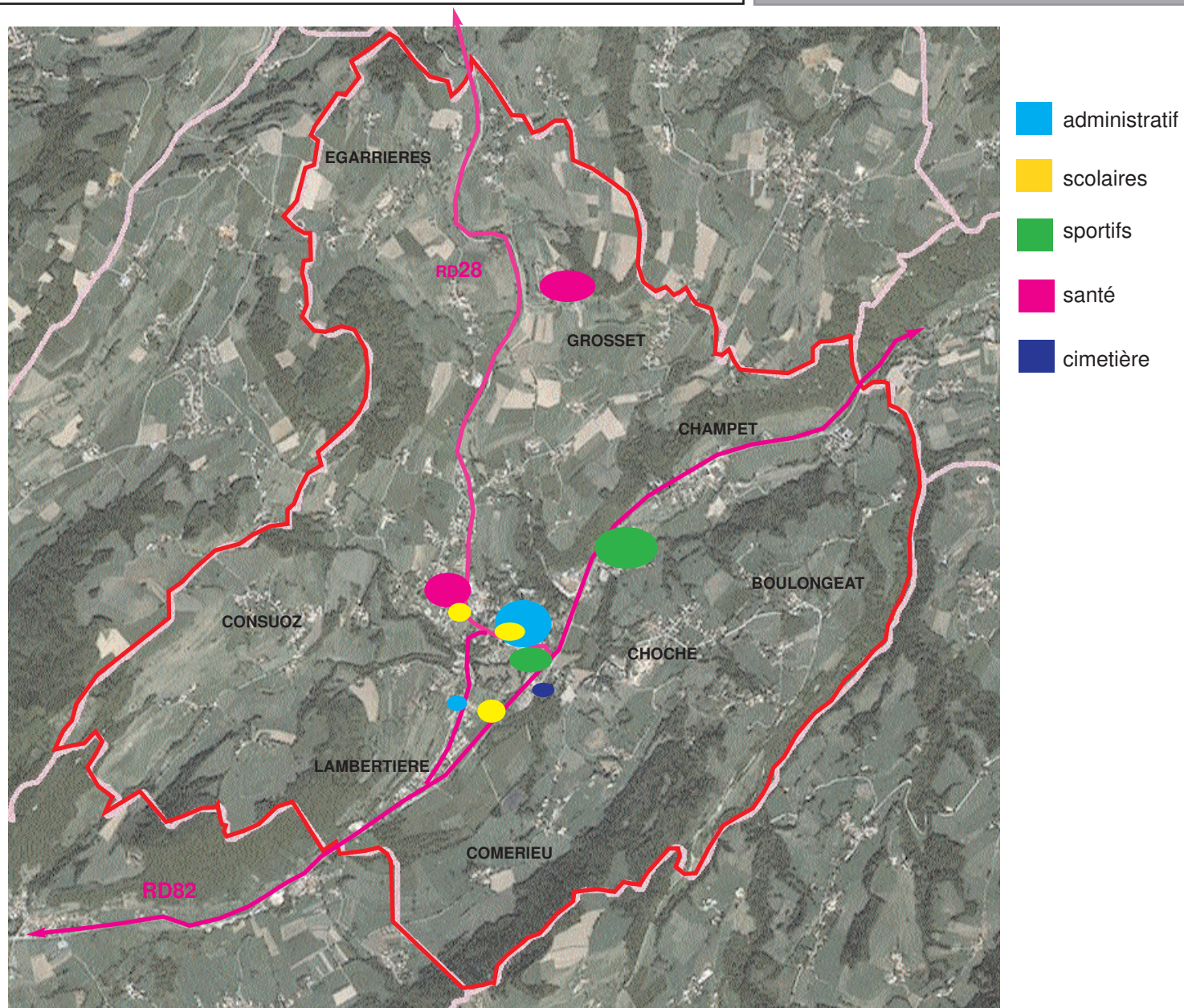
Des déchèteries pour l'apport d'encombrants sont accessibles aux habitants qui disposent d'information sur des lieux et horaires d'ouverture. La plus proche étant la déchèterie de Montferrat.

La commune, et plus globalement le secteur Saint geoire en Valdaine, Voissant, Saint Bueil et Merlas, est éloignée des équipements publics de gestion des déchets comme l'a constaté le service collecte et déchèterie.

La mise en place d'une réserve foncière pour une réalisation à moyen ou long terme sur le territoire communal d'un centre de dépôt de déchets verts a reçu l'aval des services concernés.

EDF :

Le réseau global est satisfaisant.



Deux routes départementales traversent la commune : les RD 82 et RD 28. Ces deux voies sont les axes de transit principaux et connaissent des pics de trafic journalier liés aux navettes emploi/habitat.

La commune compte par ailleurs 28,440 Km de voirie communale, 5,526 Km de chemins ruraux goudronnés.

Une majorité des actifs travaillent au dehors de la commune, un chiffre important qui induit de nombreux déplacements liés au rythme de travail.

Le réseau de voirie communal est bien entretenu et dessert de manière correcte les hameaux excentrés. Toutefois le profil et l'étroitesse des voies d'accès grève le développement urbain de ces secteurs.

la commune est sillonnée de nombreux chemins et sentiers de randonnées pédestres, équestres ou VTT qui tirent partie au mieux du cadre paysager de grande qualité.

Stationnement public :

Le stationnement est maîtrisé mais présente parfois un visage envahissant dans des endroits pourtant stratégiques en terme d'image ou d'usage.

La commune dispose d'un équipement en parcs de stationnement insuffisant au regard des besoins. De nombreux équipements manquent de stationnements. Un programme de définition des besoins est en cours et des localisations de futurs parcs ont été proposées.

La voie publique présente un aspect homogène, dans sa nature et son traitement, dans l'ensemble des secteurs urbains. Le mobilier urbain plus présent et uniformisé participe à la naissance d'une image urbaine solide et cohérente.

Cet élément participe de la nature liée des différentes sections urbaines de saint Geoire en Valdaine et à la création de cheminements et de parcours induits.

Une réflexion sur les problèmes de circulation piétonne favorisant la fonctionnalité a été menée et traduite par la réalisation ou la programmation d'aménagements adaptés (notamment avec la réalisation de la liaison église:bas du village).

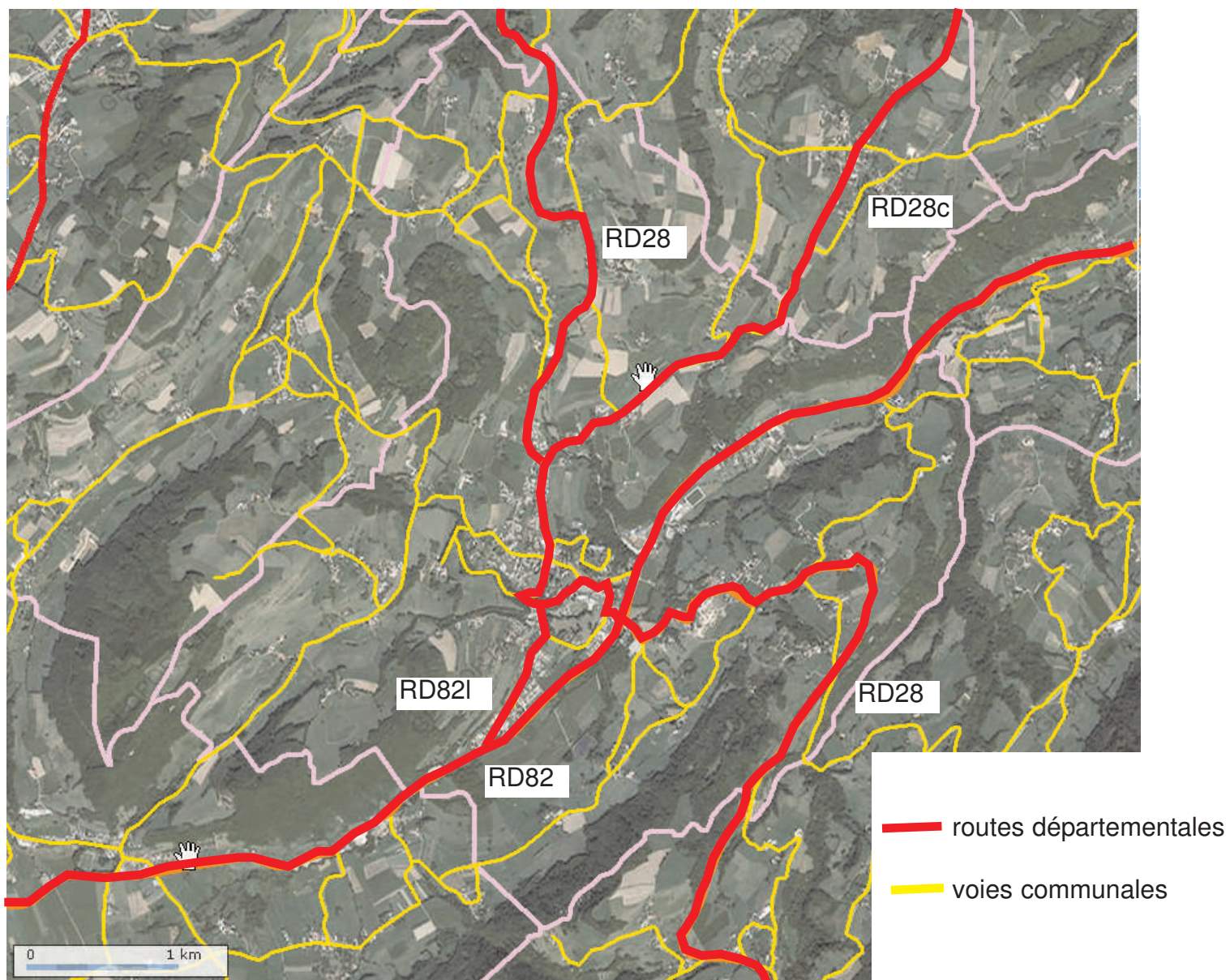
La création, l'aménagement ou la requalification d'espaces et cheminements doit permettre d'utiliser les potentiels de circulation, d'attrait résidentiel et de liaison entre les anciens et nouveaux quartiers.

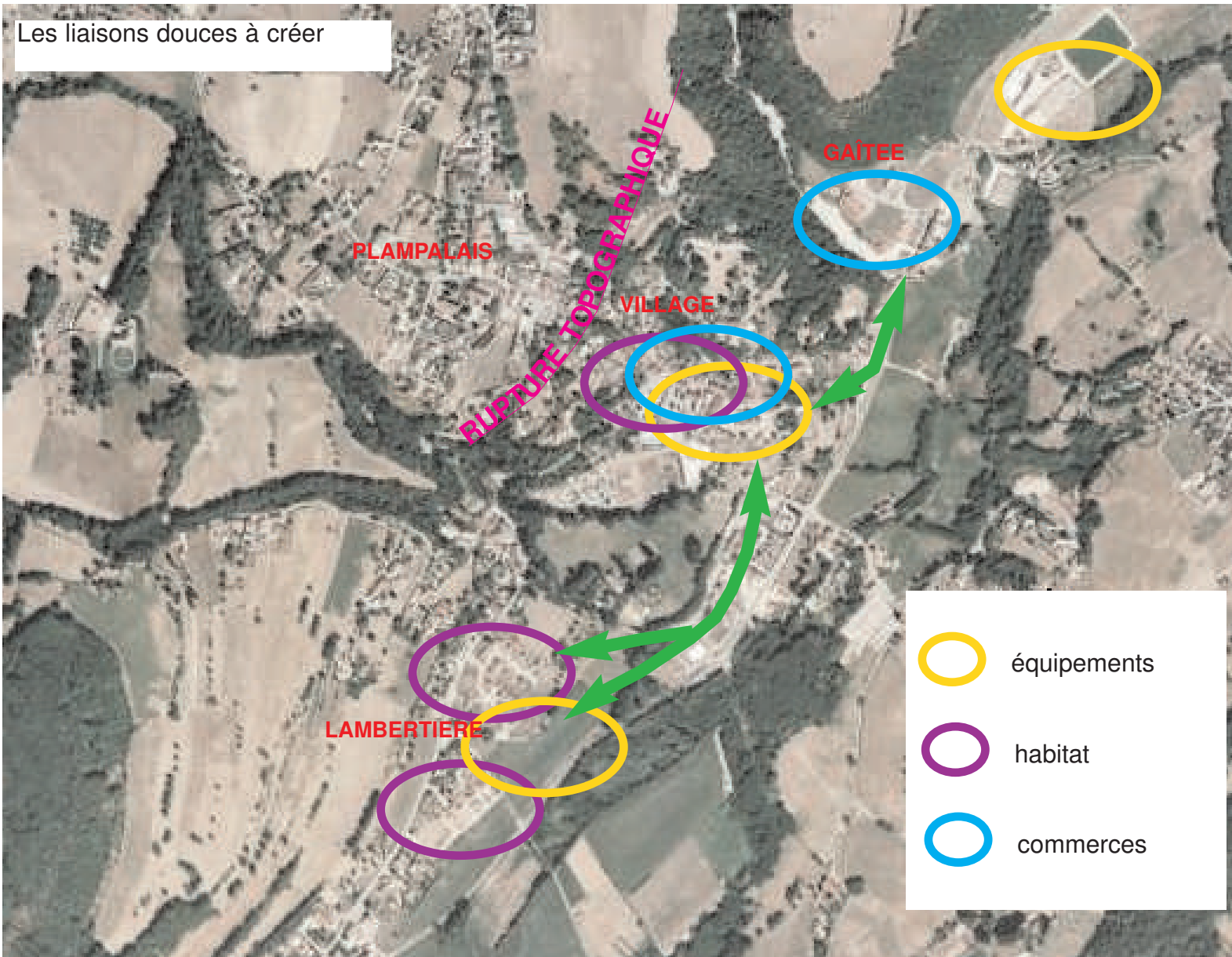
Des circulations piétonnes sont à créer entre les différents secteurs d'habitat et d'équipements du bourg.

Plusieurs chemins parsèment les franges et périphéries du village et des hameaux.

Voies d'accès aux habitations excentrées et aux nombreux jardins entourant le bâti, ils sont autant de respirations champêtres par les vues paysagères qu'ils offrent.

Leur entretien et leur valorisation semblent un bon moyen pour offrir une palette d'ambiances et de parcours variés aux visiteurs et habitants, renforçant ainsi l'attrait de la promenade dans le village et créant des possibilités de liaisons douces fonctionnelles.





Les enjeux du développement de Saint Geoire en Valdaine.

L'identité et l'attractivité du territoire communal reposent sur la présence d'une double richesse :

- des éléments naturels, agricoles, patrimoniaux et paysagers de grande qualité,
- des caractéristiques et des fonctions urbaines résidentielles et économiques favorables.

L'objectif du développement de Saint Geoire est de pérenniser ces atouts qui peuvent paraître contradictoires : la préservation et la protection des premiers " contre " le dynamisme et le développement des seconds.

Dans les prochaines années, ces espaces, et surtout les espaces agricoles, pourraient être très largement "consommés" par le développement urbain avec notamment l'impact de la pression foncière et urbaine.

Les conséquences seraient :

- Une consommation importante de l'espace ;
- La banalisation des formes urbaines (déjà amorcée) ;
- L'augmentation des charges pour la collectivité ;
- L'évolution aggravée vers le statut de ville " dortoir ".

Cette forme de développement n'est pas soutenable à long terme et il est nécessaire, pour l'éviter, d'en anticiper les conditions et le rythme, dans la logique du développement durable et avec des objectifs visant à rassembler les conditions favorables pour un essor équilibré de la commune :

La préservation et la mise en valeur des caractéristiques naturelles, patrimoniales, agricoles et paysagères, sont des priorités qui doivent s'inscrire dans un projet urbain à long terme. Cette préservation ne doit pas empêcher une croissance de l'économie et de l'habitat tout en évitant une évolution vers un statut de secteur dortoir pour les agglomérations voisines.

En effet, Si Saint Geoire n'a jamais été une commune aussi peuplée et urbanisée, son identité de village offrant à ses habitants une haute qualité de vie est aujourd'hui menacé de " dérive résidentielle ", avec une population qui ne " vivrait " pas sur la commune mais seulement y " logerait ".

Saint Geoire dispose, à long terme, d'un potentiel de développement notable. S'il n'est pas arrêté, la poursuite de l'étalement urbain risque d'entraîner la perte de son identité et un déséquilibre entre la capacité des équipements et le nombre d'habitants.

Afin de rester un véritable pôle, l'évolution de la commune doit donc viser :

- la promotion d'un développement organisé,
- la préservation des équilibres qui constituent l'identité de la commune,
- le développement de l'attractivité et la maîtrise de la croissance démographique.

Pour maîtriser le développement de la commune et de sa population, en cohérence avec le développement économique de la région, les objectifs urbanistiques doivent intégrer la nécessité d'anticiper les évolutions à venir, avec pour objectif de penser aux générations futures en économisant et valorisant les ressources et le fonctionnement des écosystèmes existants.

Les objectifs du Plan Local d'Urbanisme s'articulent ainsi autour des axes suivants :

A) Développer et valoriser le bourg en diversifiant les structures d'accueil pour l'habitat :

- En ménageant l'extension du bourg sur des tènements bien placés en termes d'organisation urbaine, et respectant les lignes de forces du paysage urbain et naturel.
- Les coupures paysagères entre les différents secteurs et quartiers du bourg sont à préserver. L'un des objectifs principaux du PLU est une "reconquête" de la fonction de pôle principal par le bourg centre avec pour conséquence une limitation sensible de la dilution du bâti dans les secteurs périphériques et de la croissance des hameaux.
- En diversifiant la nature des opérations pour répondre aux évolutions prévisibles des besoins de la population.
- En favorisant le locatif et en respectant les principes de la mixité sociale dans un but de renouvellement de la population, de maintien des équipements publics et de première réponse à un besoin sociologique d'habitat pour les revenus faibles.
- Dans ce cadre la commune poursuivra la réalisation de projets existants comme la réhabilitation de bâtiments pour du logement locatif aidés mais affirme également une volonté claire pour les secteurs de future urbanisation.
- En favorisant une organisation spatiale résidentielle et la greffe des extensions sur le bourg. L'objectif principal est de parvenir à une continuité du tissu urbain, à une optimisation de l'utilisation des sols pour éviter toute consommation excessive de surface, source de surcoût d'équipement du territoire.
- Pour atteindre ce dernier objectif, la densité urbaine sera privilégiée (notamment par le recours au logement collectif) par rapport à l'habitat pavillonnaire diffus et à la surconsommation de surface induite par ce type d'urbanisation.

B) Maîtriser l'organisation spatiale du développement urbain

- Valoriser le centre bourg en s'appuyant sur le patrimoine de Saint Geoire pour optimiser les potentiels de développement liés au caractère attractif de la commune. La recherche d'économie d'espace pour toute opération d'aménagement nécessite d'appréhender les secteurs d'urbanisation future selon une logique globale et non à la parcelle.
Le PLU souhaite, dans cette logique, densifier les parties les mieux équipées et les mieux desservies. Cela concerne notamment toute la partie centrale de la commune qui est appelée à accueillir la majeure partie des nouveaux logements.
- En intégrant les implications de la dynamique du couple habitat/emploi en particulier dans le volet transport déplacement et sécurité.
- Dans un but de protection des zones de richesses agricoles, en prenant en compte la problématique de cohabitation entre les résidents non agriculteurs et les agriculteurs.
- Dans un but de réduction des coûts de viabilité.
- En intégrant la particularité de certains sites d'habitat diffus.
- En intégrant la réhabilitation du bâti rural de valeur architecturale identifiée
- En intégrant des prescriptions architecturales traduites dans les dispositions réglementaires.

C) Maintenir et permettre le développement des activités présentes et ménager l'accueil de nouvelles activités afin de préserver un véritable pôle d'emplois sur la commune

- Assurer l'unité et la protection des zones agricoles en préservant des zones homogènes pour stopper le mitage de l'espace agricole par l'urbanisation
Des réunions de travail et un processus de concertation avec les agriculteurs de la commune ont été menés pour cerner au mieux les contraintes pesant sur la profession et délimiter avec précision le territoire agricole de la commune.
- Protéger les sièges et bâtiments d'exploitations agricoles du développement Urbain par des objectifs communaux prenant en compte la problématique de cohabitation entre les résidents non agriculteurs et les agriculteurs.

- Maintien et valorisation des activités économiques présentes sur la commune
- Redynamiser le commerce de proximité présent à Saint Geoire, notamment par la protection des locaux commerciaux en centre bourg dans le cadre du règlement, Le PLU prend en compte le dynamisme et le maintien des commerces en centre bourg. Le commerce de proximité est facteur de cohésion sociale. La politique municipale et les opérations d'aménagement envisagées participeront au maintien des commerces. La revitalisation du centre, grâce aux travaux réalisés et projetés, son animation régulière et la mise en oeuvre d'un plan de stationnement cohérent, devront permettre de valoriser l'offre commerciale diversifiée et de qualité de ce secteur historique.
- Permettre une variété de type de commerces offerts aux habitants avec d'une part, les commerces du centre bourg protégés et valorisés et d'autre part, les commerces de la zone commerciales de la Gaîeté ; le tout relié par la création d'une liaison piétonne
- Intégrer les orientations économiques de l'intercommunalité tout en conservant un volet d'initiative communale. Dans ce but, une réserve foncière sera inscrite au PLU pour permettre l'accueil d'artisanat de petite taille, ce qui permettra de répondre à une demande identifiée et de fixer de l'emploi sur le secteur.
- intégrer et développer une offre de tourisme culturel et de tourisme vert ; par la mutation du camping municipal en une structure d'accueil et de détente touristique intégrant la création d'une aire d'accueil pour camping-cars et l'installation d'habitation légères de loisir ;
- les dispositions réglementaires des zones urbanisables prévoient la possibilité d'installation de nouveaux professionnels et le développement des activités existantes (possibilité d'utilisation et d'occupation du sol par des activités non nuisantes en secteur d'habitat).

D) Développer et adapter les équipements

- Les hypothèses de développement urbain sont proposées dans le cadre du maintien de la qualité et de la préservation des équipements existants, notamment scolaires. Cet objectif qui intègre les réalités et potentiels de l'intercommu-

nalité n'empêche pas les projets nouveaux. Ainsi un emplacement réservé est maintenu pour la réalisation d'équipements socio-éducatifs et un emplacement réservé sera créé pour le déplacement de la gendarmerie

- Le projet de réhabilitation de l'hôpital est intégré dans le PLU. Le règlement est adapté et établi en concertation avec les acteurs concernés.

- L'utilisation des réserves foncières communales pour le développement des équipements publics est privilégiée.

E) Aménager les circulations :

- les aménagements dans le bourg concernant la circulation et les stationnements, sur la base des études déjà réalisées, se poursuivront.
- l'organisation de lieux de rencontre (places, placettes) dans les espaces de future urbanisation est prévue par les orientations d'aménagements.
- la création de de liaisons douces et de cheminements piéton et cyclistes est prévue pour relier les différents quartier d'habitat et les équipements par la mise en place d'emplacements réservés.
- Les hameaux et groupes d'habitations mal desservis voient leur développement stoppé.

E) Protéger les paysages et les équilibres écologiques

- protéger au titre de leur intérêt pour le patrimoine de Saint Geoire
 - les noyaux des hameaux, les uns ayant conservé leur structure originelle, les autres présentant des ensembles traditionnels homogènes ;
 - les ensembles urbains remarquables, dont certains sont liés à l'histoire industrielle (Champet) ;
 - les ensembles associant éléments de patrimoine architectural et cadre paysager remarquable (bourg, Château, Bâtiments patrimoniaux identifiés)
- préserver des ensembles paysagers forts et identitaires et des cônes de vision caractéristiques à travers la délimitation des zones de protection des espaces naturels comme éléments d'intérêt écologique et paysager.

- Valoriser les entrées du village par le maintien des éléments paysagers structurants (zones et coupures vertes) qui posent des repères d'accueil et marquant des séquences claires de pénétration dans l'espace urbain.
- Prendre en compte les éléments du patrimoine bâti et leur environnement de manière à ne pas dégrader la qualité paysagère des sites concernés. Prévoir des dispositifs réglementaires régissant l'aspect extérieur des constructions pour assurer la sauvegarde du paysage urbain du bourg et des hameaux.
- Protéger les espaces d'intérêt écologique majeur par la prise en compte des périmètres ZNIEFF et Natura 2000 dans un classement les protégeant (zone N stricte ou A spécifique).
- Préserver les zones humides.
- La prévention des risques naturels est un objectif majeur du PLU. Les prescriptions et recommandations de la carte des aléas servent de base aux possibilités d'utilisation des sols.

Perspectives démographiques :

L'hypothèse retenue pour l'évolution démographique de Saint Geoire est de maintenir le dynamisme local tout en maîtrisant sa croissance par rapport aux années 1999 à 2006 où le rythme annuel de croissance a été de 2%.

Le choix de la commune est de réguler sa croissance démographique, en intégrant les contraintes de son territoire en termes d'équipements, pour un gain d'environ 480 habitants supplémentaires à l'horizon 2030 soit un rythme annuel de l'ordre de 1%.

Calculé sur la base d'un foyer de 2,2 membres qui correspond aux prévisions de l'INSEE sur le secteur, le besoin en logement serait donc de l'ordre de 205 logements à l'horizon 2030.

Cette hypothèse de développement permet d'envisager un besoin en superficie approximatif de 10Ha pour les vingt années à venir. Cette surface étant établie sur une base de 205 lots de 500 m² (surface moyenne entre l'habitat collectif et individuel, incluant les voiries et espaces communs, sur le modèle des dernières opérations sur le secteur et les recommandations du Schéma Directeur).

Le secteur urbain central :

L'affirmation du pôle du bourg passe par le renforcement de son espace urbain central, cela se traduit en termes :

- d'habitat (type de logements(locatifs, accession), formes urbaines) ;
- d'espaces publics (places, priorité aux piétons, espaces verts...) ;
- d'équipements publics ;
- d'accueil et de préservation des activités.

La préservation de l'identité de Saint Geoire en Valdaine nécessite une protection et mise en valeur du patrimoine bâti, paysager et naturel, notamment le maintien des coupures vertes existante et structurante du paysage. L'espace urbain doit être accessible, en terme résidentiel mais aussi de déplacements. Le bourg a vocation à accueillir la majeure partie du développement des prochaines années, basé sur le développement résidentiel. Des liaisons doivent être créées ou aménagées entre les quartiers avec pour objectif de rapprocher les équipements des zones d'habitat et d'encourager la circulations douces.

Les zones d'activité économique:

Le risque de devenir un "village-dortoir" est une préoccupation concrète de la commune qui a choisi de développer l'emprise des zones d'activité du territoire communal dans le secteur de Champet afin de dynamiser le secteur emploi et de répondre à la demande d'évolution des artisans qui ne souhaitent pas se délocaliser. Une extension de la zone Ue à Champet est ainsi prévue et répond à des demandes d'installation d'entreprises identifiées par la commune et dont les employés sont résidents à Saint Geoire. Le maintien de ces structures sur la commune participe à la lutte contre l'aggravation des liaisons pendulaires habitat/emploi.

Les hameaux "périphériques"

La préservation et la mise en valeur du cadre de vie nécessitent :

- d'assurer le maintien des espaces ouverts ;
- de protéger les espaces naturels ;
- de maîtriser l'urbanisation et de favoriser les constructions en densification de l'existant .

La prise en compte des conséquences de l'étalement urbain en termes d'assainissement, de déplacements, d'imperméabilisation des sols, de préservation, des équilibres de fonctionnement du territoire agricole, est incontournable

Le développement urbain doit donc être stoppé dans les secteurs à dominante agricole et dans les secteurs excentrés présentant des contraintes d'équipe-

ments inappropriées.

Il est important de contenir et de limiter l'urbanisation des hameaux excentrés.

Le secteur agricole

Il apparaît essentiel de préserver et de conforter les secteurs à dominante agricole de la commune en établissant un classement agricole en zone A des terrains concernés et en garantissant les accès aux parcelles. Ainsi, il est nécessaire de stopper l'urbanisation actuelle des hameaux périphériques et surtout leur étalement. Leur confortation par l'urbanisation des dents creuses et des parcelles enclavées est en revanche sans conséquence dommageable pour l'agriculture dans les secteurs de Choché et du Grosset .

Cet enjeu concerne à la fois la pérennité de l'agriculture dans les espaces identifiés et homogènes mais participe aussi à la protection des paysages spécifiques environnant le bâti et plus largement à la défense de l'environnement, avec le maintien des éléments végétaux.

Par ailleurs, cette protection d'un espace agricole homogène ne doit pas empêcher les projets de développement d'intérêt communaux comme l'extension de la zone d'activités économiques à Champet.

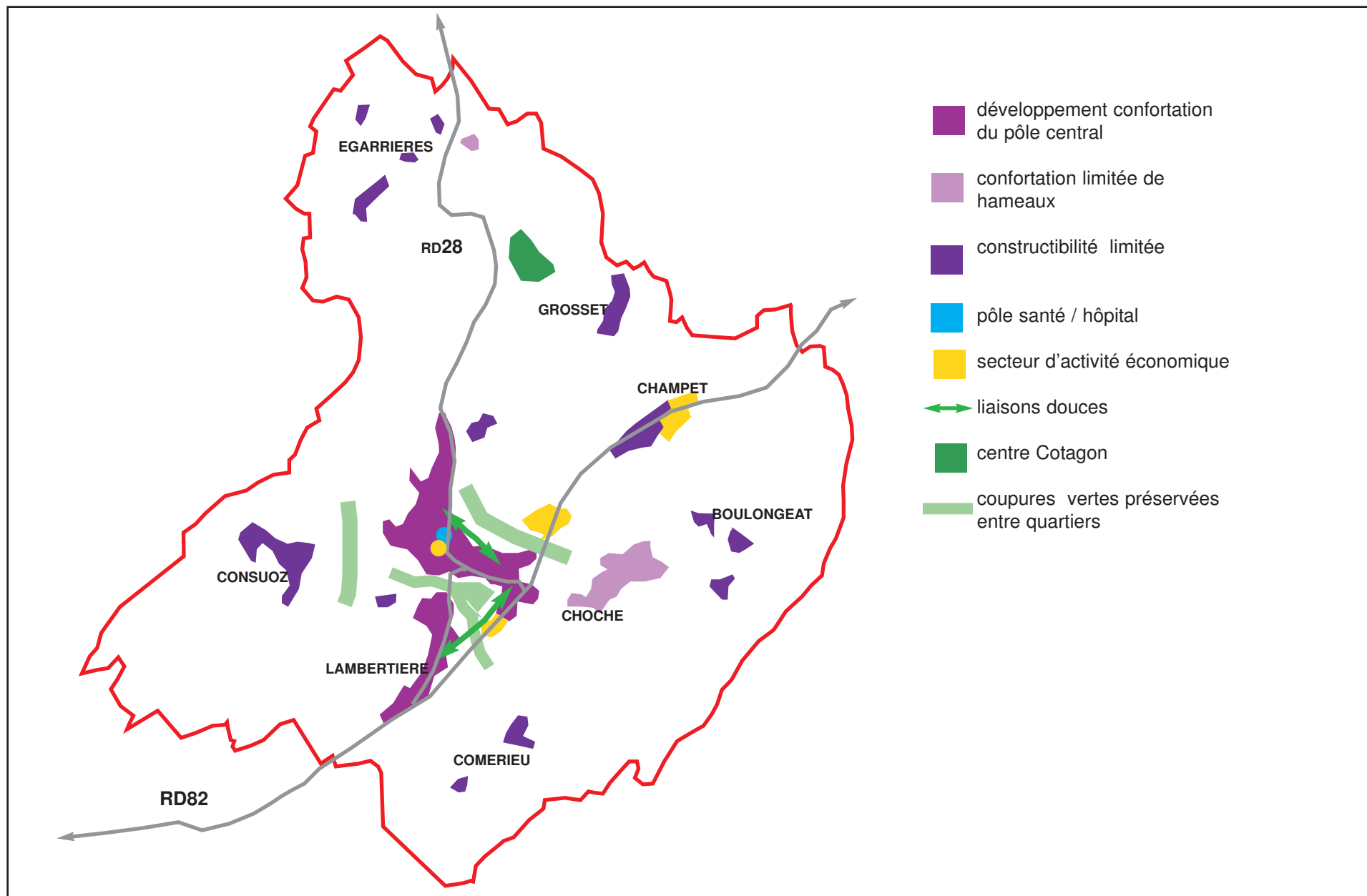
Le Paysage et le patrimoine

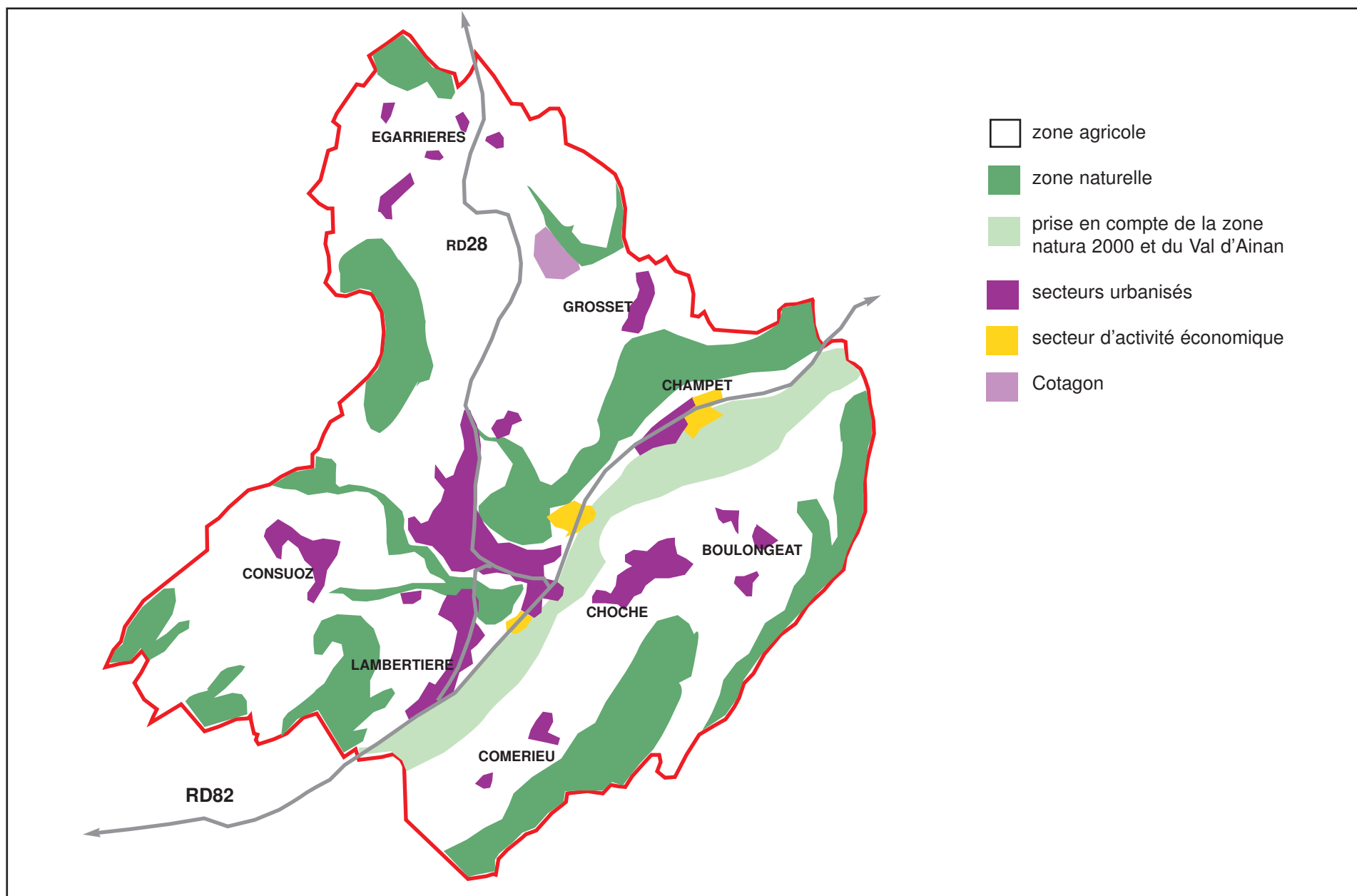
Gages de l'attractivité résidentielle et touristique de la commune, éléments déterminants de son identité urbaine, les grands ensembles paysagers sont à préserver de l'impact négatif de l'urbanisation. leur classement en zone N, les protège de l'urbanisation.

Les Châteaux et demeures remarquables et/ou classés font l'objet d'un classement spécifique en zone Nht n'autorisant que la gestion et l'entretien de ces bâtiments et de leurs annexes. Les paramètres de covisibilité avec les monuments classés sont intégrés notamment par la protection du coteau de Cormérieu et Boulangeat d'un développement de l'urbanisation.

Compatibilité avec le document de gestion de l'espace agricole et forestier de l'Isère

Le parti urbanistique prend en compte ce document approuvé par arrêté préfectoral du 28/01/2004.





Les dispositions réglementaires du Plan Local d'Urbanisme de Saint Geoire en Valdaine ont été élaborées pour répondre aux objectifs d'urbanisme que la ville s'est fixée, dans son projet urbain, tel qu'il est présenté dans le document intitulé « Projet d'aménagement et de développement durable » et dont les orientations sont justifiées au chapitre précédent du présent document. Les choix réglementaires retenus dans le PLU s'appuient, par conséquent, sur les orientations fondamentales déjà cités.

L'objectif visé dans la définition des zones du PLU a été la lisibilité des intentions urbaines municipales à travers un zonage cohérent, la prise en compte des risques naturels et des enjeux environnementaux.

C'est pourquoi, le document graphique du PLU remodèle l'ensemble du territoire, prévoit 5 zones urbanisées : Ua, Ub, Ud, Uh, Ue ; une zone d'urbanisation future (AU) et une zone d'urbanisation future indicée (AUa) ; une zone naturelle (N) et une zone agricole (A).

Ainsi, entre autres, les 3 zones : UA (zone mixte d'habitat du centre bourg), UB (regroupant de l'habitation collective et individuelle et des activités diverses des extensions du bourg) et UI (regroupant les activités économiques) ont leur périmètres revu avec une zone urbaine mixte Ua et Ub dont un secteur avec orientation d'aménagement dans le secteur de la Lambertièrre. Une zone Uh correspondant à l'emprise foncière de l'hôpital et du foyer personnes âgées mais également l'emprise foncière bâtie de Cotagon à été créée (ces zones étaient classées en UB et UBi au POS).

Une zone Ud d'équipements publics et collectifs est créée et reprend le périmètre de l'ancienne zone NDi en le réduisant au profit des terrains agricoles voisins et en prenant en compte les risques naturels. Un secteur Ud est également créé sur le site de la future implantation de la gendarmerie.

La zone UI d'activité économique du POS est remplacée par une zone Ue. La zone UI du POS dans le secteur de la Lambertièrre, inadaptée du fait du voisinage immédiat des lotissements qui ont été construits depuis est transformée en zone Ub d'habitat mixte et Ud équipement avec son périmètre intégrant les contraintes de risques.

Deux secteurs, reliquats des anciennes zones Uba (Choché) ou extension du village sur du ND (Saint Paul), ont été retenus comme secteurs de future urbanisation indicés avec la mise en place d'orientation d'aménagement (zone AUa).

Enfin, un secteur de Choché et de Roulet impliquant la réalisation d'un raccordement au dispositif d'assainissement collectif et une étude plus fine ont été classés en zone AU (zone UBa au POS). Le projet urbain et les règles seront définies ultérieurement.

La zone Ue remplace la zone UBi et NAI du POS, Cette zone est à vocation d'activité économique, commerciale, artisanale et tertiaire.

Le secteur Ui de la Lambertièrre est supprimé au profit d'une zone Ub comme précisé précédemment, car à proximité immédiate d'un secteur d'habitat récent. Le périmètre des autres secteurs d'activités économiques au POS sont conservés à Plampalais, Bigallet, et la Gaieté. Ces derniers secteurs ne présentant des possibilités d'installation réduites, le secteur de Champet voit son périmètre agrandi au nord de la route départementale par un secteur AU afin de préserver des possibilités d'implantation d'artisans sur le territoire communal. Il est également adapté aux contraintes de risques naturels. A Champet, le secteur d'activité économique englobe les bâtiments industriels en cours de réhabilitation pour des entreprises et exclut donc toute réhabilitation à vocation d'habitat afin de ne pas créer des conflits d'usage par des occupations des sols dont la cohabitation n'est pas pertinente.

Les principales évolutions :

L'évolution significative du zonage du POS concerne le regroupement des zones urbaines dans le secteur central du bourg en zone Ua et Ub, la création de zones spécifiquement dévolues aux équipements collectifs (Ud) ou médico et médico-sociaux (Uh) et la limitation de cette zone urbaine aux secteurs équipés.

La 2ème évolution significative concerne la disparition des zones NB du POS, zones naturelles de construction nouvelle. Ces zones, conformément à leurs conditions d'équipement, de situation vis à vis de la carte des aléas, d'éloignement par rapport aux équipements collectifs et d'impact sur les milieux environnementaux ont vu leur périmètre réduit aux habitations existantes et ont été classées en zones Ne où la constructibilité est fortement limitée et Nh où seule l'extension limitée du bâti est autorisée.

La 3ème évolution significative concerne la création en zone A agricole d'un sous secteur As de prise en compte des enjeux environnementaux identifiés (ZNIEFF de type 1, Natura 2000, zones humides, zone d'alimentation des tourbières) où toute construction est interdite, pour permettre une protection efficace de ces éléments.

Les documents graphiques et les dispositions réglementaires régissant chacune des zones ont été élaborés à partir des orientations retenues et approuvées par la municipalité.

L'argumentation générale et la justification des dispositions retenues sont explicitées ci-après.

Le secteur urbain Ua :

Le secteur Ua, correspond au tissu urbain central ancien, bâti en ordre continu ou semi-continu, dans lequel la capacité des équipements permet la réalisation de constructions nouvelles. La vocation principale de ce secteur est l'habitat, mais les activités de commerce, des bureaux et des petites activités artisanales sont autorisées dès lors qu'elles ne génèrent pas de nuisances pour l'habitat. C'est la zone par excellence de mixité urbaine.

Il couvre le centre du village de Saint Geoire en Valdaine, plus précisément la partie la plus ancienne et ses extensions immédiates. Il concerne donc des zones agglomérées denses.

Les constructions sont implantées de part et d'autre des voiries, avec un bâti ancien et caractérisé par des volumes importants ainsi qu'un aspect traditionnel et de constructions plus récentes de type pavillonnaire. L'objectif retenu est de conserver l'homogénéité de ce tissu urbain dense offrant l'image d'une réelle composition urbaine, contrastant avec celle des quartiers limitrophes où la discontinuité est la règle.

Les sous-secteurs Uab1, Uab2, Uab4 et Uaa sont affectés par des risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. Ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et les plans de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, le raccordement au réseau public d'assainissement est imposé (article Ua4).
- la hauteur maximum autorisée permet une densification du tissu urbain en respectant la hauteur moyenne des bâtiments existants, une hauteur maximale de 9m à l'égout de toiture ainsi choisie (article Ua10).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du village (article Ua11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (article Ua13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article Ua4).
- L'implantation des constructions par rapport aux voies, aux limites séparatives et aux constructions les unes par rapport aux autres, participe très largement à la définition de la forme urbaine, la lisibilité des espaces non accessibles et la perception des espaces non visibles. Les implantations sont autorisées, pour l'ensemble de la zone, soit à l'alignement soit en retrait des voies, et soit sur les limites séparatives, soit en retrait de ces limites. Que ce soit pour les implantations par rapport aux voies ou bien par rapport aux limites séparatives, lorsque l'implantation en retrait est envisagée, celle-ci correspond aux reculs déjà existants plus ou moins élevés de la zone soit un rapport de la hauteur du bâtiment projeté; ce qui permet de conserver une harmonie des ensembles bâtis. Lorsque les constructions sont implantées en retrait par rapport aux limites séparatives, elles doivent respecter une distance variable en fonction de la hauteur du bâtiment. Ces dispositions ont pour finalité de préserver l'ensoleillement convenable des pièces principales (Articles Ua6, Ua7 et Ua8).

- Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols, la fixation d'un COS est facultative (cf. article L.123-1, 13°). Le PLU de Saint Geoire en Valdaine conserve des plafonds de COS pour traduire les orientations d'urbanisme retenues par le PADD, les possibilités constructives ont été maintenues à des niveaux forts en zone d'habitat individuel Ua qui se voit fixer un C.O.S de 1. Il n'a pas été fixé de C.E.S..

Pour les exigences la protection du commerce de proximité :

- le changement de destination des rez de chaussée commerciaux est interdite dans un secteur identifié par une trame au document graphique. Ce secteur cor-

respond à la partie de la grande rue où sont implantés des commerces actuellement (article Ua1)

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes (article Ua3).

Pour la cohabitation harmonieuse entre les constructions à usage d'habitation et celles liées à l'activité économique et dans le but de favoriser l'accueil d'activités sur la commune.

- Seules sont admises les activités économiques sous réserve qu'elles ne relèvent pas de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (soumis au régime d'autorisation) afin de limiter les nuisances dans ce secteur d'habitat. Ainsi, les activités professionnelles commerciales et artisanales sont autorisées dans la mesure où leur pratique est compatible avec la vocation générale de la zone. Elles peuvent contribuer à offrir une mixité d'usage, source d'animation, évitant la constitution de secteurs urbains "dortoirs".

Article 15 du règlement : Dépassement du COS : Les possibilités de dépasser le COS ont été supprimées par la loi SRU.

Pour la prise en compte des risques naturels

Les sous-secteurs Uab1, Uab2, Uab4 et Uaa, affectés par des risques naturels, ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil de la carte des aléas joint dans les annexes.

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation :

La zone UA fait l'objet d'une réorganisation de son périmètre avec l'exclusion des secteurs d'habitat diffus au caractère plus proche de la zone UB du POS proches des équipements et qui ont été urbanisées sous forme notamment de :

- Lotissement à caractère pavillonnaire
- Le secteur de l'hôpital et de la maison d'accueil du 3ème âge est exclu de la zone UA au profit d'un classement en Uh dévolu aux équipements socioéducatifs et médicaux.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur et pour le respect du cadre paysager et architectural du village.

Le secteur Ub est historiquement à usage d'habitation individuelle isolée, jumelée ou groupée, de services et d'activités (artisanat et commerces). Dans le cadre du PLU, ce secteur accepte tous les types d'habitats sans distinction de leur nature (individuelle ou collective) dès lors qu'elles respectent le règlement de la zone.

Il intègre les secteurs urbains d'extension récentes du village. Il comprend les quartiers de PLampalais, Le Roulet, la Lambertière, mais également le secteur de Choché avec ses extensions les plus récentes. Ce secteur est caractérisé par une occupation des sols d'une densité faible, à caractère pavillonnaire.

Les secteurs Ub sont équipés par les différents réseaux (eau et électricité, assainissement existant, voirie) où l'urbanisation actuelle conduit à la formation d'un tissu résidentiel moins dense, constitué, essentiellement, d'habitations individuelles reposant sur des supports fonciers de superficies variables et dans lequel se trouve ponctuellement du bâti ancien. Le bâti présente des volumes moins importants et se trouve souvent implanté en milieu de parcelle.

Ce processus engagé et les disponibilités restantes permettent d'envisager un développement en continuité avec l'urbanisation existante, pour une forme urbaine correspondant aux demandes constatées.

Les sous-secteurs Ubb1, Ubb2, Ubb4 et Uba sont affectés par des risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et les plans de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, le raccordement au réseau public d'assainissement est imposé (article Ub4).

- la hauteur maximum autorisée est limitée pour être en harmonie avec celle des constructions voisines (article Ub10).

- L'implantation des constructions par rapport aux voies, aux limites séparatives et aux constructions les unes par rapport aux autres, participe très largement à la définition de la forme urbaine. Les implantations sont autorisées, pour l'ensemble de la zone en retrait des voies, et soit sur les limites séparatives pour permettre l'habitat groupé et les maisons jumelées, soit en retrait de ces limites. Que ce soit pour les implantations par rapport aux voies ou bien par rapport aux limites séparatives, lorsque l'implantation en retrait est envisagée, celle-ci correspond aux reculs déjà existants plus ou moins élevés de la zone soit un rapport de la hauteur du bâtiment projeté; ce qui permet de conserver une harmonie des ensembles bâtis.

Lorsque les constructions sont implantées en retrait par rapport aux limites séparatives, elles doivent respecter une distance variable en fonction de la hauteur du bâtiment. Ces dispositions ont pour finalité de préserver l'ensoleillement convenable des pièces principales et de conserver ou affirmer la vocation existante pavillonnaire (Articles Ub6, Ub7 et Ub8).

- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du village et de ses abords immédiats (article Ub11).

- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire, un pourcentage d'espace communs végétalisés est demandé pour préserver l'ambiance paysagère actuelle des ces secteurs (article Ub13).

- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article Ub4).

Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols

La fixation d'un COS est facultative (cf. article L.123-1, 13°). Le PLU de Saint Geoire en Valdaine conserve des plafonds de COS pour traduire les orientations d'urbanisme retenues par le PADD, les possibilités constructives ont été maintenues à des niveaux faibles en zone d'habitat individuel Ub qui se voit fixer un C.O.S de 0,25. Il n'a pas été fixé de C.E.S.

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes (article Ub3).

Pour la prise en compte des risques naturels

Les sous-secteurs Ubb1, Ubb2, Ubb4 et Uba, affectés par des risques naturels, ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil de la carte des aléas joint dans les annexes.

Pour la cohabitation harmonieuse entre les constructions à usage d'habitation et celles liées à l'activité économique et dans le but de favoriser l'accueil d'activités sur la commune :

- La dominante résidentielle n'exclut pas la présence d'activités, au contraire, seules sont admises les activités économiques ne générant pas de nuisances pour le voisinage. Ainsi, les activités professionnelles libérales et artisanales sont autorisées dans la mesure où leur pratique est compatible avec la vocation générale de la zone. Elles peuvent contribuer à offrir une mixité d'usage, source d'animation, évitant la constitution de secteurs urbains "dortoirs".

Article 15 du règlement : Dépassement du COS : Les possibilités de dépasser le COS ont été supprimées par la loi SRU.

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

Les zones UB font l'objet d'une réorganisation de leurs périmètres avec les modifications des éléments suivants :

- Les secteurs situés à proximité des équipements sont intégrés à la zone Ua.
- Les hameaux de Bugey, de Pompelin et de Tired est, avec leurs extensions d'habitat diffus, classés en zone NB au POS, sont intégrés à la zone Ub qui prend acte de l'urbanisation existante de ces secteurs.
- La zone NAa au POS située à la Fiquelle est intégrée à la zone Ub ainsi que la zone Nb du Marais.
- la zone UBi à Cotagon est exclue de la zone UB au profit d'un classement en Uh dévolu aux équipements socioéducatifs et médicaux et A pour les terrains et installations à caractère agricole.
- la zone NB du Roulet est intégrée à la zone Ub ainsi que les parcelles construites de la zone NB de Choché.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur et pour le respect du cadre paysager et architectural de la commune.

Le secteur Ud entièrement sous propriété publique, est à usage d'équipements publics ou d'intérêt collectif, notamment socio-éducatifs, sportifs et/ou de plein air, situé dans le secteur des "Prés de Martinette" et de la Lambertièrre et proche des principales surfaces prévues pour l'accueil de logements.

Il intègre les secteurs urbains sur lesquels sont implantés des équipements existants ou sujets à des projets futurs d'équipements.

Leur vocation est de recevoir spécifiquement des constructions à usage d'équipements publics ou des extensions de structures existantes qui accompagneront nécessairement la croissance de population de Saint Geoire en Valdaine.

Les sous-secteurs Udb1, Udb4 et Uda sont affectés par des risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et les plans de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, le raccordement au réseau public d'assainissement est imposé (article Ud4).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du village et de ses abords immédiats (article Ud11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (article Ud13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article Uc4).

Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols

la zone centrale Ua est dotée d'une relative souplesse pour ne pas entraver les possibilités d'évolution spatiale et favoriser la densité d'occupation des sols; il n'a pas été fixé de C.E.S. ou de C.O.S.

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes. Le long de la route départementale, les accès directs sont réglementés (article Uc3).

Eléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

Le secteur Ud est crée et intègre les éléments suivants :

- Le terrain du stade et des parcelles voisines propriétés ou non de la commune , classés NDi au POS sont intégrées en Ud
- Le terrain de la nouvelle école et son secteur de stationnement situé sur une parcelle voisine, classés UB au POS sont intégrés en Ud.

Les sous-secteurs Udb4 et Uda, affectés par des risques naturels, ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées.

Le secteur Uh, correspondant à l'emprise foncière, d'une part du centre hospitalier et des activités associées, d'autre part du centre médico-pédagogique du domaine de Cotagon, est à usage d'équipements médicaux et médico-sociaux.

Il intègre les secteurs urbains sur lesquels sont implantés des équipements médicosociaux existant ou sujets à des projets futurs d'équipements.

Leur vocation est de recevoir spécifiquement des constructions à usage d'équipements liés à la santé ou des extensions de structures existantes.

Le sous-secteur Uh1 est affecté par des risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et les plans de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, le raccordement au réseau public d'assainissement est imposé (article Uh4).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du village et de ses abords immédiats (article Uh11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (article Uh13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article Uh4).

Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols, la zone Uh est dotée d'une relative souplesse pour ne pas entraver les possibilités d'évolu-

tion spatiale et favoriser la densité d'occupation des sols; il n'a pas été fixé de C.E.S. ou de C.O.S (article 14).

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes. Le long de la route départementale, les accès directs sont réglementés (article Uh3).

Pour la prise en compte des risques naturels

Le sous-secteur Uh1, affecté par des risques naturels, a été créé, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil de la carte des aléas joint dans les annexes..

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

Le secteur Uh est créé et intègre les éléments suivants :

- Les terrains du centre de Cotagon, classés en zone UBi au POs sont classés en Uh.
- Le secteur de l'hôpital et de la maison d'accueil du 3eme âge est exclu de la zone UA au profit d'un classement en Uh.

Il s'agit d'un secteur équipé, réservé aux activités économiques d'activités commerciales, tertiaires, médico-sociales, industrielles et artisanales.

Il s'étend sur les parcelles concernées par des structures artisanales ou industrielles de dimension importante ou plus réduite.

Cette extension répond à plusieurs objectifs :

- répondre à la demande d'installation de nouvelles structures clairement identifiée par la municipalité et la communauté de communes sur la commune, qui ne dispose plus de suffisamment de surface sur leur parcelle d'implantation initiale. La surface disponible sur la commune n'est pas suffisante pour satisfaire les demandes,
- répondre à la demande d'installation de nouvelles structures non intéressées par les autres zones économiques de la communauté de communes,
- réduire les trajets pendulaires emploi/habitat dans le cadre d'une meilleure gestion des circulations liées à l'emploi,
- conserver sur la commune un pôle d'emplois qui lui permettra d'éviter l'évolution vers un statut de "village-dortoir"

La volonté de la commune de Saint Geoire de développer son pôle d'emplois conduit à une réorganisation de la zone Ui du POS. Les secteurs devenus impropres à cette fonction du fait des risques naturels ou de leur proximité nouvelle avec de l'habitat suite à l'implantation de lotissements sont déclassés ou dévolus à l'accueil de logements à la Lambertière. Les zones Ui de la Gaîté et de Champet sont étendues. Ce projet de réorganisation a fait l'objet de rencontres entre la municipalité et les agriculteurs de Saint Geoire, notamment pour minimiser l'impact de cette consommation de terrain.

Les sous-secteurs Ueb2, Ueb4 et Uea sont affectés par des risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présenta-

tion où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et le plan de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, des dispositions particulières sont imposées pour l'évacuation des eaux usées (article Ue4).
- la hauteur maximum autorisée doit être en harmonie avec celle des constructions voisines (article Ue10).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique des secteurs d'activité économique par une architecture adaptée (article Ue11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire pour une bonne intégration au site (article Ue13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article Ue4).

Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols, la zone centrale UE est dotée d'une relative souplesse pour ne pas entraver les possibilités d'évolution ; il n'a pas été fixé de C.E.S. ou de C.O.S. (article 14).

Pour la prise en compte des risques technologiques - sites et sols pollués

La commune est concernée par le site de la ferronnerie LOCK et CIE située dans le secteur de Champet en zone Ue. Dans ce secteur touché par le risque de sols pollués, identifié par une trame au règlement graphique, le règlement écrit impose que toute occupation et utilisation du sol sera précédée d'une étude de sol au regard du risque de pollution. Une attestation sera produite précisant que le projet prend en compte les conclusions de l'étude.

Pour un bon accès des véhicule de secours autour des bâtiments, l'implantation des constructions est règlementée (Articles N6 N7)

Pour éviter la mutation vers de l'habitat, seuls sont autorisés les logements de fonction, liés à une activités présente sur zone, intégré au bâtiment principale et avec une SHON limitée (articles N1 N2,N14)

Pour la prise en compte des risques naturels

Les sous-secteurs Ueb2, Ueb4 et Uea, affectés par des risques naturels, ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil jointes en annexes.

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes. Le long des routes départementales, les accès directs sont réglementés (article Ue3).

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols:

Les zone NAI et UI du POS fait l'objet d'une réorganisation de son périmètre avec les éléments suivants :

- la zone classée en UI au POS à la Lambertière est supprimée et est classée en Ub et A.
- à la Gaîté, à l'est de la RD82, un secteur, classé en NAI au POS, est étendu au Nord-ouest. Le périmètre d'extension, classé NC au POS est classé en Ue.
- la zone UI de Champet voit son périmètre étendu au nord de la RD82 à la sortie est du hameau. Le périmètre d'extension, classé NC au POS est classé en AU.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur .

L'un des objectifs du P.L.U. consiste à prévoir des zones d'extension urbaine pour satisfaire aux besoins à plus long terme de la commune, dans le cadre d'un développement progressif de l'urbanisation et d'une maîtrise de l'urbanisation par rapport aux équipements.

Ce sont des réserves pour les besoins de l'urbanisation future à vocation d'habitat, de service ou d'activité. Elles permettent à la commune d'avoir une stratégie de maîtrise de l'urbanisation dans le temps. Ces tènements, bien placés, proches de secteurs construits et de leurs équipements, présentent une vocation urbaine, à terme, reconnue.

Pour les zones AU, l'urbanisation pourra se faire dans le cadre d'une modification ou d'une révision du PLU.

La partie non bâtie et non agricole de l'emprise foncière du centre de Cotagon a été classée en AU afin de définir ultérieurement les possibilités d'occupation du sol en fonction des résultats du diagnostic en cours du dispositif d'assainissement du centre.

Il en est de même pour l'extension envisagée de la zone Ue de Champet, au nord de la départementale, qui est classée en AU afin de définir ultérieurement les possibilités d'occupation du sol intégrant les enjeux spécifiques de ce secteur, notamment en termes paysagers car situé à l'entrée du hameau et en attendant les conclusions des travaux du SCOT et de définition du schéma directeur. Ce secteur est le seul espace disponible à l'accueil de nouvelles activités en fonction des contraintes fortes de risques naturels. Sa position jouxtant des activités existantes paraît pertinente avec la politique en la matière de la CAPV. Par ailleurs sa surface restreinte ne remet pas en cause l'équilibre global du schéma directeur dans un document communal où de nombreuses surfaces ont été rendues à l'agriculture.

Pour les zones AUa, l'urbanisation pourra se développer pendant la durée du P.L.U., dès lors que les conditions d'équipements seront réunies, par la mise en place d'opérations dont la composition et le plan masse respecteront les orientations d'aménagement et les dispositions réglementaires.

Les zones AUa, situées au quartier Saint Paul et Choché sont un espace de densification "stratégique" du bourg, particulièrement sensible en terme d'urbanisme en raison de leur localisation à proximité du centre village, et qui représentent, selon les choix de la municipalité, une possibilité importante de confortation et de structuration de l'espace urbain. Il est indispensable d'encadrer plus précisément l'urbanisation de ces secteurs très proches du « cœur de ville ». Les principaux enjeux sont de permettre l'accueil d'une urbanisation plus dense, en accord avec sa situation centrale et la proximité des équipements publics, mais intégrée au tissu existant périphérique, assez hétérogène, comportant du logement collectif, du logement individuel et des équipements scolaires.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. Ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et les plans de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés :

L'ouverture à l'urbanisation est soumise à condition, notamment pour la maîtrise de l'occupation spatiale du secteur AUa dans le cadre des orientations d'aménagement et dans le cadre de la mise à niveau des équipements.

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, le raccordement au réseau public d'assainissement est imposé (articles AUa4).
- la hauteur maximum autorisée doit être en harmonie avec celle des constructions voisines (articles articles articles AUa10).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du village (article articles AUa11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (AUa13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (articles articles AUa4).

Pour l'application du coefficient et d'occupation et d'emprise des sols

La fixation d'un COS est facultative (cf. article L.123-1, 13°). Le PLU de Saint Geoire en Valdaire conserve des plafonds de COS pour traduire les orientations d'urbanisme retenues par le PADD, les possibilités constructives ont été maintenues à des niveaux faibles en zone d'habitat individuel à Choché qui se voit fixer un C.O.S de 0,25 et plus important dans le secteur de St Paul avec un COS de 1. Il n'a pas été fixé de C.E.S.

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Pour la cohabitation harmonieuse entre les constructions à usage d'habitation et celles liées à l'activité économique et dans le but de favoriser l'accueil d'activités sur la commune.

- Seules sont admises les activités économiques sous réserve qu'elles ne relèvent pas de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (soumis au régime d'autorisation) afin de limiter les nuisances dans ce secteur d'habitat. Ainsi, les activités commerciales, du secteur tertiaire et artisanales sont autorisées dans la mesure où leur pratique est compatible avec la vocation générale de la zone. Elles peuvent contribuer à offrir une mixité d'usage, source d'animation, évitant la constitution de secteurs urbains "dortoirs".

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

Les zones NA et NAa du POS sont supprimées pour des raisons justifiées suivantes:

- La zone NAa, située au nord - est du village, bénéficiant d'équipements adaptés pour l'urbanisation et en cohérence avec les objectifs du PLU est classée en Ub.

- La zone NAa, englobant le parc du château de la Lambertièrre est classée dans la zone Nhb et N avec pour objectif protégé de l'urbanisation ce secteur paysager structurant de l'espace urbain du bourg tout en permettant l'évolution et la gestion du château et de ses annexes.

- La zone NA, située à l'est de Choché est classée dans la zone A avec pour objectif de stopper l'étalement urbain de ce secteur et la consommation d'espace agricole.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur et pour le respect du cadre paysager et architectural du village.

Il s'agit d'une zone agricole, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Cette zone comporte deux secteurs où toute construction est interdite :

- Le secteur Ap lié à la présence des périmètres de protection immédiat et rapproché du captage d'eau de pré l'étang,
- le secteur As concerné par un intérêt écologique identifié (ZNIEFF, zone humide, natura 2000 et zone d'alimentation des tourbières)

Elle a fait l'objet d'une délimitation rigoureuse avec l'aide des membres de la profession agricole qui souhaitent une protection des zones agricoles contre l'extension de l'urbanisation, notamment sous forme d'habitat diffus. Cette protection est renforcée en luttant contre le mitage des terres agricoles en zones éparées, notamment dans le respect de l'article L-111.3 du code rural, instituant la règle dite de "réciprocité".

Un consensus a pu se faire autour d'un objectif de base : "protéger efficacement les zones agricoles des effets destructurants et des sources de conflits liés à l'urbanisation diffuse".

Espace particulièrement vulnérable au développement urbain, l'article A.1 précise que toutes les constructions non autorisées à l'article A.2 sont interdites. Ce dernier indique que seules les constructions, installations, occupations et utilisations du sol (y compris celles soumises à l'autorisation et/ou relevant du décret n° 2003-685 du 27 juillet 2003) strictement liées et nécessaires à l'exercice de l'activité professionnelle des exploitations agricoles sont autorisées ; l'implantation des constructions doit être justifiée par les impératifs de fonctionnement de l'exploitation.

Par ailleurs, la transformation des bâtiments agricoles vers d'autres destinations est interdite.

Les sous secteurs Ab1, Ab2, Ab3, Ab4, Ab5 et Aa sont concernés par la présence de risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et le plan de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés. L'urbanisation est admise sous condition.

Pour la préservation de l'activité et du territoire agricoles :

- Seules sont autorisées les occupations et utilisations du sol directement liées et nécessaires à l'exercice des exploitations agricoles professionnelles.
- la localisation et la superficie des zones d'habitat prévues par le PLU ne portent pas atteinte aux perspectives d'évolution et de développement des exploitations agricoles en place. L'extension de l'urbanisation prévue par le PLU se réalise en continuité des pôles urbains ; aucun nouveau pôle urbanisable consommant des terres agricoles n'a été créé dans le cadre du PLU.

Pour la prise en compte des risques naturels

Les sous-secteurs Ab1, Ab2, Ab3, Ab4, Ab5 et Aa, affectés par des risques naturels, ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil jointes en annexes.

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, des dispositions particulières sont imposées pour l'évacuation des eaux usées (article A4).
- la hauteur maximum autorisée doit être en harmonie avec le paysage et est limitée à 9m au faitage exception faite pour les bâtiments à caractère technique agricole limités à une hauteur de 14m (article A10).
- L'implantation des bâtiments est réglementée pour des raisons d'ensoleillement et de préservation des circulations des véhicules de secours autour des bâtiments (articles A6 A7).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie spatiale du territoire agricole communal (article A11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (article A13).
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article A4).

Pour la prise ne compte des intérêt naturels identifiés (ZNIEFF de type 1, Natura 2000 "et zone d'alimentation des tourbières, Zones humides...)

le secteur As est créé dans lequel les constructions sont interdites à l'exception des abris en bois pour animaux parqués et d'une surfaces inférieure à 20m².

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Pour la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine

le secteur Ap est créé où seules sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées à l'entretien, la gestion du captage d'eau potable.

Par ailleurs, l'indice "pe" s'applique sur les secteurs inclus dans le périmètre éloigné de protection du captage de pré l'étang. Les prescriptions du règlement (article 2) reprennent les disposition d'urbanisme de l'arrêté préfectoral joint dans les annexes.

Pour la protection des zones humides

- Une zone A indicée As spécifique aux zones humides qui font l'objet d'une pratique agricole est créée dont le règlement :

- interdit le remblaiement, l'affouillement ou l'assèchement des zones humides telles que les mares, fossés, prairies humides, ripisylves, bois rivulaires;
- n'autorise que des travaux qui contribuent à les préserver ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement.

Pour la cohabitation harmonieuse entre les constructions à usage d'habitation et celles liées à l'activité agricole :

- l'article L-111.3 du code rural figure sur les dispositions réglementaires et a été intégré dans la démarche de délimitation des zones urbaines proches des exploitations agricoles en activités.

Pour le changement d'affectation des sols

La nouvelle réglementation autorise le changement d'affectation des sols sous conditions définies dans les dispositions réglementaires à savoir : dès lors que ce changement d'affectation ne compromet pas les activités et l'existence de l'exploitation agricole, et qu'ils présentent à la fois les qualités suivantes :

- Qualité architecturale qui justifie leurs préservations et leurs rénovations,
- Qu'ils soient bâtis de murs pleins et qu'ils soient couverts d'un toit,
- Que leurs aménagements soient réalisés dans le volume existant.

Ces bâtiments peuvent notamment être soumis aux dispositions de l'article L111.3 du Code Rural et par voie de conséquence, le règlement sanitaire départemental (Arrêté du 28/11/85).

Après recensement et analyse, le constat a été fait que les bâtiments de qualité architecturale figurant dans cette zone sont réhabilités et ont déjà changé d'affectation, ou sont situés dans des secteurs inadaptés ou correspondent à la définition de bâtiments accessoires de l'habitat existant. La possibilité de changement d'affectation prévue par les dispositions légales n'a donc pas été retenue.

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

La zone A fait l'objet d'une réorganisation de son périmètre avec l'exclusion des éléments suivants :

- les constructions n'ayant aucun lien avec l'activité agricole et présentant des possibilités d'extension et qui notamment n'entraînent pas d'impact négatif pour cette activité ont été recensées avec les représentants de la profession agricole et sont classées en Nh.
- les secteurs occupés par des boisements sont classés en N.
- la zone UBi à Cotagon est exclue de la zone UB au profit d'un classement en Uh dévolu aux équipements socioéducatifs et médicaux et A pour les terrains et installations à caractère agricole.
- la zone classée en UI au POS à la Lambertièr est supprimée et est classée en partie en A.
- à la Gaîté, à l'est de la RD82, un secteur, classés en NAI au POS, est étendu au Nord-ouest. Le périmètre d'extension, classé NC au POS est classé en Ue.
- la zone UI de Champet voit son périmètre étendu au nord de la RD82 à la sortie est du hameau. Le périmètre d'extension, classé NC au POS est classé en AU.
- La zone NA, située à l'est de Choché est classée dans la zone A avec pour objectif de stopper l'étalement urbain de ce secteur et la consommation d'espace agricole.
- L'ensemble des parcelles classées NB au POS et non encore urbanisées à la date d'approbation du PLU sont rendues à la zone A car situées dans des hameaux contraints par des insuffisances d'équipement concernant la capacité en assainissement (inaptitude des sols à l'assainissement autonome), les voiries

(profil étroit ou problème de dénégement), et /ou l'alimentation en eau potable (pression faible). Ne sont pas concernées par cette disposition les parcelles classées en NB à Choché (assainissement collectif existant ou programmé) qui sont classées en Ub ou AU et au Grosset (assainissement collectif programmé) qui sont classées en Nh.

Par ailleurs, les secteurs concernés par la ZNIEFF de type 1, la zone Natura 2000 et la zone d'alimentation des tourbières ou des zones humides identifiées sont classés en As.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur et pour le respect du cadre paysager du territoire communal.

Il s'agit d'une zone naturelle à protéger en raison, d'une part de l'existence de la zone forestière et d'autre part de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique ou écologique tel que défini par l'étude du diagnostic initial de l'environnement.

Elles assurent la protection des sites naturels et boisés. La couverture végétale joue un rôle déterminant dans la lutte contre l'érosion des sols et constitue un cadre paysager de qualité au niveau communal. Elle mérite de ce fait une protection sérieuse en cohérence avec les objectifs de développement de la commune.

Dans cette zone, les constructions nouvelles sont interdites. Sans contradiction avec les éléments précédents, l'aménagement et l'extension limités de bâtiments existants sont admis dans certains secteurs (Nh) à condition qu'ils ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers, ni à la sauvegarde de sites, milieux naturels et paysages. De même, une constructibilité très limitée est autorisée dans les secteurs (Ne) qui correspondent à des tissus urbains de type hameau présentant des possibilités de densification avec la présence de terrains non construits mais jouxtant au moins sur trois faces des zones construites.

Cette zone comporte les secteurs suivants :

- Les secteurs Ns liés à un intérêt écologique identifié (ZNIEFF1, zone humide, natura 2000).
- Les secteurs Ne où une constructibilité limitée est autorisée
- Les secteurs Nh et Nhe où une extension limitée des constructions existantes est autorisée.
- Les secteurs NI1 où sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées au parc botanique avec une limitation de Coefficient d'emprise au sol.
- Les secteurs NI2 où sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées au camping et aux activités de loisirs et de détente.
- Les secteurs Nht où sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées à l'entretien et à la gestion des châteaux et demeures.
- Le secteur Nf où sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées à l'entretien et à la gestion du lagunage.
- Les secteurs Nh concernant des zones naturelles occupées par des constructions existantes.

Les sous secteurs Nhb1, Nhb2, Nhtb1, Nhtb2, Nheb1, NI1b1, NI1b2, NI2b4,

NI1a, NI2a et Nha sont concernés par la présence de risques naturels.

Les dispositions réglementaires

Le titre I du règlement des POS relatif aux dispositions générales n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU.

Le caractère des zones, présenté dans le « chapeau » en en-tête de chaque zone et définissant leur affectation dominante n'entre plus dans le contenu réglementaire des PLU. ces informations, présentant un caractère pédagogique, sont néanmoins rappelées dans le règlement comme extrait du rapport de présentation où elles sont présentées.

Les dispositions réglementaires et le plan de zonage s'appuient sur le PADD issu du diagnostic de l'analyse paysagère, environnementale et socio économique. Les axes d'action suivants ont été adoptés.

Pour la préservation du paysage et de l'environnement

- Dans le cadre de la loi sur l'eau, des dispositions particulières sont imposées pour l'évacuation des eaux usées pour permettre une gestion à la parcelle et limiter l'impact sur les milieux naturels (article N4).
- la hauteur maximum autorisée doit être en harmonie avec le paysage et est limitée à 9m au faitage (article N10). Elle est limitée à 6m au faitage en zone Ne, où la densification du tissu urbain ne doit pas permettre un accueil de population en contradiction avec le PADD.
- L'implantation des bâtiments est réglementée pour des raisons d'ensoleillement et de préservation des circulations des véhicules de secours autour des bâtiments (articles N6 N7).
- Les dispositions réglementaires concernant l'aspect extérieur de ces zones bâties ont pour objectif de préserver la qualité et l'harmonie plastique du territoire communal (article N11).
- Un plan descriptif des espaces verts à créer ou à préserver doit être joint à la demande de permis de construire (article N13) pour une bonne intégration au site.
- l'enterrement des lignes électriques est téléphonique est privilégié (article N4).

Pour la prise en compte des châteaux, demeures et de leurs annexes

- le secteur Nht est créé ou sont seuls autorisées l'aménagement et la réhabilitation des bâtiments existants sous condition qu'ils s'opèrent dans le volume existant et visent à une mise en valeur des châteaux, demeures et de leurs annexes. (articles N1, N2).

Pour la prise en compte des activités du parc botanique

Le secteur NI1 est créé, correspondant à l'emprise du parc botanique et où sont autorisées les occupations et utilisations du sol sous condition d'être liées à l'entretien et à la gestion du parc botanique et dans une limite de 50 m² d'emprise au sol pour l'ensemble de l'unité foncière (articles N1,N2,N9).

Pour la prise en compte des activités de tourisme et de loisir du secteur de la combe

le secteur NI2 est créé où sont autorisés - pour les constructions existantes :

L'aménagement et l'extension liés à la gestion du camping et aux activités de loisirs et de détente,

- pour les constructions nouvelles :

Les constructions de type habitations légères de loisir (HLL) intégrées dans un parc résidentiel de loisir ou toute autre autorisation liée à l'activité de loisir et avec une limite de coefficient d'occupation du sol ; l'emprise au sol est autorisée jusqu'à 5% sans pouvoir dépasser 300m² en cohérence avec les projets en cours d'étude d'aménagement de la zone (Articles N1, N2 et N9).

Pour la prise en compte du lagunage

la zone Nf est créée où seul sont autorisées les occupations et utilisations du sol liées à la gestion et l'aménagement des équipements d'assainissement afin de permettre d'éventuelles évolutions de ces équipements.

Pour la prise en compte du bâti existant en secteur agricole ou naturel

Les secteurs Ne, Nh et Nhe sont créés. La délimitation de ces secteurs a fait l'objet d'un examen attentif, afin d'éviter toute pénalisation de l'activité agricole, l'impact négatif sur l'environnement, de prendre en compte les contraintes de circulation sur les voiries communales et la présence de risques naturels. L'urbanisation est admise sous conditions. Toute nouvelle construction est fortement limitée en Ne et est interdite en Nh et Nhe où seuls sont admis l'aménagement et l'extension des constructions existantes pour les habitations existantes (Nh) et des activités existantes Nhe) limités par la mise en place d'un coefficient d'emprise au sol. Dans les secteurs Ne et Nh, l'emprise au sol est autorisée jusqu'à 10% sans pouvoir dépasser 100m² afin de limiter la constructibilité à la seule extension restreinte des bâtiments existants. Il est également admis le changement de destination pour les annexes des bâtiments existant dans les secteurs Nh afin de favoriser la réhabilitation du bâti plutôt que la construction (article N1, N2 N9).

Pour la prise en compte des risques naturels

Les sous secteurs Nhb1, Neb1, Nhb2, Nhtb1, Nhtb2, Nheb1, NI1b1, NI1b2, NI2b4, NI1a, NI2a, Nea et Nha, affectés par la présence de risques naturels ont été créés, introduisant des contraintes d'urbanisme adaptées selon les fiches conseil de la carte des aléas joint dans les annexes.

Pour la protection de la ressource en eau destinée à la consommation humaine

L'indice pe s'applique sur les secteurs inclus dans le périmètre éloigné de protection du captage de pré l'étang. Les prescriptions du règlement (article 2) reprennent les dispositions d'urbanisme de l'arrêté préfectoral joint dans les annexes.

Pour la protection des zones humides

- une zone N indicée Ns spécifique aux zones humides naturelles ainsi qu'aux secteurs présentant un intérêt écologique identifié (ZNIEEF, ENS) est créée dont le règlement

- interdit le remblaiement, l'affouillement ou l'assèchement des zones humides telles que les mares, fossés, prairies humides, ripisylves, bois rivulaires ... ;

- n'autorise que des travaux qui contribuent à les préserver ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement.

Pour les exigences liées aux déplacements, à la sécurité et au respect de la loi sur le bruit :

- l'accès doit avoir des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des biens et des personnes.

Éléments de comparaison avec le Plan d'Occupation des Sols :

La zone N fait l'objet d'une réorganisation de son périmètre avec l'exclusion des éléments suivants :

- les constructions n'ayant aucun lien avec l'activité agricole et présentant des possibilités d'extension et qui notamment n'entraînent pas d'impact négatif pour cette activité ont été recensées avec les représentants de la profession agricole et sont classées en Nh.

- les secteurs occupés par des boisements sont classés en N.

- à la Gaîté, à l'est de la RD82, un secteur, classés en NAI au POS, est étendu au Nord-ouest. Le périmètre d'extension, classé NC au POS est classé en Ue.
- La zone NA, située à l'est de Choché est classée dans la zone A avec pour objectif de stopper l'étalement urbain de ce secteur et la consommation d'espace agricole.

- L'ensemble des parcelles classées NB au POS et non encore urbanisées à la date d'approbation du PLU sont rendues à la zone A lorsque situées dans des hameaux contraints par des insuffisances d'équipement concernant la capacité en assainissement (inaptitude des sols à l'assainissement autonome), les voiries (profil étroit ou problème de dénivèlement), et /ou l'alimentation en eau potable (pression faible). Ne sont pas concernées par cette disposition les parcelles classées en NB à Choché (assainissement collectif existant ou programmé) qui sont classées en Ub ou AU et à Consuoz et Orcières, qui sont classées en Ne du fait de leur situation de dents creuses au sein d'un tissu urbain de type hameau et de leur aptitude à l'assainissement autonome.

Le secteur NDp correspondant au périmètre de protection du captage est situé en zone agricole, est classé en Ap.

Les secteurs concernés par le périmètre éloigné du captage reçoivent un indice pe.

Par ailleurs, les secteurs concernés par le bassin versant alimentant les tourbières et la zone natura 2000 sont classés en Ns.

Les dispositions réglementaires ont été modifiées pour le respect des législations et réglementations en vigueur et pour le respect du cadre paysager du territoire communal.

Les équipements publics :

La commune de Saint Geoire en Valdaine bénéficie d'équipements adaptés à la taille de la commune et de qualité, ne posant pas de problème majeur : écoles, mairie, équipements socio-culturels, installations sportives ...

Les études du PLU ont fourni l'occasion d'une réflexion sur l'appréciation des besoins futurs et permis de faire des propositions adaptées au choix de la municipalité. Ont ainsi été évoqués l'aménagement du camping municipal pour l'accueil de camping-cars et l'implantation de HLL, l'implantation d'une nouvelle gendarmerie à la Lambertièrre. Ces projets ont été prise en compte dans le projet de PLU par la création de zones permettant leur réalisation. La prise en charge et la définition des besoins en équipements étant également du ressort de la communauté de communes, la commune de saint Geoire s'engagera dans une réflexion plus précise après l'approbation du PLU et en fonction de l'évolution du territoire.

Dans le cadre du PLU et dans la perspective de croissance démographique soutenue choisie par la commune, des réserves foncières ont été inscrites et un zonage spécifique dévolu au secteur d'accueil d'équipements publics a été mis en place, laissant ainsi à la municipalité une souplesse permettant une adaptation aux évolutions à venir.

- L'emplacement réservé n°1 est destiné à l'implantation d'un centre de dépôt de déchets verts. Sa surface est d'environ 3000 m² avec pour bénéficiaire la commune.
- L'emplacement réservé n°5 est destiné à l'implantation d'une nouvelle gendarmerie (étude de faisabilité en cours) . Sa surface est d'environ 7000 m² avec pour bénéficiaire la commune.
- L'emplacement réservé n°11 est destiné à l'extension du cimetière . Sa surface est d'environ 2198 m² avec pour bénéficiaire la commune.

Voirie, stationnement et espace public:

- L'emplacement réservé n°2 est destiné à l'aménagement d'une voirie mixte de liaison entre le bas du village et ses équipements sportifs et le quartier de la Lambertièrre .Sa surface est d'environ 1884 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°3 est destiné à l'aménagement d'une voirie mixte de liaison entre les secteurs est et ouest de la Lambertièrre .Sa surface est d'environ 3972 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°4 est destiné à l'aménagement d'une voirie mixte de liaison entre les secteurs est et ouest de la Lambertièrre rétablissant l'accès depuis l'est au maisons aval. Est prévue également la réalisation d'un aménagement du carrefour. Sa surface est d'environ 3497 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°6 est destiné à la réalisation d'une placette intégrant des stationnements. Sa surface est d'environ 430 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°7 est destiné à la réalisation d'une placette - aire retournement intégrant des stationnements. Sa surface est d'environ 3603m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°8 est destiné à la réalisation d'un espace public intégrant un espace vert et des stationnements. Sa surface est d'environ 7459 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°9 est destiné à la réalisation d'un espace de stationnements. Sa surface est d'environ 503 m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°10 est destiné à la réalisation d'un arrêt bus. Sa surface est d'environ 50m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°12 est destiné à l'élargissement d'une voirie. Sa surface est d'environ 613m² avec pour bénéficiaire la commune.

- L'emplacement réservé n°14 est destiné à l'élargissement d'une voirie. Sa surface est d'environ 544m² avec pour bénéficiaire la commune.

Espace Boisés Classés :

Conformément à l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme, les PLU peuvent classer les espaces boisés, les bois, les forêts et les parcs à conserver, à protéger ou à créer. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Les espaces boisés classés, qui représentent globalement une superficie d'environ 217.70 ha dans le PLU, sont délimités aux documents graphiques par une trame particulière. Les espaces boisés classés qui figuraient au POS ont été conservés. Une telle protection pour les massifs reste adaptée, notamment pour des raisons de protections et de stabilisation des sols dans un territoire fortement touché par des risques naturels. Restent également classés en Espace Boisés Classés, les boisements situés dans des zones humides identifiées ou dans les bassins versants alimentant ces zones humides. leur périmètre a été adapté à l'évolution des boisements sur le territoire communal. En application des dispositions de l'article L 130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, tout défrichement de ces espaces est interdit, et les coupes et les abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable. En outre, seuls peuvent être admis des aménagements et des installations légères nécessaires à l'accueil du public, dès lors qu'ils ne compromettent pas le caractère de ces espaces.

Il s'agit d'une protection forte qui ne peut être supprimée ou réduite que dans le cadre d'une procédure de révision du PLU (article L 123-13 du Code de l'Urbanisme). Dans ce cadre, le PLU a intégré les éléments d'étude en cours relatifs au projet de schéma de desserte forestière.

Réseau d'eau :

Les prévisions de croissance urbaine respectent les capacités de la production en eau potable.

Les installations actuelles donnent satisfaction dans les secteurs les plus peuplés.

En revanche sur le coteau de cormérieu, les hameaux du Grand Cormérieu, Cormérieu, Boulongeot, Saint Jacques et de la Batardière subissent des problèmes récurrent de pression d'eau insuffisante. Les capacités d'accueil de population de ces secteurs sont donc fortement limitées.

Assainissement :

Dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, la communauté de communes a fait réaliser un Schéma Directeur d'Assainissement. Plusieurs tranches de travaux d'assainissement sont programmées. C'est une priorité d'équipement pour la municipalité.

Les zones urbaines ou de future urbanisation respectent les secteurs d'assainissement collectifs existant et futurs à court termes (Choché par exemple).

L'ouverture à l'urbanisation des secteurs de future urbanisation AUa est strictement liée à la réalisation de ces travaux.

Bien que le Schéma Directeur d'assainissement prévoit de larges zones de desserte en réseau collectif, il est rappelé que par la délibération du 24 novembre 2009, les élus du Pays Voironnais ont instauré de nouveaux critères pour définir les priorités des travaux, et que la révision du Schéma Directeur d'Assainissement devant prochainement être lancée. Cette révision permettra de décliner l'application de ces nouveaux critères :

- Travaux à caractère d'urgence réglementaire et obligatoire (sanitaire et environnemental)
- Coordination de travaux en lien avec des projets structurants (extension, mise en séparatif ou réhabilitation).
- Travaux par bassins versants (pour régler les problèmes sur un secteur donné).
- Demandes des communes ne correspondant pas aux trois premiers critères.

Dans ce contexte, de redéfinition de la programmation prévue par le SDA et au vu de l'avis de la CAPV dans le cadre de l'association, il apparaît que les secteurs hors bourg central et Choché ne seront pas desservis par l'assainissement collectif.

Dans ces conditions, les secteurs urbanisés non raccordés au réseau de collecte et de traitement et dont les sols présentent un aptitude médiocre ou mauvaise à l'assainissement autonome voient leur constructibilité fortement limitée (dans les secteurs où des études de sol ultérieures ont corrigé les données du sda) ou réduite à une extension limitée du bâti existant. Il en est de même des secteurs situés en zone de risque faible de glissement de terrain où l'assainissement autonome est interdit.

Dès qu'une solution technique sera proposée par l'autorité compétente, les dispositions d'urbanisme de ces secteurs seront mises en cohérence.

Eaux pluviales :

En cohérence avec le plan de gestion des eaux pluviales établi en mars 2010 (étude GINGER environnement et infrastructure), un emplacement réservé est mis en place afin de permettre l'implantation d'un bassin de rétention prévu dans le projet de maîtrise des écoulements du ruisseau de la combe du Verderet et du ruisseau du Versous.

JUSTIFICATION DU ZONAGE

TABLEAU DES SURFACES

F12

P.O.S. EN VIGUEUR		P.L.U.	
Zone P.O.S	Surfaces (ha)	Surfaces (ha)	Zones P.L.U.
UA	19,8	13,81	Ua
UB,UBi	53,3	67,57	Ub
UBa	17,6		
		9,07 6,16	Ud Uh
Ui	8,7	6,36	Ue
NAi	3,0		
NAa	9,12	2,16	AUa
NA	11,7	5,88	AU
NB	60,3		
		64,21 3,88	Ne,Nh, Nhe,Nht, NI2
NC,NCa	990,1	1114,85	A,As,Ap
ND, NDds, NDa, NDp NDI	486,58 10,5	380,99	N,Ns, NI1
TOTAL	1673	1675,04	TOTAL
la différence du total des surfaces entre les deux documents est liée à l'utilisation d'un SIG pour le PLU			

Il est difficile de faire une comparaison entre les données des surfaces du POS et le PLU, au regard des superficies des zones pour la raison suivante :

- le plan de zonage du PLU a été dessiné sur la base du fond cadastral informatisé de la commune alors que le zonage du POS avait été dessiné sur des plans moins précis ne permettant de fournir qu'une approximation des superficies de chacune des zones.

Par conséquent, les données chiffrées relatives à l'évolution du zonage intègre une marge d'erreur, laquelle s'avère plus ou moins importante suivant les cas, émanant directement d'un problème de méthodologie de calcul liée à l'évolution technologique intervenue entre la phase de révision du POS et la phase d'élaboration du PLU.

- La structure du zonage et le contenu et désignation des zones ont changé rendant toute comparaison des secteurs difficile, en particulier, en ce qui concerne les zones NB.

Les données du tableau ci-contre permettent néanmoins malgré ces difficultés de procurer quelques grandes tendances et de donner quelques éléments de compréhension des évolutions. La plupart des modifications opérées entre le POS et le PLU vont, en effet, dans le sens d'une harmonisation par rapport aux orientations de la commune retenues par le PADD.

Capacité d'accueil selon les secteurs de la commune

Secteur de Champet :

capacité d'accueil :

- 5 logements sur des parcelles situées dans le tissu urbain existant

Secteur de Choché :

capacité d'accueil :

- 7 logements sur des lots vacants situées dans les lotissements existants
- 20 logements dans la zone AUa
- 25 logements à long terme dans la zone AU

Secteur du village

quartier Saint Paul :

capacité d'accueil :

- 7 logements sur des parcelles situées dans le tissu urbain existant
- 25 logements dans la zone AUa

quartier lambertière :

capacité d'accueil :

- 30 logements environs dans la zone Ub

quartier Plampalais :

capacité d'accueil :

- 35 logements sur des lots vacants situées dans les lotissements existants ou sur des parcelles situées dans le tissu urbain existant

Secteur du Roulet :

capacité d'accueil :

- 35 logements à long terme dans une zone AU

Secteur de Consuoz :

capacité d'accueil :

- 10 logements à la surface limitée dans une zone Ne

Secteur des Orcières :

capacité d'accueil :

- 2 logements à la surface limitée dans une zone Ne

TOTAL : 189 logements

SUPERFICIE ET CAPACITE D'ACCUEIL THEORIQUE

ZONE	SUPERFICIE RESIDUELLE	CAPACITE EN LOGEMENT
Ua	0 hectare	25 logements vacants environ
Ub	6,15 hectares environ	83 logements environ
AUa	2,05 hectares environ	50 logements environ
AU	2,96 hectares environ	50 logements environ
Ne	2,04 hectares environ	12 logements environ
TOTAL	10,8 hectares environ	220 logements environ

Calculée sur la base moyenne de lots d'une superficie de 500m² pour l'accueil d'un logement, moyenne entre les zones Ua,AUa denses (centre village, Saint Paul, Lambertière et Choché) et les zone Ub et AU d'habitat plus diffus (correspondant aux dernières opérations projetées) ; pondérée par la topographie du terrain de certains secteurs (Choché, Roulet), incluant les voiries et équipements et correspondants aux opérations réalisées récemment ou en cours de réalisation sur le secteur. Les secteurs Ne par leur règlement adapté au terrain et limitant la constructibilité correspond à des secteur d'habitat diffus.

L'ensemble des parcelles non construites représente pour la totalité des zones urbaines U concernant l'habitat et des zones de future construction AU indicées une surface globale de 11,4 hectares environ.

La capacité d'accueil théorique totale du PLU est donc de 220 habitations nouvelles pour les vingt prochaines années.

La superficie des zones prévues pour l'urbanisation et sa capacité d'accueil en logement sont donc cohérentes avec les objectifs de croissance de la municipalité dans le cadre du PLU.

Cette dynamique intègre l'urbanisation progressives des 2,96 hectares des zones AU stricte à vocation d'habitat (2,1ha de la zone Au stricte totale concernent le secteur de Cotagon et de Champet et sont non destinés à de l'habitat), en fonction des projets d'équipements à développer d'ici vingt ans, pouvant accueillir environ 50 logements et dont l'ouverture à la construction est entièrement de la maîtrise de la collectivité.

Cette capacité d'accueil intègre les possibilités de réhabilitation du bâti existant. Par ailleurs, les zones Nh n'autorise qu'une extension limitée de bâtiments existants et non de nouvelles constructions

Au regard de ces projections, l'évolution de la population pourrait être marquée par une croissance d'un peu plus de 484 habitants (sur la base de calcul de foyer de 2,2 membres et selon les prévisions de l'INSEE sur la taille des ménages).

Ce chapitre est destiné à mettre en évidence l'incidence du PLU sur l'environnement et à présenter les mesures prises pour éviter, limiter ou compenser d'éventuelles incidences négatives des orientations du projet sur l'environnement.

La protection des ressources naturelles

La ressource en eau

-Gestion de la ressource en eau

L'urbanisation nouvelle prévue dans le PLU est en cohérence avec les ressources en eau provenant du réseau d'eau public.

L'hypothèse retenue pour l'évolution démographique de Saint-Geoire-en-Valdaine est une baisse du rythme de croissance des dernières années soit environ 1% de nouveaux habitants par an (ce qui représente environ 440 habitants de plus à l'horizon 2030).

Pour répondre à la future demande, les volumes d'eau potable disponibles sont jugés comme étant suffisants, compte tenu des ressources apportées par le SIE du Guiers.

- Protection de la qualité de la ressource en eau

Un captage d'eau potable est recensé dans le territoire de Saint-Geoire-en-Valdaine (captage du Puits de l'Etang, près du hameau de Cotagon). Le zonage du PLU prend en compte les périmètres de protection de ce captage, en particulier la protection des périmètres de protection immédiate et rapprochée :

- le périmètre de protection immédiate et le périmètre de protection rapprochée sont affectés du zonage Ap. Dans le secteur Ap sont seules autorisées toutes les occupations et utilisations du sol liées à la gestion, l'entretien des captages pour l'alimentation en eau potable.

- Le périmètre de protection éloignée est affecté de zonage prenant en compte l'occupation actuelle du sol qu'elle soit naturelle (zonage de type A dans les parcelles agricoles, de type N avec surcharge EBC dans les parcelles boisées, zonage de type U dans le secteur bâti de Cotagon).

L'instauration du PLU n'entraînera donc pas d'incidence sur la qualité des eaux du captage.

Le milieu récepteur : la protection du milieu aquatique au regard des eaux usées

L'élaboration du PLU s'est appuyé sur le Schéma Directeur d'assainissement des eaux

Les préconisations établies dans ce document ont ainsi largement conditionné la vocation actuelle et future des sols. Le respect de ces préconisations et la réalisation de la mise à niveau des équipements de collecte et de traitement des eaux usées (la station d'épuration de Saint-Geoire n'est plus de capacité suffisante mais est intégrée dans un projet intercommunal de remise à niveau), permettra d'assurer une meilleure protection des milieux récepteurs.

Le développement urbain (zones U et AU) s'inscrit exclusivement dans les zones desservies par un réseau collectif existant ou prévu dans le cadre du schéma directeur d'assainissement et qui sont ou seront raccordées à des dispositifs de traitement.

Dans les secteurs où les conditions d'assainissement individuelles sont défavorables, l'urbanisation est stoppée et la constructibilité ne peut concerner que l'extension limitée des constructions existantes.

Par ailleurs, certains secteurs limités sont concernés par de l'urbanisation diffuse existante ; ces secteurs doivent utiliser l'assainissement autonome. Cette situation n'est pas nouvelle et le PLU ne permet pas d'agir sur les constructions existantes, le rôle de contrôle revenant à l'autorité compétente. Les assainissements autonomes qui seront par nécessité maintenus dans certains secteurs de la commune en raison de leur taille ou de leur éloignement au réseau existant ou futur respecteront scrupuleusement les prescriptions édictées dans le zonage d'assainissement.

Les secteurs urbanisables de la commune sont situés hors des secteurs de sensibilité biologique. C'est pourquoi les secteurs de la commune situés dans le bassin versant de l'Ainan, en amont de la tourbière du Val d'Ainan et de la zone Natura 2000 ne sont pas urbanisables afin de préserver de toute altération liée aux effluents d'eaux usées, les milieux d'intérêt biologique situés en aval. Les quelques constructions présentes dans ces secteurs (Cormérieu) équipées de dispositifs de traitement individuel des eaux usées, sont affectés d'un zonage de type Nh.

La prise en compte des eaux pluviales

La densification du bâti dans certains secteurs, en particulier en zone Ua et Ub, répond à un souci d'économie de l'espace. Elle se traduit par un accroissement de l'imperméabilisation des sols qui nécessite une gestion satisfaisante des eaux pluviales.

En cohérence avec le schéma directeur d'assainissement et sous réserve des conclusions d'études ultérieures : loi sur l'Eau, hydraulique, tests de perméabilité et mesures de la profondeur de la nappe..., il s'agira de réduire la production d'eaux de ruissellement pluvial en limitant l'imperméabilisation du sol tout en favorisant l'infiltration à la source des eaux météoriques afin de :

- " recharger localement les nappes de la plaine de l'Ainan ;
- " réduire les inondations localisées ;
- " réduire, voire supprimer, la saturation du réseau unitaire et de la station d'épuration pour éviter des rejets d'eaux usées dans le milieu naturel ;
- " réduire, voire supprimer, la pollution des fossés et des mares par les eaux de ruissellement pluvial sur des substrats artificiels par nature pollués tels que le réseau viaire et les parkings.

De telles mesures s'inscrivent dans le maintien de la fonctionnalité hydrologique des territoires.

Le règlement du PLU prend en compte cette gestion des eaux pluviales aux articles 3, 4 et 11 des zones urbaines et de future urbanisation (gestion à la parcelle ou raccordement obligatoire au réseau existant). par ailleurs, est intégré le projet de gestion et de maîtrise des écoulements du ruisseau de la combe de Verderet et du Versous par la mise en place d'un emplacement réservé pour la réalisation d'un bassin de rétention.

L'utilisation du sol

Le PLU a été élaboré en vue de mettre en cohérence les capacités d'urbanisation avec le PADD et d'affirmer fortement, par le zonage, la vocation des espaces naturels et agricoles. Il permet d'acquérir une maîtrise efficace du développement de l'urbanisation. Les zones d'habitat nouveau sont calées au plus près des constructions existantes sans maintenir de grandes réserves foncières non bâties en continuité.

Le règlement et le zonage favorisent ainsi la densification des espaces déjà urbanisés dans le chef-lieu de Saint-Geoire-en-Valdaine et le hameau de

Champet, en cohérence avec le tissu urbain existant, notamment avec la définition d'une zone urbaine centrale (Ua) permettant d'accueillir des logements collectifs ou de l'habitat plus groupé et des zones périphériques Ub destinées à l'accueil de constructions à usage d'habitation individuelle isolée, jumelée ou groupée.

Le règlement favorise aussi la densification (remplissage de parcelles vides) et l'extension limitée sous la forme d'une urbanisation moins concentrée dans le hameau de Choché.

Dans cette logique, ces zones offrent la possibilité de densifier les secteurs partiellement bâtis.

Le reste du territoire voit sa vocation d'espace naturel et agricole confortée : les espaces naturels (N) et agricoles (A) disposent de règles limitant très fortement les constructions nouvelles :

- Les constructions existantes non liées à l'activité agricole professionnelle et implantées en zone agricole sont affectées du zonage Nh (zone naturelle d'habitat isolé sans possibilité de nouvelles constructions hors extension restreinte par un coefficient d'emprise au sol limité).
- Dans la zone N, des secteurs à vocation de loisir et d'accueil touristique sont autorisés :
 - " Le secteur NI1 où sont autorisées les occupations et utilisations du sol l'implantation liées au parc botanique restreinte par un coefficient d'emprise au sol limité.
 - " Le secteur NI2 à vocation de loisir et d'accueil touristique (camping) où l'implantation de constructions de type habitation légère de loisir (HLL) est autorisée restreinte par un coefficient d'emprise au sol limité.

Le périmètre de la zone A a fait l'objet d'une étude précise avec les représentants de la profession.

La gestion des espaces agricoles s'est appliquée à préserver une continuité des espaces travaillés et à limiter fortement leur consommation par l'extension urbaine à des parcelles déjà enclavées.

Le zonage du PLU prend en compte la préservation d'espaces présentant un intérêt naturaliste (ZNIEFF, Natura 2000) au sein des espaces naturels par l'affectation d'un zonage de type As.

Incidence sur les déplacements doux

Le PLU intègre les principes de valorisation des liaisons douces ce qui se traduit principalement :

- Par un rythme de croissance revu à la baisse par rapport au potentiel du POS et au développement connu par la commune ces dix dernières années
- Par un parti urbanistique favorisant une centralité du développement urbain et des extensions à proximité immédiate des équipements;
- Par la mise en place d'emplacements réservés pour l'aménagement de voirie ou la création de liaisons douces entre les principaux secteurs d'habitat et d'équipements.

LA PRESERVATION DES ESPACES NATURELS ET LE MAINTIEN DE LA BIODIVERSITE

Le PLU a été élaboré en vue de mettre en cohérence les capacités d'urbanisation avec le PADD, notamment pour ce qui est de la prise en compte de l'environnement.

Le périmètre des espaces d'intérêt naturaliste fait l'objet, selon le mode d'occupation du sol, du zonage As ou Ns.

La prise en compte des Z.N.I.E.F.

L'ensemble de la ZNIEFF de type 1 " Marais du Val d'Ainan ", qui se superpose en grande partie dans le périmètre du SIC Fr 8201729 " Marais du Val d'Ainan " est affectée intégralement du zonage As.

Le zonage A désigne la zone agricole, équipée ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Cette zone comporte le secteur As concerné par un intérêt écologique identifié (ZNIEFF).

Cette disposition qui interdit notamment le remblaiement, l'affouillement ou l'assèchement des zones humides telles que les mares, fossés, prairies humides, ripisylves, bois rivulaires permettra la préservation des équilibres écologiques et des espèces dans le cadre du PLU.

Le règlement précise en outre : dans les secteurs As, les occupations et utilisations

du sol autorisées à l'article 1 sont admises sous condition du respect des intérêts écologiques. Toute construction de bâtiments nouveaux y compris des bâtiments à usage agricole est interdite.

La prise en compte des zones humides

À l'échelle du territoire communal, il s'agit de promouvoir la préservation de toutes les zones humides, en accord avec les orientations fondamentales du SDAGE qui portent notamment sur la préservation ou la restauration des zones humides.

La zone humide que constitue la vallée de l'Ainan est prise en compte dans le cadre de la ZNIEFF de type 1 et un zonage de type As.

La prise en compte de la protection nécessaire des autres zones humides de taille plus réduite et distribuées dans le territoire communal repérées a conduit à leur classement en zone As et à la disposition du règlement interdisant dans ces zones (et leurs sous-secteurs) les constructions nouvelles y compris agricole ainsi que le remblaiement, l'affouillement ou l'assèchement des zones humides telles que les mares, fossés, prairies humides, ripisylves, bois rivulaires.

La prise en compte des milieux aquatiques

Au regard des continuums aquatiques, l'établissement de PLU n'introduit aucune perturbation. La mise en place des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées pour les secteurs actuellement non équipés, condition de l'évolution urbaine, et la préservation du bassin versant de la tourbière du Val d'Ainan dans le périmètre de la ZNIEFF et du SIC du Val d'Ainan contribuera à la préservation des milieux aquatiques.

La prise en compte des bois

L'ensemble des bois du territoire considérés comme des facteurs importants de la biodiversité sont affectés du zonage N (zone naturelle à protéger).

Le zonage N désigne une zone naturelle à protéger en raison, d'une part de l'existence de la zone forestière et d'autre part de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique ou écologique.

L'interdiction, notamment des constructions dans la zone N, autres que celle autorisées dans les conditions définies à l'article N2, contribuera à la préservation des écosystèmes boisés de la commune.

Dans l'optique d'une préservation optimale de l'environnement, les bois situés à l'intérieur du bassin versant de l'Ainan, sont affectés du zonage de type Ns. Les secteurs Ns sont liés à un intérêt écologique (ZNIEFF, zone humide, natura 2000).

La presque totalité des bois de la commune reçoivent en outre le classement EBC (espace boisé classé). Cette disposition qui interdit notamment le défrichage contribue à la préservation à long terme des boisements en tant qu'habitat, élément de protection des sols vis-à-vis des risques naturels et de la qualité des écoulements, notamment dans le bassin versant de l'Ainan alimentant la zone Natura 2000.

La prise en compte des connexions écologiques

La morphologie initiale des secteurs naturels boisés, notamment, et des zones agricoles est affirmée dans le cadre du zonage du P.L.U. ce qui permet de préserver les continuums boisés existants. L'établissement du P.L.U n'apporte pas, par conséquent, de modification au regard des déplacements de la faune à l'intérieur du territoire et des connexions vers les espaces périphériques. Les corridors qui correspondent aux " coupures vertes " (combes boisées, coteaux boisés) existantes entre l'urbanisation des différents hameaux et zones construites actuelles sont de plus préservés.

LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES ET DES NUISANCES

-La prise en compte des risques technologiques

Le site de la ferronnerie Lock et cie, située dans le secteur de Champet a pu accueillir des activités potentiellement polluantes. En fonction de l'état résiduel des terrains et travaux de réhabilitation réalisés, l'aménagement de ces sites peut être soumis à des restrictions d'usage. En application de l'article R 123-11,b, le document graphique fait apparaître le secteur concerné par une trame spécifique, et le règlement écrit les conditions d'utilisation du sol sur ce site.

-La prise en compte des risques naturels

Le PLU intègre les éléments issus de la carte des aléas. La traduction des aléas recensés sur le territoire communal en risques naturels a conduit à un report sur les zones où la construction ou l'extension de constructions existantes est autorisée, soient sur les zones urbaines Ua, Ub, AU, AUa, sur la zone agricole A et la zone naturelle Nh, Nhl et Nht. Le règlement précise les dispositions applica-

bles à ces zones, délimitées au document graphique en fonction du risque identifié par un indice a, b1, b2, b3, b4 ou b5.

Par ailleurs, le classement en Espaces Boisés classés EBC des boisements situés dans des secteurs de glissements de terrain concourt à la protection des sols (stabilité et érosion).

- La prise en compte des risques d'incendie

La centralité des zones urbaines et de future urbanisation (dont l'ouverture sera liée à la réalisation ou la mise en conformité des réseaux) intègre la problématique de lutte contre l'incendie.

-La lutte contre les nuisances et la pollution

La limitation de l'urbanisation le long des voiries et la centralité urbaine recherchée par les objectifs du PADD participent à la lutte contre les nuisances.

Les nuisances que sont le bruit et la pollution atmosphérique sont prises ainsi en compte par les orientations suivantes :

- La concentration du développement urbain proche des équipements afin de faciliter leur accès, par les modes de déplacement doux afin de limiter l'usage de l'automobile.
- La mise en place d'emplacements réservés pour l'aménagement et la création de liaisons douces entre les principaux secteurs d'habitat et d'équipements.

La confortation des pôles urbains existants afin de s'appuyer sur les réseaux de cheminements piéton et cycles réalisés, favorisant ainsi les déplacements non polluants.

Au regard des ressources naturelles, le PLU à travers son règlement (article 11) permet une adaptation de ses contraintes dans le cadre de bâtiments utilisant les énergies nouvelles.

La préservation du paysage et du cadre de vie

La préservation des qualités paysagères locales s'exprime, dans le P.L.U, par la confortation des principales zones agglomérées de la commune. Le PLU confirme l'impossibilité d'une extension du mitage dans les espaces naturels et agricoles. Les extensions dans les zones Nh sont strictement réglementées.

Des secteurs du bourg comme la combe et les coteaux dominant le village ont

été préservés de l'urbanisation pour maintenir des coupures vertes et la structure paysagère qui donne son caractère au village. Le développement linéaire de l'urbanisation le long des voiries et le mitage des zones naturelles sont stoppés. Les secteurs de Choché, Saint Paul font l'objet d'orientations d'aménagement de manière à établir les dispositions urbanistiques permettant d'assurer une intégration optimale des futures opérations au site et au tissu urbain concerné.

- L'insertion architecturale du nouveau bâti
- Le règlement des zones urbaines impose une bonne insertion des constructions et le respect de l'architecture traditionnelle.
- Les volontés affirmées dans le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine et son PADD prennent en compte les recommandations et les préconisations du diagnostic environnemental :
- densification autour des principaux secteurs bâtis,
 - préservation et protection des espaces naturels remarquables
 - protection des espaces naturels et agricoles contre le mitage par l'urbanisation,
 - prise en compte des risques naturels
 - préservation de l'activité agricole

LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLU SUR LA ZONE NATURA 2000

L'évaluation environnementale Natura 2000 d'un P.L.U. qui permet des modifications de zonage et des projets d'aménagement à l'intérieur mais aussi à proximité d'un site Natura 2000 doit être menée au regard des objectifs de conservation du site Natura 2000 (R414-19 Code de l'environnement).

Dans le cadre du PLU de Saint Geoire en Valdaine cette évaluation a été traitée à minima, le projet communal n'ayant pas d'interférence avec Natura 2000, avec aucune zone nouvelle d'urbanisation dans le secteur.

ANALYSE PRONOSTIQUE DES INCIDENCES

Nature des perturbations

Artificialisation du territoire et changement d'occupation du sol

L'artificialisation de Saint-Geoire-en-Valdaine, c'est-à-dire la consommation de surfaces agricoles et naturelles par l'urbanisation et les aménagements déjà réalisés, va être notablement réduite par les effets du PLU qui restreint considérablement les surfaces de construction par rapport au POS.

L'aménagement des zones AU et U ne se fera pas aux dépens de surfaces agricoles : prairies ; mosaïques de cultures et de prairies ; surfaces agricoles interrompues par des surfaces naturelles ; terres arables. Plus précisément, les habitats naturels concernés sont préservés de l'urbanisation par un classement en zone agricole A ou naturelle N.

Altération de zones humides

Les zones humides de la commune telles que la ripisylve de l'Ainan font l'objet d'un classement en zones As ou Ns spécifique dont le règlement garantit la protection et permet d'éviter toute dégradation ou destruction.

Imperméabilisation des sols

Une artificialisation génère également une imperméabilisation des sols conduisant à une réduction de leur capacité à infiltrer l'eau météorique : pluie, grêle, neige..., ce qui augmente le phénomène de ruissellement et concentre les eaux de ruissellement pluvial sur des substrats artificiels imperméables ainsi que vers le réseau d'assainissement (réseau unitaire principalement), le surchargeant puis entraînant une pollution des milieux naturels. Dans le cas du P.L.U., une telle situation conduirait à des aléas et des risques de trois types :

- inondation et érosion en aval par une augmentation locale du débit des ruisseaux, spécialement dans le contexte d'une très forte déclivité ;
- réduction locale de la recharge en eau des nappes de la plaine de l'Ainan avec les effets négatifs sur les habitats naturels, la flore et la faune ;
- choc de pollution pour les éventuels récepteurs naturels : cours d'eau et aulnaies-frênaies lors de fortes productions d'eaux de ruissellement pluvial sur des substrats artificiels par nature pollués tels que le réseau viaire et les parkings.

Dans le cadre du P.L.U., en matière de gestion des eaux, les eaux de ruissellement pluvial sont gérées par des prescriptions urbanistiques pour faciliter l'infiltration immédiate des eaux météoriques sur la parcelle. Compte tenu de sa nature, le sous-sol dispose d'une capacité de perméabilité permettant d'envisager des techniques d'infiltration des eaux de ruissellement tout en récupérant la pollution de ces eaux par filtration puisque les polluants de ces eaux se fixent sur des particules, en évitant ainsi la pollution des récepteurs naturels de ces infiltrations : cours d'eau et zones humides.

Effets sur les sites Natura 2000**Effets directs :**

intersection du zonage avec les sites Natura 2000

Les zones AU et U du plan de zonage n'intersecte pas le périmètre du Sic Natura 2000 val d'Ainan ni celui de la Znieff de type 1. Il n'y aura donc pas d'artificialisation directe du Sic Natura 2000 par l'aménagement de ces zones.

Au regard de l'article R414-19 Code de l'environnement, la révision du PLU n'aura donc aucune incidence directe, temporaire ni permanente sur les habitats prioritaires ou d'intérêt communautaire recensés dans la zone Natura 2000 SIC Fr 8201729 " Marais du Val d'Ainan ", puisque le zonage du PLU pour l'intégralité de cet espace est du type As et, qu'à ce titre, il ne comprend aucune possibilité de développement urbain.

L'objectif de conservation porté dans le DOCOB et relatif à la préservation des habitats naturels dont ceux d'intérêt communautaire (objectif " C ") est par conséquent respecté.

Effets indirects :

analyse au regard des objectifs de conservation

L'évaluation environnementale Natura 2000 d'un P.L.U. qui permet des modifications de zonage et des projets d'aménagement dans mais également à proximité d'un site Natura 2000 doit être menée au regard des objectifs de conservation du site Natura 2000 (R414-19 Code de l'environnement).

Aussi, à l'égard de la révision du P.L.U. de Saint-Geoire-en-Valdaine et des objectifs de conservation établis dans le Docob du site Natura 2000 val d'Ainan, deux objectifs de conservation apparaissent respectés :

Objectif 1 : qualité des eaux ;

La cohérence entre le zonage du PLU, sa capacité d'accueil de population et les améliorations apportées au dispositif d'assainissement collectif existant par les travaux de mise en séparatifs des réseaux réalisés et programmés ; ainsi que les premiers éléments du projet de schéma directeur d'assainissement intercommunal

Objectif 2 : maintenir et restaurer la zone humide, favoriser la biodiversité, dont restauration des prairies humides (sous-objectif 2) et maintien et restauration des boisement d'intérêts communautaire (sous-objectif 3).

Les dispositions relatives à la préservation des zones humides du territoire (la zone humide del'Ainan et les zones de petite taille) par l'affectation du zonage

As, et celles relatives à la gestion des eaux pluviales (voir le paragraphe " La prise en compte des eaux pluviales ") et des eaux usées (voir le paragraphe " La ressource en eau ") permettront de se conformer aux objectifs fixés.

A ce titre à la zone As où aucune construction nouvelle ne sera autorisée débordant largement du périmètre de la zone humide pour s'étendre sur l'ensemble des deux versant en amont. Dans la partie amont des deux versants les boisements font l'objet d'une protection plus forte par leur zonage en Ns et leur classement en EBC.

Les espèces d'intérêt communautaire

Les dispositions prises dans le PLU ne remettront pas en cause la préservation des espèces d'intérêt communautaire (Sonneur à ventre jaune, Triton crêté, Agrion de Mercure, Lamproie de Planer, Liparis de Loesel).

COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SDAGE RHONE-MEDITERRANEE**Les orientations fondamentales du SDAGE (rappel):**

1. Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution ...
2. Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usages ...
3. Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines ...
4. Mieux gérer avant d'investir ...
5. Respecter le fonctionnement naturel des milieux ...
6. Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables ...
7. Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés ...
8. S'investir plus efficacement dans la gestion des risques ...
9. Penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire ...
10. Renforcer la gestion locale et concertée ...

Le PLU de Saint-Geoire-en-Valdaine est compatible avec le SDAGE Rhône-Méditerranée, notamment au regard des orientations suivantes :

Orientation 1. Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution :

Le développement urbain s'inscrit en majorité dans les zones desservies par un réseau collectif existant ou prévu dans le cadre du schéma directeur d'assainissement et qui seront raccordées à des dispositifs de traitement.

L'ouverture à l'urbanisation des zones de future urbanisation indicées est conditionnée par la réalisation des réseaux et du traitement des eaux usées.

Les secteurs concernées par de l'urbanisation diffuse devront utiliser l'assainis-

sement autonome. Les assainissements autonomes respecteront scrupuleusement les prescriptions édictées dans le zonage d'assainissement.

Orientation 3. Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines ...

La prise en compte par le PLU des périmètres de protection du captage du Puits de l'étang par le PLU et les dispositions prises au regard de l'assainissement et du traitement des eaux pluviales vont dans le sens de la préservation des eaux souterraines et de la reconnaissance de leur importance stratégique.

Orientation 6 .Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables

" Préservation des continuums aquatiques

Au regard des continuums aquatiques, l'établissement de PLU n'introduit aucune perturbation.

" La prise en compte des zones humides

La zone humide du Val d'Ainan est prise en compte dans le cadre de la ZNIEFF de type 1 et un zonage de type As .

La prise en compte de la protection nécessaire des zones humides repérées a conduit à un classement en zone As et à la disposition du règlement interdisant dans ces zones (et leurs sous-secteurs) le remblaiement, l'affouillement ou l'assèchement des zones humides telles que les mares, fossés, prairies humides, ripisylves, bois rivulaires .

Orientation 8. S'investir plus efficacement dans la gestion des risques

" La prise en compte des risques naturels

Le PLU intègre les éléments issus de la carte des aléas (risques de glissement de terrain, inondation, notamment). Le périmètre des zones urbaines du POS a été profondément remanié pour s'adapter aux contraintes liées à la présence de risques naturels (voir chapitre risques). Les zones de constructibilité comportent des sous secteurs indicés selon les risques identifiés où les règles d'urbanisme sont adaptées, en cohérence avec les fiches conseil de la carte des aléas joint en annexe.

" La prise en compte des eaux pluviales

La densification du bâti dans certains secteurs, en particulier en zone Ua et Ub, répond à un souci d'économie de l'espace. Elle se traduit par un accroissement de l'imperméabilisation des sols qui nécessite une gestion satisfaisante des eaux pluviales.

Le règlement du PLU prend en compte cette gestion des eaux pluviales des

zones urbaines et de future urbanisation (gestion à la parcelle ou raccordement obligatoire au réseau existant).

En cohérence avec le plan de gestion des eaux pluviales établi en mars 2010 (étude GINGER environnement et infrastructure), un emplacement réservé est mis en place afin de permettre l'implantation d'un bassin de rétention prévu dans le projet de maîtrise des écoulements du ruisseau de la combe du Verderet et du ruisseau du Versous.

Orientation 9. Penser la gestion de l'eau en termes d'aménagement du territoire

" Protection de la qualité de la ressource en eau

Le zonage du PLU prend en compte les périmètres de protection du captage du Puits de l'Etang présent dans la commune de Saint-Geoire-en-Valdaine, en particulier la protection des périmètres de protection immédiate et rapprochée.

" Gestion de la ressource en eau

L'urbanisation nouvelle prévue dans le PLU est en cohérence avec les ressources en eau provenant du réseau d'eau public. Pour répondre à la future demande, les volumes d'eau potable disponibles sont jugés comme étant suffisants, compte tenu des ressources apportées par le SIE du Guiers.

LES MESURES COMPENSATOIRES

Compte tenu des mesures de préservation de l'environnement contenues dans le PADD et traduites dans le zonage et le règlement du PLU, il n'a pas été prévu de mesures compensatoires dans le cadre de ce document d'urbanisme.

